

سكنا من المرحله

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14021 - 4,50 F

SAMEDI 24 FÉVRIER 1990

FONDATEUR: HUBERT BODUEN - DIRECTEUR: ANDRÉ FONTAINE

Un coup dur commercial pour la fusée européenne

L'explosion d'Ariane va retarder le lancement de plusieurs satellites

Triste anniversaire

S'il est un vol que la fusée européenne Ariane aurait dû réussir, c'est bien celui qu'elle vient de manquer en Guyane. Certes, pour les responsables du vol, comme pour les clients, tous les tirs sont importants. Mais celui-ci revêtait un caractère particulier, pour plusieurs raisons.

Ce trente-sixième vol d'Ariane-4 devait permettre la mise en orbite de deux satellites de télécommunications et de télévision d'une valeur de 2,6 milliards de francs. Deux satellites qu'il fallait lancer à l'extrême. Car, si ses propriétaires japonais avaient finalement choisi le lanceur européen, c'est tout simplement parce qu'ils étaient obligés, du fait des difficultés de la navette spatiale américaine et de l'absence de lanceurs conventionnels aux États-Unis, de composer avec l'Europe spatiale. Une Europe qu'ils pouvaient boudier dès que les Américains seront de nouveau en selle. Une Europe dont ils comptent bien être les concurrents très actifs dès lors que leur lanceur lourd H-2 sera en service dans le milieu des années 90.

DANS ces conditions, il va être plus difficile pour Arianeespace, la société chargée de commercialiser le lanceur européen, de prospecter le marché asiatique en se prévalant de la confiance que les Japonais lui avaient faite. Comme il aurait été bon de pouvoir se targuer d'un nouveau succès et de fêter en fanfare, dans quelques semaines, le dixième anniversaire de la société. Les promoteurs du lanceur européen vont donc devoir adopter un profil bas pendant quelques semaines au moins. Le temps de découvrir les raisons de cet échec qui affecte le premier étage de l'engin. Un étage rustique qui a souvent donné satisfaction.

On ne saurait cependant se contenter de tels résultats qui, s'ils soulignent le bon fonctionnement de l'engin (dix-sept succès consécutifs, dont sept avec Ariane-4), ne sauraient masquer les retards généraux que vont subir les prochains clients du lanceur européen. De même, il ne serait pas raisonnable de sous-estimer le réveil des Américains, dont les constructeurs de lanceurs conventionnels ne comptent pas laisser le champ libre à Arianeespace.

Le temps de l'efficacité semble revenu outre-Atlantique. Les firmes Martin Marietta et McDonnell Douglas, qui exploitent respectivement les Titans et les Deltas, et bénéficient de confortables contrats de la part du Pentagone, claquent haut et fort leurs ambitions civiles. Autre concurrent gênant : General Dynamics dont le lanceur Atlas, véritable cheval de Troie pour l'Europe.

Il est difficile aussi d'ignorer l'Union soviétique et son lanceur Proton, ou la Chine et son Longue-Marche, qui, déjouant les lois de l'offre et de la demande occidentales, proposent des prix bien inférieurs à leurs concurrents américains et européens. Autant de raisons qui imposent à Arianeespace de trouver rapidement la cause de ce nouvel échec et de repartir à la recherche de clients pour la décennie à venir.

M 0147 - 224 0 - 4,50 F



3790147004500 02240

La fusée européenne Ariane-4, porteuse de deux satellites japonais, a explosé en plein vol, le vendredi 23 février, à 0 heure 18 minutes et 40 secondes, heure de Paris. Survivant après dix-sept lancements réussis consécutifs, l'échec de ce trente-sixième tir va retarder le lancement de plusieurs satellites. Un revers d'autant plus gênant pour l'Europe que la concurrence américaine se fait plus vive.

KOUROU

de notre envoyé spécial

20 h 20, heure de Kourou : dans la salle Jupiter du centre spatial guyanais, où convergent toutes les informations du centre de lancement, la consternation est sur tous les visages. « Dès les premières secondes, on voyait bien que la trajectoire était anormale », commentent, atterrés, les spécialistes.

En apercevant quelques minutes plus tôt un nuage rouge illuminer le ciel, beaucoup de ceux qui guettaient l'ascension de la fusée de la terrasse du bâtiment avaient déjà compris : le lanceur et ses deux satellites

avaient explosé en plein vol, avant même la séparation du premier et du deuxième étages.

A 9 kilomètres d'altitude et environ 10 kilomètres du pas de tir, au large de la côte guyanaise et des îles du Salut, des mois de travail et de politique commerciale venaient de se désintégrer.

Dès les premiers instants, les spécialistes le savent et l'annoncent : c'est une anomalie de fonctionnement au niveau d'un moteur du premier étage qui est à l'origine de l'explosion. Mais pour le moment, personne ne veut officiellement en dire plus.

CATHERINE VINCENT

Lire la suite page 11

Une alliance industrielle et financière

L'accord Renault-Volvo conduit à une privatisation partielle de la Régie

Les constructeurs automobiles français Renault et suédois Volvo devaient annoncer, vendredi 23 février à Amsterdam, la signature d'un important accord industriel et financier. Chacun des deux groupes va prendre des participations dans le capital de l'autre. Face à la concurrence des Japonais,

les deux firmes étaient à la recherche d'un partenaire. Depuis neuf mois, les négociations butaient du côté français sur le principe du « ni-ni » (ni nationalisation ni privatisation) et du côté suédois sur la volonté d'indépendance. M. Rocard a finalement décidé un début de privatisation de la Régie.



Lire l'article d'ÉRIC LE BOUCHER page 23 - section C

La perestroïka à l'épreuve de la rue

Le comité central dramatise les risques de « déstabilisation » que comporteraient les manifestations organisées dimanche par les réformateurs à Moscou et dans plusieurs autres villes soviétiques

MOSCOU

de notre correspondant

A entendre, jeudi 22 février, sur toutes les ondes cette dramatique « adresse du comité central aux travailleurs », à la lire vendredi, en première page de tous les journaux, on aurait pu croire que déjà des barricades couvraient les carrefours de l'Union soviétique.

Et comme ce n'est pas le cas, chacun, premier instant de stupeur passé, se demande maintenant à Moscou ce qui a bien pu pousser M. Gorbatchev et son équipe à soudain proclamer que « l'avenir du pays et du peuple dépend largement de ce difficile moment de notre histoire ». C'est qu'un coup d'Etat se prépare, disaient les uns. C'est que

M. Gorbatchev prépare lui-même ce coup d'Etat, disaient les autres. C'est que les conservateurs vont organiser de sanglantes provocations pour les manifestations de dimanche, disaient d'autres encore.

Déjà secouée depuis plusieurs semaines de rumeurs sur l'imminence d'une explosion de violence généralisée, c'est donc dans l'angoisse que l'URSS attend désormais les grandes manifestations réformatrices de dimanche. Le climat est tel qu'à Leningrad certains des organisateurs ont décidé de tout annuler et que le bouche à oreille moscovite colporte, sur le ton de la certitude, que samedi c'est les pogromes, et dimanche l'assaut contre le Kremlin.

Simple dérapage, alors, d'une direction confrontée à une telle somme de crises qu'elle y aurait, cette fois-ci, perdu ses nerfs ? Beaucoup le pensent, mais cette équipe dirigeante avait, dès mardi, fait adopter par le Soviet suprême une résolution alarmiste sur les dangers de « déstabilisation » que comporteraient les manifestations de dimanche (Le Monde du 22 février). Il y a eu double détente. La démarche est réfléchie, et c'est une triple peur qui l'a commandée — peur que les manifestations ne débouchent sur l'émeute et ne servent les conservateurs, peur que leur puissance ne crée un rapport de force trop favorable à l'opposition radicale, peur enfin de laisser se créer, en se taisant, un sentiment de vide du pouvoir.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 4

Augmentation record de capital à l'UAP

L'UAP, le premier groupe nationalisé d'assurances, a annoncé, vendredi 23 février, une augmentation de capital de 10,5 milliards de francs, la plus importante jamais réalisée en France. La BNP va y participer pour environ 4 milliards de francs. Elle posséderait alors 10 % du capital de l'UAP.

L'UAP va donc lever directement sur le marché, en France et à l'étranger, près de 6,5 milliards de francs. Ces liquidités devraient permettre au groupe de poursuivre sa stratégie de développement au niveau international. A l'issue de cette opération, le quart du capital sera détenu par des actionnaires privés.

Lire nos Informations page 28 - section C

Nouvelle déprime sur les places financières

Les marchés mondiaux subissaient, vendredi 23 février dans la matinée, de fortes tensions. La Bourse de Tokyo a chuté de 2,7 %

page 23 - section C

Les élections au Nicaragua

Washington réagit à ce nouvel échec de sa politique en Amérique centrale

page 5

Afrique du Sud

● Les découvertes de M. De Klerk
● Economie et libéralisation

pages 5 et 6

Le débat au sein du PCF

Un entretien avec M. Anicet Le Pors sur le centralisme démocratique

page 8

Ouverture des marchés publics européens

Une directive des Douze pour ouvrir la concurrence à de nouveaux secteurs d'activité

pages 23 et 24 - section C

Le grand ménage sur la FM

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel veut réserver la publicité locale aux radios locales

page 22 - section B

SANS VISA

Le Kerala deux mille ans après Jésus-Christ

● Gastronomie

● Escapes

● Jeux

pages 15 à 18 - section B

Le sommaire complet se trouve page 30 - section C

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

12, AVENUE MONTAIGNE, PARIS
47.20.06.73

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Émirats/Arabie, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 900 L. ; Libye, 8,400 DL. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 236 F CFA ; Suisse, 1,90 S. ; USA, 1,50 \$; USA (terrestre), 2 \$.

Politique de la santé

Médecine libérale : le débat confisqué

par Béatrice Majnoni d'Intignano

Le débat sur la médecine libérale s'enlise et se politise. Les médecins français sont parmi les moins bien rémunérés des pays de l'OCDE, mais nos dépenses de santé sont parmi les plus fortes. Les honoraires — exercice sans fondement scientifique — fixent librement leurs tarifs, mais les lauréats hospitalo-universitaires sont menacés des 125 F réglementaires. Les Français sont appelés à défendre dans la rue « le meilleur système de protection sociale » sans savoir qu'ils sont parmi les plus mal remboursés en Europe. Les différences régionales, jamais évoquées, causent probablement plus d'inégalités d'accès aux soins que les honoraires libres, décriés. Étranges paradoxes. Que penser du débat à la lumière des expériences étrangères ?

La situation économique des médecins est mal comprise. Les généralistes subissent la concurrence : le paiement à l'acte les dessert. Contraints de multiplier les actes, ils déçoivent une clientèle qui les délaisse. Un Parisien sur deux n'a pas de médecin de famille. Les spécialistes, eux, sont en position de monopole : demande croissante et peu sensible au prix. Ainsi, les revenus des généralistes augmentent. Cela à soi seul justifierait une rémunération différente — donc deux conventions. Les généralistes coûtent cher par leurs prescriptions : 1 million de francs par an. Ils pourraient facilement augmenter leurs honoraires — 450 000 F par an — s'ils voulaient bien modérer leurs plumes prescriptrices. Les spécialistes, eux, coûtent cher par l'inflation de leurs actes techniques (radios, échographies).

Opérations injustifiées

Le projet de « contrat de santé » de MG France — généralistes du docteur Bouton — n'a jamais menacé la médecine libérale. Il est intéressant mais pas sûr et mal engagé.

Intéressant en effet de proposer aux Français un contrat privilégié avec leur médecin de famille et l'accès gratuit aux soins. Cette formule pourrait plaire aux personnes âgées ou malades chroniques et réduire l'hospitalisation. Tous les pays où un généraliste spécialement formé est le médecin de premier recours contrôlent mieux les dépenses. Les examens inutiles et la multiplication des actes spécialisés y sont évités. Ainsi au Royaume-Uni, où les généralistes répondent à 80 % des besoins des familles, et du Danemark. Le projet MG France permettrait aux Français d'exprimer librement leur préférence entre une médecine avec plus ou moins de liberté de choix et d'orientation anarchique entre les soins, et plus ou moins de dépenses. Placés devant ce choix, les Français préféreraient le contrat avec un gé-

raliste et les soins gratuits. Pourquoi ne pas tenter l'expérience et l'abandonner si ces contrats n'avaient pas de succès ? La demande franchirait. N'est-ce pas le principe du libéralisme ? Mais comment seraient payés les généralistes du docteur Bouton ? Si c'est à l'acte, l'effet inflationniste pourrait augmenter, puisqu'ils bénéficieraient d'une clientèle captive. Dans les pays nordiques, les généralistes reçoivent une « capitation ». C'est un forfait par personne inscrite sur leur liste. S'y ajoutent d'autres forfaits — importants — pour la formation permanente, la localité... Ces médecins sont mieux rémunérés, ainsi que ne le sont nos généralistes, mais ne peuvent faire dériver les dépenses. Ils sont aussi moins nombreux. Sur ce choix fondamental — médecins payés à l'acte, à la capitation — le projet du docteur Bouton est muet.

Machines à sous

Présenté comme « un nouveau système de santé », incompatible avec la liberté des honoraires, il a semblé menaçant pour les médecins traditionnels. Introduit par un homme de gauche et objet d'un débat anachronique au Parlement, l'enjeu n'a été compris par personne, comme le montrent les sondages.

Que penser des mécanismes de contrôle des dépenses envisagés ? Rien n'est prévu pour résorber les 20 000 médecins — bientôt plus — en excédent. Silence dans les rangs. Or aucune activité ne rémunère bien ses élites et ses personnels efficaces quand il y a plethore. Les « objectifs locaux de dépenses » risquent d'être un bien faible rempart. Certes, c'est au niveau local que les excès sont le mieux connus. Mais les régions en retard rattraperaient et les autres maigriraient. Le niveau moyen de dépenses risque donc d'augmenter. L'expérience ancienne de la Suède — où chaque *county* fixe ses dépenses de santé — illustre bien ce mécanisme pervers classique. Enfin, comment réduire les inégalités régionales : 425 médecins libéraux pour 100 000 habitants à Paris, contre 125 dans l'Oise ?

Rien de concret n'est prévu non plus pour réguler la médecine spécialisée. L'objectif « Maîtrise des dépenses de santé » et bon usage des soins » figure déjà de longue date et sans succès dans les conventions médicales. Dans les pays où elle est payée à l'acte sans régulation, la médecine spécialisée est inflationniste et génère des abus. Les Américains ont montré dès les années 70 (Wennberg et Gittensohn) que le nombre des opérations non indispensables — amygdales, prostate, utérus — est en corrélation forte avec la densité des chirurgiens. Et que ce nombre diminue si un deuxième avis médical est exigé. Les travaux récents de Brook et

Koscoff (Rand Corporation) révèlent bon nombre d'opérations injustifiées sur des personnes âgées — carotides, angiographie coronarienne. Enfin, ces chirurgies sont plus nombreuses (rapport de l'OCDE) dans les pays où les chirurgiens sont payés à l'acte — États-Unis — que là où ils sont salariés — Royaume-Uni ou Suède.

Faudrait-il s'interroger sur le nombre élevé d'appendicites et de césariennes en France ? Pourquoi les échographies de la grossesse augmentent-elles de 15 à 20 % par an pour un nombre de naissances stable ? Des techniques médicales se transforment en machines à sous : électrocardiogrammes, endoscopies gastro-intestinales. Leur tarif suit avec retard les progrès de productivité, et les prescripteurs en sont les producteurs : ils peuvent les multiplier à l'infini.

Tous les pays où la médecine est libérale adoptent peu ou prou une enveloppe globale de dépenses et/ou des mécanismes anti-inflationnistes.

Pour éliminer les gaspillages

Ainsi l'Allemagne fédérale depuis 1984 : des enveloppes globales d'honoraires sont fixées chaque année — généralistes et spécialistes — en fonction des conditions économiques. Si les médecins multiplient les actes inutiles, ils font baisser le prix unitaire de chaque acte. Les Allemands ont ainsi pu concilier libre choix du médecin, paiement à l'acte, gratuité et contrôle des dépenses : c'est-à-dire médecine libérale et financement socialisé.

Pour éliminer les gaspillages

Les Américains s'orientent dans cette voie pour les soins de ville aux personnes âgées. Le projet du Congrès prévoit pour 1990 un « objectif de dépenses ». Les revalorisations d'honoraires seraient officiellement liées au volume des prescriptions de l'année précédente pour respecter l'objectif. Cruel, mais réaliste : les dépenses d'honoraires de Medicare ont augmenté de 22 % cette année. La médecine américaine permet en effet de tirer l'alarme : libéralisme, sans contrôle, est ultra-coûteux. Les Américains dépensent plus de 2 000 dollars — 1 300 en France — par an et par personne. Leur espérance de vie égale la nôtre pour les Blancs. Pour les Noirs, elle est de cinq ans inférieure, et trente-sept millions d'Américains ne sont pas soignés. Existe-t-il plus bel exemple de médecine à deux vitesses que le temple de la médecine libérale ?

Enfin, que penser des honoraires libres ? Faire payer plus les malades ne modérera pas les dépenses de santé. Les tickets modérateurs sont vite injustes et inefficaces. Les États-Unis et la France, qui utilisent les tickets modérateurs massivement, sont les pays où les dépenses augmentent le plus. L'assurance-maladie

et les mutuelles sont hostiles au développement des honoraires libres. Mais ils ont servi à augmenter le revenu des médecins sans alourdir les charges de la sécurité sociale. Le prix unique — 125 francs pour un spécialiste — se justifie mal à Paris ou à Louviers, pour l'ancien chef de clinique et le pédiatre. Certains Français déboursent volontiers plus pour être mieux reçus et ne pas attendre. Au nom de quoi le leur refuser ? Toutes ces incohérences résultent du refus de diversifier les honoraires selon la localité et la compétence ou le confort des soins. Diversification que pratiquent l'Angleterre ou les États-Unis sans difficulté.

Les Français commencent à payer très cher une médecine, certes brillante, mais dont rien ne prouve qu'elle soit encore la meilleure au monde. Mal informés, ils pensent que « plus est toujours mieux ». Les négociateurs de la convention se refusent à ouvrir le dossier au fond depuis des années. Les syndicats qui règnent sur l'assurance-maladie craignent le changement. Le Parlement connaît mal le dossier, qu'aucun gouvernement n'a osé lui soumettre depuis la guerre.

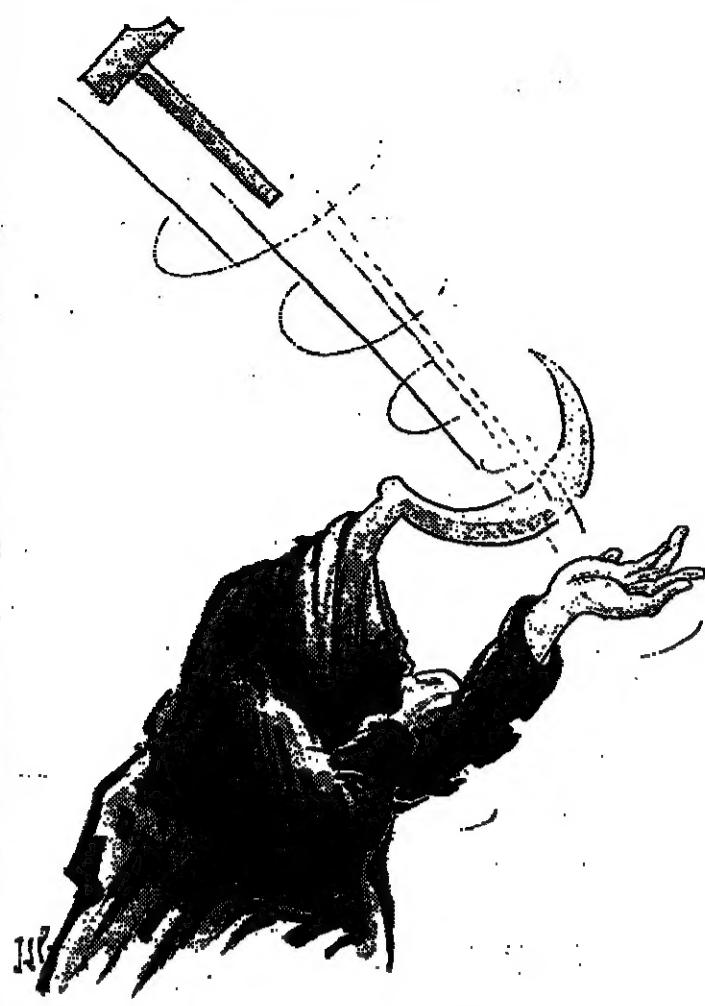
Les médecins ne devraient pas se sentir menacés. La médecine efficace est toujours moins coûteuse : rien n'est plus économique qu'un malade guéri, aussi cher qu'il faille dépenser pour sa guérison. Les techniques modernes sont en général les moins coûteuses, sous réserve que leur efficacité soit prouvée. Ainsi, une angioplastie coronarienne coûte deux fois moins cher qu'un pontage ; enlever un calcul du rein coûte deux fois moins au lithotripteur que par chirurgie. Mais de gigantesques gaspillages peuvent être éliminés. Chaque médecin, individuellement, peut réduire la moitié de ses dépenses. Mais le corps médical, habitué à s'enfermer pour s'opposer, est divisé et susceptible quand il s'agit de construire. A sa

différence, il manque de structures responsables comparables aux Royal Colleges anglais et aux « Unions » allemandes pour le défendre. Il reçoit une information déformée, la presse spécialisée est corporatiste. Il trouve sa revanche toujours soutenue auprès de la CGT — dans la rue s'il le faut — pour s'opposer à toute réforme des dépenses. Bizarre alliance silencieuse.

Le débat sur la médecine libérale a donc, une fois de plus, été confisqué. Par la forme, il a des relents du dix-neuvième siècle. Au fond, on y confond tout : diversité et injustice ; droits et privilèges ; gestion moderne et rationnement. Ce simplisme caricatural fait la désinformation et ne défend plus que les habitudes et les intérêts d'un syndicalisme dépossédé. Dommage.

Béatrice Majnoni d'Intignano est professeur des universités Paris-XII. Auteure de *Santé, mon cher souci*, Larousse-Economica, 1989.

TRAIT LIBRE



L'Est, du plan au marché

A bas le dogmatisme

par André Tiano

M. STOLÉRU a écrit un article remarquable sur la voie qui s'offre aux pays de l'Est pour retrouver l'élan qui a été le leur au début de la période socialiste et que le dogmatisme et la corruption leur ont fait perdre (le Monde du 16 février). Les propositions de M. Stoléru — avec lequel je n'ai aucune attache et que j'ai durement critiqué pour ses propos sur le chômage (1) — sont excellentes parce qu'elles ne succombent pas à un autre dogmatisme qui menace nos amis, celui du libéralisme : refus de la jungle sociale qui précipiterait ces pays dans le chaos et le fascisme ; refus du libre-échange qui ne donnerait pas le temps aux entreprises de se restructurer ; refus des privatisations systématiques qui ôteraient à un État techniquement faible des moyens d'action et qui susciteraient une présence étrangère trop massive dans les secteurs stratégiques de l'économie ; refus de l'abandon de l'État dans les actions qui conditionnent à long terme l'avenir des nations.

Si les propositions de M. Stoléru sont si bonnes, pourquoi ajouter un grain de sel ? Pour une double raison : il est important de montrer à nos amis de l'Est qu'il y a un large consensus entre économistes venus d'horizons divers sur quelques orientations. Par ailleurs, les économistes diront que nous sommes en mesure d'avoir l'ambition de donner des recettes mais simplement des éléments de réflexion à leurs collègues plus directement responsables de l'avenir de chacun de leurs sociétés. Autour de la trame centrale élaborée par M. Stoléru, il est donc possible d'apporter quelques réflexions complémentaires. Les miennes seront au nombre de trois et iront d'ample complément à la nuance puis au doute.

Hiérarchie des valeurs

Une réflexion complémentaire sur le caractère indispensable d'une indemnisation du chômage : il est important de dégrader les effectifs des administrations et des entreprises en supprimant progressivement le chômage déguisé qui s'y abrite et qui rend impossible le calcul économique et la recherche de l'efficacité. Même si cette action n'est que progressive, le chômage ouvert fera son apparition et s'accroîtra ; on ne peut empêcher qu'il soit un malheur et une atteinte à la dignité individuelle mais il ne faut pas qu'il menace la survie des familles atteintes ; d'où la nécessité de prolonger la solidarité entre ceux qui produisent et ceux qui, involontairement, ne produisent pas, mais, cette fois-ci, en dehors de l'entreprise.

Une nuance sur le couple libération des prix-contrôle des salaires : si M. Stoléru n'avait précisé que les prix des biens et services destinés à satisfaire les besoins fondamentaux devaient rester administrés, ce couple serait scandaleux car il supposerait que les salaires sont les seuls responsables de l'inflation. Alors qu'on sait, en France, que l'importance des charges financières et les hausses de prix des consommations intermédiaires jouent un

rôle dans la hausse des prix et que les erreurs des chefs d'entreprise sont aussi largement responsables de la hausse des coûts salariaux par unité produite.

Les salariés ne doivent donc pas supporter à eux seuls la charge de la lutte contre l'inflation et celle du rétablissement de la compétitivité des entreprises, et leur part de charges supplémentaires n'est pas obligée de prendre la forme d'une diminution du salaire. On sait que les rythmes de travail sont plutôt faibles, et leur accélération serait préjudiciable à une diminution des salaires réels. Les bouleversements qui ne manqueraient pas de se produire lors de la transition vont enrichir les plus ingénieurs ou les moins scrupuleux, et il est important de les faire participer à la rigueur mais d'une manière qui ne freine pas leur initiative : il faut s'appuyer sur leur soit inextinguible des biens sophistiqués produits à l'Ouest et les taxer lourdement, non dans un but de protection mais dans une optique fiscale.

Un doute sur l'adoption brutale d'une convertibilité externe : c'est parce que M. Stoléru a raison quand il insiste sur la nécessaire conviction de l'irréversibilité d'une telle mesure pour éviter la spéculation que l'on ne doit pas se précipiter ; un échet compromettait toute la politique des relations monétaires extérieures. Il faut distinguer la demande de devises étrangères selon ses raisons : voyages, achats de biens et de services, mouvements de capitaux. Les deux premières doivent être soumises aux impératifs même souples, selon la recommandation de M. Stoléru — de l'équilibre ou du déséquilibre tolérable de la balance des paiements courants.

La troisième est beaucoup plus délicate : si la hausse des taux d'intérêt réels ne s'est pas encore accomplie, la convertibilité engendrerait une fuite des capitaux dont on a un précieux besoin ; or il ne sera pas facile d'accepter une telle hausse tant que le budget sera fortement déficitaire, ce qui se produira probablement. Si la condition du taux d'intérêt est satisfaite, un afflux de capitaux étrangers tendra à apprécier la monnaie nationale et donc à contrer les efforts d'exportation et à engendrer des difficultés à l'agriculture. Nous opterons donc, comme l'a fait l'Europe occidentale au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour une convertibilité progressive.

Le schéma de M. Stoléru mérite qu'on suive les nombreuses pistes de réflexion qu'il a ouvertes, même si, ce faisant, on le complique ; nos collègues de l'Est sauront y choisir leurs propres voies. Mais le contraire d'un dogme n'est pas un autre dogme, c'est le pragmatisme éclairé par une solide hiérarchie des valeurs qui concilie liberté, solidarité et efficacité.

André Tiano est professeur à l'université Montpellier-I.

(1) André Tiano, *Economie du travail*, pp. 169-175, PUF, 1988.

AU COURRIER DU Monde

Pour une fois à l'unisson

Le numéro du Monde daté du 17 février contenait des déclarations intéressantes de deux hommes politiques, l'un du RPR, l'autre du PS. Pour une fois, le bon sens était à l'unisson.

Tout d'abord, dans les propos recueillis par votre collaborateur Frédéric Gausson, M. Michel Noir déclarait que « ce qui est frustrant pour nous, c'est de voir le rôle de la communauté urbaine réduit à celui de régisseur d'immeubles. Ce n'est pas là l'esprit

d'une décentralisation bien comprise... ». L'idée de M. Michel Noir de faire financer le coût de l'enseignement supérieur par une réduction de la part de l'État dans les entreprises publiques à 51 % me paraît très intéressante. Cela pourrait concerner Rhône-Poulenc, UAP, GAN et le Crédit lyonnais par exemple. Je suis tout à fait d'accord avec M. Michel Noir lorsqu'il déclare que, « dans les grandes crises, l'État doit remplir sa mission à son niveau, mais, pour le quotidien, il faut faire confiance aux villes et aux régions de France ».

D'autre part, lors du colloque organisé au Sénat par le club Vauban, le 15 février dernier, et consacré à la justice sociale, M. Dominique Strauss-Kahn, du PS, s'est prononcé pour sa part en faveur d'une fiscalité des patrimoines qui prendrait le relais de celle des revenus.

A propos de l'impôt sur les successions qui effraie les salariés et qui frappe moins les grosses fortunes que chez nos voisins, M. Dominique Strauss-Kahn souhaitait une réforme qui puisse favoriser la transmission des petits et moyens patrimoines tout en luttant contre la reproduction

des inégalités. La logique l'emporte chez cet homme politique de la nouvelle génération.

Les électeurs souhaitent avant tout le débat d'idées et se moquent des querelles permanentes au sein des appareils des partis politiques français.

Ce régime des énarques et des mandarins parisiens nous écœure, nous autres provinciaux.

MARC TESSEYRE
Lissieu

Folle à Beyrouth

Une fois de plus la quasi-totalité des médias français a « péché par omission » en ce qui concerne la situation et plus précisément la destruction par les bombes du général Aoun de l'Hôtel-Dieu de France à Beyrouth.

Cet hôpital, de réputation prestigieuse depuis des années, est en quelque sorte le « poste avancé » le plus important de la science médicale française pour tout le Moyen-Orient.

Depuis des années, le gouvernement français alloue à cet établissement des crédits qui, hélas ! sont allés en s'amenuisant en dépit de l'avis des ambassadeurs de France au Liban et des plus grandes autorités médicales françaises comme le professeur Paul Milliez.

Si le Liban est un des piliers de la francophonie, la science médicale française au Liban en est certainement une de ses composantes notables grâce au réseau de cliniciens libanais qui ont fait leurs études dans les facultés et hôpitaux de notre pays.

J'ai pu personnellement, comme ambassadeur de France « patron » par définition de l'Hôtel-Dieu, et y ayant aussi été patient, me rendre compte de la qualité de ses services dans tous les domaines.

Si tel est une chose que je n'aurais jamais pu imaginer, c'est que l'Hôtel-Dieu de France à Beyrouth disparaîsse sous des projectiles.

Si cette folie continue, Beyrouth n'aura plus besoin de d'asiles.

PIERRE MILLET
ancien ambassadeur de France au Liban

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Salas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

1501

ÉTRANGER

BANGLADESH : la visite à Dacca du président de la République

Pour M. Mitterrand, la solidarité avec les pays de l'Est ne se substitue pas à celle envers le tiers-monde

DACCA
de notre envoyé spécial

Le Bangladesh est infiniment plus pauvre que le Pakistan, et les frâmes naturelles qui l'affectent régulièrement sont, pour l'instant au moins, insupportables. Il s'agit de l'ouragan qui a dévasté ici à M. Mitterrand est infiniment plus chaleureux, plus accueillant que celui d'Islamabad et même de Lahore. Islamabad, il est vrai, est une capitale artificielle, créée à partir de rien et qui se cherche encore une population. Le Bangladesh, grand comme un tiers de la France mais avec plus du double d'habitants, n'a pas ce genre de problème. Et son régime militaire a des capacités militaires d'enthousiasme bien plus vastes.

Il l'a prouvé, jeudi matin 22 février, lorsque le Concorde du chef de l'Etat s'est posé à l'aéroport de Dacca et, quelques heures plus tard, dans les jardins du Parlement, où le maire de la ville avait organisé une étonnante garden party en l'honneur de M. Mitterrand. Ici comme là on n'avait pas lésiné sur les enfants des écoles, les orchestres, les portraits, les chœurs et la claque. Mais l'impression d'embarquement était tempérée par un certain désordre, une atmosphère de gaieté et de gentillesse. Au pied du Parlement, une imposante et hermétique bâtisse qui tient à la fois du bunker et du château-fort, l'effluve des mots était à la hauteur du spectacle. C'est ainsi que fut célébrée la « présence » du président de la République, qui vient à cet « ambassadeur de la paix dans le monde l'admiration mondiale ».

Que pouvait faire M. Mitterrand, sinon se lancer à son tour dans les superlatifs ? D'où un vibrant éloge du général Ershad et de « l'intelligence, du courage et de la richesse de cœur » des Bangladaïsi. La promesse aussi de continuer à saisir la communauté internationale du projet de lutte contre les inondations élaborée par la Banque mondiale et auquel la France va consacrer pour les cinq ans à venir environ 150 millions de francs. Apparemment, des colombes ont été lâchées par centaines, des ballons aux couleurs nationales vers les cieux des portraits présidentiels.

Il ne restait plus qu'à conclure, c'est-à-dire à se recueillir en écoutant une chanson écrite par « le président-poète Ershad bien-aimé ».

Jeudi soir, lors du dîner offert en son honneur par le président Ershad, M. Mitterrand développa les mêmes thèmes, écho de son hôte compris. Il reprit un sujet déjà longuement abordé lors de l'escalade d'Islamabad : « Notre solidarité avec les pays de l'Est européen ne se substitue pas à la solidarité que nous vous devons », ajoutant un nouvel argument : la reconstruction des économies d'Europe centrale constituera à moyen terme un élément de progrès pour les pays du Sud. Car,

pour M. Mitterrand, le fossé qui se creuse entre le Nord et le Sud est aujourd'hui « la préoccupation principale de ceux qui veulent bien réfléchir », tant il est vrai qu'avec le risque nucléaire, le sous-développement constitue le principal danger qui menace la planète. « Et encore, le sous-développement échappe-t-il à toute maîtrise », contrairement au nucléaire.

Dernier thème abordé par le président de la République et particulièrement apprécié ici : « Il ne s'agit pas d'assister le Bangladesh, mais d'être auprès de lui, d'accroître ses moyens et de lui laisser décider lui-même ce qui lui conviendra pour bâtir son avenir ».

nir », pour « transformer en bénédiction les calamités naturelles ».

Vendredi matin, M. et Mme Mitterrand sont allés se rendre compte sur place, en hélicoptère, des premiers travaux de réhabilitation entrepris après les crues du Gange et de la Meghna, à une centaine de kilomètres de Dacca. Ils ont ensuite inspecté la construction d'une grande digue qui doit protéger à l'avenir la capitale. Plus tôt dans la matinée, le président de la République avait eu une séance de travail avec le général Ershad. C'est samedi matin que M. Mitterrand doit quitter Dacca pour Paris.

JACQUES AMALRIC

« L'expert, c'est moi »

DACCA
de notre envoyé spécial

Beaucoup plus détendu qu'au Pakistan, où il a dû gérer jusqu'à son terme l'affaire de la centrale nucléaire, M. Mitterrand a convié jeudi après-midi les journalistes qui l'accompagnent pour une conversation à bâtons rompus. Pas de révélation, mais des précisions et quelques bons mots. Comme on lui faisait remarquer que certains experts français continuent à avoir des doutes sur la livraison d'une centrale nucléaire au Pakistan, il rétorqua : « S'ils ont des doutes, pourquoi sont-ils à Dacca ? L'expert, c'est moi ». Et à propos des protestations américaines contre ce projet d'accord : « S'ils ont envie de protester, qu'ils protestent ».

Moins de désinvolture pour l'Inde, à laquelle la perspective de livraison d'une centrale au Pakistan « ne peut pas faire plaisir, pas plus, que quand nous avons vendu une centrale à l'Inde en 1982, ça fait plaisir au Pakistan ». L'Inde, d'ailleurs, ne se serait « jamais remise de la

partition » de 1947, y compris dans l'affaire du Cachemire, à propos de laquelle le Conseil de sécurité a préconisé depuis 1949 un référendum.

M. Mitterrand pense-t-il, comme les Américains, que le Pakistan est déjà en possession de l'arme atomique ? « J'en doute. Peut-être sont-ils en possession de différents éléments qu'ils peuvent réunir, ils ont en tout cas des savants très pointus ».

« Aider M. De Klerk »

Le président de la République ne doute pas, en revanche, de l'humanité du général Ershad, qui était « désespéré pour son peuple, mais très actif », lors des inondations de 1988, lorsque M. Mitterrand s'est rendu au Bangladesh. Il se refuse cependant à porter un jugement sur « sa façon de gouverner », car il n'est pas « au courant ».

Commentant pour la première fois depuis la libération de M. Nelson Mandela la situation en Afrique du Sud, M. Mitterrand

a déclaré que M. De Klerk avait fait preuve de « courage ». Faut-il l'aider comme il faut aider M. Gorbatchev ? « Oui, il faut l'aider, mais en appréciant le moment et l'ampleur de ce qu'on fait. La libération de Nelson Mandela, c'est bien, mais cela n'a pas changé les données du problème en profondeur ».

Quant à M. Gorbatchev, M. Mitterrand est toujours prêt à l'aider, ne serait-ce que de ses conseils. Même s'il ne veut en rien « contribuer au démantèlement de l'Union soviétique », M. Mitterrand pense que la crise des nationalités pose un problème « de nature coloniale ». « Des pays qui ont été annexés veulent se désannexer, estime-t-il. Cette évolution va continuer aussi bien dans les pays baltes qu'en Asie centrale soviétique ». Et d'espérer que M. Gorbatchev ne commettra pas la même erreur que le général de Gaulle, qui avait rendu incompatible, dans la Constitution de 1958, l'indépendance et l'appartenance à la communauté.

J. A.

VIETNAM : un entretien avec le ministre des affaires étrangères

La position chinoise sur le Cambodge semble s'être « assouplie »

nous déclare M. Nguyen Co Thach

HANOI

de notre envoyé spécial

Les officiels vietnamiens affichent un optimisme prudent sur la possibilité de conclure assez rapidement un accord sur le Cambodge. « Il existe des indices d'un assouplissement de la position chinoise », nous a expliqué le ministre des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, jeudi 22 février à Hanoi, où son homologue français M. Roland Dumas était attendu vendredi. M. Thach pense même que la « modification » de la position chinoise pourrait permettre d'aboutir à un règlement dès cette année.

M. Thach souligne que les Chinois, depuis la première réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies à Paris, ont renoncé à leur « intransigence » concernant la formation d'un « gouvernement quadripartite cambodgien » avant la tenue d'élections. « Depuis cette réunion, les Chinois disent qu'à défaut de former un tel gouvernement, on peut accepter l'administration de l'ONU », résume-t-il. En d'autres termes, on pourrait ainsi lever l'obstacle majeur que constitue la question de la participation des Khmers rouges, « l'une des quatre factions khmères », à un gouvernement provisoire. « On supprimerait ainsi le problème de la reconnaissance légale des Khmers rouges », dit M. Thach, qui ne voit pas d'obstacle à ce que ces derniers figurent au sein de ce qu'il appelle « un gouvernement de préceps Sihanouk ».

Hanoi et Phnom-Penh sont hostiles au « démantèlement » simultané des deux gouvernements cambodgiens - celui qui se réclame du prince Sihanouk et celui de M. Hun Sen - et à la formation, à leur place, d'un gouvernement quadripartite. Ils préconisent même, depuis le début de l'année, qu'en cas de cessez-le-feu sur place, chaque gouvernement administre la zone qu'il contrôle, une solution qui a d'autant plus leur faveur que le

régime de M. Hun Sen tient encore la majeure partie du Cambodge. Dans ces conditions, que la Chine « n'insiste plus sur la formation d'un gouvernement quadripartite constitue un indice de changement qui dit beaucoup de choses », estime de M. Thach en ajoutant que « les Chinois ne veulent pas, non plus, de l'embaras d'un nouveau génocide commis par Pol Pot ». « La Chine, résume-t-il dans un large sourire, est une grande boîte à surprises. Les Chinois ont, par le passé, abandonné plusieurs fois leurs positions. Ils ont renoncé à soutenir les partis maoïstes de la région. Les Vietnamiens étaient autrefois leurs camarades, ils les ont également laissés tomber ».

Pour le chef de la diplomatie vietnamienne, la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, en août dernier, a buté sur « deux questions secondaires » : outre celle de l'établissement d'un gouvernement quadripartite, il y avait celle du « démantèlement des deux gouvernements existant au Cambodge ». Depuis le début de cette année, ces « deux impasses » ont été évitées grâce à une approche différente, proposée par l'Australie et entérinée par les « Cinq », qui consiste à faire de l'intervention de l'ONU le pivot d'un règlement. Dans ce cadre, il estime donc comme « un pas important » le fait que le prince Sihanouk et M. Hun Sen se soient entendus, mercredi à Bangkok, « sur la formation d'un Conseil national suprême représentant la souveraineté du Cambodge et sur le rôle de l'ONU dans le règlement du problème cambodgien ».

Avant la « réunion informelle » sur le Cambodge de Djakarta, à laquelle participent du 26 au 28 février, les quatre factions cambodgiennes, ainsi que la France et l'Australie, les Vietnamiens affectent donc de croire qu'une percée peut intervenir dans la négociation. De toute façon, ajoute M. Thach, « Djakarta, il faut que cela marche. Sinon, ce sera mauvais pour tout le monde ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les relations entre Paris et Kaboul

Il faut qu'une ambassade soit ouverte ou fermée

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

C'est la logique : une porte non fermée, nul ne peut la rouvrir ! De ce point de vue, la position française, récemment réaffirmée par M. Mitterrand à Islamabad à propos de la réouverture de l'ambassade de France à Kaboul, est parfaitement claire : pas fermée, pas ouverte. Personne ne peut donc prétendre, surtout pas M. Najibullah, le chef d'Etat afghan, que la France modifie sa diplomatie en sa faveur. Le reste va de soi : « La France n'a pas quitté l'Afghanistan. Elle n'a pas rompu ses relations diplomatiques ».

Deuxième explication : « Si elle a retiré son chargé d'affaires, c'est parce qu'il y avait danger. Il y a danger pour les personnes, on prend des précautions [...] Il y a moins de danger, on revient ! Cela n'engage en rien notre politique. Les bombardements (des moudjahidines) ont cessé, ce personnel (diplomatique) doit rentrer ». Troisième explication : « Nous ne défendons pas les intérêts des Afghans par l'absence ». Bien. Mais la porte était-elle vraiment restée ouverte ? Sinon ne s'agit-il pas, comme disent les Pakistanais et les chefs de la résistance afghane, d'un soutien diplomatique indirect au président Najibullah ?

Il y a un en, M. Raymond Petit, chargé d'affaires français, après avoir plié le drapeau tricolore et brûlé quelques papiers « sensibles », avait pourtant apposé les scellés sur les portes de l'ambassade. Les caméras de télévision, les adieux avec le personnel avaient été émouvants et les

clés confiées à nos amis turcs qui ont poussé la gentillesse jusqu'à engager quelques employés.

Depuis lors, les engins explosifs tombent toujours sur Kaboul. Ainsi, mardi dernier, quarante-trois personnes ont été tuées par des roquettes. Il faut espérer que le nouveau chargé d'affaires (non encore désigné) qui se rendra à Kaboul (sans doute à la mi-avril) constatera qu'il y a « moins de danger ».

« Chantage diplomatique »

Pour la première fois, M. Mitterrand a souligné les effets négatifs de l'absence. D'abord, et même si les allées et venues des diplomates sont réduites à leur plus simple expression, une ambassade constitue évidemment un excellent poste d'observation et d'analyse. Ensuite, beaucoup de « French doctors » appartenant à des organisations humanitaires se rendent en Afghanistan, certaines d'entre eux étant parfois capturées par les troupes gouvernementales. Ils ont alors besoin de l'assistance d'un représentant consulaire.

D'autant que les choses peuvent tourner au « chantage diplomatique ». Xavier Lemire, libéré le 24 septembre 1989, en avait fait l'objet : Kaboul avait insisté sur la libération serait hâtée si la France « ouvrait » son ambassade. Depuis quelques mois, plusieurs diplomates ont fait des séjours discrets à Kaboul afin d'entretenir chaque jour un peu plus les portes de l'ambassade. Quitte à les refermer, si le besoin s'en fait sentir, mais cette fois sans les claquer.

LAURENT ZECCHINI

CHINE : répliquant aux critiques de Washington

Pékin se gausse de la « démocratie » à l'américaine

L'ambassadeur de Chine à Washington a remis, jeudi 22 février, au département d'Etat une déclaration du ministère chinois des affaires étrangères rejetant les accusations américaines concernant les violations des droits de l'homme en Chine et le menaçant de « conséquences graves » si rien n'est fait pour « ramener les relations sino-américaines dans leur voie normale à une date prochaine ».

PEKIN
de notre correspondant

De quel droit un pays où un chien peut devenir maître donne-t-il des leçons en matière de droits de l'homme à la plus vieille civilisation du monde ? C'est la question qu'une subtilité mise en page tentait de suggérer à la « une » du *Quotidien du peuple* du 23 février.

En haut à droite, on lisait en effet la réplique, faite sur le ton de la vertu offensée, aux accusations américaines de violations des droits de l'homme en Chine (le *Monde* du 22 février). Il s'agit d'une « protestation énergique » qui contient toute la gamme des formules d'« extrême indignation » dont Pékin est capable : le rapport du département d'Etat, « fondé sur des rumeurs et des mensonges », constitue « une violation des normes de base gouvernant les relations internationales, une inférence grossière dans les affaires intérieures de la Chine et une violation de sa souveraineté ». « Quel droit les Etats-Unis ont-ils de proférer des remarques irresponsables ? » et « où le gouvernement américain veut-il donc mener les relations sino-américaines ? », demande le ministère chinois sur le même ton, un petit billet raconte l'histoire d'un chien policier répondant au nom de « Boiko », récemment « élu » maire d'une localité de Californie, faute de candidats humains. L'auteur explique qu'on a affublé le pauvre animal d'habits humains et qu'on lui a appris à mimer les gestes d'un maire examinant un dossier, puis souligne qu'« on peut tout de même s'inter-

roger sur les capacités du chien à faire ce travail ». Et de conclure : « Le système électoral occidental n'est donc qu'une démocratie extrêmement limitée. Cette information dessillera les yeux de ceux qui préconisent l'occidentalisation à tout crin (de la Chine) et des ignorants qui applaudissent à la démocratie occidentale sans la connaître ».

Le niveau zéro de la polémique avait été déjà frisé dans la déclaration du ministère qui jugeait irrecevables des critiques formulées par un pays ayant « arbitrairement entravé et dénié le droit du peuple de Panama à exercer sa souveraineté et à décider librement de son propre avenir ».

FRANCIS DERON

Les Etats-Unis diminueront de 10 % en trois ans leurs forces militaires en Extrême-Orient

Les Etats-Unis vont réduire de 10 % leurs forces en Asie au cours des trois prochaines années, mais ils n'ont pas l'intention de créer un vide en se retirant de la région, a déclaré vendredi 23 février à Tokyo le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, qui achève une tournée de deux semaines en Extrême-Orient. Les forces américaines dans le Pacifique s'élèvent actuellement à 120 000 hommes, dont 50 000 au Japon, 43 000 en Corée du Sud et 18 000 aux Philippines.

Pour rassurer certains de ses alliés, en particulier le Japon, pour lequel la menace soviétique demeure en Asie, où la détente est loin d'être aussi rapide qu'en

Europe, M. Dick Cheney a affirmé qu'« il est important de souligner que nous ne parlons pas d'une première étape d'un retrait » américain de la région.

M. Cheney a qualifié les relations militaires étroites entre Washington et Tokyo de « clé de voûte de la stratégie américaine en Asie ».

L'« Initiative de sécurité en Extrême-Orient » présentée par M. Cheney semble surtout répondre à des soucis budgétaires. Ce serait la principale raison du retrait de ces 12 000 GIs d'ici à 1993. M. Cheney a d'ailleurs demandé à ses interlocuteurs nippons d'accroître leur participation aux frais d'entretien des forces américaines dans l'archipel, qui se montent déjà à environ 2,8 milliards de dollars, sur un total de 7,5.

Si les Japonais s'inquiètent de ce qu'ils craignent être un début de désengagement américain, les Coréens du Sud ont, eux, accueilli plus favorablement le retrait graduel de cinq mille soldats américains de la péninsule. En ce qui concerne les Philippines, où la visite de M. Cheney avait suscité des manifestations hostiles et où de dures négociations se poursuivent sur l'avenir des bases américaines de Clark et de Subic Bay, le secrétaire à la défense a déclaré vouloir conserver ces bases, « mais seulement tant que le peuple philippin y verra de nous, et seulement à des conditions acceptables pour les deux pays ».

Il semble que Washington, en raison de la dégradation de la situation politique aux Philippines, ait commencé à se préparer à un éventuel repli. On peut noter à ce propos, même si ces deux informations ne sont pas officiellement liées, que les Etats-Unis et Singapour entameront le mois prochain des négociations en vue du stationnement d'avions et de soldats américains dans ce pays. Ces conversations concernent le stationnement d'un « petit nombre d'appareils militaires » et d'environ 160 hommes à partir de la fin de l'année.

Les imprimantes passent Citizen demeure.

2

ANS

DE GARANTIE

Pour en savoir plus appelez Omnilogic Service Marketing. Numéro Vert 05 00 13 23.

EUROPE

HONGRIE : la campagne pour les élections législatives

La gauche obtiendrait moins d'un cinquième des voix

En Hongrie, la campagne pour les élections législatives du 25 mars, parfois animée, arrive à la mi-temps. Le Parlement devrait être dominé par les nouveaux partis de centre droit, qui auront cependant besoin d'une majorité des deux tiers pour légiférer.

BUDAPEST

correspondance

La majorité des cinquante-deux partis sont à bout de souffle et commencent à critiquer le système électoral. L'un après l'autre, ils abandonnent la course au profit du peloton des six ou huit formations ayant des chances d'être encore en lice le 25 mars.

A l'automne dernier, les participants à la table ronde ont ouvert en grand la porte aux éventuels concurrents, partant du principe que personne ne détenait le monopole de la légitimité, ni les communistes, installés en 1949 par la force et par la terreur, ni l'opposition, constituée de partis auto-proclamés.

Il fallait donner une chance à tout le monde et le principe suivant était retenu : pour être candidat, il fallait recueillir 750

signatures d'électeurs, et pour constituer une liste nationale, il fallait au moins huit candidats, c'est-à-dire recueillir huit fois 750 signatures.

Les « masoilles » ont donc commencé : selon les régions où l'offre et la demande, le prix d'une signature variait de 500 à 3 000 florins. Malgré ce trafic, beaucoup de petits partis ont été éliminés, même si cinquante-deux ont pu se présenter.

La phase des fûts et des liasons est maintenant sur le point de s'ouvrir. Le Parlement aura 377 sièges : 170 pour les élus des circonscriptions, le reste pour les partis, qui domineront donc le paysage. Selon les sondages officiels, le premier d'entre eux, le Forum démocratique (MDF) — un véritable rassemblement républicain balayant de gauche à droite — peut obtenir plus de 20 % des voix.

Les liaisons dangereuses

Son grand rival, les Démocrates libres (SDS), n'arrête pas de progresser et frôle déjà les 18 %. Son petit frère, le Fidess (Jeunes démocrates libres), oscille entre 7 % et 9 %. Une quatrième formation, les petits propriétaires terriens, pourrait obtenir 16 %

des voix. Reste encore, crédité de 3 % d'intentions de vote, un parti populiste « sous-marin » du MDF. Une majorité de centre droit, à ce stade, paraît donc inévitable.

Cette majorité virtuelle, marquée par les critiques mutuelles entre dirigeants du MDF et du SDS, ne peut être que le résultat de liaisons dangereuses qui devraient durer trois à quatre mois, jusqu'aux élections municipales. Les nouveaux partis auront cependant besoin d'une majorité des deux tiers au Parlement pour changer les lois et rompre avec le passé.

La gauche peut-elle survivre à une pareille débâcle ? L'injustice de l'Histoire est que les frondeurs de l'ex-parti communiste au pouvoir, le PSOH, ceux qui ont déclenché l'an passé l'avalanche de changements dans le pays de l'Est — les Pozsgay, Nemeth, Szarus et Horn — luttent actuellement pour leur survie.

Selon les sondages, leur nouveau Parti socialiste n'obtiendrait pas plus de 11 % des voix ; même avec le secours de petits alliés il ne devrait pas en obtenir plus de 15 %. Le PSOH, le parti maison par les anciens combattants du kádàrisme (Grosz, Beretz et Ribanczy), pourrait recueillir de son côté entre 3 et 6 % des voix.

C'est dangereux, déclare M. Imre Pozsgay, un des plus grands perdants de ce chambardement politique. Si la gauche ne peut pas entrer au gouvernement et si elle n'est pas représentée dans l'opposition, la Hongrie sera balayée par des hordes de barbares existant depuis quarante ans », réplique le quotidien indépendant *Danubius*. De toute façon, après les premières élections libres, la Hongrie va entrer dans l'Europe par une petite porte de droite.

L. L.

« A bas les communistes et les juifs ! »

« A bas les communistes et les juifs ! Vous serez pendus ! », hurle un homme d'une quarantaine d'années à l'adresse de M. Karoly Grosz, ancien premier ministre, venu à Léninvaros, ville de la région industrielle de Porsod, rudement touchée par la crise économique.

Le « tombeau de Kadar » était chef du PSOH pour cette région dans les années 80, et les responsables locaux du Forum démocratique (MDF), le plus grand parti d'opposition, avaient organisé une manifestation contre lui dans le cadre de la campagne électorale. Mais les organisateurs ont été débordés dès que M. Grosz est apparu : quelque deux cents personnes, en majorité des jeunes, l'ont encerclé et bousculé, crachant dans sa direction

et l'obligeant à se réfugier dans la voiture de ses accompagnateurs, une Wartburg à moteur à deux temps, qui réussit néanmoins à quitter la place.

M. Karoly Grosz a indiqué avoir déjà vécu des situations similaires : une fois en 1944, dans une gare où des « kampen » excités ont tabassé des juifs qui partaient en déportation, et une autre fois, le 23 octobre 1956, quand la « contre-révolution » a commencé. Le PSOH a porté plainte contre le MDF et la police, qui s'accusent mutuellement d'être responsables de l'incident. Le MDF affirme que la police, sollicitée en renfort, a refusé d'intervenir. Les grands partis hongrois ont condamné l'incident. « La transition pacifique, c'est un canular », a commenté pour sa part M. Karoly Grosz.

L. L.

SUEDE : avec le soutien des communistes et des centristes

M. Ingvar Carlsson va former un nouveau gouvernement social-démocrate minoritaire

Après une semaine d'intenses tractations politiques, consécutives à la chute du gouvernement de M. Ingvar Carlsson, les choses sont finalement rentrées dans l'ordre, et à la suite de la démission de M. Carlsson, le parti social-démocrate minoritaire.

STOCKHOLM

de notre correspondante

Le débat d'investiture aura lieu lundi 2 mars au Parlement mais M. Carlsson peut déjà compter sur le soutien actif du parti communiste (VFK), qui votera en sa faveur, et celui, passif, du Parti du centre (Sverigedemokraterna), qui s'abstiendra. C'est le 15 février que le premier ministre avait présenté sa démission après avoir été mis en minorité sur un plan d'austérité sévère (blocage des prix et des salaires, interdiction temporaire des grèves) qu'il entendait faire passer tel quel. Le lendemain, son ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, annonçait aussi qu'on ne devrait plus compter sur ses services à l'avenir puisqu'il avait été lui-même désavoué par des moins réformistes que lui : au sein de la direction du parti social-démocrate (SAP). Une manière bien compliquée de se débarrasser d'un ministre des finances.

Pour présenter un programme de redressement de l'économie

représente quelque 17 millions de 23 millions de Suédois, a déclaré le 22 février le candidat M. Carlsson, arrivé lundi des États-Unis où il vivait en exil depuis 1984.

Il a exhorté les jeunes Suédois à se débarrasser de la hiérarchie en place qui « a collaboré pendant quarante ans avec le communisme ».

Il devait célébrer, vendredi 23 février, une messe pour les victimes de la « Révolution de Décembre ». (AFP.)

« acceptable par une majorité parlementaire », comme l'exigeait le président du Parlement, M. Carlsson a dû accepter de tailler un peu dans le projet initial, en ôtant les éléments qui avaient entraîné son humiliante défaite et en rajoutant d'autres, imposés par les communistes et les centristes en échange de leur soutien.

Le contrôle d'un « super-arbitre »

Disparaissent ainsi de la liste des mesures de rigueur : le blocage des salaires et la suppression du droit de grève, les deux points les plus contestés. Le gel des prix et des impôts communaux est en revanche maintenu, ainsi que l'obligation pour les employeurs de payer les deux premières semaines d'arrêt de travail des employés pour cause de maladie, en échange d'une réduction de 1 % de la taxe patronale.

Les 15 milliards de couronnes (autant de francs) récupérés de cette manière permettront de financer en partie la modernisation des chemins de fer et l'extension du réseau des transports en commun urbains. Quant aux négociations salariales, elles devraient être contrôlées par un « super-arbitre » qui veillerait à ce que les rémunérations n'augmentent pas trop.

M. Carlsson devait vendredi 23 février donner les détails de la nouvelle mouture de son plan

d'austérité qu'il aurait, de l'avis général, très bien pu remanier sans plonger la Suède dans une crise politique, en se privant de secours de son précieux ministre des finances.

Personne en fait ne sort gagnant de cette pseudo-bataille. Les partis d'opposition « bourgeois » (centriste, libéral et conservateur) sont apparus divisés et incapables de présenter une plateforme commune qui leur aurait peut-être permis, s'il y avait eu des élections anticipées, de modifier à leur avantage le paysage parlementaire, et les Verts sont restés absents du tumulte de ces derniers jours. M. Carlsson ne les ayant pas sollicités. Quant aux communistes, le premier ministre leur a reproché leur manque de fiabilité puisqu'ils avaient contribué à la chute du gouvernement en ne votant pas le premier plan d'austérité.

Dans cette crise, les sociaux-démocrates risquent d'avoir perdu encore un peu plus de leur crédibilité. Leurs dissensions internes, étalées au grand jour, ont donné la mesure des problèmes que rencontre ce parti affaibli, qui devra, pour continuer à gouverner, compter bien plus qu'il ne l'a fait jusqu'ici avec des formations de l'autre camp. Les centristes et les libéraux n'écartent en effet nullement la perspective de coalitions avec les sociaux-démocrates dans les années à venir.

FRANÇOISE NIETO

GRÈCE

M. Yannis Alévrakis sera le candidat socialiste à l'élection présidentielle

Le président du Pasok (Mouvement socialiste panhellénique), M. Andreas Papandréou, a proposé jeudi 22 février la candidature de M. Yannis Alévrakis, soixante-quatre ans, président du Parlement grec de 1981 à juin 1989, pour la deuxième tour de l'élection présidentielle, par les trois cents députés grecs, dimanche prochain.

M. Papandréou a annoncé son choix après une réunion avec les chefs des principaux partis grecs. Ceux-ci n'ont pas pu se mettre d'accord sur un candidat com-

muniste. M. Constantin Mitsotakis, le chef du parti conservateur Nouvelle démocratie, a confirmé que son parti voterait blanc au cours des deux derniers tours de scrutin (le 23 février et le 3 mars). La Coalition de gauche devait choisir son candidat vendredi.

Lors du premier tour, lundi dernier (le 21 février), l'actuel président, M. Christos Sartzetakis, candidat présenté par les communistes et soutenu par les socialistes, n'avait obtenu que 151 voix pour une majorité requise de 200 voix. (AFP.)

URSS

La perestroïka à l'épreuve de la rue

Suite de la première page

La tension sociale provoquée par les pénuries et les augmentations de prix, et les projets de certaines nationalités, comme les Tatars de Crimée, d'envoyer des délégations pour faire connaître leurs problèmes, contribuent également aux craintes des dirigeants.

Il faudra compter en plus, dit-on, avec la maladresse, « la provocation », disent certains responsables gorbatchéviens, qu'a constituée l'annonce, à quatre jours des manifestations, de l'exclusion du parti de deux députés les plus populaires du pays, MM. Gdlian et Ivanov (le Monde du 23 février). Commus pour leur acharnement dans la lutte contre la corruption de l'appareil, ces deux juges d'instruction, dont les méthodes d'interrogatoire très expéditives choquent beaucoup de libéraux, sont en effet devenus au fil des mois les Robin des Bois de l'Union soviétique. Ils ont leurs troupes, une base active, déterminée, qui va donc se faire entendre, et très fort, dimanche.

Surchânes

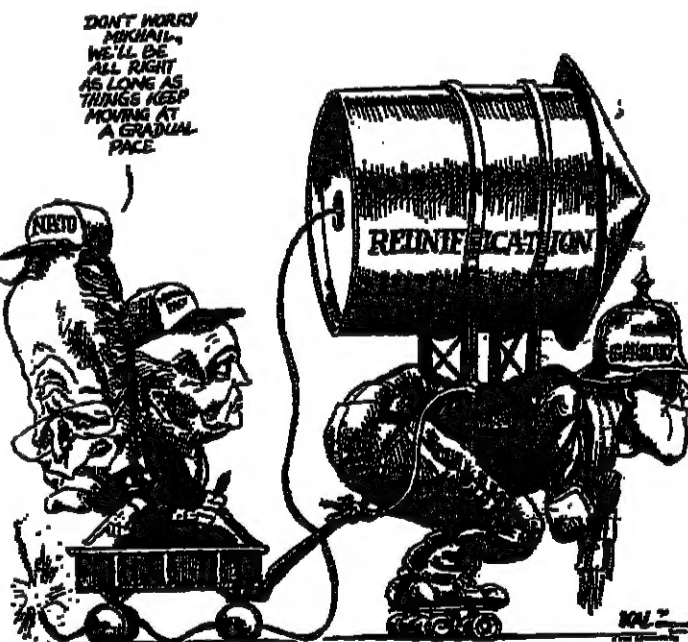
En un mot, contrairement à la manifestation du 4 février au cours de laquelle ce rendez-vous de la « révolution de février » avait été fixé par l'historien et député Iouri Afanassiev, les rassemblements de dimanche ne devraient pas faire descendre dans la rue, dit-on dans les milieux dirigeants, les seuls partisans d'une accélération des réformes politiques et économi-

ques. C'est tous les mécontents, estime-t-on, qui pourraient à cette occasion se retrouver coudes à coudes, ce qui signifierait que personne ne pourra vraiment contrôler la foule, que toutes les surenchères seront possibles, et toutes les provocations aussi, puisqu'il suffit de quelques personnes organisées pour créer le drame.

A en croire les autorités, des slogans contre les communistes, le bureau politique et le pouvoir en général seront lancés, et de là à marcher sur le Kremlin ou le siège du KGB, il n'y aura plus qu'un pas à franchir. « Si le sang coule, la situation deviendra très difficile », ajoute-t-on dans les milieux gorbatchéviens, car le secrétaire général se trouverait pris sous le feu croisé des réformateurs dénonçant la violence et des conservateurs l'accusant de semer l'anarchie.

Et, dans l'hypothèse maintenant où ces manifestations — notamment prévues à Leningrad, Sverdlovsk, Perm, Koubichev et Minak — auraient lieu sans incidents trop graves, resterait que les députés radicaux du groupe interrégional y gagneraient une audience encore plus importante qu'aujourd'hui. Le 4 février, déjà, M. Afanassiev avait lancé sous les ovations la revendication d'une table ronde entre le parti et les divers mouvements sociopolitiques apparus dans le pays.

Depuis, l'idée a fait son chemin, et si les milieux dirigeants y étaient plutôt favorables dès janvier, ils sont aujourd'hui beaucoup plus réticents et ne



Ne vous en faites pas, Mikhaïl, tout ira bien tant que l'évolution aura lieu graduellement. (International Herald Tribune du 23 février.)

veulent pas ouvrir la porte à un processus pouvant mener à la mise en minorité du parti avant que n'aient été adoptées les réformes constitutionnelles sur l'instauration du présidentielisme et l'introduction du multipartisme.

Car, tant que cela n'est pas acquis et que l'appareil du parti n'aura pas été renouvelé au début de l'été, au cours du congrès, les conservateurs ont toujours la possibilité de mettre M. Gorbatchev en minorité. La période est extrêmement dangereuse, et la méfiance se développe entre le secrétaire général et les radicaux, car ce sont eux qui ont, la semaine dernière, retardé la réforme de la Constitution.

Pourquoi ? Parce qu'ils ne voulaient pas voter des textes élaborés par le bureau politique et parce qu'ils veulent aussi attendre les résultats des élections parlementaires russes du 4 mars, dont ils comptent bien, pugnacité et indépendance aidant, sortir grands vainqueurs.

Ce qui se passe en fait, c'est que le jeu politique ne se résume plus du tout à l'affrontement entre conservateurs et réformateurs du comité central. La rue entre désormais en scène, et les puissantes Jeunesses communistes viennent ainsi, dans une déclaration de leur direction publiée vendredi matin, de renvoyer tout le monde des à dos et de demander... l'organisation d'une table ronde. Extrême-

droite russe, députés radicaux, direction du parti et Parlement sont tous critiqués pour leur lenteur et leur refus de « s'écarter les uns les autres », alors qu'il faut rechercher, lit-on, la solution des crises dans le dialogue et les « changements profonds ». Et, bien sûr, la participation aux manifestations de dimanche va de soi pour les dirigeants des komsozols, qui recommandent seulement de rejeter toutes les tentatives de manipulation tant conservatrices qu'extrémistes.

« Dimanche, ce sera votre heure »

En multipliant les mises en garde contre les possibilités de violence, l'équipe Gorbatchev ne réussit apparemment pas à limiter le nombre des futures manifestations, mais reste cette troisième peur, sans doute déterminante dans la publication de cette adresse. Dans un pays où le pouvoir a été tout-puissant pendant soixante-dix ans, une direction qui se serait tue face à un tel défi aurait accablé l'idée qu'elle ne contrôlait plus rien.

Il fallait se montrer, pour rassurer tant cette immense partie de la population qui craint le désordre que ces pans entiers de l'appareil qui ne sont pas prêts à basculer dans l'opposition active à M. Gorbatchev, mais ne veulent pas non plus se retrouver dans la situation des communistes roumains ou est-allemands. Or les boîtes aux lettres de plusieurs immeubles moscovites connus pour être habités par des fonctionnaires du parti ont été bourrées de tracts du type « Dimanche, ce sera votre heure ».

Cela crée un climat dont M. Gorbatchev ne pouvait pas ne pas tenir compte, et qui explique le ton de cette adresse, tout à fait inhabituel pour l'équipe de

la perestroïka. « Nous ne pouvons et ne devons pas accepter, lit-on en effet, les actes antidémocratiques et illégaux des politiciens et démagogues de tout poil, leur façon d'aggraver les désordres nationaux, leurs pressions et leurs intimidations grossières, ni les tentatives de démolir les organes du parti et de l'Etat, ni l'aggravation de l'hostilité, de l'acharnement, de l'alarme et de l'incertitude. »

Plus que du Gorbatchev, c'est du Ligatchev, mais il n'est, significativement, fait aucune référence directe aux manifestations de dimanche. Il fallait seulement se donner les moyens de passer le cap et de tenter de limiter les dégâts dans une situation à laquelle il n'était pas de bonne réponse — pas même l'interdiction des rassemblements qui aurait, à coup sûr, été brava.

Jedi soir, on négociait ferme entre députés radicaux et responsables du maintien de l'ordre. Deux rassemblements sont, à l'heure actuelle, prévus à Moscou, au parc Gorki avec les grands noms du courant libéral, et place de... l'Insurrection avec M. Gdlian. Les deux rassemblements sont autorisés, mais les partisans du « petit juge » voudraient marcher ensuite jusqu'aux murs du Kremlin. Les autorités, bien sûr, s'y opposent. On en est là. Cela peut mal tourner, comme se passer à peu près bien.

BERNARD GUETTA

Manifestations annulées à Leningrad. Le Front populaire de Leningrad a décidé, vendredi, d'annuler la manifestation prévue pour dimanche dans la deuxième ville d'Union soviétique, par crainte de violences, a indiqué vendredi 23 février, à l'AFP, un membre de la coordination du Front.

1501 000 000

AMÉRIQUES

NICARAGUA : les élections du 25 février

Une Eglise et un cardinal plus influents que jamais

MANAGUA
de notre correspondant
en Amérique centrale

La plus haute autorité religieuse du Nicaragua, le cardinal Miguel Obando y Bravo, est très sollicitée ces jours-ci par les deux principaux candidats à l'élection présidentielle du 25 février. La représentante de l'opposition, M^{me} Violeta Chamorro, s'est engagée à reconstruire la cathédrale de Managua, détruite par le séisme de 1972, et l'actuel président de la République, M. Daniel Ortega, cite désormais la Bible dans ses discours, demandant à Dieu de lui « donner la sagesse nécessaire pour gouverner ».

Les candidats cherchent ainsi à profiter de la popularité de l'archevêque de Managua, dont les avis sont très écoutés par les Nicaraguayens, catholiques à 85 %. Cela n'étonne personne de la part de M^{me} Chamorro qui est une fervente catholique et a demandé à Mgr Obando d'être « le garant du processus électoral pour éviter le retour de la violence ». La surprise est totale, en revanche, à propos de l'attitude

du commandant Ortega, qui a eu de graves désaccords avec la hiérarchie catholique depuis la révolution de 1979. La radio catholique a été fermée pendant un an et quatorze prêtres étrangers et nicaraguayens avaient été expulsés du pays en 1984 pour avoir tenu des propos hostiles au régime (tous sauf quatre sont rentrés depuis). Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) avait cherché à favoriser le développement d'une Eglise populaire, basée sur la théologie de la libération, pour faire contrepoids à la hiérarchie conservatrice. Un des incidents les plus sérieux avait eu lieu en 1983, lors de la visite du pape Jean-Paul II, qui avait condamné la participation de prêtres au gouvernement.

Un scrutin « honnête »

Mgr Obando est convaincu que les élections seront « honnêtes » du fait de la présence d'un grand nombre d'observateurs internationaux. « Les Etats-Unis, dit-il, ont pris que le pays était en train de sombrer et qu'il fallait créer un climat de réconciliation nationale. »

« voter conformément à sa foi ». « Pour la première fois de ma vie, j'ai voté », dit-il, car je veux contribuer à l'effort collectif pour trouver une solution à la guerre que nous avons vécue. »

L'Eglise aura un rôle à jouer dans la surveillance des opérations de vote, puisque toutes les paroisses ont reçu instruction des évêques d'obtenir des copies des bordereaux de vote pour faire un comptage parallèle. L'engagement des paroisses va plus loin encore dans la mesure où certains prêtres n'hésitent pas à faire du prosélytisme dans les églises en faveur de l'Union nationale d'opposition (UNO). Le tirage au sort a vu le cas numéro un soit attribué à l'UNO (ce sigle signifie aussi « un » en espagnol). Dans un pays où il y a encore beaucoup d'analphabètes et pas de tradition démocratique, cela constitue un avantage certain. La candidate de l'UNO, M^{me} Chamorro, ne s'y est pas trompée puisqu'elle y voit « une bénédiction de Dieu ».

BERTRAND DE LA GRANGE

Les Etats-Unis semblent résignés à un nouvel échec de leur politique en Amérique centrale

WASHINGTON
de notre correspondant

Les Etats-Unis sont-ils prêts à connaître un échec sur le terrain de leur politique à l'égard du Nicaragua ? Le jour même où était révélée à la presse la déposition de l'ex-président Reagan, qui évoquait, à travers un mémoire défilant, les biens mauvais souvenirs de l'ingérence et de l'aide à la Contra, l'administration actuelle laissait clairement paraître, jeudi 23 février, qu'elle s'attendait à une nouvelle déconvenue : par la voix du secrétaire d'Etat James Baker, elle a dès à présent esquissé une tactique de repli au cas où les sandinistes remporteraient les élections du 25 février.

Maladresse politique

S'adressant à la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, le secrétaire d'Etat a exposé les conditions que pose l'administration à une amélioration de ses relations avec les dirigeants de Managua. Deux de ces conditions étaient déjà connues : Washington, se plaçant de toute évidence dans l'hypothèse d'une victoire des partisans du régime actuel, veut être « certain » que l'élection a été « libre et honnête », et se réserve le droit d'en juger sans forcément se rendre à l'opinion des différents observateurs indépendants, tel l'ex-président Jimmy Carter, qui les Etats-Unis entendent aussi vérifier que les sandinistes ont bien mis un terme à leurs entreprises de « subversion » dans les pays voisins, en particulier à leurs livraisons d'armes aux rebelles du Salvador. M. Baker a ajouté une troisième condition, nouvelle, celle-ci : il faudra, avant que s'engagent des pourparlers pour la normalisation des rapports entre Washington et Managua, que les Etats-Unis puissent constater qu'un « espace politique demeure ouvert au Nicaragua », en d'autres termes que l'opposition puisse poursuivre ses activités.

Même si les sondages qui sont publiés aux Etats-Unis, et pas toujours présentés avec les précautions nécessaires, laissent prévoir une large victoire des sandi-

nistes, les jeux ne sont pas faits. Mais l'administration Bush paraît dès à présent plus ou moins résignée. On est loin de la passion qui animait Ronald Reagan et l'avait poussé à jurer fidélité aux « combattants de la liberté ». Les Etats-Unis ne seront pas au bout de leurs peines. En fait, certains observateurs estiment que l'administration aurait, paradoxalement, tout à redouter d'un tel succès : elle serait moralement tenue d'accorder une aide financière importante aux nouveaux dirigeants, et tenue pour responsable au cas, probable, où ces derniers s'avéreraient incapables d'améliorer la situation économique, ne serait-ce qu'en raison de l'énormité de la tâche à accomplir.

Une victoire de Daniel Ortega permettrait à Washington d'éviter ces responsabilités. Mais pas celle de régler définitivement le sort des « contras », des hommes avec lesquels l'administration américaine a joué allégrement, les encourageant à combattre « pour la liberté » avant de couper leurs approvisionnements, puis de les réarmer, et enfin, de les contraindre à nouveau à l'impasse, au gré des joutes politiques washingtoniennes.

Mais les intérêts de l'opposition nicaraguayenne et le souci de voir la « démocratie » restaurée à Managua n'ont pas empêché l'administration de prendre la décision d'envahir Panama pour mettre la main au collet du général Noriega. Il était parfaitement clair que c'était là fournir un extraordinaire argument de propagande au régime sandiniste, et donc augmenter d'autant ses chances de survie. Mais le désir de régler son compte au général Noriega a été le plus fort, et le Nicaragua s'est ajouté à cela une énorme maladresse politique : l'aide financière ostensiblement accordée à M^{me} Violeta Chamorro et à ses amis. Une aide trop modeste pour être efficace, qui a été bloquée presque jus-

qu'au dernier moment par les autorités sandinistes, mais qui fait apparaître ses bénéficiaires comme des suppôts de l'impérialisme yankee. Même si, en dépit de tous ses handicaps, M^{me} Chamorro a pu remporter la victoire, les Etats-Unis ne seront pas au bout de leurs peines. En fait, certains observateurs estiment que l'administration aurait, paradoxalement, tout à redouter d'un tel succès : elle serait moralement tenue d'accorder une aide financière importante aux nouveaux dirigeants, et tenue pour responsable au cas, probable, où ces derniers s'avéreraient incapables d'améliorer la situation économique, ne serait-ce qu'en raison de l'énormité de la tâche à accomplir.

Une victoire de Daniel Ortega permettrait à Washington d'éviter ces responsabilités. Mais pas celle de régler définitivement le sort des « contras », des hommes avec lesquels l'administration américaine a joué allégrement, les encourageant à combattre « pour la liberté » avant de couper leurs approvisionnements, puis de les réarmer, et enfin, de les contraindre à nouveau à l'impasse, au gré des joutes politiques washingtoniennes.

Le témoignage de M. Reagan

De cette triste histoire, on ne parle plus guère. Mais son épisode le plus célèbre et le plus scandaleux — l'ingérence, l'utilisation secrète du produit de ventes d'armes à l'Iran pour financer la Contra à l'insu du Congrès — continue à occuper l'esprit

du public, du moins la justice qui depuis que les Etats-Unis existent, un ancien président, en l'occurrence Ronald Reagan, a accepté de témoigner en justice, dans le cadre d'un procès intenté à l'un des protagonistes de l'affaire, l'amiral Poindexter, ancien chef du Conseil national de sécurité, et à ce titre supérieur direct du lieutenant colonel North, « héros » principal de l'affaire.

Huit heures durant, M. Reagan a ainsi répondu aux questions que lui posaient les défenseurs de M. Poindexter, et sa déposition, filmée pour pouvoir être ensuite présentée au jury, a été présentée à la presse avec un retard de cinq jours, le temps que l'actuelle administration s'assure qu'aucun secret d'Etat n'y était dévoilé (rien n'a finalement été coupé du récit). Rien de ce qu'a dit l'ancien président ne semble devoir être bien utile à M. Poindexter, qui espérait faire apparaître que M. Reagan avait au moins tacitement approuvé le principe d'une aide clandestine aux « contras ». A vrai dire, M. Reagan n'a pas dit grand-chose de neuf, répétant pour l'essentiel ce qu'il avait dit du temps où il était à la Maison Blanche : il savait que s'il avait approuvé les ventes d'armes à l'Iran, il n'aurait jamais rien su du détournement du produit de leur vente au bénéfice des « contras ».

Le témoignage de M. Reagan confirmera dans leur opinion ceux qui estiment qu'il a exercé ses fonctions avec un manque d'attention d'un détachement tout à fait étonnant. Même si, par moments, on a retrouvé le « bon » Reagan d'antan, avec son charme, son regard pétillant, et le « bon » Reagan des années 1980, on a aussi entendu expliquer, pas moins de cent fois, qu'il ne se souvenait pas de tel ou tel épisode sur lequel on l'interrogeait. Il fut notamment incapable de se souvenir des fonctions qu'avait pu exercer un certain général Casey — qui fut malgré tout chef d'état-major des armées.

Ce sont bien sûr ces lacunes qu'ont mis en relief les journaux télévisés, mais sans trop insister tout de même : M. Reagan a subi une dizaine d'heures d'interrogatoire, et il n'est plus à la Maison Blanche. Et puis l'ingérence est vraiment passée de mode. Comme le Nicaragua.

JAN KRAUSZ

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après l'annulation du « sommet africain » au Zaïre

Les déconvenues du président De Klerk

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

L'heure des déconvenues a-t-elle sonné pour le président Frederik De Klerk, trois semaines après son discours « historique » devant le Parlement, au cours duquel il avait notamment annoncé la légalisation du Congrès national africain (ANC) et la libération sans condition de M. Nelson Mandela ? L'initiative prise par le maréchal Mobutu Sese Seko, chef de l'Etat zaïrois, de réunir, samedi 24 février, autour de son homologue sud-africain, quelques-uns de ses pairs a en effet tourné court (le Monde du 23 février).

Seuls ses voisins — et obligés — burundais, centrafricain et rwandais avaient accepté de faire acte de présence à Goma, sur les rives du lac Kivu. La pensée diplomatique qu'escomptait de ce sommet le régime de Pretoria était ainsi réduite à peu de chose. Mieux valait donc, pour des « raisons

techniques », renvoyer cette rencontre à des jours meilleurs.

L'ANC, il est vrai, avait vivement réagi à l'initiative du maréchal Mobutu, la jugeant « prématurée ». Pour les nationalistes noirs, il n'y a pas encore lieu de paviser car le système de l'apartheid est toujours en place. D'où la nécessité de maintenir le régime de Pretoria en quarantaine. Un certain nombre de chefs d'Etat africains n'ont probablement pas été insensibles à ces arguments si d'autres ont simplement refusé de servir de faire-valoir à leur pair zaïrois dont l'incessant besoin de se pousser sur le devant de la scène a le don de les horripiler. Toujours est-il que ce rendez-vous manqué a plus que contrarié les autorités sud-africaines.

Autre déconvenue majeure : le refus des nations occidentales, hormis la Royaume-Uni, de lever pour le moment leurs mesures de rétorsion. « On aurait pu penser que les décisions d'immense portée annoncées par M. De Klerk auraient convaincu chaque pays, y compris les membres de la Communauté européenne, que le temps était venu d'alléger les sanctions », s'étonnait, jeudi, dans un éditorial, le quotidien gouvernemental The Citizen. « Les groupes de pression anti-apartheid ne disparaîtront pas du jour au lendemain », commente un homme d'affaires local, un peu désemparé.

Dans une déclaration rendue publique vendredi 23 février, au Cap, M. De Klerk s'est « déçu » par l'insistance de l'ANC à poser des préconditions à l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement et par ses appels à continuer la lutte armée. Mais peut-être faut-il attendre pour voir plus clair du côté du mouvement nationaliste que Nelson Mandela ait pris les choses en main.

Or, jusqu'à maintenant, le chef historique de l'ANC garde habilement un profil bas pour tranquilliser les responsables du mouvement nationaliste qu'il rencontrera au début de la semaine prochaine à Lusaka, en Zambie. Ce mandarin un peu secret, qui a le sens du temps et de l'organisation, a semble-t-il, une conception un peu gaullienne du rôle qu'il va être appelé à jouer. Un rôle de « rassureur » qui ne fait probablement pas l'unanimité autour de lui.

« Les escadrons de la mort »

La « déception » que causent à M. De Klerk certaines attitudes de l'ANC n'a d'égale que l'embarras dans lequel le plongent certains des siens. Les révolutions faites, mercredi, par le quotidien libéral The Star sur les activités de la cellule antiterroriste au sein de l'armée et de la police viennent, en effet, de soulever une belle tempête politique et ont ainsi mis à nu les manigances d'un dénommé Bureau de coopération civile (CCB) qui, en liaison avec les fameux « escadrons de la mort », avait pour mission de déjouer, de traquer, voire de supprimer les ennemis du régime.

Or ce Bureau, qui disposait de fonds secrets, avait sa place dans l'organigramme militaire. Personnellement, le ministre de la Défense, qui ne passe pas pour un « colombe », n'en ignorait l'existence, voire les activités. Dans un communiqué qu'il n'en a dissipé, celui-ci a rendu hommage aux « stratégies contre-révolutionnaires » des forces de sécurité dont le succès « a préparé la voie aux négociations sur la mise en place d'une nouvelle Afrique du sud ».

Après de longues hésitations, le chef de l'Etat avait récemment accepté de confier à une commission d'enquête le soin d'« épurer » les activités des « escadrons de la mort » tenus par certains pour responsables de meurtres, non encore élucidés, de plusieurs opposants politiques en vue, comme Dulcie September, représentante de l'ANC à Paris, assassinée en mars 1988. Aujourd'hui la querelle rebondit de plus belle.

Toutes ces déconvenues n'empêchent pas le chef de l'Etat de suivre son chemin. Il vient ainsi d'accepter l'offre de rencontre que lui avait faite l'ANC il y a une semaine, se félicitant de ce « contact direct » est le meilleur moyen d'aplanir les différends, hors de « toutes ingérences étrangères qui ne conduisent nulle part ». Finis les « two men shows ». Vient de déclarer le chef de l'Etat qui souhaite désormais élargir le dialogue avec « toutes les forces représentatives attachées à une solution pacifique ».

J. D. B.

ALGERIE

L'Etat aidera financièrement tous les partis politiques

La « contribution exceptionnelle » de l'Etat au profit des vingt et un partis politiques agréés dans le cadre de la loi sur le multipartisme de juillet dernier s'élève à 120 millions de dinars (1 dinar = 0,7F) et indiquée jeudi 23 février l'hebdomadaire Algérie-Actualités.

Cette aide a été décidée pour aider au financement des prochaines campagnes électorales communales et provinciales. Le soutien de l'Etat s'étend également à la couverture des frais de fonctionnement des permanences et des congrès des partis politiques qui n'ont pas encore tenu leurs assemblées constitutives.

Les journalistes algériens travaillant dans le secteur public sont désormais autorisés à exercer dans les organes des partis qui sont conformes à leurs opinions politiques. L'évolution de leur carrière et leurs rémunérations seront « garanties » durant deux ans par le budget de l'Etat.

La décision d'aider les partis d'opposition est une mesure « dérogante » à la loi de juillet 1989 sur le multipartisme, qui ne prévoit de financement des activités de ces partis qu'après leur entrée au Parlement.

Selon Algérie-Actualités, cette « dérogation » est motivée par la volonté de l'Etat de « contourner les financements étrangers (des partis) interdits par la loi mais en vigueur, selon la rumeur ». — (AFP)

■ TUNISIE : plus de 400 étudiants interpellés. — Le calme était apparemment revenu, jeudi 23 février, dans les institutions universitaires qui avaient été le théâtre, la veille, d'affrontements entre policiers et étudiants (le Monde du 23 février). Les gouvernements ont annoncé que, depuis la nuit agitée de mardi à mercredi, 478 étudiants avaient été interpellés en flagrant délit. Si certains d'entre eux ont déjà été libérés, 94 autres se sont vu retirer leur sursis militaire pour être aussitôt incorporés. — (Corresp.)

A TRAVERS LE MONDE

GABON

Le gouvernement prend des mesures de sécurité

Un conseil des ministres extraordinaire a décidé jeudi 22 février l'interdiction de tout attroupement de plus de cinq personnes de 20 heures à 6 heures locales et de « toute manifestation de nature à perturber l'ordre public et le travail ». Ces décisions font suite aux désordres qui ont eu lieu ces derniers jours dans la capitale gabonaise, à la suite de revendications pour des hausses de salaires. Le ministre de la Défense nationale a reçu toutes instructions pour la stricte application de ces mesures. Un communiqué invite tous ceux qui ont abandonné leur poste de

travail à le reprendre, chaque ministre ayant reçu mission de constater les absences.

Le président Bongo a confirmé sa « volonté de changements à opérer dans l'immédiat au niveau des institutions de la République ». Une réunion conjointe du comité central du parti unique et de l'Assemblée nationale aura lieu le 27 février en vue de la révision de certaines dispositions de la Constitution. Un référendum interviendra dans les prochaines semaines. — (AFP)

LIBAN

Un journal iranien souhaite la libération des otages

Le quotidien iranien en langue anglaise Tehran Times a estimé

jeudi 22 février que les otages occidentaux détenus au Liban étaient devenus l'objet d'une propagande anti-iranienne et s'est prononcé, en conséquence, en faveur de leur libération. Dans son éditorial, le journal souligne qu'une telle libération serait conforme aux principes islamiques et humanitaires. « Si on se soucie des stratégies de la propagande occidentale, les forces musulmanes (...) doivent œuvrer à la libération sans conditions des otages », écrit le quotidien. C'est la première fois qu'un journal iranien prend pareille position. La plupart des otages sont détenus par des groupes d'extrémistes chiites proches de Téhéran.

Selon le journal, qui passe pour refléter les vues du chef de l'Etat, M. Rafsanjani, il est nécessaire de libérer les otages même si le

combat contre l'influence occidentale au Proche-Orient est légitime et doit être poursuivi. Les musulmans, ajoute le quotidien, « doivent considérer les otages comme des victimes des politiques impérialistes et doivent essayer de les libérer. (...) Peut-être que l'année 1990 sera celle de la libération de tous les otages ». — (AFP)

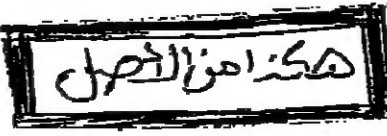
ISRAËL

M. Shamir rejette un « ultimatum » du Parti travailliste

Le président du conseil israélien, M. Itzhak Shamir, a rejeté jeudi 22 février une résolution du Parti travailliste, qui lui a donné deux semaines pour s'engager sur la voie d'un dialogue avec les Palesti-

niens. « M. Shamir est insensible aux ultimatums ou aux délais limites. Il fera ce qui est juste, et s'il y a une proposition concrète d'ici deux semaines, il la soumettra au cabinet restreint », a déclaré à Reuter M. Avi Pazner, conseiller du premier ministre.

Le ministre israélien de la Défense et numéro deux du Parti travailliste, M. Itzhak Rabin, avait donné auparavant deux à trois semaines à M. Shamir pour clarifier sa position sur la tenue d'éventuels pourparlers de paix israélo-arabes. Le bloc du Likoud (conservateur) du président du Conseil doit accélérer la recherche d'une solution négociée s'il veut préserver la cohésion du gouvernement de coalition, avait expliqué M. Rabin à la radio nationale. « J'estime aujourd'hui que le temps ne travaille pas forcément en notre faveur », avait ajouté M. Rabin. — (Reuter.)



AFRIQUE

L'économie sud-africaine entre « ceux qui ont » et « ceux qui n'ont pas »

La redistribution des richesses suivra-t-elle les changements politiques ?

En dépit des propos rassurants de M. Nelson Mandela, le programme de l'ANC inquiète les milieux d'affaires

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Nationalisation : le mot a-t-il dépassé sa pensée ? Si tôt prononcé par M. Nelson Mandela à sa sortie de prison, il a en tout cas fait chuter la Bourse et fait bondir les milieux d'affaires, même s'ils n'ont pas été complètement pris par surprise, car ils n'ignoraient rien des revendications du Congrès national africain (ANC). Mais ils espéraient un peu, sans trop y croire, qu'averti de ce qui se passe, en Europe de l'Est notamment, le mouvement nationaliste aurait abandonné ses vieilles lunes, remis sa montre à l'heure.

« Où trouverons-nous donc les ressources nécessaires pour soulager la misère de nos compatriotes noirs si nous ne nationalisons pas ? », s'était interrogé, un peu vite, M. Mandela. Des voix discordantes se sont ensuite élevées au sein même du mouvement nationaliste pour tenter de ramener les choses à leurs justes proportions, pour dissiper la grande peur des milieux d'affaires. « Parlons plutôt d'économies », ont rectifié les responsables de l'ANC. M. Mandela lui-même a fait quelque peu machine en arrière.

« Nous ne sommes pas pour prendre des décisions sans de vaines discussions avec les secteurs intéressés et concernés », a-t-il déclaré au quotidien économique *Business Day*.

Il n'empêche que ces mises au point n'ont pas dissipé la morosité des milieux d'affaires. « Il sera plus facile de négocier un

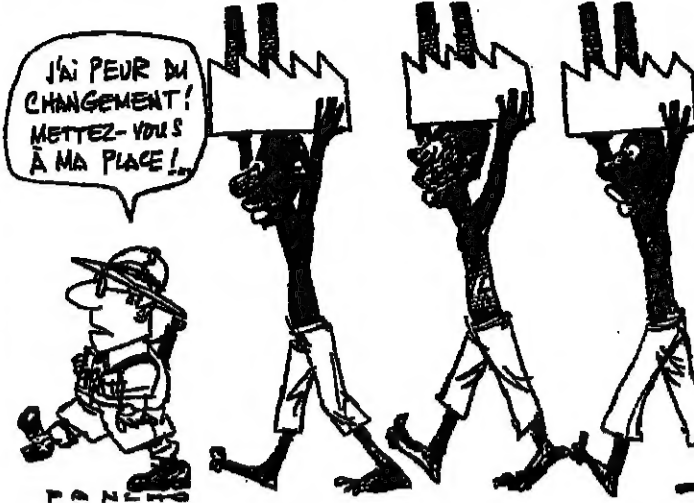
changement de Constitution qu'un changement de politique économique », estime M. Johann Liebenberg, directeur général de la chambre des mines. Il y a en effet tout lieu de penser que la communauté blanche ne se ferait pas trop prier pour céder le pouvoir aux Noirs si elle avait en revanche l'assurance de conserver presque intact son pouvoir économique.

« Nous ne voyons pas comment le système existant, dans lequel il y a une concentration de richesses dans les mains de quelques-uns, est en mesure d'éliminer la pauvreté dans laquelle vivent les Noirs », soulignait dans une déclaration récente le Front démocratique uni (UDF), branche légale de l'ANC.

Apartheid et capitalisme

Aux yeux de millions de personnes, qui voient les choses un peu à ras de terre, apartheid et capitalisme sont associés et la voie du salut passe par le socialisme.

A vrai dire, le système économique mis en place par le Parti national, au pouvoir depuis 1948, s'apparente davantage à un système bureaucratique mûri de forte connotation raciale. Depuis qu'ils sont aux affaires, les Afrikaners n'ont eu de cesse de juguler le pouvoir étatique, de manière à y placer les leurs, puis-



que les anglophones avaient la haute main sur le secteur privé. Ils ont tout de même renoncé à nationaliser les banques et les mines d'or, comme ce fut leur intention première.

Ce système amoral et insensé dans lequel s'est enfermée la communauté afrikaan pour conserver ses privilèges a coûté cher au pays, dans la mesure notamment où il a fallu créer des administrations propres à chaque groupe racial, tenir à bout de bras des Bantoustans où les Noirs avaient été parqués, subventionner le transport de la main-d'œuvre vers les zones blanches, surpayer pour cause de rareté cadres et techni-

ciens. Tout compte fait, le manque à gagner dû à l'apartheid est égal au déficit budgétaire de l'Afrique du Sud. « Cette politique nous a conduits à une situation proche du désastre », confie M. Pat Collins, président de la chambre d'industrie du Cap.

Changement de politique ? L'heure est à la privatisation - celle des moyens de transport est en cours, comme si les Afrikaners, sentant les rênes du pouvoir leur échapper des mains à terme, s'employaient, par ce biais, à sauver ainsi une partie de leur patrimoine. Les gens au pouvoir ont beau faire valoir que les sommes dégagées par ces ventes serviront

à améliorer le niveau de vie des plus défavorisés, ces mesures n'en demeurent pas moins impopulaires au sein de la communauté noire.

« Ces privatisations sont prématurées, car les Noirs n'ont pas encore les moyens de se porter acquéreurs de ces biens publics », remarque M. Ntato Moulana, patron d'une clinique chirurgicale à Soweto et président de la fondation Get ahead (En avant), crée il y a huit ans avec l'aide américaine pour favoriser l'émergence d'une classe de petits chefs d'entreprise noirs. Les autochtones sont d'autant moins favorables à ce changement de cap que, dans un premier temps, il se traduit concrètement pour eux par des augmentations de prix et des compressions de personnel.

« Peut-être vaudrait-il mieux suspendre l'application de cette politique en attendant la formation d'un nouveau gouvernement », propose M. Jim Buys, économiste du groupe Anglo-American.

Quoi qu'il en soit, il va falloir, d'une manière ou d'une autre, corriger des injustices criantes qui remontent loin dans le temps. Suffira-t-il, comme feignent de le croire certains, de réorienter les dépenses publiques, ainsi que s'y efforcent aujourd'hui le gouvernement en faisant des coupes claires dans le budget de la défense au profit de celui de l'éducation par exemple ? Certainement pas.

Les responsables de l'Anglo-American, qui emploie 300 000 personnes, ont, depuis plusieurs années, appelé au démantèlement de l'apartheid. Ils ne sont pas peu fiers d'annoncer les « progrès réalisés » qu'ils ont pris en faveur des Noirs, qu'il s'agisse par exemple de la distribution de bourses d'études, de la construction d'écoles multiraciales, de l'aide informelle, de la mise en place d'un actionariat au sein du groupe. Mais il y a dans tout cela quelque part quelque chose qui ressemble à des « bonnes œuvres ».

« One man, one job »

Les milieux d'affaires s'attendent à connaître des jours difficiles alors que va s'ouvrir la période des négociations salariales. Pendant que la croissance économique a pu être obtenue en s'appuyant sur une main-d'œuvre bon marché et docile, la puissance des syndicats, légalisés en 1979, s'est traduite par une augmentation des grèves, notamment dans les mines et les transports. Les organisations professionnelles veulent profiter des circonstances pour durcir le ton. « Il y a un changement d'humour qui pourrait avoir des conséquences sur le déroulement des discussions à venir », inquiète M. Liebenberg.

Les événements de ces dernières semaines donnent à penser qu'à plus ou moins long terme des réformes de structures s'imposent dans le secteur économique, comme la suite logique de celles qui se préparent aujourd'hui dans le domaine politique. « One man, one job », mais aussi « One man, one vote ». Pour ce faire, les milieux d'affaires sont appelés à préparer le lit de ce que d'aucuns appellent déjà, sans se référer pour autant à quelque doctrine que ce soit, une « véritable démocratie industrielle ».

Pour le moment, les Noirs développent leur énergie dans la seule direction qui leur soit vraiment accessible depuis trois ans environ : celle du secteur informel, des petits boulots. Ainsi se sont multipliés dans les zones urbaines des kyrielles de petites entreprises : ateliers de confection, réparation automobile, compagnies de minibus et de taxis, échoppes et gargotes, ventes à la criée sur les trottoirs. « Johannesburg commence à ressembler à une vraie ville africaine », constate M. Moulana.

Ces entreprises artisanales doivent trouver leur place dans un paysage économique singulier, d'où émergent des groupes industriels tentaculaires, notamment des oligopoles comme l'Anglo-American ou la Barlow Rand, qui font un peu le vide autour d'eux. « Il faut éviter que se constituent des monopoles, passés de mode

même aux États-Unis », insiste le président de la fondation Get ahead. « On a discuté entre nous de la création d'une compagnie aérienne, raconte-t-il. Mais on n'a pas encore les moyens d'aller au bout de nos projets... » Ce qui manque aussi, par la faute des tenants de l'apartheid, ce sont des Noirs compétents. Ce n'est qu'en 1988 que la profession d'artificier a été ouverte aux mineurs noirs !

Les besoins de formation sont énormes, et cela prendra du temps pour mettre les Noirs en position de répondre à toutes sortes d'offres d'emploi. « Nelson Mandela devra calmer les impatiences des siens, leur expliquer que tout ne se fera pas en un jour », affirme M. Buys. Le gouvernement s'est fixé pour tâche de démanteler l'apartheid, mais il n'a pas les moyens de sa politique, si tant est qu'il soit décidé à mener cette mission à son terme. On parlait, dans les allocutions officielles, en 1986-1987, des « réserves d'espace pour la croissance ». On évoque aujourd'hui plus prosaïquement dans ces mêmes milieux, la nécessité d'un « atterrissage en douceur de l'économie ».

Le « partage du cake »

Là aussi, l'Afrique du Sud est en train de payer cher le prix d'un système inique, qui lui a valu d'être mise au ban de la communauté internationale. Même si cet aveu n'est pas facile à obtenir, il est clair que les sanctions économiques prises contre le régime de l'apartheid ont pesé lourd dans la décision du président Frédéric De Klerk de changer le cours des choses. Les sanctions commerciales ont eu peu d'impact. Les Sud-Africains n'ont en effet pas en grand mal à trouver acquéreurs pour leur charbon, leurs aciers spéciaux, voire leurs armes (deuxième poste d'exportation, après l'or), et pas beaucoup plus de difficulté à tourner l'embargo pétrolier.

« Ce qui nous a fait très mal, c'est d'avoir à rembourser plus vite que prévu notre dette extérieure, qui s'élève aujourd'hui à 21 milliards de dollars », indique M. Buys. Mais trois « arrangements » habilement négociés par les autorités sud-africaines avec leur bailleurs de fonds, à la barbe des organisations anti-apartheid, ont néanmoins permis d'alléger le poids des remboursements. Plus grave encore fut la mise en quarantaine du pays par de nombreux investisseurs étrangers qui s'en sont retirés ou qui ont refusé de s'y installer.

Conséquences de tout ce remue-ménage : au cours de la dernière décennie, le taux de croissance moyen de l'économie n'a pas dépassé 1,5 %, largement inférieur à celui de la population (2,6 %). Il faudrait atteindre la croissance d'au moins 5 ou 6 % pour que le niveau de vie de la population progresse et que le chômage diminue. Ne compte-t-on pas un bon million de sans-abri au sens strict du terme ? Où trouver l'argent pour faire face à ces coûteuses échéances ? Les uns comptent sur les nationalisations, les autres sur les privatisations, pour remplir les caisses de l'État. Certains envisagent une refonte du système fiscal, qui ne leur paraît pas suffisamment performant. D'autres tablent, une fois la vie politique normalisée et les sanctions levées, sur une hypothétique aide de la communauté internationale.

Il y a urgence, en tout cas, à entamer, ne serait-ce qu'avec les moyens du bord, le processus qui conduira à réduire le fossé entre « ceux qui ont » et « ceux qui n'ont pas ». On ne voit pas, en effet, qu'une réforme politique puisse tenir longtemps la route sans un quelconque « partage du cake ».

JACQUES DE BARRIN

CHEZ CITROËN, JUSQU'AU 28 FÉVRIER 1990.

0 F PENDANT 12 MOIS SUR TOUTE LA GAMME CITROËN.

Chez Citroën, votre voiture neuve, grâce à la location avec option d'achat CrédiCar® sur 60 mois et sur la base de 10 000 F TTC hors assurance*, c'est : à la livraison, un versement comprenant :

dépôt de garantie	1500 F
1 ^{er} loyer	2500 F
12 loyers à 0 F	0 F
47 loyers de 200 F	9400 F
une option d'achat en fin de location (couverte en partie par le dépôt de garantie)	1875 F
Coût total en cas d'acquisition	13 775 F

Jusqu'au 28 février, 0 F chez Citroën pendant 12 mois, c'est à ne pas laisser passer. Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 Citroën.

* sans réserve d'acquisition du dossier par CrédiCar. ** Excluant.

CITROËN présente TOTAL



هكذا بين الاموال

150

DIPLOMATIE

Le débat sur l'unité allemande

Les Britanniques multiplient les consultations avec les Français

Le prochain sommet entre M. Thatcher et M. Mitterrand, le 4 mai à Londres, s'annonce comme important. Les rencontres entre directeurs politiques des ministères des affaires étrangères des deux pays ne sont plus de routine, comme elles l'ont parfois été.

LONDRES

de notre correspondant

« Nous avons beaucoup de contacts en ce moment avec les Français à propos de l'unité allemande », le conseiller de M. Thatcher qui nous fait cette confidence constate aussitôt, non sans ironie : « Nous sommes dans le brouillard, et les Français aussi ». La préoccupation essentielle des dirigeants de la RFA étant désormais l'unification allemande, assisté-t-on à une renaissance de l'entente cordiale entre la Grande-Bretagne et la France au détriment d'un axe Paris-Bonn en pleine perte de vitesse ? Notre interlocuteur est prudent. Il résume ainsi la position de M. Thatcher : les « liens naturels » entre la Grande-Bretagne et la France sont certes renoués ; mais il n'est pas question de donner l'impression que Londres et Paris sont sur le point de former

un front uni pour freiner la réunification. Ce conseiller s'annule un peu des prudences françaises. Paris ne veut selon lui pour rien au monde apparaître aux Allemands comme un obstacle. Cela est dû aux vicissitudes de l'histoire. Les Britanniques, qui n'ont connu ni la défaite ni l'occupation, n'ont pas de telles inhibitions. M. Thatcher ne craint pas de rappeler qu'il existe des traités, des alliances et des obligations qui découlent de la victoire de 1945 et qu'on ne peut pas traiter à la légère. Elle cite notamment le statut quadripartite de Berlin. Les Britanniques élèvent donc d'avantage la voix que les Français face à l'Allemagne. « C'était déjà le cas pendant la guerre, n'est-ce pas ? », remarque, l'air de rien, notre interlocuteur.

Les conséquences de la réunification

On craint à Londres, et on le fait savoir aux Français, que la RFA soit tellement absorbée par le processus d'unification qu'elle en oublie ce qui, vu d'ici, est l'élément le plus important du rendez-vous de 1993 : la création d'un marché unique des services et des biens. L'idée d'une intégration politique, en revanche, fait toujours horreur à M. Thatcher et celle d'une union monétaire européenne lui apparaît toujours

comme une utopie pour les siècles futurs. Le « brouillard » auquel fait allusion le conseiller de Mme Thatcher entoure aussi les conséquences économiques de l'unité allemande. Quel en sera l'effet sur la CEE, en particulier sur le mécanisme de change du système monétaire européen (SME) ? A quelle valeur échange-t-on les marks de l'Est contre ceux de l'Ouest ? Si le taux est très bas, ses habitants continueront à fuir la RDA. S'il est élevé, l'industrie est-allemande aura du mal à survivre. Et que fera-t-on de la masse énorme de marks est-allemands qui se trouvent dans les caisses d'épargne ? « Il y a un formidable appétit de consommation dans la population en RDA. Quel sera l'effet de cette demande sur l'économie ouest-allemande ? », se demande-t-on ici.

Les Britanniques voient là une raison de plus d'attendre avant de se décider à faire entrer la livre dans le mécanisme de change du SME. Y aura-t-il une relance de l'inflation en RFA ? La valeur du mark ouest-allemand, pivot de tout le système, sera-t-elle modifiée ? Notre interlocuteur estime que les conditions posées par M. Thatcher pour une adhésion de la livre sont plus que jamais valables. Il faut d'abord que l'inflation britannique, qui se maintient obstinément à près de 8 %, redescende au niveau de celle de

ses principaux partenaires européens et que la liberté de circulation des capitaux et des services financiers soit acquise dans toute la Communauté.

Mme Thatcher admet que l'unité allemande est inéluctable. Mais elle estime qu'on ne peut faire comme si la seconde guerre mondiale n'avait pas eu lieu et si la puissance économique allemande n'existait pas. « Nous essayons seulement d'être prudents. C'est une vieille vertu de notre pays », conclut notre interlocuteur.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le sommet extraordinaire des Douze sur l'unité allemande aura lieu le 28 avril. Le sommet extraordinaire de la CEE sur l'unité allemande se tiendra le 28 avril à Dublin, a annoncé jeudi 22 février le ministre irlandais des Affaires étrangères, M. Gerard Collins. L'Irlande, qui préside actuellement la CEE, avait décidé il y a une semaine de convoquer en avril un sommet spécial des Douze. Mardi, à Dublin, les ministres des Affaires étrangères des Douze ont décidé que ce sommet serait un véritable conseil des chefs d'Etat et de gouvernement susceptible de prendre des décisions, et non une simple réunion informelle de concertation. (AFP)

Le ministre est-allemand de la défense propose un plan de fusion des deux armées

Le ministre est-allemand des affaires étrangères, l'amiral Theodor Hoffmann, a proposé jeudi 22 février à Berlin-Est un plan de fusion des deux armées allemandes qui se traduiraient par une réduction des deux tiers du total de leurs forces actuelles.

« La puissance de feu de ces troupes ne devrait pas dépasser ce qui est requis pour repousser une attaque en provenance d'un pays voisin », a-t-il déclaré, et il a estimé que cette nouvelle « armée fédérale » Bundeswehr devrait compter environ 150 000 hommes.

Selon l'amiral Hoffmann, les deux parties de l'Allemagne devraient pour l'instant rester

chacune dans leur alliance, des troupes américaines restant provisoirement à l'Ouest et des troupes soviétiques à l'Est « même si elles se rapprochent d'un niveau purement symbolique », l'OTAN et le pacte de Varsovie étant appelés à tenir à se dissoudre dans le cadre de la nouvelle Europe.

Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Stoiberger, n'a pas commenté ces propositions. Il a déclaré que ce sujet serait discuté avec le gouvernement issu des élections démocratiques du 18 mars, « pas avec le ministre communiste actuel de la défense ».

Aux négociations de Vienne

L'URSS propose que le processus de réduction soit étendu à toutes les armées en Europe centrale

L'URSS a proposé jeudi 22 février à Vienne, où s'achève la cinquième session des négociations sur le désarmement conventionnel (CFE), une limitation à 100 000 hommes de part et d'autre de toutes les troupes (nationales et stationnées) dans la zone de l'Europe centrale.

M. Klaus-Dieter Ernst, le chef de la délégation est-allemande, a précisé que le pacte de Varsovie considère l'accord intervenu entre Washington et Moscou sur la limitation à 195 000 hommes des troupes américaines et soviétiques dans cette zone « comme le début d'un processus de réduction qui doit s'étendre à toutes les

forces stationnées en Europe ». Il a noté qu'une disparité nouvelle pouvait apparaître du fait de la réduction unilatérale des forces nationales par certains alliés de l'URSS.

M. Ernst a clairement laissé entendre que l'Est attend de l'OTAN des engagements formels portant sur les futures réductions de troupes nationales à l'occasion de la signature d'un premier accord de désarmement conventionnel (en principe cette année).

De son côté, l'OTAN a présenté une nouvelle proposition portant sur les mesures « très complexes » de vérification. Elle apporte des précisions sur la définition des

sites déclarés sujets à vérification, les conditions d'exercice du droit de refus de vérification, la composition des équipes d'inspection, etc. L'effet stimulant des événements extérieurs, comme l'accord soviéto-américain intervenu à Ottawa, ont fait progresser la négociation de Vienne dans des domaines hautement techniques.

Dans les domaines de l'aviation, des chars et blindés, des avions, engins et missiles, de la différenciation des zones, les négociateurs ont rapproché leurs positions, et l'on s'accorde pour juger « réaliste » la perspective d'un premier accord cette année.

WALTRAUD BARYLI

Après onze ans de présence

Médecins sans frontières met fin à ses activités au Soudan

NAIROBI

de notre correspondant

Il n'y a plus désormais un seul membre de Médecins sans frontières (MSF) au Soudan. La décision d'interrompre toute activité dans ce pays et d'en évacuer les quelque soixante-dix médecins et infirmiers qui y travaillaient avait été prise au début du mois de janvier. Elle n'a été annoncée officiellement que jeudi 22 février, lors d'une conférence de presse à Nairobi.

C'est dans la capitale kenyane qu'avaient atterri, quelques heures plus tôt, les deux médecins de la section belge de MSF, le docteur Christine van Haegeborgh et le docteur Martin Ruppert, pris en otage le 4 février par les maquisards de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS). Les deux médecins, enlevés en pleine nuit dans la ville de Malakal (province du Haut-Nil),

affirment avoir été « bien traités » par les maquisards qui les ont relâchés non loin de la frontière kenyane.

Contrairement aux autres organisations non gouvernementales (ONG) qui ont, elles aussi, évacué leurs équipes du pays, MSF a décidé de rendre sa décision publique. Qualifiant la situation au Soudan de « désespérée », affirmant que les activités de secours y sont « devenues impossibles » et qu'elles « mettent en jeu le vie des équipes », l'organisation humanitaire explique avoir pris cette décision « pour ne pas servir de caution » aux acteurs du conflit. Présent au Soudan depuis 1979, MSF aura envoyé durant ces cinq dernières années près de mille expatriés - médecins, infirmiers, logisticiens - pour aider les populations civiles et former des personnels locaux. Selon Roger Vivarier, un des responsables de la section française de MSF, « les conditions de travail se

sont nettement détériorées depuis le coup d'Etat du 30 juin. Le climat est même devenu parfois hostile ». Des autorisations de voyage à l'intérieur du Soudan ont ainsi été plusieurs fois refusées, empêchant les médecins étrangers de gagner leur poste d'affectation. Et les matériels destinés aux projets de secours (équipements médicaux, etc.) sont taxés plus souvent qu'à leur tour, contrairement aux accords d'exonération passés avec l'administration soudanaise.

CATHERINE SIMON

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

PROCHE-ORIENT

Le problème des vols directs entre l'URSS et Israël

Washington demande à Jérusalem d'assurer qu'il n'y aura plus de colonies de peuplement

Le secrétaire d'Etat américain M. James Baker a déclaré jeudi 22 février devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants qu'une assurance du gouvernement israélien d'un arrêt de la colonisation des territoires occupés contribuerait à régler la question des vols directs entre Moscou et Tel-Aviv pour les émigrants juifs soviétiques.

L'URSS a ajourné l'entrée en application d'un accord conclu en décembre dernier entre les compagnies El Al et Aeroflot sur l'ouverture d'une liaison aérienne directe entre les deux pays, devant les protestations des pays arabes inquiets d'une nouvelle vague de colonisation en Cisjordanie et à Gaza. M. Baker, qui a demandé aux Soviétiques de revenir sur leur décision lors d'une visite à Moscou au début du mois, a déclaré qu'il n'était « pas optimiste » sur l'application de cet accord. Il a fait part « de

sérieuses inquiétudes en Union soviétique » que les passagers des vols directs soient installés dans les territoires occupés, inquiétudes « dues à certains commentaires ».

De son côté, le président Bush, au cours d'une conversation téléphonique qualifiée d'« utile et constructive » avec M. Shamir, a « réitéré l'opposition des Etats-Unis à toute installation de colonies de peuplement ». Washington se contentait jusqu'à présent de déplorer les colonies de peuplement comme « des obstacles à la paix ».

De son côté, Moscou, par le truchement d'un porte-parole du ministère des affaires étrangères, a écarté jeudi toute possibilité d'établir des vols directs entre l'URSS et Israël « alors que des juifs soviétiques qui émigrent vers Israël sont en train de s'installer dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ». (AFP)

LIBAN

Le général Aoun accuse M. Geagea de préparer « un nouvel affrontement »

Le général Michel Aoun a accusé, jeudi 22 février, le chef de la milice des Forces libanaises (FL), M. Samir Geagea, de préparer « un nouvel affrontement » armé, alors que ce dernier affirmait, lors d'une conférence de presse, qu'il n'y avait plus de combats dans le pays chrétien.

Dans une conférence de presse au palais présidentiel de Baabda, le général Aoun a, en outre, qualifié de « très importante » la médiation engagée par M. Yasser Arafat, ajoutant toutefois : « Je ne sais pas dans quelle mesure sa vision des choses est réaliste ».

Le général Aoun a violemment accusé M. Geagea d'enrayer les médiations en cours. Il a donné « peu de chances de réussite » à la commission d'apaisement - formée notamment de dignitaires des religions chrétiennes - qui cherche à trouver un terrain d'entente politique entre les deux hommes.

Un raid israélien sur une base de FPLP dans le Liban du Sud, a annoncé jeudi 23 février à l'aube un raid sur une base du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache, le second en moins de 24 heures sur la région de Saïda (Liban du Sud), a annoncé le FPLP, qui a fait état d'un blessé. Quatre appareils israéliens ont bombardé, à Kfar Jarra, à 4 km à l'est de Saïda, un bâtiment de deux étages qui a été détruit. Un

Selon lui, M. Geagea « veut gagner du temps (...) pour pouvoir reprendre son souffle et engager un nouvel affrontement. Nous devons parvenir à une solution radicale du conflit, par le dialogue de préférence, mais je n'accepte pas de perdre du temps ». Il a réitéré son exigence « d'unifier », sous son commandement, son armée et les forces militaires des FL. Il a assuré que les FL avaient été à l'origine des combats : « l'armée a été agressive, elle s'est défendue ».

Dans un entretien accordé à la Voix du Liban, radio proche des FL, M. Geagea a affirmé au contraire : « Il n'y aura plus de combats. Cette période noire est terminée. Et je crois que nous sommes tous convaincus de la nécessité de revenir au dialogue pour résoudre nos problèmes ». (AFP)

Un avertissement du Centre international pour la paix au Proche-Orient. Le temps ne travaille pas pour Israël. En résumé, tel est l'avertissement que le Centre international pour la paix au Proche-Orient a lancé lors d'une conférence des dirigeants juifs, qui a réuni du 20 au 22 février à Jérusalem plusieurs dirigeants et personnalités israéliennes et de la Diaspora. Il s'agissait de « souligner l'urgence » qu'il y a pour Israël à ouvrir une négociation avec les Palestiniens, a expliqué M. Marie-Claire Mendès France, qui dirige la section française du Centre. Organisation proche du camp des « colombes », le Centre avait mobilisé nombre de militants séfarades, avec la volonté de s'ouvrir davantage à cette communauté des juifs d'origine orientale, largement majoritaire en Israël et qui, à plus de 70 %, vote régulièrement pour le Likoud depuis 1977. (Corresp.)

Le capitaine et le maître d'équipage du Surf-City portés disparus. - Le capitaine et le maître d'équipage du Surf-City, un méthanier koweïtien battant pavillon américain qui a pris feu dans le Golfe après une explosion (le Monde du 23 février), sont portés disparus, selon les services londoniens Lloyd's. Tous les autres membres d'équipage ont été secourus par la frégate américaine Simpson. Deux blessés ont été transportés par hélicoptère à Dubaï, précise-t-on de même source.

L'explosion se serait produite vers 11 h 30, heure locale, au milieu du méthanier (de 44 542 tonnes) de jauge brute, selon les Lloyd's lors d'une opération de nettoyage. Il se trouvait à 30 milles nautiques (55 km) du port de Charjah, près des Lloyd's. Le Surf-City transportait du naphthe et du gazole. (AFP)

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de Traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-09-02-72 et 45-78-75-80
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut Britannique de Paris

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

avec
Le Monde
sur minitel
36.17 code IMP

POLITIQUE

Un entretien avec M. Anicet Le Pors sur le centralisme

Aujourd'hui, il faut que dans le parti « le point de vue de la minorité nous déclare l'ancien ministre, membre

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Anicet Le Pors, ancien ministre communiste, conseiller d'Etat et auteur, en 1977, d'un rapport intitulé « Immigration et développement économique et social » qui lui vaut aujourd'hui de siéger parmi les neuf membres du Haut Conseil à l'intégration des immigrés, nommés par le premier ministre — précise sa position sur le centralisme démocratique, qu'il considère comme un enjeu du prochain congrès du PCF.

Contestataire et considéré comme un tenant de la ligne Gorbatchev au sein du comité central, M. Le Pors rejette la création de courants à l'intérieur du parti, mais souhaite voir reconnaître l'existence et l'expression de la « minorité ».

Sur ce terrain, le PCF privilégie le centralisme sur la démocratie. L'exemple de la fédération de la Manche montre que le débat à la base ne trouve pas de prolongement pluraliste dans l'élection des dirigeants.

« La façon dont s'organise le débat après la dernière réunion du comité central vous paraît-elle convenable ? »

— Le débat est placé sur un terrain nettement plus politique. Depuis octobre, des petites phrases et des formules définitives ont été agitées qui sollicitaient davantage le réflexe que la réflexion. Deux analyses semblent se dessiner. Il y a, d'une part, un point de vue qui peut qualifier de sceptique : il s'agit des bouleversements des derniers mois à l'Est et il souligne le poids des facteurs négatifs dans la conjoncture nationale et internationale.

Il y a, d'autre part, un point de vue dynamique qui saisit le mouvement du monde en longue période dans toute son ampleur : il valorise les potentialités progressistes au sein des contradictions qui tourmentent la planète. C'était l'analyse du 23^e congrès en 1979 qui a été reprise sur ce point au 26^e congrès en 1987. Dois-je préciser que je ne partage pas l'opinion de ceux qui voient le monde virer à droite ?

« L'analyse « sceptique » est celle qu'on peut attribuer à M. Georges Marchais et l'analyse « dynamique », celle qui revient à M. Charles Fiterman ? »

— On perturbe toujours le débat de fond en mêlant des noms sur les têtes. Mais si l'on prend l'exemple de la perestroïka, il est de fait que la portée universelle de cette expérience spécifique des Soviétiques n'est pas évaluée de la même façon par les uns et par les autres. Nous ne sommes qu'au début d'un débat qui pourra, je le souhaite, permettre de faire converger les points de vue.

« Sans trop s'attacher aux détails, n'avez-vous pas l'impression que la direction du parti offre une analyse à « géométrie variable » de la perestroïka ? Quand M. Marchais va au congrès du PC portugais en décembre 1988, il dit que la perestroïka « n'est pas obligatoirement un exemple pour les autres PC ». En revenant de Moscou en septembre dernier, il affirme que les communistes français sont « parés à présenter la perestroïka ». Et devant le comité central, M. Roland Leroy semble avoir, une nouvelle fois, minimisé le rôle de cette perestroïka.

Il y a deux acceptions de la perestroïka. C'est, d'abord, la politique du gouvernement soviétique. Il n'est pas étonnant que le PCF, à travers ses dirigeants, apporte son soutien à cette démarche de réformes de Mikhail Gorbatchev, car elle converge avec nos analyses des dernières années. Mais il y a une autre chose dans la perestroïka : la forte expression de valeurs universelles. Il s'agit de la paix et du désarmement, du cadre de vie et de l'environnement, de la révolution scientifique et technique, de l'Etat de droit et des libertés, de la souveraineté nationale et du développement.

Dans un premier temps, c'est le soutien à la démarche du gouvernement soviétique qui a retenu principalement l'attention, après la rencontre de Moscou. Plus le temps passe, plus les questions de fond sont en débat et peuvent provoquer des clivages. Un engagement résolu sur les valeurs universelles évoquées porte la lutte des classes à un

niveau supérieur. Si nous précisons le retard à ce sujet, c'est alors que nous ferions le jeu de la bourgeoisie et de la social-démocratie.

« Avant la perestroïka, il y a la révolution de 1917, disent certains dirigeants. Partagez-vous ce point de vue ? »

— Opposer, à une distance temporelle aussi grande, deux événements historiques de cet ordre, n'est pas raisonnablement correct. Je considère que la révolution de 17, rupture qualitative et quantitative, est l'événement majeur du vingtième siècle. Elle a été la première coupure importante avec le système capitaliste qui semblait, jusqu'à là, la seule organisation sociale, économique et politique possible dans le monde. Ainsi, la perestroïka se trouve valorisée en apparaissant comme une capacité de régénération des valeurs de la rupture de 1917 et de notre choix du congrès de Tours en 1920.

« Avec ce mouvement de régénération, le centralisme démocratique est remis en question dans la plupart des PC de l'Est. Face à cela, le PCF est immobile. M. Marchais se félicite de voir les Soviétiques abandonner un « centralisme bureaucratique » pour pratiquer un « centralisme démocratique », appliqué, selon lui, par le PCF depuis de nombreuses années. Est-ce une bonne manière d'aborder la question ? »

— Si la question était abordée de cette manière, cela ne serait pas une bonne manière. A l'inverse de ce que vous dites, le centralisme démocratique va être une question centrale dans la préparation de notre prochain congrès. Il y a une cohérence nécessaire entre le système social qu'on se donne comme objectif et idéal — le socialisme — le choix de la stratégie, la nature du parti révolutionnaire, son mode de fonctionnement et sa manière de prendre les décisions.



FANEHO

« Comme le PCF a opéré pour le socialisme démocratique au début des années 70 — le défi démocratique a été écrit en 1973 et le 22^e congrès s'est déroulé en 1976 — en substituant l'autogestion à la dictature du prolétariat, la question est de savoir ce qui deviendrait les collectifs qui lui seraient organiquement liés.

« Alors que faites-vous du concept d'avant-garde ? »

— Les conditions sociales et politiques ont considérablement changé. On ne peut plus raisonner de façon militaire, hiérarchisée et centralisée par rapport au corps social puisque nous avons fait le choix de l'autogestion. C'est donc plus dans la société, comme levain dans la pâte ou comme sel de la terre, qu'il faut concevoir le rôle des militants communistes et du PCF. Ainsi, quand nous parlons de démocratie, il faut, sans préjudice des différences nécessaires, que les citoyens puissent situer dans la même compréhension ce qui concerne le PCF et ce qui concerne la société. Il n'est pas souhaitable d'avoir deux définitions aussi excessivement distantes de la démocratie : l'une à usage interne et l'autre à usage externe. Dans cette acception, le concept d'avant-garde peut subsister, mais il faut l'expliquer.

« Quel du centralisme démocratique ? »

— C'est un mode de fonctionnement qui mettrait en valeur l'efficacité nécessaire du mouvement révolutionnaire dans une période de communisme de guerre. Aujourd'hui, il faut trouver un autre équilibre entre le centralisme et la démocratie. Les pays socialistes de l'Est ont constaté

Les limites du « débat » dans la fédération de la Manche

La fédération de la Manche du PCF, une des plus petites du parti, a organisé une conférence fédérale, le 28 janvier, au cours de laquelle les instances dirigeantes ont été renouvelées. Un tiers des intervenants n'étaient pas « dans la ligne ». Un seul contestataire siégeait au bureau fédéral : il a perdu son poste.

Pour le Parti communiste, la Manche est une terre de mission. Il n'y a que quatre départements, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Mayenne et la Vendée, à lui donner encore moins de voix aux élections. Aux européennes de 1989, la liste de M. Philippe Herzig a recueilli 2,79 % des suffrages dans le département bas-normand. A l'élection présidentielle de 1988, M. André Lajoinie n'avait guère fait mieux : 2,82 %.

Exception faite de la circonscription de Cherbourg, où se trouve l'arsenal, les quatre autres avaient placé le candidat communiste en dernière position aux élections législatives suivantes. Il y a dix ans, le poids du parti était trois fois supérieur. Réduite à la marginalité politique, la fédération dirigée par M. Jean-Claude Forato, premier secrétaire départemental et adjoint au maire socialiste de Cherbourg, n'a pas la réputation d'être chahutée par les états d'âme.

Pourtant, la récente conférence

fédérale, trente-troisième du nom, a mis en évidence le maillage qui habite les militants communistes locaux, même dans une assemblée dont les délégués sont passés par le filtre du centralisme démocratique. Dimanche 28 janvier, soixante-quatorze d'entre eux se sont donc réunis au centre aéré du château de Tourville pour préparer le congrès du PCF qui se déroulera à la fin de l'année. En février, le bulletin interne de la fédération s'en est fait l'écho.

Une bataille tellement intense...

M. Forato a présenté un rapport introduit dans lequel il a indiqué : « La large et riche discussion préparatoire à cette conférence, à laquelle deux cent cinquante camarades ont participé en exprimant un profond accord avec notre politique, la tenue des six conférences de section, regroupant cent quarante-sept délégués, ont montré aussi que des camarades s'interrogent. Qui songera à leur la reprocher ? »

Les bouleversements auxquels nous assistons sont tellement importants, la bataille politique et idéologique tellement intense, qu'aucun communiste ne peut rester indifférent. Que personne ne peut faire comme si cela n'existait pas. Cela étant, au-delà du débat qui peut faire apparaître des divergences et précisément

perce que le débat permet de marquer en valeur l'essentiel, il se dégage une grande conclusion : c'est qu'il faut redéfinir passer à l'offensive pour le renforcement du parti. M. Léo Figliera, maire communiste de Malekoff (Hauts-de-Seine), avait exprimé une idée approchant dans l'humanité du 31 janvier en affirmant que le débat est possible au PCF mais que, pour le moment, l'urgence est ailleurs.

A sa suite, seize délégués ont pris la parole. Onze d'entre eux ont manifesté, peu ou prou, leur accord avec leur premier secrétaire, en s'attachant, soit à valoriser l'action de la CGT sur le terrain social, soit à contrer les arguments des « contestataires » sur le terrain politique. Secrétaire général de la fédération CGT des cheministes et membre du comité central du PCF, M. Georges Lanoüe, qui « suivait » cette conférence fédérale, n'a pas eu le temps (il) de préciser à ses auditeurs qu'il considère M. Georges Marchais comme « un bon secrétaire général », car « les avancées dans tous les domaines, c'est sous sa direction et son impulsion qu'elles ont été faites ».

De même, ils ont été privés d'une intéressante appréciation permettant, selon son auteur, de riposter à la campagne anticomuniste : « Il faut montrer, d'une part, le bilan désastreux du capi-

talisme, d'autre part, l'apport du socialisme aux peuples concernés mais aussi au mouvement ouvrier international et aux forces pacifistes. C'était le 28 janvier 1990.

C'est donc cela le bilan globalement positif

Cinq délégués — un sur trois — ont exprimé soit des doutes, soit des divergences, voire des désaccords avec la ligne du parti. « Nous devrions faire preuve de moins de certitudes. (...) Si nous devrions laisser encore des camarades critiques au bord du chemin, je ferais partie de ceux-là », a dit, un.

« Alors qu'un aspect de plus en plus important s'ouvre à la politique de gouvernement du PCF, celui-ci n'en recueille pas les fruits », a déclaré un autre. « Il ne faut pas fermer les colonnes de l'Huma à ceux qui critiquent, il ne faut pas fermer le débat », a ajouté un troisième, en estimant que « le Parti se comporte comme une secte ». « Il ne fallait pas aller à Bucarest à un congrès du PC roumain (2), a affirmé un des délégués, reprenant une antienne commune aux « contestataires ».

Le plus sévère semble avoir été M. Jean-Michel Blinier, membre du bureau fédéral sortant, dont l'intervention écrite a circulé au-delà de la section d'Avranches, dont il est un des responsables.

« C'était donc cela le bilan globalement positif ! », a-t-il exulté M. Blinier en parlant d'un « état de faillite généralisée » dans les pays de l'Est. Il a présenté ses « excuses de communiste français » à André Sakharov et à tous les dissidents. Rendait hommage à Waldeck Rocher pour sa condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. Il a affirmé que « l'opinion publique conservera l'image forte d'un Georges Marchais s'inspirant de Moscou même pour soutenir l'intervention brésilienne en Afghanistan (en janvier 1981), que les camarades soviétiques qualifient eux-mêmes maintenant de faute morale inadmissible ».

Nos erreurs alimentent l'anticommunisme

Sans nier l'existence d'une campagne anticomuniste, M. Blinier a dénoncé l'« odieuse campagne » conduite, selon lui, à l'intérieur même du parti « depuis quelques années, et avec plus d'intensité encore depuis quelques mois, contre ceux qui en 1981 furent les délégués du PCF » : les quatre ministres communistes.

Après avoir rappelé quelques jugements définitifs de M. Marchais — « Nous ne quitterons pas le gouvernement, nous ne ferons pas ce cadeau à la droite ; le bilan législatif du gouvernement de

Pierre Mauroy est supérieur à celui du Front populaire et de la Libération » en juin 1984, par exemple, — M. Blinier a lancé : « Oui, camarades, nos erreurs et nos fautes alimentent pour beaucoup l'anticommunisme. » Il a été réélu au comité fédéral avec un autre « contestataire », mais il a perdu son poste au bureau fédéral, qui est désormais homogène.

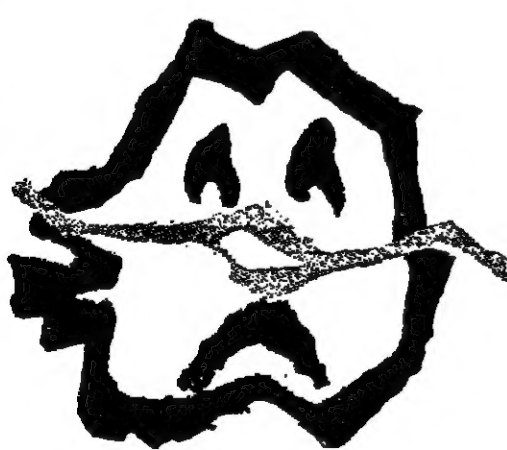
Au total, deux des cinq « contestataires » avoués (soit 40 %) siègent parmi les trente-cinq membres du comité fédéral, alors que c'est le cas de dix des onze autres intervenants à la conférence (soit 91 %). L'application du centralisme démocratique dans sa forme actuelle montre que toute expression autre que celle de la ligne majoritaire n'a pas droit de cité au congrès. La conférence de la Manche avait pourtant révélé l'existence d'une minorité non négligeable. S'agira-t-il pour ses représentants de l'ultime congrès ?

O. B.

(1) Le document interne de la fédération précise que « les contraintes de l'horaire ne lui ont pas permis de lire la totalité de ses notes » et il les publie.

(2) M. Pierre Biotte, membre du bureau politique, et M. Roger Trugnot, collaborateur du comité central, avaient été délégués par la direction du PCF, en novembre dernier, au quatorzième congrès du PCF, pour exprimer les « divergences graves » du PCF avec Czausca.

FORMATION



COINCÉS ?

► En tant qu'étudiant, les cours sous chapiteau, ça vous branche vraiment ?
Ne pas pouvoir inscrire votre petit dernier à la maternelle, ni votre aînée au lycée, faute de place, c'est vraiment pas un problème ?

Alors le livre blanc du gouvernement pour l'aménagement de la région parisienne est vraiment fait pour vous...

FORMATION

صكرا بن الامين

Jeudi 24

Le Monde • Samedi 24 février 1990 9

POLITIQUE

démocratique au sein du PCF

soit organiquement pris en compte »
du comité central

qu'il faut mettre davantage l'accent sur la démocratie. Nous sommes conduits à faire le même constat, car il ne suffit pas d'avoir un bon principe, il faut que la pratique le concrétise. Des progrès doivent être réalisés dans l'information du parti et des communistes, dans la discussion, dans la prise de décisions et dans les modalités d'élection des dirigeants.

« Je suis contre le centralisme et contre l'organisation en tendances, et ce n'est que chaque adhérent doit représenter la tendance irréductible et choisir librement ses affiliés. Cela peut conduire à la reconnaissance de sensibilités à l'intérieur d'une unité de démarche. L'expression démocratique est la plus proche de ce que je souhaite exprimer.

« Vous souhaitez donc l'abandon du centralisme démocratique ?

« Peu contestable en la forme. J'ai la conviction que l'expression centralisme démocratique risque de ne pas survivre à la révision de son contenu.

« Et la décision majoritaire ?

« Il ne faut pas de doute que ce concept est une solution de facilité. Il ne suffit pas de donner un lot de consolation à la minorité en lui laissant entrevoir qu'elle pourra être, un jour, la majorité. Aujourd'hui, il faut que, dans la décision du collectif, le parti en l'espèce, le point de vue de la minorité soit organiquement pris en compte.

« Vous seriez pour des majorités d'idées fluctuantes à l'intérieur du parti ?

« Pas fluctuantes mais naturelles, si cela correspond à la réalité. Ce qui se passe en ce moment montre qu'il y a différentes approches de la réalité du monde et de la France. Partant de là, sans remettre en cause l'identité du parti communiste lui-même, sinon le débat n'a plus de sens, la diversité est richesse. En 1953, Bertrand de Jouvenel écrivait qu'il fallait se méfier des décisions qui ne naissent pas de minorités, et il prenait Parti pour une formule que j'aime : la dialectique de la démocratie.

« Cette nouvelle dialectique pour le PCF pourrait-elle conduire, selon vous, à soumettre aux communistes plusieurs textes de résolution dans la préparation du prochain congrès et au congrès lui-même ?

« C'est une hypothèse que, pour ma part, je n'exclus pas. Cela ne serait pas nouveau. Le parti bolchevique avait lui-même procédé ainsi du temps de Lénine.

« Vous avez dit que le centralisme démocratique sera un enjeu du congrès, mais n'y en a-t-il pas un autre qui concerne le type de socialisme. L'Humanité oppose social-démocratie et socialisme démocratique. S'agit-il d'une simple querelle sémantique ?

« Il y a un télescope certain entre la façon dont les Soviétiques parviennent à migrer de la social-démocratie et de son rôle historique au cours des dernières décennies, d'une part, et ce que nous en disons, comme l'a fait,

dans son rapport, Françoise Lazard, par exemple, devant le comité central en jugeant les chantiers de démolition de Michel Rocard, d'autre part. Il faut appeler un chat un chat et juger durement la politique de droite conduite par le gouvernement. Seulement, les choix de classe actuels du PS n'interdisent pas de réfléchir à demain.

« Il me semble qu'entre partis ou formations qui se déclament des bases populaires, des idéaux de gauche, il faudrait concevoir des règles du jeu qui ne masquent aucune divergence mais qui valorisent les convergences. A travers un processus qui permettrait de faire le point périodiquement, on constaterait ensemble les progrès qui ont été faits ou les reculs qui ont été enregistrés, en favorisant ce qui va de l'avant, sans dissimuler ce qui apparaît inacceptable aux uns ou aux autres et qui doit faire l'objet de débats, y compris très vifs si nécessaire mais dans le respect mutuel. Et en sachant que ce qui est décisif, c'est le mouvement populaire. C'est cela l'acquisition progressive d'une nouvelle culture politique.

« En disant à M. Fiterman, devant le comité central, à propos du centralisme démocratique : « Tu as fait un pas mais pas dans le bon sens », M. Leroy participerait-il à cette « nouvelle culture politique » ?

« Roland Leroy est un homme de culture, mais cette réponse n'en porte pas témoignage. »

Propos recueillis par
OLIVIER BIFFAUD
et JEAN-MARIE COLOMBANI

Incidents à la communauté urbaine de Lyon

La police évacue les partisans du métro

Dix jours après avoir annoncé, lors de l'émission « La marche du siècle », sur FR 3, que le métro serait prolongé jusqu'à la cité des Minguettes, à Vénissieux (Rhône), M. Michel Noir a dû réagir, jeudi 22 février, l'intervention des forces de police pour faire évacuer de la communauté urbaine de Lyon quelques deux cents manifestants qui réclamaient, précisément, un tel prolongement.

LYON

de notre bureau régional

Dès le lendemain de l'émission de télévision, l'entourage du maire de Lyon, quelque peu embarrassé, avait fait savoir que les propos de M. Noir avaient dépassé sa pensée et qu'il n'avait sans doute voulu qu'évoquer une situation idéale, libérée de toute contrainte financière.

Trois jours plus tard, le syndi-

cat mixte chargé du développement du réseau de transports lyonnais, le SYTRAL, décidait même de « réexaminer » le projet de prolongement de la ligne D du métro jusqu'aux Minguettes, jugé jusqu'ici prioritaire et pour lequel le maire communiste de Vénissieux, M. André Gerin, avait organisé, le 28 janvier dernier, un référendum d'initiative locale (1).

Forcé de « l'effet d'annonce » du maire de Lyon à la télévision, les manifestants de Vénissieux ont pénétré, jeudi soir, dans le siège de la communauté urbaine en malmenant sérieusement le chef de cabinet de M. Noir, qui tentait de s'interposer, puis ils ont envahi la salle de réunion des conseillers communautaires aux cris de « Noir, tiens ta promesse ! ».

Exodé par cette intrusion, le président de la communauté, M. Michel Noir, a tout d'abord suspendu la séance en affirmant que « jamais une assemblée de la République ne délibérera sous la pression de manifestants ». Mais alors que ceux-ci avaient consenti, à la demande des élus

communistes, de se replier dans la tribune du public, la police est intervenue pour les en déloger. C'est alors que des heurts se sont produits et qu'une grande porte vitrée a été brisée sous la pression de la foule.

A la reprise de la séance, le président de la communauté urbaine a notamment justifié l'intervention des forces de l'ordre par la nécessité de respecter les normes de sécurité et il a rappelé « fermement à l'ordre le maire de Vénissieux » pour avoir organisé une telle manifestation. Le président du groupe des élus socialistes, M. Jean-Jack Queyranne, a pour sa part, rappelé l'existence du droit de manifestation, tout en jugeant « intolérable » la pression exercée à cette occasion sur « une assemblée élue, représentative ».

J.-L. S.

(1) Ce référendum avait vu 29,6 % des électeurs inscrits de Vénissieux se rendre aux urnes et 87 % d'entre eux s'étaient prononcés en faveur du prolongement du métro jusqu'aux Minguettes.

Ce soir,
un bon dîner, un bon film et dodo!



UN VOL DE NUIT EST GÉNÉRALEMENT FAIT POUR GAGNER DU TEMPS ET ARRIVER À DESTINATION
FRAIS ET DISPOS. AINSI AIR AFRIQUE A PRIÉ LA PIERRE D'EN FAIRE UN PEU PLUS; COMME PAR EXEMPLE
PROPOSER DES MIEUX PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN DÎNER DE QUALITÉ, UNE SÉLECTION
DES MEILLEURS FILMS INTERNATIONAUX, DE NOMBREUX MAGASINS, BREF UN LUXE DE PETITS DÉTAILS
POUR VOUS RENDRE LA NUIT PLUS DOUCE, VOUS VOYER, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE
DU CONTINENT NOIR AFRICAINE, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'ÊTRE FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

Principe fondamental

Le chapitre II des statuts du PCF révisés porte vingt-trois articles, en 1979, ont consacré au centralisme démocratique. Il est précisé à l'article 5 que ce concept constitue « le principe fondamental qui détermine les règles de la vie intérieure du parti qui concernent l'information des communistes, la discussion dans le parti, les décisions des organismes du parti et leur application, l'élection des dirigeants ».

L'article 6 indique que « l'information de chaque adhérent et de chaque organisation du PCF est pleinement assurée. Elle leur permet d'être en possession des éléments de connaissance nécessaires pour discuter, proposer, agir. Il souligne notamment que « l'information dans ses formes diversifiées contribue à une plus riche participation des adhérents à l'activité du PCF ».

L'article 7 évoque « la discussion » qui découle de cette information, en assurant que « la critique s'exerce librement sans considération de personne dans toutes les organisations du parti ». L'article 8 stipule que « les décisions sont prises à la majorité et concernent chaque adhérent. Elles sont appliquées par tous. (...) L'organisation et l'activité de tendances ou de fractions ne sont pas compatibles avec le fonctionnement démocratique du parti ».

Selon l'hebdomadaire « Politis »

L'Agence pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer aurait financé « des satellites du RPR »

Sous le titre « Un Carrefour du développement version RPR ? », l'hebdomadaire Politis date du 22 au 28 février publie une enquête sur les activités passées de l'Agence pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANTI) créée en 1982 pour remplacer le Bureau pour le développement des migrations intéressées les départements d'outre-mer (BUMIDOM) et dirigée depuis 1986 par un élu RPR de la Réunion, M. Edmond Lauret.

Affirmant que « les magistrats de la Cour des comptes viennent de passer un an et demi à épurer les plus que douteux exercices comptables » de cet organisme dont la mission ferait aussi l'objet d'un rapport critique de l'inspection générale des affaires sociales, Politis publie plusieurs témoignages selon lesquels les fonds affectés au BUMIDOM avant 1982 puis à l'ANTI entre 1986 et 1988 auraient servi, à différentes reprises, à financer « des satellites du RPR » en période électorale.

A l'époque du BUMIDOM, le Comité national d'accueil des Réunionnais en métropole, le Comité d'action sociale en faveur des originaires d'outre-mer et l'Amicale des travailleurs antillais et guyanais, « mouvements associés au RPR », auraient ainsi été subventionnés à hauteur de 300 000 F par an jusqu'à ce qu'un nouveau directeur général découvre, par exemple, des détournements sur de prétendues factures de billets d'avion.

De même, en 1987, un crédit de 500 000 F accordé par le ministre des DOM-TOM à l'ANTI pour subventionner plu-

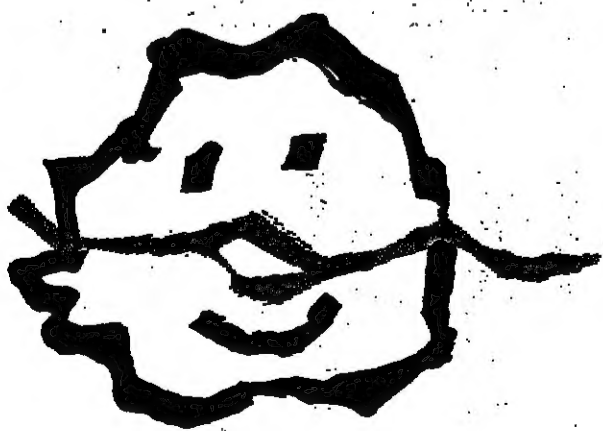
sieurs associations ne serait jamais parvenu à celles-ci. Politis expose plusieurs autres cas de ce genre à l'appui des témoignages publiés en croyant savoir que M. Lauret serait aujourd'hui démissionnaire après avoir été confirmé dans ses fonctions, en décembre 1988, par le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles du ministère des DOM-TOM, M. Gérard Bellocsey, qui aurait alors jugé l'agence « bien gérée ».

L'ANTI, qui emploie 263 agents répartis à Paris et dans ses quinze antennes régionales, a disposé, en 1989, d'un budget de 195 millions de francs.

[Au ministère des DOM-TOM on confirme l'existence d'un rapport de la cour des comptes sur les activités de l'agence jusqu'en 1987 mais l'on précise que les « mouvements à la redite » réalisés au cours de cette enquête ne mettent en cause que certains comportements individuels qui ont fait l'objet de procédures disciplinaires.

En revanche, on souligne, rue Oudinot, d'une part, que le ministre des DOM-TOM a versé à son compte les conclusions de l'audit effectué à sa demande, en 1989, par l'inspection générale des affaires économiques, sociales, et, d'autre part, que le départ de M. Lauret était programmé depuis deux ans et se serait donc être assimilé à une démission. On ajoute même que l'interdiction a été faite d'une « journée comptable » et que rien ne pouvait de mettre en cause la gestion de l'agence sous sa direction.]

FORMATION



DÉCOINCÉS !!!

► Vous pensez qu'il est indigne d'un pays développé que les études soient une galère, et ne débouchent pas sur un emploi ?
Vous pensez qu'au lieu de construire des mis-

siles nucléaires en plus, une majorité de gauche à l'Assemblée nationale pourrait décider de construire des écoles, des lycées, des facs, embaucher des professeurs ?

Alors nous sommes sur la même longueur d'onde.

NE NOUS LAISSONS PAS COINCER !

Seine Saint-Denis 1^{er} département
Conseil Général



GEORGES VALBON
Président

POLITIQUE

La préparation du congrès du Parti socialiste

M. Fabius laboureur « tout terrain »

Dernier des leaders nationaux du PS à se déplacer dans les Bouches-du-Rhône, M. Laurent Fabius a effectué, jeudi 22 février, une fructueuse visite dans ce département où il espère que sa motion obtiendra la majorité relative. Courtisé par les vigouistes, dans la perspective de la réunification de la famille socialiste, il s'est lui-même montré très attentif à l'égard des responsables du cou-

rant Socialisme et République qui pourraient lui apporter leur soutien lors du prochain congrès départemental du 4 mars.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Ses prédécesseurs s'étaient généralement contentés de la traditionnelle réunion d'information « entre soi ». Laurent Fabius, lui, a fait feu de tout bois en multipliant les rencontres — sollicités

ou acceptés — bien au-delà du cercle de ses amis.

Première étape : Châteauneuf-lès-Martigues, une commune proche de l'étang de Berre qui valait bien le détour. A la fois lieu du prochain congrès départemental du PS, fief de Socialisme et République et section la plus importante des Bouches-du-Rhône (un millier de cartes, soit 8 % de la fédération et 0,6 % du parti au plan national). Avant sa visite à Châteauneuf, le président de l'Assemblée nationale a invité, à deux reprises, les responsables

départementaux de Socialisme et République à l'hôtel de Lassay. Pourquoi ses hôtes ne l'accueilleraient-ils pas, à leur tour, sur leurs terres ?

Hasard ou présage : M. Fabius est d'abord reçu, en privé, par le maire et député, M. Henri d'Attilio, dans la salle des mariages. Minca candelas des amis, présents, de M. Chevenement, MM. Marins Masse, député, et Jean Bonat, vice-président du conseil général qui se gardent de démentir les rumeurs, de plus en plus insistantes, d'une alliance avec les fabusiens.

M. d'Attilio lui-même enfonce le clou, à la fin de son allocution de bienvenue en remerciant M. Fabius « d'avoir pensé à venir nous saluer. Nous n'oublierons pas, lui échappe-t-il, de renvoyer l'ascenseur... ». Le président de l'Assemblée nationale, ravi, use, lui, de la métaphore du bateau qui avance « vers la belle mer ». « Je souhaite, ajoute-t-il, que nous voguions ensemble... ».

L'étape de Châteauneuf est également l'occasion pour M. Fabius de rencontrer M. René Olmetta, adjoint (ex-PS) au maire de Marseille, venu au devant du président de l'Assemblée nationale accompagné d'une quinzaine d'élus municipaux appartenant à son club d'action et de réflexion Participez Marseille. Sujet de l'entretien : la réunification de la famille socialiste.

Le désir

de Charles-Emile Loo

M. Fabius aura, plus tard, l'occasion de donner son sentiment sur cette question au cours d'un débat à Aix-en-Provence. « Je sais, dit-il, ce qui s'est passé ici et le prix que cela a coûté à certains militants pour rester fidèles au parti. Mais il ne sera pas durablement possible que la famille socialiste soit puissante si elle est durablement déchirée. Les modalités de la réunification des exclus, je ne les connais pas. Les échéances, il faut en discuter. Les congrès sont souvent l'occasion de faire avancer ces situations. C'est pourquoi je souhaite, qu'une fois les décisions prises, on aille vers le rassemblement ».

M. Fabius n'en dira pas plus à M. Charles-Emile Loo qui lui a donné rendez-vous, avec le bureau de son association, Carrefour socialiste, dans un grand hôtel de Marseille. Le maire du cinquième secteur n'a qu'un

désir : « Retourner au parti des celui-ci voudra bien nous recevoir ». Ses amis, confirme-t-il à son interlocuteur, « [lui] sont en grande majorité favorables », et d'autant plus évident que Carrefour socialiste est le plus solidement implanté dans les quartiers de Marseille où le PS est, lui, quasiment absent.

« Contre vous, le rassure M. Fabius, il n'y aura aucune exclusivité. Vous représentez une force réelle. Ce qu'il faut, ajoute-t-il, c'est tirer les leçons du passé et reconstruire quelque chose. Quand il y a un mouvement porteur, il porte tout le monde... » Tout le monde, sauf, sans doute, M. Vigouroux qui, auparavant, avait officiellement reçu le président de l'Assemblée nationale.

Le maire de Marseille, selon son entourage, ne serait nullement désemparé, « pour le moment », de revenir au bercail socialiste. Il a du moins décliné, à sa façon, un brevet à M. Fabius en se déclarant « partisan de la rénovation ». Propos, souligné d'un sourire. D'autre satisfaction pour l'ancien premier ministre : le succès de sa réunion-débat à Aix-en-Provence en présence de six cents personnes parmi lesquelles on a invité, surprise, M. Louis Philibert, ancien président du conseil général, dont on ne connaissait pas, jusqu'ici, les sympathies fabusiennes.

A un jeune « député du socialisme » qui lui lançait tout à trac qu'il « y en avait marre des querelles entre vous, Jospin, Ricard et les autres », M. Fabius a répondu qu'il ne connaissait pas « d'élus qui traitent toutes seules sur leurs petites jambes. Je trouve donc légitime, a-t-il déclaré, que l'on vote pour des idées incarnées par des responsables ».

GUY PORTE

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

POUR ne pas risquer de tomber sur des évidences qui donnent mal à la tête, il ne faudrait pas être badaud, il ne faudrait pas feuilleter des livres aux étalages de chez Del Duca, tel un cheval cherchant son foin, ou d'autres un sens à la vie. Cela éviterait de s'arrêter à une phrase comme celle-ci, plate et tonitruante à la fois : « La politique est morte ».

Evidemment, tirée de son contexte — un recueil d'articles de Roger Nimier paru aux Editions Rivages sous le titre *Les Ecrivains sont-ils bêtes ?* — la citation est une trébuchette. Publié en 1951 dans la revue *Opéra* et intitulé *Existe-t-il une nouvelle littérature ?*, l'article où figure cette pétition de principe ne se soucie que très accessoirement de politique au sens premier du terme.

Mais, même ainsi tronquée ou plutôt à cause de cela, cet appel solennel, et si faux alors, à reconnaître que la politique est morte résonne, trente-neuf ans après, de manière si opportune et donc si cocasse que le lecteur désinvolte, debout dans la librairie où il fait son marché, attire le regard en laissant échapper un sourire dépourvu de destination. Sourire tout seul, la police rappellerait pour moins que cela.

MORTE, la politique, aujourd'hui ? Éparpillée, plutôt ; balkanisée, selon cette région d'Europe qui a créé le mot et qui démontre de nouveau combien c'était à juste titre. Où est son centre, où est sa parole, où est son unité en dehors du président de la République qui en a tout avalé depuis trente-deux ans et qui en a si peu restitué ?

A cette fonction tout a dû céder : le gouvernement, les ministères, le Parlement, maintenant les partis ; demain, quoi ? Dès lors que cette fonction est la fin de toute action politique, comment ne dicterait-elle pas sa loi au point de ramener tout autre secteur de la démocratie à un rôle subsidiaire, donc périssable ?

La vocation d'un parti, c'est, en quelque sorte, d'avoir collectivement réponse à tout ; de ne pas se laisser dépasser par les événements et, ce qui serait encore mieux, de les voir venir ; d'être porteur — n'ayons pas peur des grands mots — d'une philosophie qui soit le cadre où les faits trouvent leur place, aussi inopinés qu'ils soient. On est loin du compte. Sans qu'on puisse avec précision en trouver les causes, que de ratages, que de rendez-vous manqués entre la vie qui court et ceux qui devraient la comprendre et la faire comprendre !

La crise et le chômage aidant, la xénophobie s'est réveillée. Les partis se sont tellement torturés la cervelle pour découvrir ce qu'il convenait de faire et de penser, ils ont tellement donné l'image d'une poule qui a trouvé un courroux, que lorsqu'ils ont enfin une religion, bon nombre de leurs fidèles étaient partis prior ailleurs. Le Front national avait déjà étendu sa boutique de quartier aux dimensions d'une grande surface.

Sur fond de Lartac et de fromages de chèvre, mâtiné d'antimilitarisme et de retour à la nature, l'écologie a démarré de manière patoise et ridicule plus souvent qu'à son tour. Entre les « écoles » et « Hare Krishna », les barbes des uns et le longhi des autres, la différence ne sautait pas toujours aux yeux.

Puis (raccourci abusif, bien sûr), il y eut l'affaire Greenpeace, dont l'organisation qui porte ce nom sut faire le meilleur usage auprès de l'opinion mondiale. Un an plus tard, Tchernobyl, qui a été une sorte de tir au but après le coup de semence de Three-Mile-Island, permettait de doser, non sans subtilité, une touche d'antinucléaire et une pincée d'antissoviétisme.

Boutique

Pour ainsi dire en même temps que le Front national, la boutique « école » allait pouvoir passer du « Vieil Elboul » au « Bonheur des dames » et du « Petit bénéfice » au « Bon Marché ». Ajoutez à cela la couche d'ozone, l'effet de serre et le Perrier au benzène, c'était d'autant plus dans la poche que personne d'autre ne songeait à ramasser la mise. Lorsque certains s'avisèrent que c'était un pas de clerc que d'avoir pris des mines dégoûtées, il était trop tard pour rattraper le coup. Un rival inattendu, mais pas inévitable, prenait déjà ses aises.

QUE peuvent désormais offrir, pour se défendre du dynamisme commercial de ces nouveaux venus, les partis classiques ? Apparemment pas grand-chose puisqu'on ne voit rien venir qui ne soit risible. Auquel cas ce n'est pas la politique qui est morte, mais l'invention politique parmi ceux qui ont mission d'en faire preuve.

Peut-on dire que la politique est morte quand on constate les montagnes qu'elle soulève à l'Est et avec quelle avidité les habitants de ces contrées s'y baignent ? Que serait un pays où, paradoxe de l'expression !, la politique n'aurait plus droit de cité ?

Pourtant que sont encore, au regard de la vie politique, les Verts et le Front national, sinon des partis, non pas marginaux (comme le sont devenus les communistes), mais spécialisés, autrement dit des groupes de pression ?

Spécialisés, oui, mais provisoirement et prenant le chemin de se saisir, à leur tour, tout de tout. Les Verts, assurément, le Front national, c'est à craindre, ne se limiteront pas à la flambée parlementaire, fiscale et électorale que fut, en 1955, l'Union de défense des commerçants et artisans de M. Pierre Poujade et dont les militants purent croire un moment qu'ils allaient prendre à bail la République.

D'autant que sous les apparences d'une grande activité — assises au RPR, congrès au PS, comité central au PC et transcourants

un peu partout — les partis ont encore une enseigne, mais ils n'ont plus rien en boutique. Les socialistes ont épousé les « 200 familles », les gauchistes ont bu l'héritage, le charité commande de se taire sur le chapitre des communistes et le libéralisme est mort-né au XX^e siècle. Que reste-t-il si ce n'est des vocables, à partir desquels des générations et des générations se sont déterminées, ont espéré et se sont battues, y compris entre elles, ne représentant plus rien ?

CE n'est pas le spectacle que vient de donner Mme Barzach pour faire reconnaître ses mérites transcendants en criant publiquement après son dû comme une boutique grugée qui va raviver l'image de la politique.

On ne savait pas la chère femme si tendre pour les autres quand ils étaient dans la panade et elle se fermement. S'y trouve-t-elle plongée, c'est la démocratie qui est mouillée et son parti en devient si abject, mélange de « bunker » et de « ligne Maginot », que c'est à se demander comment elle a pu y adhérer.

Adhérer, passe encore, mais demeurer, alors qu'elle n'a pas dû tarder à s'apercevoir qu'en politique « la fidélité ne paie pas » ? Après MM. Pasqua et Séguin, ricanant dans la Pointe toute idée d'amitié ou d'affection dans la vie politique, quel tableau en est dressé par ses acteurs mêmes ! Encore faut-il se réserver pour la bonne bouche les embrassades du congrès de Rennes. Aux dents, on jugera les baisers.

S'il ne faut pas, ou plus, se faire d'illusion sur la politique dans sa version classique, la version prétendument neuve ne mérite pas davantage l'indulgence. Ce n'est peut-être plus la même course, mais c'est toujours la même course, celle qui mène au pouvoir. Or c'est la seule question qui continue de n'être pas posée.

NOUVELLES DU FRONT. Après les tonnerreux de noms d'oiseaux qu'il ont valu de bien innocentes remarques sur l'interdiction de fumer à bord des avions d'Air Inter (à partir de jeudi prochain et pour deux mois à titre expérimental), une résistance s'élève.

M. Michel Bauchot, demeurant 2, rue Maleherbes à Lyon III^e, annonce la création d'une Association de défense des libertés quotidiennes. « Non fumeurs », ainsi qu'il le précise, M. Bauchot a écrit au président de cette compagnie intérieure pour protester « contre cette décision qui, parmi tant d'autres, remet peu à peu en question ces petites libertés de tous les jours si importantes et si souvent bafouées ».

De son côté, le producteur Jean-François Lepetit, à qui l'on doit notamment *Trois Hommes en France* et la série « L'amour en France », a rendu à Air Inter sa carte d'abonnement. Il estime, non sans quelque apparence de raison, qu'il y a, de la part de la compagnie, rupture unilatérale du contrat, par l'abrogation d'un de ses termes qui constituait pour lui un élément du contrat. S'il entend agir en justice, tous nos vœux.

Fausses cartes et crispations

Accusations de pressions en série, rumeurs de fausses cartes, vérifications scrupuleuses des adhésions... La préparation du congrès du PS se poursuit dans un climat tendu.

Dans la dernière livraison de leur bulletin *Synthèse*, les poperenistes estiment que le congrès de Rennes est « fortement hypothéqué par le poids de certains notables d'influence ». « Il faut dire carrément ce qu'est la réalité, peut-on lire dans le bulletin. Dans un certain nombre de fédérations, les pressions des élus sur les militants atteignent un degré qu'on n'avait sans doute jamais connu ».

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, signataire de la motion Mauroy-Mermeas-Jospin, a déclaré de son côté, jeudi 22 février à Salon-Maximin (Var), qu'il fallait que les responsables de chaque motion « sachent dépasser suffisamment les crispations du débat interne car (...), sans fraternité, il n'y a pas de socialisme ».

M. Delebarre, qui s'exprimait devant plus de quatre cents militants de la fédération socialiste du département, a ajouté : « Il faut éviter que le congrès de Rennes se résume à « être-voilà de la que je m'y mette ». Dans certains endroits, le degré de crispation est terrible, a observé le ministre, et c'est presque un leurre de penser que tout se rétablira après le congrès de Rennes ».

Rue de Solferino, une commission de travail sur la vérification des mandats présidée par M. Daniel Vaillant, député Jospiniste, secrétaire national du PS chargé des fédérations, se penche actuellement sur le cas de trois fédérations méridionales, l'Aude, le Gard et l'Hérault.

Dans ce dernier département, la polémique reste vive entre le président du conseil général, M. Gérard Soumard, fabusien, et le maire de Montpellier, M. Georges Frêche, signataire de la motion Jospin, accusé d'avoir acheté directement à Paris, six cents cartes d'adhérents (*le Monde* du 17 février). Plusieurs membres de la commission de vérification estimaient toutefois qu'un accord pourrait intervenir entre les parties après enquête sur « l'existence réelle » des adhérents litigieux. Dans l'Aude, c'est la vente des timbres (douze sont nécessaires pour ouvrir droit au vote) qui fait l'objet de contestations, toujours entre parisiens de M. Jospin et proches de M. Fabius, les premiers accusant les seconds de montrer peu d'empressement dans la délivrance des timbres aux militants jospinistes. A la commission de vérification, on n'exclut pas d'envoyer une mission dans le département pour contrôler ces affirmations.

La commission pourrait également avoir à trancher les litiges qui opposent Fabusiens et Jospinistes dans le Gard, la Seine-Maritime ou le Val-de-Marne à propos de gonflements « suspects » du nombre d'adhérents dans certaines sections.

Michel ROCARD

"OBJECTIONS"

CE SOIR 19 h 15 - 20 h **France inter**

مساعدة الراسل

150

Le Monde

SOCIÉTÉ/CULTURE

Le Monde • Samedi 24 février 1990 11

SECTION B

12 1991, « Année de la justice »

La Coupe du monde de hockey sur gazon

13 Le Salon des artistes décorateurs

14 Théâtre : Jules Renard ausculte le couple

14 Promenade musicale au Canada

22 Le CSA et la réorganisation de la FM

L'explosion de la fusée Ariane-IV

Tout était « au vert »...et tout a basculé

Une grande déception régnait vendredi 23 février à Tokyo, aux sièges des entreprises japonaises propriétaires des deux satellites détruits en vol après le lancement raté de la fusée européenne Ariane-IV, la nuit précédente. De son côté, M. Paul Quilès, ministre français des postes, des télécommunications et de l'espace, a déclaré dans un message au président du CNES (Centre national d'études spatiales) : « Je partage la déception de nos amis japonais et de tous ceux qui contribuent à l'exploitation du lanceur européen (...). Cet échec intervient après une série exceptionnelle de dix-sept lancements consécutifs réussis qui ont permis la mise en orbite de trente-trois satellites et démontré la fiabilité du lanceur Ariane (...). Je connais la compétence de ces ingénieurs et de ces techniciens, que j'ai pu apprécier au fil des mois. J'ai confiance dans leur capacité à relever le défi qui leur est lancé. L'enjeu est important pour l'Europe comme pour tous les clients d'Ariane ».

A Cap-Canaveral (Floride), le lancement de la navette spatiale américaine Atlantis, prévu à l'origine pour le 21 février, ne devait pas avoir lieu avant samedi 24 février au plus tôt : le temps était toujours incertain, et le commandant de bord, le capitaine John Creighton, ne parvenait pas à se débarrasser d'un rhume.

Breve alerte à la pollution

KOUROU (Guyane)

de notre correspondant

Le nuage de fumées roses de peroxyde d'azote qui s'est répandu au large de la côte guyanaise à la suite de l'explosion a provoqué dans la ville de Kourou un début de panique d'autant plus compréhensible que c'est la première fois qu'un accident spatial survient si près de la côte. Quelques minutes après l'explosion, le préfet de Guyane, M. Jean-Pierre Lacroix, diffusait sur Radio-France-Océan (RFO) un communiqué destiné à rassurer les douze mille habitants de Kourou, tout en leur recommandant de ne pas quitter leur domicile.

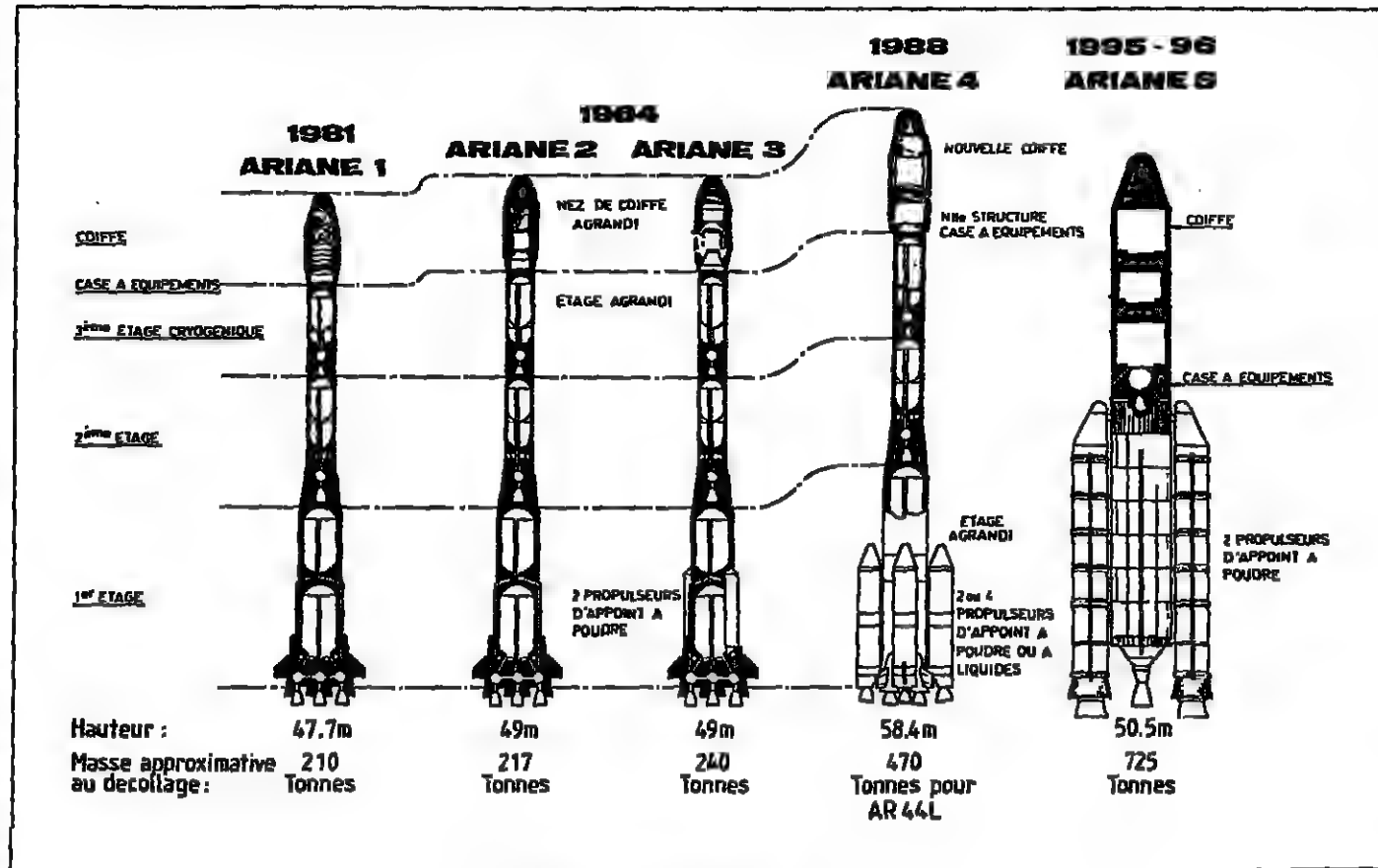
Dix minutes plus tard se réunissaient dans le bâtiment Jupiter du centre spatial guyanais (CSG) une cellule de crise comprenant M. Lacroix, M. André Rémond-dière, directeur du centre spatial, les sapeurs-pompiers, les services de sécurité et de sauvegarde du CSG et des techniciens spécialistes des problèmes de pollution. Le but : examiner les mesures de prévention, « indispensables mais normales », que la population devait observer jusqu'à 22 heures.

En réponse aux nombreux coups de téléphone donnés à RFO par les habitants, M. Lacroix annonçait toutefois, à 21 h 57, que le nuage n'était pas passé sur la ville et que les mesures de sécurité pouvaient être levées.

« Le nuage s'est au départ localisé à 10 km d'altitude et à 35 km de Kourou », a précisé M. Rémond-dière. Mais les ballons-sondes que nous avons immédiatement envoyés ont montré que le vent d'est l'avait poussé au-delà de la ville.

Les Kourouciens en auront été quittes pour une belle frayeur. Laquelle survient une semaine à peine après la clôture, à Cayenne, du deuxième congrès guyanais sur l'environnement.

EDMOND FRÉDÉRIC



Le développement des lanceurs Ariane

Un coup dur commercial pour la fusée européenne

Suite de la première page

« Aucun détail technique sur les causes de l'accident ne pourra être donné avant demain matin. Le temps que toutes les bandes de télémesure soient examinées », déclare quelques minutes plus tard M. Frédéric d'Allest, président d'Arianespace. Livide, terriblement déçu, il parvient encore à garder le sourire. Mais refuse catégoriquement d'évoquer, « à chaud », les scénarios envisageables. « Ce ne serait pas sérieux de ma part. Les quelques données de télémesure que nous avons reçues en temps réel permettent de nous faire une idée sur l'origine de l'explosion, mais absolument pas sur ses causes. »

La déception du Japon

Tout avait pourtant commencé sous les meilleurs auspices. « La préparation du lanceur est tout à fait exemplaire, et se déroule sous le moindre problème », annonçait encore la veille au soir M. Claude Berna, chef de cette trentième mission Ariane. Mêmes conditions idéales dans la journée de jeudi, durant laquelle devait être effectué le remplissage du troisième étage en oxygène et hydrogène liquides. « Tout est au vert », « tout est au vert », répétaient avec ravissement les responsables du lancement. La météo elle-même y mettait du sien : pas de pluie, pas de risque de foudre, et un vent limité à 4 m/s au sol. Au temps « H moins six minutes » débutait comme prévu la séquence synchronisée, sans que le moindre incident, jusqu'à la mise à feu, ne vienne interrompre le compte à rebours.

En quelques secondes, tout avait donc basculé. La pile est d'autant

plus dure à avaler que le lancement des deux satellites japonais qui ont explosé en vol restait, pour Arianespace, une importance stratégique considérable.

Prévu de longue date, le lancement du plus lourd d'entre eux, Superbird-B (2 500 kilos), devait succéder à celui de Superbird-A, placé par une Ariane sur orbite géostationnaire le 6 juin 1989. Il devait ainsi compléter le système de communications fourni par le constructeur américain Ford Aerospace Corporation et mis en place par la firme japonaise privée SCC (Satellite Communications Corporation) pour assurer une couverture haute puissance du Japon et de la région nord-pacifique.

Plus significatif encore pour la politique commerciale d'Arianespace : le contrat remporté il y a un an pour le lancement du satellite de télévision directe BS-2X. Celui-ci, construit par la division américaine GE Astro Space pour le compte de la société publique de télévision japonaise NHK, avait pour rôle de seconder les deux satellites de télévision directe BS-2A et BS-2B, lancés par les Japonais en 1984 et 1986. Le premier est en effet hors service, tandis que le second a connu une série d'incidents qui font craindre pour sa longévité. Le lancement rapide du « petit » satellite BS-2X (1 250 kilos, soit la moitié de Superbird-B) constituait donc un enjeu primordial pour NHK, qui tient absolument à assurer la continuité d'un service pour lequel plus de deux millions de Japonais se sont déjà équipés de matériel de réception. Arianespace avait emporté l'affaire grâce à la souplesse d'utilisation de ses lanceurs et malgré des

délais draconiens imposés par les Japonais : le lancement devant survenir au plus tard douze mois après la signature du contrat, effectuée le 22 février 1989.

Vis-à-vis de ses clients asiatiques, ce trente-sixième vol, qui devait porter à quatre – sur les cinq mis en compétition – le nombre de satellites lancés par l'Europe au profit du Japon depuis 1989, représentait ainsi pour Arianespace un sérieux revers. Et l'on peut sans peine imaginer que l'explosion de leurs satellites, vécue en direct par les principaux responsables de la NHK et de la SCC, pèsera lourd dans la balance lorsque le futur lanceur japonais H-2, d'une capacité portante de 22 tonnes, deviendra dans quelques années opérationnel.

La décennie 1990 commence donc bien mal pour la société spatiale européenne. Oublié le lancement par une Ariane-IV, le 22 janvier dernier, du satellite français de télédiffusion Spot-2. Efficace, en quelques secondes, les dix-sept lancements réussis d'Arianespace dont Arianespace pouvait se targuer.

Les ambitions des concurrents

L'Europe spatiale n'en est certes pas à son premier coup dur. A la suite du quatrième échec enregistré par les lanceurs Ariane, qui avait entraîné le 31 mai 1986 la perte du coûteux satellite Intelsat-V, les vols durent même être interrompus pendant quatre mois – le temps pour les ingénieurs d'analyser les causes de l'échec et de leur trouver des solutions. Mais le contexte, à l'époque, était bien différent.

Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, Arianespace pouvait alors profiter des déboires de la NASA et de l'explosion de Challenger pour remporter d'autres contrats commerciaux. Depuis, l'Amérique a relevé la tête. L'Union soviétique se sent des appétits pour les satellites occidentaux et la Chine ne masque pas ses ambitions.

lequel le groupe Kirch dispose d'une option.

Mais Kopernikus lui-même est affecté par l'échec d'Ariane : le deuxième satellite de ce système, équivalent au système français Télécom-1, devait embarquer en même temps que TDF 2 sur le vol 37 d'Ariane.

L'échec d'Ariane va aussi gêner l'organisation européenne de satellites Eutelsat, qui doit lancer un remplaçant pour le plus ancien des satellites de son système Eutelsat 1. Son absence compromettrait la retransmission par Eutelsat du Mondiale de football.

M.C.L.

Un nouveau retard pour la télévision par satellite ?

Le retard probable des prochains vols d'Ariane, et donc du lancement prévu initialement début avril du satellite de télévision directe TDF 2, risque de gêner l'urgence des nouvelles chaînes de télévision prévues sur TDF 1, la SEPT, qui émet déjà, Canal Plus, Canal Extra, Eurosport et Sports 2/3, qui prévoient un démarrage à l'automne.

Premier problème : ces chaînes accepteraient-elles d'entamer leur diffusion sans satellite de secours ? Une réponse négative conduirait à de nouveaux retards dans le programme qui en a déjà connu beaucoup. Même en cas de réponse positive, les opéra-

teurs de chaînes seront certainement conduits à demander une révision à la baisse de leur loyer tant que TDF 1 n'est pas secouru par son jumeau.

Deuxième problème, plus spécifique, celui de Première, la chaîne à péage allemande de Canal Plus, Bertelsmann et Kirch. Suite à la défaillance d'un des canaux de télévision de TDF 1, la chaîne allemande avait accepté de laisser sa place sur TDF 1 à Sports 2/3, en échange d'un canal secours sur TDF 2. Cet accord sera-t-il maintenu ? Première a d'autres possibilités de diffusion via le système allemand Kopernikus, ou Astra, sur

La cellule de crise en action

KOUROU (Guyane)

de notre envoyée spéciale

Matra, Aérospatiale, SEP et les autres : la nuit aura été brève pour une bonne partie des industriels qui, de près ou de loin, participent à la conception des lanceurs Ariane. Immédiatement après l'explosion, le mot d'ordre parait du CDL-2, le centre de lancement de Kourou : « Activez la cellule de crise. » Cette structure d'urgence – s'est immédiatement mobilisée. A Kourou bien sûr, mais également à Evry (Essonne), où le siège d'Arianespace est en permanence relié par visioconférence au centre de lancement guyanais.

Par l'intermédiaire de ce réseau de communication, toute l'Europe spatiale a été alertée, quasiment en direct, à l'incompréhensible explosion. Et tous les spécialistes se sont mis immédiatement au travail. Avec une efficacité telle que quelques heures plus tard, une première hypothèse commençait à émerger sur l'origine de l'accident.

Selon ces premières estimations, et ainsi que permettra de le préciser la cassette vidéo prise lors du lancement, tout aurait commencé par la défaillance d'une turbo-pompe, sur l'un des huit moteurs Viking (quatre moteurs Viking-V et quatre moteurs Viking-2) constituant le premier étage de la fusée.

Très vite après le décollage, ce moteur aurait enregistré une brusque perte de pression au foyer. Quelques secondes seulement après la mise à feu, Ariane, déviée de sa trajectoire normale, serait ainsi passée très près de la tour de lancement et l'on frémit en imaginant la catastrophe qui serait survenue si elle l'avait percutée. L'un des propulseurs d'appoint situés à l'opposé du moteur défaillant aurait alors tenté de rectifier la trajectoire. En vain. Le premier étage explosait peu après, les deux étages supérieurs, quant à eux, ont sans doute continué un instant leur ascension, puis ont été volontairement détruits sur ordre du Centre spatial guyanais.

Ca. V.

CATHERINE VINCENT

Cinq échecs pour trente-six missions

L'explosion du 23 février est le cinquième échec enregistré depuis le premier vol d'une fusée Ariane, le 24 septembre 1979. Les quatre échecs précédents s'étaient respectivement produits :

– Le 23 mai 1980 (vol n° 2, période de qualification du lanceur). Echec dû au comportement anormal d'un injecteur dans un des moteurs du 1^{er} étage.

– Le 10 septembre 1980 (vol n° 5). Echec dû à la défaillance du moteur du 3^e étage, à l'occasion du premier vol commercial de la société. Le satellite européen de communications maritimes Mares-B devait fuir à la mer, ainsi qu'un satellite scientifique italien, Sirio-2.

– Le 13 septembre 1985 (vol n° 15). Echec dû à un défaut d'échappement de la valve d'injection d'hydrogène du moteur du 3^e étage. L'accident – survenu en présence de M. François Mitterrand, à Kourou – entraîna la perte de deux satellites de télécommunications (Tandem Spannet-3 et l'européen ECS-3) et provoqua l'arrêt des vols pendant cinq mois.

– Le 31 mai 1986 (vol n° 18). Echec dû à un problème d'alimentation du moteur à hydrogène et oxygène liquides du 3^e étage. Il obligea à détruire le lanceur en vol et le satellite de télécommunications internationales Intelsat-5 qu'il emportait. Cet échec allait cloquer au sol les lanceurs européens pendant quinze mois.

La navette américaine retardée

Un rhume astronomique

C'est le rhume le plus cher de l'histoire spatiale. A cause d'une banale « infection des voies respiratoires supérieures » dont souffrait le capitaine John Creighton, le lancement de la navette spatiale Atlantis a dû être retardé. Atlantis devait décoller dans la nuit du 21 au 22 février de Cap-Canaveral (Floride), pour une mission militaire destinée à mettre sur orbite un satellite de renseignement.

La NASA précisait jeudi que le capitaine Creighton, commandant de bord de la navette, était soigné par les médecins du centre spatial Kennedy. Selon M. Donald Puddy, directeur des équipes du centre spatial de Houston (Texas), sa maladie n'était pas suffisamment « sérieuse » pour envisager son remplacement.

Cela dit, outre ce rhume malencoreux, la météo n'était pas très favorable. Les responsables de la NASA étaient condamnés vendredi à scruter à la fois le ciel changeant de Cap-Canaveral et les voies aériennes supérieures du capitaine.

SOCIÉTÉ

Dans l'attente des projets de la chancellerie

M. Rocard veut faire de 1991 « l'année de la justice »

M. Michel Rocard a déclaré, le jeudi 22 février, dans un discours prononcé à la chancellerie (le Monde du 23 février), que 1991 serait « l'année de la justice ». Les mesures annoncées, parfois jugées « insuffisantes », ne sont, dit-il, que des « gages » destinés à affirmer la volonté politique du gouvernement. L'Hôtel-Matignon attend désormais les projets de la chancellerie et la mobilisation du monde judiciaire.

Deux hommes côte à côte et des remerciements sans fin : MM. Michel Rocard et Arpaillange se sont gâchés le jeudi 22 février, dans la journée. Le garde des sceaux ne cessait de sourire. Il obtenait enfin, disait son entourage, un geste d'ampleur de Matignon. « Ce sera la première fois dans l'histoire de la justice que pareil engagement sera pris », annonçait-il aux premiers présidents, procureurs généraux, greffiers en chef des cours d'appel et directeurs régionaux de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée réunis à la chancellerie. « Ce sera la première fois qu'une politique globale de modernisation de la justice recevra pareille garantie d'exécution. Il était temps. Instaurer par la tradition dans son rôle de parent « pauvre mais fier », la justice aurait pu, comme le loup, finir par mourir sans parler. Elle a pourtant été entendue. » Fidèle à ses habitudes, M. Rocard restait toutefois prudent. « Nous ne sommes pas le 23 décembre, et je ne suis pas le Père Noël », déclarait-il d'entrée de jeu. Il faut, ajoutait-il, éviter les « malentendus ».

C'est l'Hôtel-Matignon qui se substitue pas à la chancellerie. Tout juste se contente-t-il de fixer quelques priorités assorties de mesures « symboliques ». « Il ne s'agit pas de régler tous les problèmes en une seule année ni dans un seul budget, mais plutôt de manifester une volonté qui devra se poursuivre. » Les mesures annoncées ne sont donc que des « gages » : extension du budget de la mission de modernisation, accroissement du pare automobile et des indemnités de réception des

chefs de juridiction, effort en faveur de l'informatique à l'Ecole nationale de la magistrature, recrutement anticipé de cent greffiers dont les postes seront inscrits au budget de 1991, création de deux postes à l'inspection générale des services judiciaires en 1991. Des mesures immédiates destinées à permettre à l'administration et aux juridictions de respirer un peu.

Souplesse des carrières

A plus long terme, le premier ministre souhaite également mettre en place une fondation des hautes études judiciaires, « afin de promouvoir une réflexion de qualité sur le rôle du droit et de la justice ». La formation des magistrats

possibilité de travailler momentanément « hors magistrature ».

L'administration pénitentiaire n'est pas oubliée : ses personnels bénéficieront de la transposition détaillée du plan Durafor, tout comme les policiers. M. Rocard, qui voit dans le recrutement « massif » de jeunes surveillants une « chance exceptionnelle pour l'institution », a indiqué que ces efforts se poursuivraient l'an prochain. Un besoin urgent : le programme « 13 000 » de la chancellerie, qui comprend la construction de seize établissements pénitentiaires en 1990, ne pourra se mettre en place sans de nouveaux recrutements. L'éducation surveillée, qu'un décret publié au Journal officiel du 22 février a rebaptisé « protection judiciaire de la jeunesse », demeure « l'un des principaux ser-

plus rapidement, « en amont, et non plus dans un labyrinthe », la jurisprudence en la matière.

« Soyons clairs, concluait le premier ministre, je ne vous apporte pas un plan de sauvetage ou d'urgence. Les mesures prises aujourd'hui se veulent le gage d'une volonté politique : celle de donner à la justice, dès 1991, la priorité qu'elle mérite. » M. Rocard attend désormais en retour une mobilisation de tous les acteurs du monde judiciaire. « Aucune rénovation n'est possible qui ne passe d'abord par votre propre effort et par votre propre mobilisation. La simplification des procédures, le renouvellement des méthodes de travail, ne peuvent se décrire d'en haut, surtout dans une institution où l'indépendance des principaux acteurs est fondamentale. »

Le rôle de la chancellerie

La balle est donc désormais dans le camp de la chancellerie. C'est à elle de faire des propositions. A elle de savoir mobiliser ses troupes. A elle de présenter ses ambitions pour les années à venir. L'Hôtel-Matignon suivra, dans la mesure du possible, mais il attend des idées et des projets. « Il est inutile d'annoncer brusquement de gros efforts budgétaires sans que l'on y ait bien réfléchi, expliquait-on à Matignon. Parfois, quelques millions bien utilisés dans le cadre d'un projet nouveau et bien conçu sont plus efficaces que des sommes importantes que l'on verse brutalement, sans savoir précisément à quoi elles seront destinées. »

La chancellerie s'apprête donc à se mettre au travail. Le dossier n'est certes pas nouveau : le projet de modernisation du ministère de la justice est déjà bien avancé. Elaboré à la demande du premier ministre, conformément à la circulaire du 23 février 1989, il a été jugé « très intéressant » par l'Hôtel-Matignon. L'un des ses axes majeurs, la déconcentration, était d'ailleurs un des principaux thèmes de la journée sur la modernisation de la justice organisée ce même jeudi 22 février à la chancellerie.

ANNE CHEMIN



devrait être, elle aussi, touchée : elle pourrait ainsi comprendre des « plages communes » avec les avocats et inclure de longues périodes dans les barreaux ou les entreprises afin d'appréhender le droit vu du côté des utilisateurs. La carrière des magistrats serait ensuite plus « souple ». M. Rocard souhaite développer une plus grande alternance entre les fonctions à la chancellerie ou dans les écoles et celles dans les juridictions et leur offrir la

vices de l'Etat dans la lutte contre l'exclusion des jeunes.

Le premier ministre s'est également engagé à faire rapidement aboutir le projet de loi sur la médiation, ainsi qu'un texte concernant la Cour de cassation que le garde des sceaux soumettra bientôt au conseil des ministres : il permettra, aux juges saisis d'une question de principe « controversée », de s'adresser pour avis à la Cour de cassation, afin de fixer

Trois établissements pénitentiaires seront construits aux Antilles et en Guyane

Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a achevé, mardi 20 février, à Pointe-à-Pitre une visite en Martinique, en Guyane et en Guadeloupe, qui lui a permis de prendre la mesure de la vétusté des locaux « prisons » et palais de justice - et de la surpopulation carcérale dans ces départements d'outre-mer.

Actuellement, le nombre de détenus est dans ces départements de 396 pour 168 places à la maison d'arrêt de Fort-de-France, 198 pour 123 places dans celle de Pointe-à-Pitre.

Trois nouveaux établissements pénitentiaires - deux de 400 places et un de 300 - vont être construits dans ces Dom. Dès l'automne, les travaux devraient commencer à Bais-Mahaut, près de Pointe-à-Pitre, à promettre la garde des sceaux.

M. Arpaillange a également insisté sur la nécessité de développer l'usage des peines de substitution, presque inconnues dans ces départements où l'éducation surveillée ne dispose au total que de quatorze fonctionnaires.

MÉDECINE

A partir du 1^{er} mars

Le dépistage de l'hépatite C sera obligatoire sur tous les dons de sang

Selon un communiqué publié jeudi 22 février par le ministère de la santé, le dépistage systématique des anticorps liés au virus de l'hépatite C (anciennement appelé non A-non B) sera obligatoire sur tous les dons de sang à compter du 1^{er} mars prochain (le Monde du 30 novembre 1989).

Cette décision, qui permettra d'augmenter grandement l'incidence des transfusions sanguines (on estime à environ 1 % la prévalence des anticorps anti-HVC dans la population française), intervient quelques mois seulement après la découverte par des chercheurs américains du virus de l'hépatite C (le Monde du 21 avril 1989) et l'annonce par la société Ortho Diagnostic Systems, une filiale du groupe Johnson and Johnson, de la mise au point d'un test de dépistage des anticorps dirigé contre cette forme d'hépatite.

Selon le ministère de la santé, ce test de dépistage, après avoir été expérimenté par plusieurs centres de transfusion sanguine français, a fait la preuve de sa « fiabilité ». Il devrait coûter environ 116 millions de francs en 1990.

Ainsi donc se trouve complété l'arsenal préventif des spécialistes

de la transfusion qui jusqu'à présent dépistait dans les quatre millions de dons de sang annuels la syphilis, l'hépatite B et le sida.

Le conflit des médecins

M. Claude Evén ne semble pas exclure une double convention

Après la rupture des négociations entre la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et les syndicats de médecins, M. Claude Evén, ministre de la santé et de la santé, a déclaré jeudi 22 février que « certaines voies de négociations restent ouvertes ».

Le ministre, qui « entend respecter l'autonomie des professionnels conventionnés », faisait allusion à la possibilité de négocier une convention pour les généralistes et une autre pour les spécialistes. Le conseil d'administration de la CNAM devrait évoquer cette éventualité mardi 27 février.

SPORTS

HOCKEY SUR GAZON : Coupe du monde

Les derniers amateurs

La France a pris la septième place de la Coupe du monde de hockey-sur-gazon en battant l'Espagne par 4 buts à 3 jeudi à Lahore (Pakistan). Une sixième place aurait valu une qualification automatique pour l'édition suivante de la Coupe du monde. Mais ce résultat constitue la meilleure performance nationale depuis 1971. En finale, le Pakistan, trois fois vainqueur de l'épreuve dans le passé, devait rencontrer vendredi les Pays-Bas, victorieux en 1973.

LAHORE

correspondance

Wasim Feroze est une vedette. Proche de la Coupe du monde de hockey-sur-gazon, le plus grand stade de hockey du monde, dont chacune des entrées porte le nom d'un héros du hockey pakistanais.

Wasim Feroze ne vit que pour, et par, le hockey. Comme tous ses coéquipiers, il est rémunéré par la société pakistanaise (Pakistan International Airlines, PIA, est l'un des principaux sponsors du hockey pakistanais), mais il peut se consacrer entièrement à la pratique de son sport. Le joueur n'occupe pas véritablement qu'un terme de sa carrière.

Ce système permet de respecter les règles de l'amateurisme, toujours officiellement en vigueur dans le monde du hockey, sport de tradition par excellence. Mais, comme à peu près toutes les autres disciplines, le hockey a atteint un tel niveau qu'il ne peut plus être pratiqué en dilettante au plan international.

Pour réussir son retour parmi l'élite mondiale, l'équipe de France a ainsi dû consacrer du temps à sa préparation. Près de deux mois de stage, des rencontres amicales : les seize internationaux français ont sacrifié les trois derniers mois à préparer la Coupe du monde. Pour des amateurs, des vrais, cela pose des problèmes.

« Les quelques joueurs qui sont étudiants bénéficient de programmes plus ou moins aménagés », explique Bernard Jodelle, le directeur technique national. Parmi les autres, un certain nombre occupent des emplois dans le cadre de conventions entre le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports et de grandes entreprises : les joueurs sont donc détachés par leur entreprise dans les périodes de compétition. Le problème se pose avec ceux des joueurs qui ont des emplois « normaux » et qui doivent négocier avec leurs employeurs : ils prennent sur leur temps de vacances ou prennent des congés. Nous les indiquerons alors du manque à gagner qui en résulte. Le hockey ne leur coûte rien. »

Le nerf de la guerre

Il ne leur rapporte pas tellement non plus. Pascal Feix, l'un des défenseurs de l'équipe de France, a mis en sommeil sa société d'organisation de manifestations sportives pour se consacrer depuis la fin de l'année dernière au hockey. Lors de la qualification pour la Coupe du monde, obtenue en juillet dernier aux Etats-Unis, il a touché, comme ses coéquipiers, une prime d'environ 500 000 francs. Le chèque qui l'attend au retour de Lahore devrait atteindre le double. Pour trois mois de sacrifices...

Les primes de stage ne devraient pas tarder à être instituées dans le

hockey français, qui sera l'un des derniers sports collectifs à adopter ce système. Pour le moment, les hockeyeurs français ne touchent absolument rien pendant les phases de préparation. « Le stage que nous avons effectué en Espagne avant la Coupe du monde n'a même coûté pas mal d'argent », affirme Gaby Van Hout, un autre défenseur français. Quand je pense que les internationaux ouest-allemands touchent 2 000 DM par mois d'indemnités pendant toute l'année ! »

Même en hockey, l'argent ternit-il le nerf de la guerre ? Les Indiens ne sont pas loin de le penser. Leur équipe, neuf fois championne olympique, connaît un terrible déclin : « Si le cricket et le football sont en train de prendre le pas sur le hockey en Inde, c'est que ce dernier n'offre plus de perspectives de promotion sociale », explique Gerald Hesse, journaliste au National Herald de New-Delhi. Le hockey offre encore des emplois aux joueurs de haut niveau, mais peu lucratifs. Nos meilleurs entraîneurs partent pour l'étranger, où leur salaire est plus intéressant. Autre source de revenus pour les joueurs : les contrats de sponsoring. Une formule encore peu développée dans ce sport. Les joueurs français se sont vu cependant offrir, lors d'une visite d'usine pakistanaise de fabrication de crosses, 400 dollars (2 300 F) pour utiliser une certaine marque lors de la Coupe du monde. Quant à Wasim Feroze, il touche 35 000 roupies (environ 3 000 F) pour jouer avec des crosses de la marque Malik. Ce n'est rien à côté des contrats que passent les joueurs de tennis avec les fabricants de raquettes. Mais c'est trente fois plus que le revenu mensuel moyen des Pakistans...

GILLES VAN KOTE

L'aide aux victimes

Un projet de loi dès la prochaine session

Des moquettes neuves, des peintures fraîches, et une nouvelle adresse : à l'occasion de la Journée européenne des victimes, l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) et Paris Aide aux victimes ont convié, le jeudi 22 février, M. Michel Rocard à l'inauguration de leurs nouveaux locaux, au sein de l'annexe du tribunal de Paris, rue Ferrus, dans le quartier de la Défense. Accompagné de M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, et de M^{me} Hélène Dorthea, secrétaire d'Etat chargée de la famille, il était venu saluer, ici, les efforts des sept cent quatre-vingts salariés et bénévoles qui se relaient sans relâche auprès des victimes d'accueil français. « Une victime n'est jamais seulement un patient, un justiciable, ou un assuré, devait déclarer M. Rocard à ses hôtes. Une victime est avant tout une personne prise au piège de multiples difficultés qui doivent toutes être prises en compte simultanément et le plus souvent en urgence. »

Le premier ministre a rappelé alors les engagements du gouvernement : le Parlement sera saisi, dès la session prochaine, d'un projet de loi sur l'indemnisation des victimes de dommages corporels, projet inspiré des dispositions qui existent déjà pour les victimes d'actes terroristes. Pour le vol, l'escroquerie et l'abus de confiance, les plafonds de ressources donnant droit à une indemnisation seront relevés au-dessus du SMIC et le montant des sommes versées sera porté de 10 000 à 15 000 francs.

Une réforme attendue « avec impatience » par les associations d'aide aux victimes, qui souhaitent désormais la voir aboutir « rapidement ». « Les victimes sont souvent traumatisées physiquement, et toujours étonnées moralement, expliquait le président de l'INAVEM, Claude Lienhard. Elles méritent d'être aidées et indemniées. » Ces textes, qui ont été annoncés lors du conseil des ministres du 24 janvier (le Monde du 25 janvier), complèteront le dispositif mis en place en 1982 par M. Badinter, alors garde des sceaux.

Une réaction de l'association professionnelle des magistrats

« Déception » et « scepticisme »

L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) fait état, vendredi 23 février, « de la vive déception de la magistrature et de son profond scepticisme » après les déclarations de Michel Rocard sur la justice.

L'APM « constate l'absence de toute mesure d'envergure concrète » et « d'engagement budgétaire précis », dans un communi-

qué publié à Paris. Elle « s'indigne de voir ainsi des chefs de cour d'appel convoqués et traités comme de simples cadres de services extérieurs de l'Etat qui viennent recevoir les ordres du gouvernement, inquiétante banalisation dans toute la ligne des réflexions actuellement menées place Vendôme », ajoute l'APM.

Un seul rugby en Afrique du Sud

Les fédérations sud-africaines de rugby, officielle (SARB), dirigée par des Blancs, et la dissidente (SARU), conduite par des militants anti-apartheid, ont annoncé jeudi 22 février, à l'issue d'une réunion tenue au Cap, qu'elles étaient décidées à fusionner et à présenter une seule équipe nationale multiraciale.

Les représentants de la SARU ont affirmé qu'aucune rencontre internationale ne serait disputée par l'équipe sud-africaine avant que cette fusion soit effective. Dans un communiqué commun, les deux fédérations ont exprimé « leur désir de contribuer ainsi à la création d'une nouvelle Afrique du Sud ».

Selon les responsables des deux fédérations, cette fusion devrait permettre à l'équipe des Springboks de retrouver sa place dans les compétitions internationales. La président de la Fédération française de rugby, Albert Ferrasse, a souhaité que la prochaine Coupe du monde de rugby en 1995 se tienne en Afrique du Sud : « Cela prouverait, a-t-il dit, que l'apartheid est démolé dans ce pays. »

Résultats

BASKET-BALL

COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

Poule finale (demi-finale retour)

*Macabi Tel-Aviv (Israël) b. Lech Poznan (Pologne), 93-81 ; CSP Limoges (France) b. Dan Helder (Israël), 88-84 ; FC Barcelone (Espagne) b. Aris Salonique (Grèce), 100-84 ; *Spartak (Yougoslavie) b. Philips Milan (Italie), 95-88.

Classement. - 1. FC Barcelone, Juppeliaspils Spirt et CSP Limoges, 18 pts ; 4. Aris Salonique, 16 ; 5. Macabi Tel-Aviv et Philips Milan, 13 ; 7. Commodore Dan Helder, 10 ; 8. Lech Poznan, 9.

سكرا من الوصل

CULTURE

EXPOSITIONS

La fièvre des apparences

Le Salon des artistes décorateurs (SAD) retrouve le Grand Palais après deux ans d'interruption

« Quand on passe à côté de la mort on prend goût à la vie. Ce SAD 90 est une renaissance... », ainsi parle Jean-Pierre Khalifa, président avec Jean-Louis Berthet, du cinquante-deuxième Salon des artistes décorateurs (SAD). En effet, en 1987, la dernière exposition s'était soldée par un échec : un « trou » de 5 millions de francs.

Aujourd'hui, les organisateurs investissent à nouveau le Grand Palais pour quinze jours grâce à un budget de 10 millions de francs. « On est arrivés trop tard, en 89 (à cause du Bicentenaire) et trop tôt pour 1990. » D'où, selon Jean-Pierre Khalifa, la part relativement modeste des subventions (1,2 million de francs), de loin les plus basses depuis quinze ans.

Association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique dès 1924, le SAD a pour vocation de réunir des architectes, graphistes, designers, plasticiens auxquels s'ajoutent cette année scénographes, sculpteurs et même « créateurs de lumière ». « Les autres Salons sont corporatistes ou commerciaux. Ici, nous cherchons à fédérer des métiers. C'est d'ailleurs ainsi que sont nés tous les grands styles. »

Pour les 70 000 visiteurs attendus, le programme s'annonce chargé. Accueillis sur concours ou invitation, les créateurs ont planché sur six gros sujets (la maison, le bureau, le voyage, les souvenirs d'Europe, les colonnes, les hom-

mages), piste dont l'éclectisme n'a d'égal que son arbitraire. Avant de franchir les panneaux d'information (traduits en russe) il faut d'abord avoir admis que dormir, manger, boire, s'asseoir, sont les activités les plus démodées du monde.

Après cela on a l'esprit libre pour apprécier les brindilles roses et les cheminées grises, les tasses aussi pointues que les poings américains de Mad Max, les planches à voile à hélice, les tables roulantes en forme de tondeuses à gazon, les canapés-vélos et autres produits du futur : Juan Piquemal, assistant designer en Vendée, fait son thé dans une théière en fonte japonaise. Mais, pour le SAD, il a imaginé une théière en forme de soucoupe volante équipée d'une pompe d'aquarium. « J'ai voulu faire un objet de rêve, une sculpture. Les gens ne comprennent pas vraiment comment ça marche. C'est le jeu... »

Quatre-vingts pour cent de l'ensemble des projets présentés ici sont des inédits. Le visiteur a l'impression de zapper sans télécommande, passant d'une vieille séquence de Jérôme Bonaldi sur Canal + à un spécial *Ciel mon mardi* consacré au concours Lépine. On sourit devant tous les derniers prodiges de la culture fun (le cheval de mer de Lucie Berrier, la patinette à moteur de Luc Moreau et Tanguy Le Moing) ; on se laisse bercer par la musette d'un méchant clip réalisé en hommage à Yves Horner par Patrick Nourissat (un décor pseudo-kitsch chargé de références en plastique).

La roue tourne, les instants restent éphémères. Pour qui ? Pour quoi ? La question revient comme une rengaine dans cette foire à la création à laquelle le dernier Salon des utopies avait tenu lieu de prémices là où la fièvre des apparences, le culte fébrile du nouveau pour le nouveau veulent s'imposer comme un signe de style. A moins que le pompiérisme contemporain ne triomphe : Jean-Michel Wilmette rend hommage à Jean-

Michel Jarre, s'acquiesce avec le roi du mobilier urbain Decaux et ses panneaux sans péage : « Avoir le sens de la ville, c'est contribuer à la protection de son environnement. »

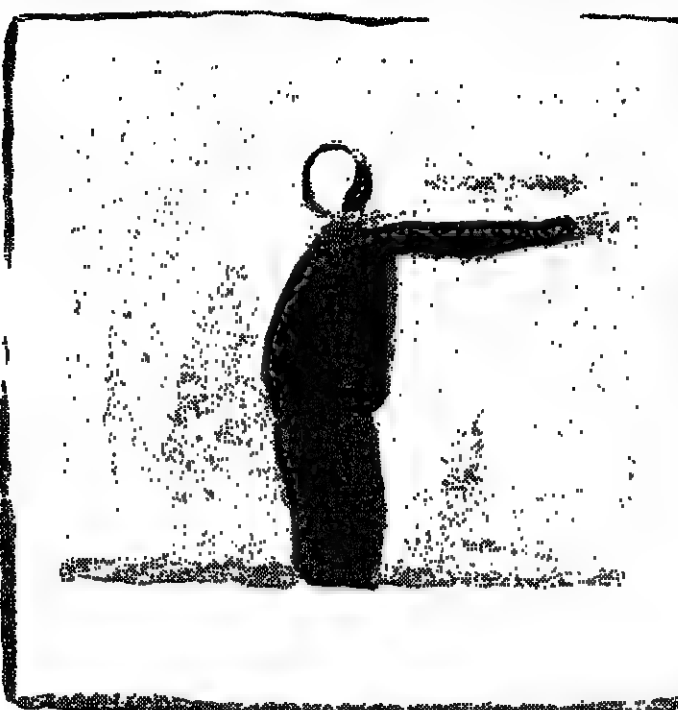
La métaphore, l'allusion, les citations incultes ou maladroites s'accablent : peigne-porte de Brandebourg (Bénédict Drye), pyramide à fromage (Judith Edery), cendrier-colonnes de Buren (Pauline Denis), les images se superposent, tocs ou mondanités, souvent narcissiques, allant jusqu'à éliminer toute idée de projet. Le designer Pascal Mourgue, plutôt habitué à travailler avec des industriels (sa chaise-lune d'argent reste un classique des années 80) s'est lancé dans des fluctuations artistiques : des sculptures en bois (les branches de son tilleul de la rue de Lappe) assemblées et présentées sur un socle dans une cage de verre : « C'est un geste premier. Je ne crois pas aux matériaux du futur. Ces objets n'ont pas d'autre fonction que celle du regard. J'ai voulu retrouver l'essentiel. »

La générosité, l'envie de faire plaisir, de donner à aimer, on la retrouve pourtant cachée, enfouie ici et là : on ne manquera pas d'aller découvrir les dernières lampes de Garouste et Bonetti, Eric Schmitt, Martin Szekely, l'appartement-patio de Martine Bodin, réalisé par sept créateurs internationaux, à commencer par Michèle de Lucchi et sa superbe chambre d'enfant offerte aux rêves en couleurs. Restent les invitations poétiques au voyage, valise allée de Jean-Charles de Castelbajac, meuble nomade de Junko Yano, tabouret géant à damiers de Natacha Markoff. Mais le SAD 90 laisse derrière lui un drôle de goût : celui d'une époque qui cherche vainement ses miroirs.

LAURENCE BENAÏM
SAD 90, Grand Palais. Jusqu'au 11 mars. En semaine de 11 h à 20 h, jusqu'à 22 h le mercredi et le vendredi, de 10 h à 20 h les samedis et dimanches. Entrée : 40 F.

ARTS

Les petites-filles des « Frustrés »



Lucy, cinéaste, déjà 5 courts-métrages à son actif dont un très beau « Franny and Zoey » tourné en super-8.

Elles ont la vingtaine et pour seul point commun Paris, Paris chevillé au corps. Dignes filles des *Frustrés* ou grandes sœurs d'Agrippine, Jocelyne, Evelyn, Sonia ou Michèle réussissent dans les relations publiques, la publicité ou les arts. Certaines calment leurs angoisses sur un divan ; elles courent les amants, les boîtes, les pinces-fesses très mondaines.

Elles sont allées là où il fallait aller, dans l'URSS de la perestroïka (New-York, c'est dépassé). Elles s'offrent des week-ends anti-déprime à Londres et se ressourcent en compagnie des Pygmées ou des Indiens d'Amazonie. Elles savent mieux que personne dénicher à petit prix une création de J.P.G. (Jean-Paul Gaultier, bien sûr) ; elles habitent dans des lofts ou sur des péniches : « c'est moins

scélérat, même si l'esprit reste très marine fluviale ».

Mois après mois, Jean-Philippe Delhomme a brossé, pour le magazine *Glamour*, le portrait de ces grandes « ados » branchées, dans leur famille, au bureau, au Festival de Cannes ou à la plage. Ses polaroids d'aquarelle sont touchants, et ses textes griffent parfois. Jean-Philippe Delhomme aime aussi la ville et ses rumeurs, ses illuminations, la publicité, le cirque et les amuseuses ensoleillées... la vie.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Polaroids de jeunes filles - *The Glamour* • Work. Editions Albin Michel, 94 p., 195 F.

► Galerie Rohwedder, 6, rue du Roi Doré, 75003 Paris. Tél. : 40-27-82-63. Du mardi au samedi, de 13 h 30 à 18 h 30 jusqu'au 28 février.

Passé présent

« L'art décoratif moderne doit être présenté sous toutes ses formes comme une réalité vivante, entièrement appropriée à des besoins actuels, tant esthétiques que matériels et non pas comme la réunion fortuite d'un grand nombre d'objets de vitrine. » Ce projet, ratifié par la Chambre des députés en 1912, pourrait servir d'introduction au très bel ouvrage consacré aux arts décoratifs 1900-1942.

Le luxe n'a jamais interdit l'humilité : quand Chareau, Dunand ou Mallet-Stevens interviennent au SAD, c'est pour aménager les pièces à vivre, des chambres, des halls, des jardins d'hiver, des fumoirs. Il y a, bien sûr, du gâchis et des chiffonniers « complus » en loupes d'arborescences Ruhlman. Mais la rêve s'offre souvent comme une évidence, une recherche constante d'économie d'espace, qu'il s'agisse d'un bureau-bibliothèque en

bois de palmier (Chareau) ou d'une salle à manger de Perriand-Jeanerret-Le Corbusier, qui démissionneront en 1929.

L'Histoire, toujours injuste (dix-neuf mille visiteurs seulement au SAD de 1989), prend ici ses aises, sous la plume d'Yvonne Brunhammer, conservateur en chef du Musée des arts décoratifs à Paris et de Suzanne Tied, de l'université de Pittsburgh, d'une époque marquée par la scission entre « contemporains » et « modernes ». Studieusement chronologique, cet album se feuillette avec respect, émotion, indépendamment de toute nostalgie. La mémoire comme trousse d'urgence.

L.B.

► Les jeunes décorateurs (1900-1940), de Yvonne Brunhammer et Suzanne Tied. Flammarion. En vente à partir du 15 mars. 228 p. 350 photos, 420 F.

Elections à l'Académie des beaux-arts

L'Académie des beaux-arts a élu : - le compositeur Jean Prodomida dans la section des créations artistiques dans le cinéma et l'audio-visuel, au fauteuil d'Henri Sangnet.

[Né le 3 juillet 1927 à Neuilly-sur-Seine, Jean Prodomida a orienté essentiellement sa carrière vers les formes lyriques et scéniques de la musique : à l'Opéra (*Passion* selon nos doutes, *Traverses du temps*, *FLB*, *Ulysse*, la *Noche triste*) ; au théâtre musical (*Les Troyennes*, *l'Amérique*, *Martin-Sade*) ; au cinéma (15 films dont *Danton*, primé au Festival de Cannes 1983, *les Amis*, *particuliers*, *Margret* et *l'affaire Saint-Fiacre*, etc.), et à la télévision (*les Perses*, *Salomé*, *la Belle et le Bête*, etc.), sans compter six œuvres symphoniques dont *Une saison en enfer*.]

- Gérard Larvin, dans la section sculpture, au fauteuil de Jean Caron.

[Né à Dijon en 1923, Prix Fénéon de sculpture 1953, professeur à l'Ecole des arts décoratifs de 1975 à 1978, Gérard

Larvin est l'auteur notamment de sculptures monumentales et de nombreuses médailles.]

- Pierre Carron, dans la section peinture, au fauteuil de Félix Labisse.

[Né à Fécamp en 1932, Prix de la critique 1957, Premier grand prix de Rome 1960, Pierre Carron est professeur à l'Ecole nationale des beaux-arts depuis 1967.]

..

L'Académie a élu, en outre, en tant que membres associés étrangers, M. Kobayashi, président de la Nippon Television et de Yonihir Shimizu, au fauteuil de Salvador Dalí, ainsi que le bijoutier Ilias Lalouinis au fauteuil de Roger Averbach. Jean Rollin, historien et critique d'art, ancien conservateur du Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, a été élu correspondant au fauteuil de Pierre Sabatier.

Etat des lieux pour la chapelle Sixtine

Afin de célébrer la fin des restaurations des fresques de Michel-Ange décorant le plafond de la chapelle Sixtine et avant de s'attaquer à la grande paroi du Jugement dernier (*Le Monde* du 3 août), le Vatican organise, à partir du 25 mars, une exposition qui permettra de montrer le bilan de dix années de travail.

Cinquante-sept scientifiques et historiens d'art du monde entier se réuniront du 26 au 31 mars. Ils ne manqueront pas de revenir sur les polémiques suscitées par cette gigantesque restauration qui fera également l'objet d'une publication. - (A.F.P.)

Le cycle Wojciech Has est prolongé

En raison de son succès, le cinéma l'Entrepôt, à Paris, prolonge le cycle consacré au cinéaste polonais Wojciech Has. *Adieu jeunesse*, *l'Art d'être aimé*, le *Manuscrit retrouvé* à Saragossa, les *Codes*, la *Poupée*, la *Clapnet*, *Une histoire banale*, *l'Écrivain*, le *Journal intime d'un pêcheur* et les *Tribulations de Balthazar Kober* resteront donc à l'affiche jusqu'au milieu du mois de mars, au moins.

► Tél. : 46-43-41-63.

Deux carnivals brésiliens à Paris

Brazil-Culture-Palmaris organise à Bobino, le 24 février, de 22 heures à l'aube, un carnaval brésilien à Paris. La « Fête de la démocratie » est le thème de cette nuit de fête qui sera animée par l'orchestre de la guitariste Rosinha de Valença.

Le Cirque d'hiver accueillera quant à lui, le 3 mars, de 22 heures à l'aube, un carnaval organisé par Franco-Brazil et animé par Raimundo Sodré et son groupe.

► Réservations pour le 24 février : 46-34-73-89 ; pour le 3 mars : 43-64-41-68.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE
15 RUE MALTE BRUN 75021 PARIS 11^e GAMBETTA
43 66 43 60
EN RAISON DU SUCCE
PROLONGATION JUSQU'AU **4 MARS**
AVANT LA RETRAITE
DE THOMAS BERNHARD
mise en scène de Claudia Slavsky
avec VICTOR GARRIVIER
DENISE GENCE, ELEONORE HIRT
coproduction Théâtre National de la Colline - Claude Ruyss

PUBLICATION JUDICIAIRE
Faisant droit aux demandes de la société SOL SERVICE, dont le siège est à Maromme (76150), le Tribunal de Grande Instance, puis la Cour d'appel de Paris, le 13 juillet 1989, ont prononcé la nullité de la marque «EXPLOIT» déposée par PRISUNIC, fait interdiction à PRISUNIC d'utiliser cette dénomination, condamné PRISUNIC à payer à SOL SERVICE 50 000 F à titre de dommages-intérêts et 8 000 F au titre de l'article 700 du N.C.P.C.
Pour extrait :
Guillaume BRAEUX, avocat à la cour de Rouen.

"EXTRAVERTY"

CANAL+ CREATIF
DIMANCHE 25 FEVRIER A 14 H
L'œuvre de J.C. AVERY est un modèle d'imagination et d'humour qui inspire encore bon nombre de «vidéastes». Canal+ lui consacre une émission, «Extraverty» avec au programme : un «Best of» des «Raisins verts», son émission fétiche, des extraits de ses meilleurs shows, une mise en image des «Chants de Maldoror» de Laumond, les treize brouillons pour un portrait d'Avery, et «Extraverty», une leçon à la palette graphique.
CANAL+ C'EST PLUS CREATIF
CANAL+
LA TELE PAS COMME LES AUTRES

CULTURE

THÉÂTRE

Jules Renard ausculte le couple

Deux petites pièces en un acte
jouées plaisamment par le duo Duperey-Girardeau

Dans la confidence d'une nuit d'été, un homme, tandis que sa femme est partie dans une pièce voisine surveiller le sommeil de leur enfant, tente de convaincre une amie, dont le mari repose dans une chambre attenante, de se lancer dans un voyage amoureux. Tous deux, un peu rassasiés par le pain de ménage — c'est le titre de l'œuvre — s'inventent des mots brillants une vie qu'ils ne mèneront jamais. Pierre fait le fanfaron et paraît jouer plus de ses mots que de ses actes; Marthe s'amuse des mots de Pierre et se défend de ses actes. Rideau.

Dans l'intimité d'un petit salon bourgeois et chaud parisien, une femme sans fortune attend son amant, raide comme un passe-lacet. Tous deux vont se marier bientôt, Maurice avec une jeune fille bien dotée, Blanche avec un vieux homme plein de mansuétude. Leur liaison doit cesser. C'est pour eux une torture, ils tentent tout pour que cette séparation ne soit pas trop douloureuse, tout jusqu'à l'insulte qui, pourtant, ne pourra pas les empêcher de retomber dans les bras l'un de l'autre pour un baiser ultime. « Le plaisir de rompre ». Rideau.

Tout l'art de Jules Renard est dans ces deux petites pièces en un acte, fourmillantes de mots exquis et aiguës de répliques qui s'en vont, comme le scalpel du chirurgien, tailler dans la chair un sentiment amoureux toujours menacé par une vie rangée. Malheureusement, il y a dans ces deux textes un vice de fabrication : outre le fait que les démonstrations « renardiennes » ont un goût un peu suranné, l'auteur est manifestement plus habile à construire le discours des hommes que celui des femmes, un peu réduites au rôle de faire-valoir.

A ce piège, il faut un bon metteur en scène, à même de rétablir par le jeu l'équilibre menacé des deux pièces. Bernard Murat, une nouvelle fois, fait la preuve d'un talent usurpé. Du coup, malgré les beaux décors de Nicolas Sire et les costumes de Bernadette Villard, très « Comédie des Champs-Élysées » — raffinés, élégants, — Annie Duperey, pourtant superbe en scène, comme à l'habitude, paraît être le sparring-partner emprunté d'un Bernard Girardeau en pleine forme. Ce duo d'acteurs, à la ville comme à la scène, nous permet malgré tout de passer une soirée charmante. Mais sans plus.

OLIVIER SCHMITT
► Comédie des Champs-Élysées. Du mardi au samedi à 21 heures, matinées samedi à 18 heures et dimanche à 15 h 30. Durée : 1 h 45. De 90 F à 250 F. Tél. : 47-20-08-24.

Rire à tous les coins de phrase

Au Café de la Gare, Marc Jolivet s'amuse

Marc Jolivet : un bon petit gros, moins gentil qu'il y paraît d'abord. Les gentillesse font rarement rire, et Marc Jolivet fait rire pendant deux heures sans interruption. Il se qualifie lui-même d'ayotollah de la rigolade. C'est dire s'il est sérieux. Il survole le quotidien, y jette un regard attentif, en même temps détaché. Puis il commence à rêver. Il recompose ce qu'il a vu, entendu, dissèque le tout délicatement, sans agressivité. Son humour n'est ni violent ni amer. Ni surtout moraliste. Marc Jolivet s'amuse.

De façon classique, le spectacle qu'il donne au Café de la Gare enchaîne les anecdotes. Il y a quand même un lien, une histoire d'amour, un amour retrouvé au cours de l'émission « Avis de recherche ». Car Marc Jolivet réussit ce tour de force de surprendre encore en parodiant la télévision.

En général, dans ces cas-là, on prend un exemple réel de ridicule et on le tire vers la caricature. Le genre de pastiche efficace mais déjà trop connu, et finalement moins drôle que l'original. Seulement, Marc Jolivet ne se contente pas de pousser le trait, il débouque le moment, le point où le normal commence à dévier. L'extrême, le ridicule à sa manière. Il n'imite pas, il recrée la vérité, la fait sienne, lui donne les couleurs d'une ironie bon enfant qui s'avouie autour de la poésie, frôle la méchanceté, la laisse de côté pour passer à un autre exercice, celui de la fantaisie pure, quasi surréaliste.

Témoin le portrait du type à la queue de travers, qui gagne sa vie en vendant son corps morceau par morceau et le colimate avec des bouts d'animaux, ce qui finit par lui donner des comportements étranges. On pourrait en faire une fable sociale. Marc Jolivet glisse dans un voyage burlesque à force de naïveté débridée. Il y a aussi des réclames machinées abracadabrantes, d'enfant coincé par sa maman... Et, à la fin, son numéro de chef d'orchestre d'applaudissements, qui, c'est formidable, marche toujours.

Il y a le charme de Marc Jolivet, mélange d'intelligence caustique et de douceur. Pour la douceur, mieux vaut se méfier. Il semble suivre l'avis du public et lui impose en fait le trouble nonchalant de son monde à lui. Un monde où le bonheur du rire vous attend à tous les coins de phrase.

COLETTE GODARD
► Café de la Gare, du mardi au samedi, 20 h 30. Tél. : 42-78-52-51.



Le roman de Guilloux d'où a été tiré la pièce *Cripure*, qui a donné lieu à un article dans ce même supplément, s'intitule *Le Sang noir*. A ne pas confondre évidemment avec *Le Pain dur*, de Claudel.

MUSIQUES

Le Prix Glenn Gould à Yehudi Menuhin

Une personnalité trop charismatique peut en cacher une autre

TORONTO

de notre envoyé spécial

Décerné tous les trois ans en hommage à l'œuvre du grand pianiste canadien, le Prix Glenn Gould a pour vocation de couronner « une personne ayant acquis une renommée internationale par sa contribution exceptionnelle à la musique et à la communication de la musique par l'utilisation des techniques modernes ».

A partir d'une telle définition, comment s'étonner que le jury international réuni à Toronto, la ville natale de l'artiste, ait décerné ce prix (1) à Yehudi Menuhin, personnalité charismatique s'il en fut, admiré et aimé au Japon comme au Canada, en Inde comme en URSS par exemple où l'on se souvient de ses interventions aussi « angéliques » qu'efficaces aux temps mêmes de Staline, de Khrouchchev et de Brejnev ? Et il n'est que trop vrai que son activité multiforme d'interprète, d'éducateur, d'homme de culture, de responsable international (2), s'est exprimée par le disque, la radio, les films, la télévision, d'une manière toute nouvelle, avec une « force de frappe » inconcevable il y a cinquante ans.

On peut se demander pourtant ce que cette distinction — la quatre-vingt-quinzième inscrite à son tableau d'honneur — peut ajouter à la gloire de sir Yehudi, et en contrepartie quel lustre en retire le prix Glenn Gould. Le jury de 1987 n'avait-il pas indiqué une piste plus intéressante en attribuant la première récompense au compositeur canadien R. Murray Schafer, tant pour œuvre, souvent très insolite, que pour son vaste projet de « paysage sonore mondial » qui a ouvert de nouvelles perspectives de recherche sur l'environnement et l'écologie acoustique (*Le Monde* du 24 novembre 1977) ?

Après le coup de chapeau à Yehudi, l'ami de tous, peut-être les prochains jurés, en 1993, repartiront-ils sur des chemins moins battus. Il y avait en ce sens, dans les quarante-neuf noms présents chacun par trois paratextes, quelques prestigieuses personnalités de grande envergure appartenant à des domaines divers.

Ainsi, parmi les créateurs, Pierre Henry, qui a, selon l'expression de François Bayle, « senti, pressenti, ressenti l'importance planétaire de la révolution technique de l'enregistrement » pour inventer et créer un monde sonore inouï, ou bien Toru Takemitsu qui incarne, avec

sa douceur et son mystère, l'entrée du Japon, de l'Orient tout entier dans une musique « mondiale » ; une œuvre qui n'est plus conversion de l'Orient à l'Occident, mais parler commun sans abandon de l'originalité ethnique.

Qualité des programmes

Les meilleurs réalisateurs de télévision étaient directement visés par un prix concernant les technologies de la communication, et deux Britanniques recueillaient les fruits de la haute qualité des programmes de la BBC : Christopher Nupen, dont une partie importante de la production tourne autour de Barntown avec ses amis, et surtout Humphrey Burton. A travers l'énorme production de Burton — quelque trois cents concerts, des dizaines d'opéras, d'innombrables récitals et émissions de tous ordres, accumulés en trente ans — se révèle une nouvelle manière d'apprivoiser les images, d'appréhender le phénomène musical sous toutes ses formes et chaque genre dans sa spécificité.

Enfin, pour sa « contribution exceptionnelle à la musique et à la communication de la musique », on pouvait souhaiter voir couronner le professeur Tran Van Khe, Viet-

namien résident en France depuis quarante ans. Professeur à la Sorbonne de 1966 à 1988, il a laboué inlassablement la planète musicale, enregistré huit cents heures de musique et d'interviews dans les pays d'Orient et d'Extrême-Orient, présenté la musique de son pays dans le monde entier, fait mille conférences, publié cent soixante ouvrages et articles en six langues sur les traditions, les instruments, la sociologie, l'archéologie de la musique, etc. Et lui-même, entraînant ses enfants, s'est montré en concert un interprète très ému par la musique traditionnelle du Vietnam.

Cet homme modeste et cordial, captivé par toutes les formes de musique, a contribué, plus que nul autre peut-être, à faire mieux apprécier les musiques de l'Asie en Occident et à libérer les artistes d'Afrique comme d'Asie de leur complexe d'infériorité. C'est, comme Menuhin, un des grands citoyens de la musique mondiale, dans l'envergure planétaire que celle-ci a prise depuis la guerre.

JACQUES LONGCHAMPT

(1) 50 000 dollars canadiens, soit environ 250 000 F français, donnés par la Fondation Glenn Gould et ses seize valeurs directeurs.

(2) Il fut notamment président du Comité international de la musique de l'UNESCO, de 1969 à 1975.

Des buildings de Toronto à la forêt de Joliette

Rencontre avec la nature et les musiciens canadiens

Ce voyage au Canada était aussi l'occasion de rencontrer de nombreux musiciens et de constater la sympathie qui entoure encore ce qui vient de France, dans ce pays où, en terre anglophone, beaucoup d'intellectuels parlent toujours notre langue.

A Toronto, où l'activité musicale est intense, en grande partie grâce à de riches mécènes, Jean-Yves Thibaut venait de jouer le *Concerto en mi bémol* de Liszt avec le Toronto Symphony (jadis dirigé par Ozawa et Anserl, aujourd'hui par Günther Herbig) ; on attend pour le mi-mars l'Orchestre national de France, puis l'Ensemble intercontemporain avec Boulez, dans la belle salle grise du Roy Thomson Hall (deux mille places), achevée il y a sept ans, où l'on a oublié seulement que béton et moquette ne forment pas un mélange idéal pour l'acoustique.

A Montréal, la neige et le verglas soudain n'empêchent pas les méditations de se presser à l'église Saint-Jean-Baptiste aux vastes tribunes et mezzanines très théâtrales pour entendre l'*Allegro de la Dixième Symphonie*... de Beethoven.

Ce mouvement est sorti tout armé, en 1983, du cerveau de M. Barry Cooper, musicien britannique, à partir de quelques esquisses thématiques sans suite du « grand sourd » ; il commence par une introduction filandreuse dans le style de la *Sonata pathétique* (adagio) et se poursuit par un 6/8

assez mendelssohnien au développement redondant et étié, avant de retrouver l'andante initial, pensif jusqu'à l'écroulement. Rien de la foudre concentrée du dernier Beethoven.

En revanche, la *Messe en ut*, harmonieuse, catholique, priante, resplendissait dans l'interprétation du superbe chœur de l'université de Québec (deux cent cinquante personnes) et de l'Orchestre de la Société philharmonique de Montréal, dirigés par Miklos Takacs, un Hongrois passé par Paris, dont la ferveur est communicative.

Parmi les solistes se trouvait la grande basse Joseph Rouleau, qui nous a révélé plus tard une œuvre de Jacques Hénin (1938), élève de Dutilleul et de Messiaen dans les années 60, les *Abîmes du rêve* : un brailleur de lyriques par cinq poèmes hétéroclites d'Emile Nelligan, dans un langage dur, post-romantique mais très personnel, admirablement architecturé, qu'on aimerait entendre à Paris (1).

Le soleil revenu éblouissant sur la neige, Gilles Lefebvre, fondateur des Jeunesses musicales du Canada et l'une des personnalités qui ont le plus fait depuis quarante ans pour rapprocher les deux rives de l'Atlantique, nous entraîna dans les paysages du Nord : visite au grand peintre Jean-Paul Riopelle, qui vient de retremper dans cette forêt, si présente dans son œuvre, entre deux séjours parisiens, et pèlerinage à Joliette, au cœur de

l'étonnant festival organisé par le père Fernand Lindsay, un ancien des Chanteurs de Saint-Eustache, membre des Clercs de Saint-Viateur (vieux ordre de la région de Lyon).

Ce robuste ecclésiastique bien tranquille a magistralement réussi son festival de Lussac, Québec, depuis douze ans, à une heure de Montréal, accueille des grands interprètes dans un réseau de charmantes églises. Le succès fut tel que, depuis l'an dernier, le Père Lindsay dispose, en pleine nature, d'une vaste salle de concerts : une scène très moderne de 21 mètres de large, donnant sur un amphithéâtre couvert de deux mille places,

s'ouvrant de trois côtés sur une colline boisée où quelques huit mille personnes peuvent s'asseoir.

La presse canadienne unanime s'est extasiée sur l'acoustique de ce lieu superbe où, entre bien d'autres, l'Orchestre mondial des Jeunesses musicales se produira à plusieurs reprises l'été prochain, tandis que non loin se tiendra le camp musical où quatre cents jeunes viennent s'entraîner deux mois durant.

J. L.

(1) Il en existe un disque microfilm récent à la SNE, 10175, rue Menier, Montréal.

CHANSONS

Le Printemps de Bourges 1990

Raccourci, allégé, le Printemps de Bourges 1990 présente un profil de sortie de diète sans rien renier des orientations prises l'an dernier. Les organisations ont ramené la durée du festival à six jours du 11 au 16 avril et — pour résorber le déficit de 9 millions de francs accumulés lors des précédentes éditions — ont présenté un budget de 18,5 millions de francs, en baisse de 6 millions.

On trouve, en tête d'affiche, un fort contingent anglo-saxon : Tanita Tikaram, Midnight Oil, Tears For Fears. Côté français, on est allé chercher du côté du Top 50 : Patricia Kaas, Gipsy Kings, et des grands succès de scène de la saison passée : Noir Désir ou Guy Bedos.

Le Printemps de Bourges, qui s'affiche « pluri » (culturel, ethnique, créatif, directionnel...), continue son exploration des nouvelles musiques : rap (Public Enemy et Tackhead), folk punk (hommage au label indépendant britannique Cooking Vinyl), rock alternatif français (les Satellites, les Shifters). Et puis, en vrac, les Montagnais (Indiens du nord du Québec) de Kashia, et leur quasi-voisin, Daniel Lanois, Acadien ; Flaco Gimenez, accordéoniste tex-mex,

et Albert Collins, guitariste texan ; Jimmy Orlid, chanteur algérien du Rhône, et La Busqueda, rockers des Baléares qui font carrière en France.

Autour du Printemps lui-même (qui se répandra dans toutes les salles de la ville au lieu de se concentrer autour du parc Saint-Paul et se passera des services du Stadium, le chapiteau géant qui accueillait les stars), on retrouvera les spectacles pour enfants de Maximommes et quelques manifestations baptisées hors-jeu comme l'exécution du *Naufrage du Titanic*, de Gavin Bryars, illustrée par Christian Boltanski, ou le concert Charles Ives, donné à travers toute la ville par plusieurs fanfares et l'Ensemble intercontemporain.

T. S.

► Printemps de Bourges, du 11 au 16 avril. Renseignements, réservations par minitel : 3615 PDS.


Les Grammys couronnent les anciens

La chanteuse américaine Bonnie Raitt a fait un retour en force, mercredi 21 février à Los Angeles, en enlevant quatre « Grammys », les récompenses suprêmes de la chanson américaine.

Bette Midler a été distinguée avec *Wind Beneath My Wings*, sacrée meilleure chanson de l'année.

Don Henley, un ancien du groupe Eagles, est reparti avec le Grammy du meilleur chanteur rock. Deux vieux routiers, Linda Ronstadt et Aaron Neville enlèvent le titre de meilleur groupe vocal pop.

Couronné pour l'ensemble de sa carrière, Miles Davis a reçu deux autres récompenses pour son album *Aura*. Soixante-seize Grammys au total ont été distribués. — (A.F.P.)

Loto		TRANCHE DU MONO n° 2																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
SAMEDI 24 FÉVRIER 1990 à 20 h 30		DU MERCREDI 21 FÉVRIER 1990																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
<table><tr><td>1</td><td>3</td><td>9</td><td>19</td><td>26</td><td>43</td><td>25</td></tr></table>				1	3	9	19	26	43	25																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
1	3	9	19	26	43	25																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
PROCHAIN TRANCHE, EN DIRECT À 20 h 30																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
SAMEDI 24 FÉVRIER 1990 à 20 h 30		TIRAGE À 20 h 30																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
TIRAGE À 20 h 30		TIRAGE À 20 h 30																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
VÉRIFICATION AU PAYS FOURNISSEURS		VÉRIFICATION AU PAYS FOURNISSEURS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
AOT - HOROS - HOROS		AOT - HOROS - HOROS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
<table><tr><th>TRANCHE</th><th>1</th><th>2</th><th>3</th><th>4</th><th>5</th><th>6</th><th>7</th><th>8</th><th>9</th><th>10</th><th>11</th><th>12</th><th>13</th><th>14</th><th>15</th><th>16</th><th>17</th><th>18</th><th>19</th><th>20</th><th>21</th><th>22</th><th>23</th><th>24</th><th>25</th></tr><tr><td>1</td><td>734</td><td>860,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>2</td><td>58</td><td>000,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>3</td><td>3</td><td>665,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>4</td><td>77,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>5</td><td>7,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>		TRANCHE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	1	734	860,00 F																								2	58	000,00 F																								3	3	665,00 F																								4	77,00 F																									5	7,00 F																									<table><tr><th>TRANCHE</th><th>1</th><th>2</th><th>3</th><th>4</th><th>5</th><th>6</th><th>7</th><th>8</th><th>9</th><th>10</th><th>11</th><th>12</th><th>13</th><th>14</th><th>15</th><th>16</th><th>17</th><th>18</th><th>19</th><th>20</th><th>21</th><th>22</th><th>23</th><th>24</th><th>25</th></tr><tr><td>1</td><td>734</td><td>860,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>2</td><td>58</td><td>000,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>3</td><td>3</td><td>665,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>4</td><td>77,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>5</td><td>7,00 F</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>		TRANCHE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	1	734	860,00 F																								2	58	000,00 F																								3	3	665,00 F																								4	77,00 F																									5	7,00 F																								
TRANCHE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
1	734	860,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
2	58	000,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
3	3	665,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
4	77,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
5	7,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
TRANCHE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
1	734	860,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
2	58	000,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
3	3	665,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
4	77,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
5	7,00 F																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										

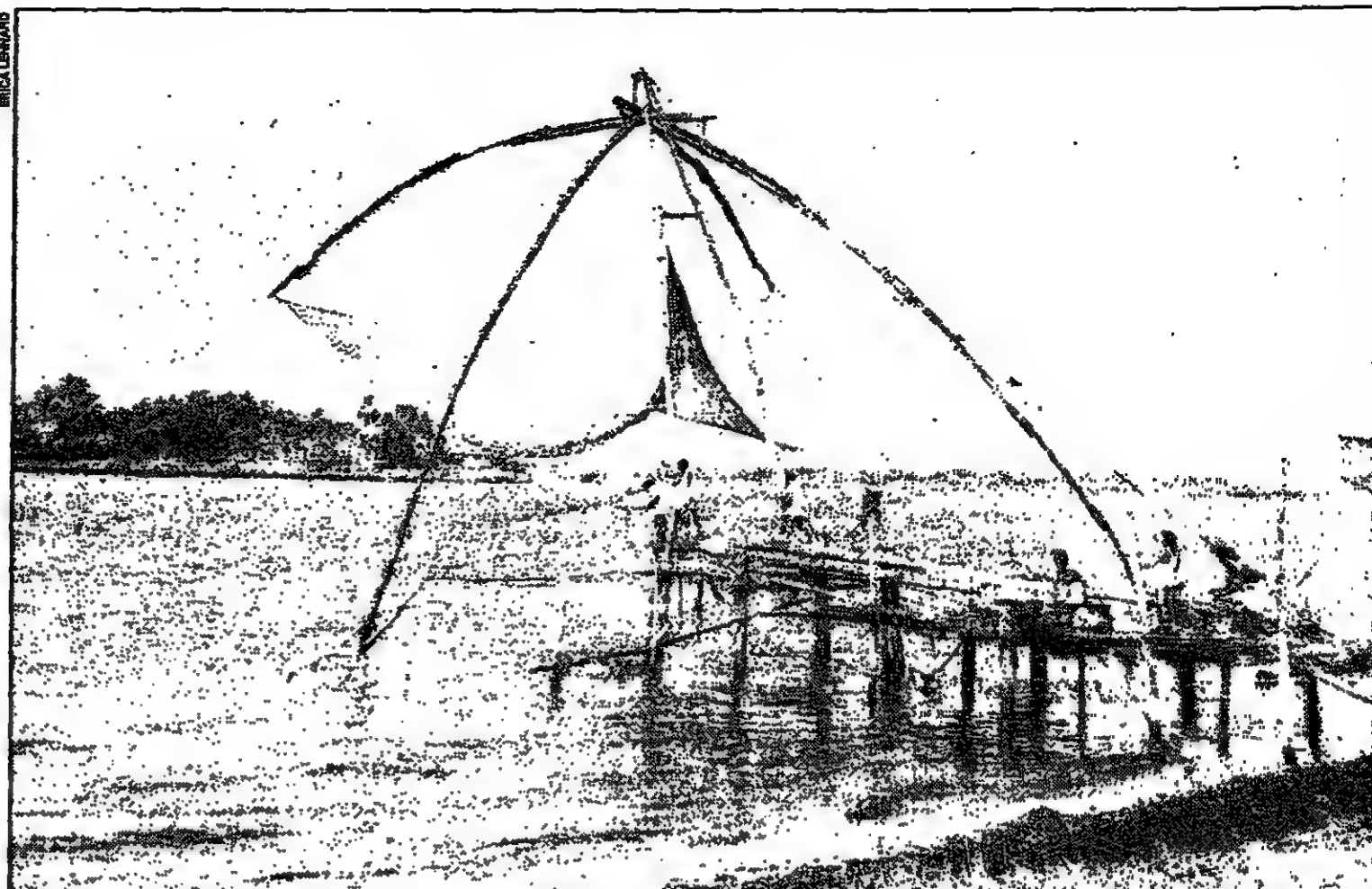
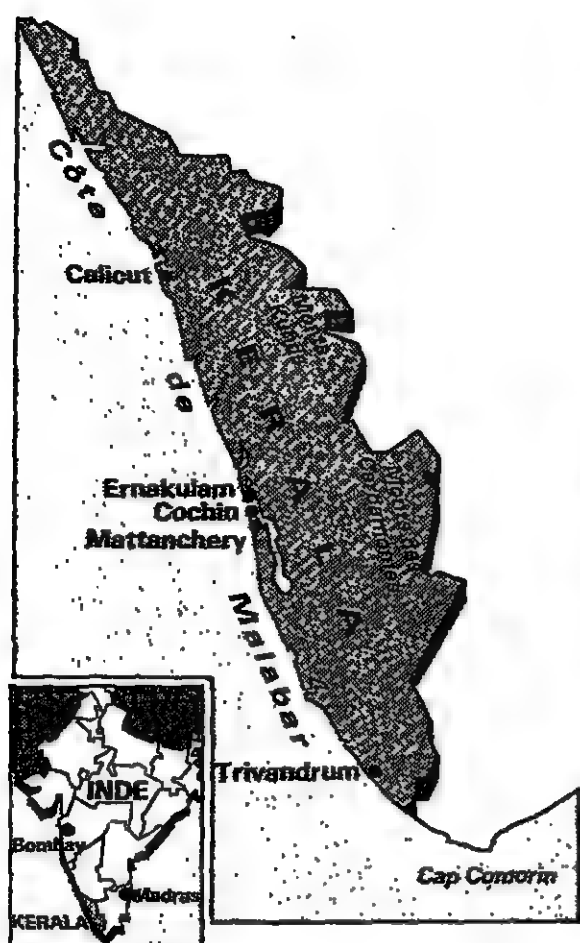
► Programme redonné ce vendredi 23, salle Pleyel, 20 h 30.

سورة الاحقاف

Le Monde

SANS VISA

Le Monde • Samedi 24 février 1990 15



Le Kerala, 2000 ans après Jésus-Christ

Se souvenant que Thomas l'apôtre l'évangélisa, le Kerala reste le plus chrétien des Etats de l'Inde. Mosaïque d'Eglises, mosaïque de cultures.

CELA se passait le 3 janvier 1653. Ce jour-là, il y avait foule dans le quartier de Mattanchery, sur la langue de terre située à l'ouest de la lagune, non loin du palais portugais. Une foule en colère, galvanisée par l'étendard de la révolte que brandissait l'archidiacre, avec son gonfleur. Il y avait des prêtres, en pagaille, et des laïques, l'histoire ne dit pas combien.

Cette croisade-là ne fit pas couler le sang : on entoura de cordes une croix vénérée et chacun, tirant et soufflant, jura que jamais, ni lui ni ses enfants, pour les siècles des siècles, ne trahirait l'Eglise syrienne d'Orient pour se fonder dans la nébuleuse « latine ». La croix, plus ou moins romaine, fut le serment de la croix de Koman, comme une gifle aux missionnaires du Padroado, ce « patronage royal » accordé par le pape au roi du Portugal pour évangéliser à sa guise.

Les archevêques latins qui, un demi-siècle plus tôt, au cours du synode de Diamper, avaient décidé que les chrétiens de Saint-Thomas étaient hérétiques et devaient se convertir à leur rite et à leur liturgie, en furent pour leurs frais : le serment fut tenu.

Aujourd'hui, « syro-malabars » et « syro-malankars », d'une part, « latins » d'autre part, bien que fidèles au pape, à Rome et au Vatican, entretiennent jalousement leurs différences, leur rite et leur liturgie, et aussi leurs séminaires, leurs collèges, leurs hôpitaux et leurs œuvres, en un mot, leurs fiels, en toute charité chrétienne et catholique.

La croix de Koman existe bel et bien, et son culte est empreint de ferveur : à tel point que, après tant d'années, elle n'est plus penchée ! Elle se cache dans une minuscule chapelle fleurie, où brûlent les cierges et l'encens, avec sur le parvis des petits tas de bougies pour quelques rompes.

Elle est comme enclavée dans un coin, dans un quartier cosmopolite où religions et castes sont brassées, en bonne intelligence. Il y a non loin de là un temple hindou et l'on y fait des pujas (offrandes) au dieu Ganesh à tête d'éléphant. La mosquée n'est qu'à une portée de muezlin, et dans la synagogue

des juifs à kippa vénèrent toujours les rouleaux de la Torah. En chantant bien, on trouverait peut-être un temple juif, voire un gurdwara sikh... Le Kerala, mosaïque de cultes et terre de tolérance.

L'Eglise chrétienne de la côte de Malabar serait, c'est vrai, moins compliquée si « Vasco » avait eu l'idée de faire accoster ses bateaux un peu plus haut, vers l'actuelle Bombay, ou plus bas, au-delà du cap Comorin, ce point mythique et sacré où se rencontrent, dit-on, deux mers (d'Arabie et de Bengale) et un océan, l'Indien.

Mais Vasco de Gama est arrivé là, en 1498, à Calicut. Deux ans plus tard, les lourds vaisseaux de l'amiral Cabral s'ancraient devant Kochin. Dans leurs cales, sous le couvert de missionnaires « latins » pleins de bonnes intentions et d'un zèle évangélisateur dont les peuples ont gardé un souvenir souvent caissant, se précipitèrent.

Thomas, l'un des douze apôtres

Trois ans après, Alfonso de Albuquerque édifie un fort, puis une église. Celle-ci est toujours debout, érudition ou peu reconstruite, non loin de ces étranges « fillets chinois » alignés le long du rivage comme des immenses araignées d'eau, et qui viennent effectivement de Chine. Sur le sol de la nef, il y a une dalle entourée d'une cordelière pour éviter la souillure des pas : les cendres de Vasco de Gama reposent ici, du moins les quatorze premières années qui suivirent sa mort, en 1524, avant d'être transférées au Portugal. Avant « Vasco », les chrétiens de Saint-Thomas vivaient heureux.

Thomas, donc, l'un des douze apôtres du Christ, dont la postérité retint qu'il était d'origine, arriva en l'an 52 à Muziris, port légendaire de l'Antiquité et qui aujourd'hui se meurt d'ensablement au fond des « backwaters », ce labyrinthe de canaux potiques qui bordent le littoral. Le navigateur portugais mourut plus loin, près de Madras. Entre-temps, affirmaient l'Histoire et la légende, il avait semé le bon grain : les communautés chrétiennes s'étaient multipliées sur l'ancien royaume hindou Chera (Kerala), surtout parmi les hautes castes.

Plus tard, au quatrième siècle, un groupe de chrétiens de la branche syrienne débarquèrent sur la côte de Malabar. Ils étaient dirigés par un marchand de Jérusalem, Thomas Cana. Ces colons de la chrétienté apportaient avec eux la liturgie syrienne orientale, également appelée chaldéenne. C'est donc une Eglise chrétienne orientale très ancienne qui va s'opposer à la « latinisation » et à l'autorité

de Rome qu'apportaient les Portugais.

La diversité de l'Eglise chrétienne aurait pu en rester là, mais il n'en fut rien. Au cours des siècles suivants, les « Syriens » se divisèrent en « syro-malabars » (de rite chaldéen) et « syro-malankars » (de rite antiochien et d'origine orthodoxe), et les jacobites, fidèles au patriarche d'Antioche, se scindèrent aussi en plusieurs chapelles.

Le « paysage » aujourd'hui n'est pas des plus simples, d'autant que les kmayas — qui excommunient tout fidèle qui prend femme en dehors de la communauté, — les chaldéens et les maronites, pour ne citer qu'eux, ont eux aussi leur mot à dire, ou plutôt leur liturgie, sans compter que les protestants — mais c'est une autre histoire — excellent également dans les schismes divers, et que les sectes, chrétiennes et non chrétiennes, sont nombreuses sur la côte de Malabar. Telle quelle, l'Eglise du Kerala est vivante, forte, mais minoritaire (les chrétiens représentent environ 20 % de la population).

Elle serait pourtant volontiers dominatrice s'il n'y avait, pour restreindre sa volonté d'évangélisation, une majorité hindoue et un gouvernement communiste local qui a lui aussi ses lettres de noblesse : il fut le premier gouvernement communiste du monde à avoir été élu démocratiquement, en 1957.

Les chrétiens constituent une « famille » d'environ 7 millions d'habitants, sur les 26 millions d'habitants de cet Etat du Sud qui ressemble, dans la bande côtière, à une gigantesque coccinelle. Les catholiques sont les plus nombreux (5 millions sur 13 millions en Inde) et, parmi eux, les « syro-malabars » l'emportent (3 millions), devant les « Latins » (1,5 million) et les « syro-malankars » (500 000). Les relations entre les représentants des trois rites sont bonnes mais parfois un peu « épidémiques ».

On appartient à la même Eglise, mais chacun a sa chapelle. Les « Latins » n'oublient pas qu'il fut un temps où les prêtres « orientaux », dont les habits sacerdotaux font penser à ceux du clergé orthodoxe, avaient femme et enfants. Comme du Père Thomas Vithayil, de l'archevêché d'Ernakulam, « nous avons des travaux communs dans certains domaines, mais il est vrai qu'il y a parfois une sorte de compétition entre nous ».

Les trois filles aînées de l'Eglise du Kerala reconnaissent l'autorité du pape, qui, s'agissant des deux rites orientaux, a bien compris que ces brebis-là, pour rester dans le troupeau, avaient besoin de l'Ébéré : les Malabars et les Malan-

kars jouissent d'une grande latitude pour modifier leur liturgie, et chacun des trois rites a sa propre conférence épiscopale.

Le Vatican n'insiste pas en faveur d'une réunification, d'ailleurs aujourd'hui impossible. En 1986, le pape fit un voyage dans la région et, en signe de bonne volonté, il accorda aux « orientaux » le droit d'aller évangéliser au-delà des frontières du Kerala. L'Eglise catholique, tous rites confondus, contrôle plus de 60 collèges et environ 460 hôpitaux et cliniques, sans parler d'une multitude d'œuvres sociales et, lors des élections, bien des votes...

Kung-fu et Kathakali

Les collèges, c'est la puissance traditionnelle de l'Eglise dans un Etat qui est le plus lettré de l'Inde. Récemment, dans le district d'Ernakulam, près de Kochin, on a fêté un curieux record, celui des 100 % d'alphabétisme. Le Kerala, ce laboratoire social, détiendrait d'autres titres du même genre, mais, hélas, deux ou trois moins flatteurs : son paysage social évolue plus vite que partout ailleurs mais sa croissance économique reste à la traîne.

La population, pour plus de 72 %, sait lire et écrire, soit le double de la moyenne nationale, et 43 % du budget sont consacrés à l'éducation. S'agissant du nombre de médecins, d'hôpitaux et de services sociaux, le Kerala arrive largement en tête, mais plus de 15 % de la population active est sans travail et 55 % de ses chômeurs sont pourvus d'un diplôme d'école supérieure ! Enfin, il y a probablement près d'un million de Kéralais qui sont allés chercher fortune ailleurs, notamment dans les pays du Proche-Orient.

La croissance démographique est maltristée, mais la densité de population reste la plus forte du pays : de 660 à 1 500 habitants au kilomètre carré. A Trivandrum et dans les bourgades qui se succèdent jusqu'à Kochin, cette « culture » et cette surpopulation sont envahissantes : une multitude d'enfants aux uniformes un peu dépenaillés et surchargés de livres de classe progressent difficilement dans des rues encombrées d'hommes qui semblent apprendre par cœur les journaux du matin, l'acte d'autre occupation.

Sur les murs de Kochin, les affiches de cinéma avec leurs héros du kung-fu envahissent le paysage. Il faut assister à l'événement qui provoque la sortie d'un nouveau film et aussi à un spectacle de Kathakali, ce théâtre raffiné de mine et de danse, pour avoir une idée de la fringale culturelle de toute une population.

L'Eglise se flatte avec juste raison de la foi de ses ouailles (sur les 7 000 séminaristes répartis dans les 46 séminaires du pays, plus de la moitié viennent du Kerala), mais le père Kallacharan, responsable des vocations pour les franciscains, relativise un peu les choses : « Devenir prêtre, c'est avoir un avenir assuré, même si on n'est pas riche. Les jeunes le savent. S'ils étaient sûrs d'avoir un bon emploi ailleurs, nombre d'entrées au séminaire disparaîtraient. Et puis, rares sont les vocations venant des villes : nos garçons et filles viennent de la campagne, et ils connaissent peu d'autres possibilités ».

Sur les plages de Kovalam, où des gamins vous susurrent parfois une offre de marijuana, les touristes occidentaux gambadent avec leur Nikon au milieu des pêcheurs décharnés qui ramènent sur la plage d'immenses filets bien peu remplis. Les quelque 80 000 pêcheurs constituent l'une des classes sociales les plus pauvres du Kerala, mais aussi l'une des plus courtisées : communistes et catholiques y recrutent leurs catéchismes les plus fidèles, du moins les « Latins », qui ont une clientèle nettement plus populaire et de basse caste que les « Syriens ».

Le Parti communiste du Kerala (CPI-M) est anticlérical par nature, et la hiérarchie catholique est anticommuniste d'expérience. Cela donne des relations à fleur de mouche, parce que les « marxistes chrétiens » sont des électeurs du parti et que l'Eglise a ses curés « rouges », populaires dans les milieux de pêcheurs, les bidonvilles et parmi les « tribaux ».

Trois d'entre eux, du rite « syro-malankar », accusés de pactiser avec l'ennemi sous prétexte de justice sociale, ont été purement et simplement suspendus de leurs fonctions sacerdotales. Le Dynamic Action Group, qui ne fait pas mystère de son engagement en faveur de la « théologie de la libération », rassemblerait plusieurs centaines de ces prêtres « rebelles ».

Mais évêques et archevêques assurent avec un sourire que l'Eglise n'a rien à craindre de ce « groupuscule-là ». Il n'empêche : la conférence générale des évêques militeuses a récemment averti les fidèles des menaces d'« infiltration » communiste au sein des institutions de l'Eglise, et une lettre pastorale a condamné toute velléité de « collaboration ».

LAURENT ZECCHINI
Lire la suite page 17

On ne choisit pas AKIOU par hasard, les grands voyageurs le savent bien !

AKIOU
L'ART DU BEAU VOYAGE

LA SAINTE RUSSIE
15 jours Paris/Paris
à partir de 13 900 FF tout compris.

SAINTES RUSSIES - "SPÉCIAL Nuits Blanches"
du 09 au 23 juin 1990
15 350 FF tout compris,
incluant 2 spectacles
durant le FESTIVAL
des NUITS BLANCHES à LENINGRAD.

Renseignements et catalogue AKIOU
dans toutes les agences de voyages et
au 47.59.47.47

SANS VISA

LA TABLE

Que d'eau !

Pure, c'est un mythe.
Elle reste pourtant indispensable...

D E plus en plus, du moins dans les villes, l'eau du robinet devient quelquefois nocive, plus souvent imbuivable, toujours sans attrait. C'est un humoriste — Alphonse Allais, je crois — qui la disait si pure qu'une seule goutte suffisait à troubler l'absinthe. Bien avant lui, La Fontaine ironisait : « Dire qu'elle est délectable ».

« C'est l'avis qu'une canne ».

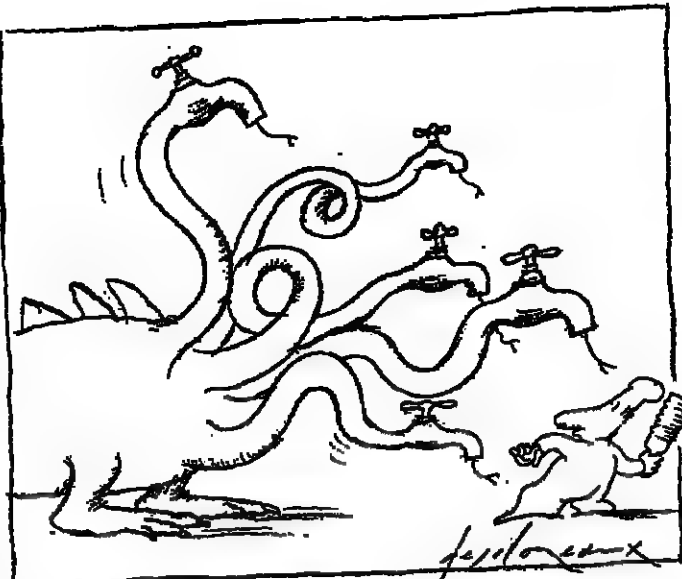
« L'eau ne fut jamais potable ».

« Que par miracle, à Cana ».

Soyons sérieux ! Même si « l'eau pure est un mythe », selon le mot du docteur Beauchamp, elle nous est indispensable. C'est ce qui fait qu'au restaurant (où, selon la loi, vous pouvez toujours exiger une carafe d'eau gratuite) les clients, à 95 %, commandent une eau minérale qu'ils payent fort cher. Avec de surcroît, un choix restreint (à quand une carte des eaux minérales comme, de plus en plus, des cartes des cafés et des thés ?). Evian, Vittel, Vichy, c'est la carte

forée. Je ne connais que deux restaurants dans Paris où l'on trouve la Chateaudon (dont Maxim's, mais oui !). Et la Volvic, l'eau « la plus pure du monde », est bien rare. Dans les bars par exemple où, s'il est criminel de servir une pureté de Perrier, un peu de Volvic au contraire l'est, à moins que vous ne la fassiez servir à part, à la manière britannique.

Des médecins vous diront que trop boire est malsain et que nombre d'éléments du repas suffisent à l'hydrater. On peut s'habituer à manger sans boire ou à ne boire qu'un verre de vin au fin de repas, à titre de récompense. Mais je crois l'eau plus que nécessaire et, dans le courant de la journée, l'on se trouvera bien, tout comme le matin à jeun, d'en boire un grand verre, aromatisé au besoin de jus de fruits divers. Et si l'on a très soif à table, garder l'eau pour accompagner la salade.



Les eaux minérales en France sont nombreuses. Mais attention ! Il ne faut pas confondre eaux minérales et eaux gazeuses, ces dernières plus agaçantes (1) peut-être mais « fabriquées ». On ne compte pas moins, je crois, de soixante-dix-sept stations thermales classées avec, dans certaines stations, plusieurs sources. Et l'on ne compte point les sources « sans station ». Vous choisirez donc, en accord avec votre goût, mais aussi avec votre médecin, votre eau quotidienne. Mais quelle qu'elle soit, notez ces précautions indispensables :

- L'oxygène de l'air altère l'eau minérale. Consommez donc la bouteille le plus rapidement possible après l'avoir débouchée. Utilisez de préférence des bouchons en caoutchouc.
- Ne rebouchez pas la bouteille avec sa capsule mais avec un bouchon de liège.
- Ne laissez pas la bouteille en position verticale mais couchée et dans un endroit sombre.
- Après le grand verre d'eau du réveil, rebouchez-vous quelques minutes.

A Paris, l'eau des canalisations est si médiocre que beaucoup d'usagers utilisent une eau minérale, pour faire le thé par exemple, voire pour la cuisine.

Il y a aussi les petites sources peu connues. En province, les restaurateurs devraient bien les « afficher » à leur carte. Tenez, les Parisiens connaissent-ils la Montigny (source de Montigny-les-Cornelles, dans le Val-d'Oise) ?

Il y a enfin les eaux-médicaments. Ce serait présomptueux que d'empêcher sur les prescriptions médicales. Puis-je cependant dire que la cure d'Hydroxydase (l'eau minérale, non pas en bouteille mais en flacon d'une ration, telle qu'on l'a « enfermée » dans son emballage au Breuil-sur-Couze, Puy-de-Dôme) est la providence du gourmand comme du gourmet, ennemi du cholestérol et des lipides comme des triglycérides supérieurs à la normale ?

Ce qui permet alors, au repas, de lever son verre de bon vin sans crainte et de s'en réjouir sans remords.

LA REYNIÈRE

MIETTES

● **PRIX ESCOFFIER.** — Le Grand Prix Auguste-Escoffier vient d'être décerné à Nice. La lauréat est une jeune cuisinière du restaurant *La Coupole*, de l'hôtel Mirabeau à Monte-Carlo, un des meilleurs de la ville pour son « panier de daurades ».

● **MILLÉSIME 1982.** — C'est celui qui vient de sortir pour le champagne Krug. La production de cette illustre maison, vinifiée en petits fûts de chêne, ne dépasse pas les 500 000 bouteilles.

● **MARRAKECH.** — Centre touristique du Maroc, Marrakech est, depuis la fin 1989, ville de congrès avec un Palais des Congrès jouxtant le Pullman Mansour Eddahbi, palace 5 étoiles.

● **COTE D'AZUR.** — Ces vins blancs, rosés et rouges, reconnus de « qualité supérieure » depuis 1956, ont conquis les marchés étrangers (40 % de leur production). Or, voilà qu'un futur tracé du TGV ferait disparaître un bon tiers de cette production (150 000 hectolitres l'an dernier). On se mobilise contre cette destruction aveugle, à juste titre. TGV peut aussi vouloir dire « très grands vins » !

● **FROMAGES ET BONS FROMAGERS.** — L'Association pour le respect des traditions fromagères françaises (ARTFF), en liaison avec le service des fraudes et les services vétérinaires, va proposer l'application d'une date limite de consommation pour les fromages.

● **LE LE VACCARE.** — Beaucoup de compliments pour ce restaurant (9, rue Favardin, en Arles, tél. : 90-96-06-17) qui a son étoile au *Bottin gourmand*. M. Bernard Dumas y pratique une cuisine « sans tapage et parfaitement réalisée », selon les termes — justes — d'un lecteur gourmand.

L.R.

RÉSIDENCES

CAMPAGNE MER MONTAGNE

Cavalière S/MER (VAR) CAPITALE MIMOSA
Jolie villa sur 1510 m² de terrain.
2 chambres, 2 s.d-b. Séjour. Salon.
Maison de gardien type T2. Piscine
1200 m² paysagées. Verrière. 1 800 000
Sté Lamy agence du port. Tél. : 94-56-35-49
16, rue Octogone (83360) Port-Grimaud

Port-Grimaud - Cité lacustre (Var)
Très beau studio. Excellent état
35 m² + Petit balcon. Très ensoleillé
Vue canal intérieur - F 500 000
Sté Lamy agence du port. Tél. : 94-56-35-49
16, rue Octogone (83360) Port-Grimaud

Renouveau du sandwich

Il y a même des endroits
où l'on ne fait qu'en manger

UN nouveau front dans la guerre picrocholine qui éclate de temps à autre de chaque côté de la Manche sur fond de xénophobie culinaire voit-il se développer à nouveau à propos des sandwiches ?

La querelle est ancienne. On a cru longtemps en France que le sandwich exigeait l'emploi de la baguette et que ses apprêts étaient limités au sempiternel « jambon-beurre », à la rosette, voire aux rillettes du Mans. Les sandwiches de « gare » tels la littérature du même nom — casse-croûtes souvent redoutables — donnaient bonne conscience à nos compatriotes.

Nos voisins ne voyaient dans ces ersatz que dévotion et dépré-
nances. 180 % des Britanniques consacraient un sandwich quotidien, 52 % en font leur déjeuner, 38 % des maîtresses de maison avouent ne pas savoir faire autre chose.

Avec l'offensive du pan bagné, n'importe, que l'on trouve aisément à Paris, on a cru contenir l'Anglais. Baguette et pain rond contre pain de mie.

En la personne de John Montagu, quatrième comte de Sandwich (1718-1792), l'Anglais, il est vrai, a donné ses lettres de noblesse à ce qui n'était au total qu'un en-cas de gigot d'agneau émincé ou de jambon fumé, serré entre deux tranches de pain de mie, destiné à nourrir les partisans acharnés d'une table de jeu. Ainsi Woody Allen se l'est pu dire de ce joueur invétéré : « Il a défilé la genre humain du repas chaud. Nous lui devons beaucoup ».

Mais c'est aux Etats-Unis que le sandwich se développe, surtout après 1950, et donne naissance au hamburger, dont le porc est exclu. Les immigrants outre-Atlantique le goûtèrent à bord des paquebots de la Hamburg America Line, qui servait un célèbre « steak de Hambourg ».

La communauté juive continua de le confectionner, haché, mélangé d'oignons et servi dans un pain rond ouvert. Ce fut le succès de la foire de Saint-Louis en 1903. Le même année, Escoffier publiait, dans son célèbre *Guide culinaire*, la recette des « sandwiches du bookmaker », réalisés avec du pain de mie. Tranchés par Escoffier, l'affaire aurait pu en rester là !

Baguette
ou pain de mie ?

Paris offre aujourd'hui un spectacle confus. La rue du Colisée, rue chaude du sandwich par excellence, en est le dérivatif. A l'angle des Champs-Élysées, *La Pomme de Pain* attire la jeunesse avec le Spécial, la Rosette, la Villagette. Au 12, rue du Colisée, devenu du genre, *La Boutique du Sandwich* adapte la méthode anglaise à l'humeur européenne : au salami hongrois, au pickled fish — poitrine fumée d'Alsace — au foie gras du Périgord, à l'insister de Jacques Maritain qui, autrefois, dotait ses amis en partance pour Londres de tels en-cas pour le voyage. En face, *La Caravelle* entend servir — jour et nuit — des sandwiches au pain parisien apprêtés avec des terrines de li-

vre et de marocain ! Plus loin encore, c'est *La Sandwicherie*, boutique anonyme comme ses produits.

Rue du Faubourg-Saint-Honoré, au 134, est située la tête de pont de la manière britannique, à l'enseigne de *Lord Sandwich*. Pas de fioritures : sur la carte, « BLT » signifie « bacon, lettuce, tomate ». Plus cocasse est la nomenclature des sandwiches composés : le *Mae West* comporte café et gouda ; le *Zorro*, guacamole et mozzarella. Intéressé au palais ! L'anglais : pastamini et gouda ; le tueur : pastamini encore avec mozzarella et gouda. Publicitaires habiles, les animateurs de *Lord Sandwich* assurent le livraison gratuitement — comme à Londres — dans un rayon de dix minutes à pied de leurs deux boutiques pour vos cocktails, pique-niques, soirées de poker, etc. (1).

Non loin de là, il faut signaler les « open-face sandwiches » de *Ladurée*, dont la qualité, en effet, défie le temps.

La *Charcuterie Alsacienne* de la rue de Buci, rive gauche, n'arrive pas à convaincre avec ses petites et grandes « mort-celles », confectionnées avec de la pâte à bœuf. Le pain au saumon du boulanger Mulot, rue des Quatre-Vents, s'accommode fort bien de poulet et de laitue. En revanche, *Derrière l'Arbre*, la *Taverne Henri IV*, le *Chai de l'Abbaye* servent des produits de terroir ou des terrines, « à l'unitaire », comme la *buvette de l'Assemblée nationale* où un fonctionnaire a imposé cette manière délectable !

Le destin
des dromadaires

Au Sauvignon, on célèbre l'Auvergne, le vin et le pain Poilâne : la mémoire du poète Maurice Fombeure, en forme d'épithète, y est toujours bien vivante : « Mourir sans boire entre les courants d'air / est le destin des dromadaires... »

Les meilleurs sandwiches londoniens se trouvent, c'est bien naturel, chez *Marks and Spencer*. Derniers en date : *Hippopotamus*, contigu de l'*Hippopotamus* de l'avenue de Wagram, confectionne à la demande des sandwiches-mie, très sages, à emporter ou à consommer sur place. Et surtout, *Lina's*, qui entraîne la jeune clientèle de la place des Victoires dans une cuisine et élégante boutique de sandwiches « prêt-à-manger » de laide, à la diable, au saumon, au labneh.

Phénomène de génération ? Les jeunes mariages, les cadres fraîchement émoussés et les « gagnants », dont la place ne fait que s'étendre et dont les mœurs sont universellement louées, le croient. Le sandwich branché est quelque peu cannibale. Ce qui est vieillissant est inévitablement croqué.

JEAN-CLAUDE RIBAUT

(1) *Lord Sandwich*, 15, rue Duphot, Paris 1^{er} (tél. : 42-60-55-94) et 134, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e (tél. : 42-56-41-68). Délai de livraison : quarante-cinq minutes.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ***NN
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970273
FAX 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre promenade et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-42-54 - Tél. 478418
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-35-35-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur câble,
téléphone direct, minibar.

Montagne

HAUTE-SAVOIE

LAC ANNEY
Hôtel **** ouvert
LES PRES DU LAC
74290 TALLOIRES
Ile d'Anney rive Est
Situation privilégiée, parc, bord du lac.
Tél. 50-60-76-11 - Fax 50-60-73-42
Télécopie 30828 Prestac F

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc n. Site classé. Stat. village. Piste.
Fond. Plus bel coin d'Europe 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Appt et chambres avec cuisine. Grill.
De 650 à 1500 F/pers./sem.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-82
Au départ des pistes de fond, demi-
pension à partir de 1400 F/pers./sem.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA ***
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-53.

Provence

DROME PROVENÇALE
Paris/4 h par TGV (Montélimar).
Site except., micro-climat, prom., musc.
UVA sauna. Cuisine à votre goût.
On ne fume pas à table.
Chambres et prix d'hiver. Mireille
Colombe. Tél. : 75-26-12-89.
Auberge du vieux village d'Aubres,
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

Sud-Ouest

PÉRIGORD
LA CLÉ DES CHAMPS ***NN
PISCINE, TENNIS
1/2 pension à partir de 152 F
GOLF
Pratices à l'hôtel
parcours 9 trous, 20 ms
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. 53-29-95-94.

Suisse

CH-1938 CHAMPEX-LAC VALAIS
Région Grand-Saint-Bernard
Paradis des promeneurs, du ski de fond,
ski de piste. Un hôtel familial qui vous
procure bien-être et détente.
Pens. compl. 7 jours : 450 à 590 F. (sem.)
1890 à 2360 F. (dim.-pén.) : 400 à
540 F. (sem.) 1690 à 2160 F. (dim.-pén.)
HOTEL SPLENDIDE
Tél. 19-41/26/83-11-45.

3320 ZERMATT-VALAIS
HOTEL HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleillée,
à proximité de l'unculaire Sunnegga.
Chambres avec balcon, cuisine, bar,
bain, w.c., radio, téléphone, TV. Hall
d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée
gratuite dans une piscine couverte.
Prix spéciaux au janvier des FS 70
(cov. FF 280) en demi-pension.
Téléphone (041) 28 67 12 03.
Famille R. Perren, tél. 472107.

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILLAISES

DOUCEURS DES ÎLES
3, rue de Bruxelles, 9^e
Tél. : 45-26-68-20. Discobothèque

BOURGUIGNONNES

CHEZ PIÉROT, 18, rue E.-Marcel,
Tél. : 45-08-05/48/17-64.
F. sam. dim. Cuisine bourgeoise.

CREOLES

LA VILLA CRÉOLE
19, rue d'Audun, 2^e
F. dim. 47-42-64-92.

FRANÇAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELMAN, 37, r. François-I^{er},
47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
Fermé samedi, dimanche.

MAÎTRE CORBEAU

42-27-19-20
F. sam. dim. dim.
6, rue d'Armaillé, 17^e. Parking assuré.

LA COUR COLEBERT

12, rue Hôtel-Colebert (5^e). 43-54-61-99. T.L.J. Cadre
XVII^e authent. PMR 200 F.

ARTOIS ISIDORE

42-25-01-10
13, r. d'Artois, 8^e. F. sam. midi, dim.

WAGON 7 - Tél. : 42-93-41-57

7, rue Bourcault, 17^e
LYONNAISES
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F.
dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8^e.
45-22-23-62. Diner périgourdin 130 F a.c.

SUD-OUEST

LA TABLE DE L'ŒIL
14, r. F.-Flocon, 18^e - F. sam. midi,
dim. 46-06-72-01
Menu 80, 120 F. Carte env. 100 F

CATALANES

LA SARDANA, 4, rue de Chaligny, 12^e.
T.L.J. 43-43-02-84. Spéc. catalanes et frans.

DANOISES ET SCANDINAVES

142, av. des Champs-Élysées, 43-59-28-41.
COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA et son agréable jardin.

ETHIOPIENNES

ENTOTTO
45-97-08-51. F. dim.
143, r. L.-M.-Nordmann, 1^{er} étage.
Dorowot, Beyenecestou av. l'indjira.

INDIENNES

MAHARAJAH
43-54-26-07
7 jours sur 7
72, bd St-Germain, M^e Maubert.
SCE NON-STOP J. 23 h 30.
Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.

SAPNA

160, r. de Charenton, 12^e.
F. lund. - 43-46-73-33.
Musique, danse indienne. Cuisine raffinée.

ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Monchev, 13^e. 45-89-08-15. F. dim.,
lund. ÉMILIE-ROMAGNE.

PORTUGAISES

SAUDADE, 34, r. des Bourdonnais, 1^{er} (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. j. 22 h 30.
F. dim. Spéc. portugaise. PÉRENNITÉ.
PRIX MARCO POLO CASANOVA 82.

THAILANDAISES

CHIENG-MAI, 12, r. Frédéric-Saunier, 5^e.
43-25-45-45. F. dim. 45. Thaï 90,30 F.S.C.

VIETNAMIENNES

NEM, 66, 66, rue Lauriston (16^e).
47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine
légère. Grand choix de grillades.

مكتبة الامم المتحدة

SANS VISA ESCALES

Chez les Tarahumaras

Tarahumaras : ils sont cinquante mille environ dans les montagnes de l'Etat de Chihuahua, au Mexique, fortement indépendants dans leurs coutumes ancestrales. Un trekking hors du temps, comme eux, ira à leur rencontre dans la sierra du Nord mexicain. Après un vol régulier Paris-Mexico, la visite de cette capitale, et un vol intérieur vers Chihuahua, le vrai voyage commence lorsqu'on prend le célèbre chemin de fer qui traverse Chihuahua au Pacifico, son nom l'indique, la serra jusqu'au Pacifico.



TOM NEE/ANA

Les voyageurs, eux, descendent à Creel. Débute alors la marche sur les pistes : forêts de pins, descente vertigineuse dans les canyons. On passe de 2 350 m à 500 m, le climat change, la végétation aussi. Arrivée dans les terres chaudes, Batopilas, par exemple, est un paradis tropical que l'on quittera pour tant pour gagner la vieille mission jésuite de Satevo, puis Cerro Colorado, une ancienne mine d'or. A Munerachi, campement sous la tente à proximité du village tarahumara. Une matinée avec eux, puis départ vers la Piedra Redonda, un sommet de

2 000 mètres. Par La Laja, Urique, Bahuichivo, le trekking se poursuit de haut plateau en vallée jusqu'à Chihuahua.

Voyageurs au Mexique (5, place André-Malraux, 75001 Paris, tél. : 42-86-67-15) programme ce trekking de quinze jours (13 200 F et 13 700 F tout compris) à partir de Pâques. Le départ du 7 avril propose le jeudi et le vendredi saints à Munerachi, avec les Tarahumaras.

Morzine au balcon

Elle se faisait attendre... mais les flocons ont enfin pris la relève des canons à neige. A Morzine, au sommet du téléphérique du Piémont (donc sans circulation automobile), le nouveau « Viking » est arrivé. Le modeste chalet d'une quinzaine de chambres, apprécié pour la superbe vue sur le massif du Mont-Blanc offerte de son balcon perché à 1 600 mètres, a été remplacé par un hôtel à 72 chambres (à deux ou trois lits), salle à manger panoramique, vaste terrasse, piscine chauffée, sauna et un bar agréable où l'on peut déguster un très grand Irish coffee.

Fruit d'une union entre la Société du téléphérique du Piémont et Nouvelles Frontières (dont il vient compléter la chaîne d'hôtels-clubs), ce neuvième Palésien étroite l'offre « montagne » du deuxième voyageur français déjà présent à Megève et à L'Alpe d'Huez. Les skieurs ont à leurs pieds le domaine du Piémont (13 pistes) et aussi

l'accès à la douzaine de stations françaises (dont Avoriaz) et suisses qui, regroupées au sein des « Portes du soleil », constituent le plus vaste espace skiable du monde. Sans oublier le ski de fond, les randonnées en raquettes, le Deltaplano et le parapente et, en bas, le charme de Morzine (un vrai village savoyard) où shopping et patinage sont à l'honneur.

En vente dans les agences Nouvelles Frontières (et par minitel 3615 et 3616 code NF), les forfaits proposés vont, selon la saison, de 2 570 F à 3 330 F la semaine, en demi-pension (réduction pour les moins de douze ans), sans l'acheminement mais avec les remontées, le matériel, l'encadrement sur les pistes, l'assurance, l'animation et le baby-child.

Caucase à cheval

Le monde à dos de cheval est-il plus beau, plus vaste ? On pourrait s'en persuader en tournant les pages du catalogue Equitour (3, chemin de Bluche, 78490 Montfort-l'Amaury, tél. : 34-86-00-31). Une petite surélévation et, surtout, la présence d'un compagnon intelligent font la différence. Le choix est difficile entre une cinquantaine de randonnées dans vingt-quatre pays. Pourtant nous n'hésiterons pas, préférant la Caucase ou l'Islande. Le Caucase pour ses paysages, l'Islande pour la pureté de ses étendues.

La randonnée dans le Caucase se situe autour de



AGNES BOREK

Mineralniovody et de Piatigorsk, au nord-est de la mer Noire. Les cavaliers s'engouffrent dans les solitudes du Caucase : forêts, réserves naturelles, prairies en fleurs, ruisseaux de cristal, des montagnes jusqu'à 3 500 m. Peu de villages, plutôt de minuscules hameaux. Treize jours, 14 680 F tout compris (vol, pension complète, cheval et équipement).

Plusieurs départs en juin, juillet et août. L'équipe comprend un guide, un interprète, un cuisinier, et... un maréchal-ferrand. Autre superbe randonnée en Altai, la chaîne montagneuse qui sépare l'Union soviétique de la Mongolie et de la Chine. Elle était jusqu'ici interdite aux étrangers. Quinze jours, 17 400 F.

En Islande, nous retenons le tour de l'Hekla, le plus grand volcan d'Islande. Il dure douze jours, comporte la traversée de fleuves

et implique donc un courage à toute épreuve. Plusieurs nuits en refuge de montagne. Il faut aussi être familiarisé avec la conduite d'un troupeau de chevaux en totale liberté. Seize jours l'été prochain, 18 150 F, tout compris.

Partons !

Ne serait-ce que pour le savoureux édit de son rédacteur en chef, Bruno Barbier, le deuxième hors-série que la magazine Grands reportages consacre aux « terres oubliées » mériterait un coup d'œil. Il y est question, en effet, de cette « épidémie désastreuse » venue d'Amérique, le « cocooning », comportement qui pousse irrésistiblement ceux qui en sont atteints à « retrouver les plaisirs de la vie d'été »,

la chaumière, le feu de bois, le pot-au-feu et les confitures ». Triste perspective, on en conviendra, pour qui, tout aussi irrésistiblement, se sent plutôt porté à découvrir le monde, si possible hors des sentiers battus.

A ceux-là, « Terres oubliées » propose cent nouvelles destinations, dont certaines ont déjà fait l'objet d'une publication et d'autres inédites, glanées sur tous les continents, de l'Algérie à la Namibie, du Canada à la Colombie, des îles Lofoten aux îles Kerkennah, de l'Inde à la Nouvelle-Calédonie, en passant par la Chine et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Sans oublier la France, la première des terres exotiques oubliées. Qui connaît, par exemple, l'Arrens, le Boischaud, le village de Bugarch, le Clergeon, le Devençon, les Ebblins, l'île d'Er, les havres de Flomare et Crabec, le massif de Sidiore, le rocher de Tombelaine ou la vallée du Toulourenc ?

Nouveauté par rapport au numéro précédent : les photos couleur, qui viennent compléter des renseignements pratiques et une cartographie très précise. Domage cependant qu'à quelques exceptions près ces clichés se révèlent franchement décevants. Rancœur sans doute du recours, au demeurant sympathique, à des reportages photographiques amateurs. Reste un édifiant antidote au « cocooning ». A lire de toute urgence au coin du feu, dans votre chaumière, en digérant votre pot-au-feu. (En vente 35 F jusqu'au 9 avril).

La petite lumière de la synagogue

J.E. Cohen a fait ses comptes : dans quinze ans au plus tard, la couverture du livre ouvert en l'an 72 (après Jésus-Christ) devra être reformée, pour toujours. Cela le rend triste bien sûr, mais l'homme n'est pas de ceux qui se laissent aller à la mélancolie. Une question le chiffonne un peu malgré tout : « Quand nous serons tous morts, qui prendra soin de la synagogue ? »

J.E. Cohen est l'un des responsables d'une communauté en voie d'extinction : vingt-huit hommes et femmes au total, dont trois « enfants » âgés de vingt-trois, vingt et seize ans. Les autres ont tous dépassé la soixantaine. C'est dire que la petite lumière qui brille jour et nuit dans la synagogue Pardesi n'en a plus pour très longtemps.

Une petite lumière vraiment, allumée il y a mille neuf cent dix-huit ans sur la côte de Malabar, à une époque où les navires marchands de l'Occident remplissaient leurs cales des épices de l'Orient. Aujourd'hui encore, ce quartier de Mattancherry, dans la banlieue de Cochin, où s'accroche une poignée de fils de David, continue le commerce du poivre, du gingembre et de la cardamome, comme il y a près de deux millénaires...

Nul ne sait avec précision les circonstances de l'arrivée de ces colons juifs, ou plutôt les explications « historiques » sont trop nombreuses. Bien avant l'ère chrétienne, vers 965 avant Jésus-Christ, les bateaux du roi Salomon avaient déjà débarqué des commerçants juifs sur les côtes du Kerala. Rien n'indique cependant que certains d'entre eux aient choisi de rester.

Les vrais colons, selon la tradition, arrivèrent bien plus tard, vers le premier siècle : après la destruction du second temple d'Israël, dix mille juifs seraient été reçus par le roi hindou local et celui-ci leur offrit l'hospitalité. Mais pourquoi cet exode ? Les persécutions en Perse, les déportations de juifs du royaume de Juda par Nabuchodonosor, le souverain de Babylone ? L'arrivée ensuite des juifs d'Espagne, vers 1492 ? Dans la mémoire collective des habitants de Jewtown, les siècles se mélangent un peu...

J.E. Cohen se souvient surtout d'exodes plus récents, engen-

drés par l'avènement de la « terre promise », le crédon de l'Etat d'Israël, en 1948, qui n'a pas fait beaucoup de bien pour la pérennité des juifs du Kerala. Après, et pendant une quinzaine d'années, Jewtown s'est vidée de sa substance, inexorablement : « Les enfants partaient les premiers et, une fois installés, ils faisaient venir les vieux. S'ils sont heureux là-bas ? Bien sûr, que pourraient-ils dire d'autre, de toute façon ? »

J.E. Cohen, lui, ne partira pas : « Ma femme et moi sommes allés en Israël en 1972, lorsque j'ai pris ma retraite, et nous sommes restés deux mois. Je n'ai pas aimé, ça non. C'est un beau pays mais y vivre est trop dur. Vous ne choisissez pas le travail que vous voulez ; vous devez accepter celui qu'ils vous donnent. Ici, je suis le roi ! J'ai été avocat, j'ai un bon revenu, je vis bien, agréablement, je m'entends bien avec tout le monde, je mourrai ici. »

Conversions successives

Et la Terre promise ? « Oui, c'est vrai, sentimentalement, c'est difficile, mais où est-il écrit dans la Bible que nous devions mourir en Israël ? Non, vraiment, je n'ai aucune raison d'aller vivre là-bas. » Les autres non plus, pense J.E. Cohen, ne partiront pas : ils s'extindront doucement, comme lui, comme la flamme de la bougie, dans l'ignorance du monde.

La famille de J.E. Cohen est installée au Kerala depuis « plus de cinq générations ». Ses ancêtres étaient de Bagdad et ses beaux-parents sont originaires du Yémen. C'est un juif « blanc », par opposition aux « noirs » et aux « marrons », la coloration venant des conversions successives, de siècle en siècle, et cela faisait bien des différences, un peu comme les castes des hindous. C'était l'époque où les juifs étaient des citoyens prospères et respectés de Cochin, le temps des sept synagogues, les années 40, lorsque la communauté comptait près de deux mille cinq cents âmes.

Jews Street est calme tôt le matin, avant le « rush » des touristes qui viennent visiter la synagogue Pardesi, cet édifice de dorures et de lampes de verre,

qui fut érigée en 1588. C'est une rue étroite aux maisons basses, de couleur ocre et bleu ciel, qui resplendissent au soleil. La communauté s'est resserrée autour du lieu saint, comme un dernier carré.

J.E. Cohen assure que c'est un réflexe de « sécurité », comme un lointain souvenir de l'époque maudite, celle des Portugais qui, après les Maures, déclarent la communauté et détruisaient la ville, au dix-septième siècle. Après il y eut les Hollandais, puis les Anglais, et la paix revint à Jewtown. Les juifs y vécurent en bonne harmonie avec les hindous, les chrétiens et les musulmans, chacun pratiquant sa religion sans s'occuper du voisin.

Les murs du village portent encore les noms d'un patrimoine culturel déclinant : « Beth Harikvah », « Salomon Hall », « Dr. Blossom Simon », « Leela Marzi ». Sur le fronton de la tour de la cloche, deux grandes fenêtres grillagées sont ornées d'un chandelier à sept branches et d'une pluie d'étoiles de David.

Jackie Cohen, le cousin de J.E. Cohen, fait volontiers admirer les 1100 carreaux de faïence bleu ciel qui recouvrent le sol de la synagogue. Ce sont tous des œuvres uniques, qui représentent des paysages chinois. Cette mosaïque fut ramassée de Canton, par Eschiel Rahab, le plus fameux des juifs de Cochin, en 1762. Le temps ne semble pas avoir laissé son empreinte.

Mais il y a déjà vingt-deux ans que fut fêté en grande pompe le 400^e anniversaire de la synagogue Pardesi. Et le dernier mariage s'est déroulé il y a douze ans. Aujourd'hui, on prie toujours devant la Torah, même sans rabbin, et l'on tâche aussi d'observer scrupuleusement le sabbat. Pour certaines fêtes, on ressort même le « shofar », cette trompette rituelle faite d'une longue corne de bœuf.

Au fond, la communauté tout entière tente de recueillir l'héritage. Depuis le départ du dernier boucher kasher, la vie est devenue plus compliquée. Le plus décevant, c'est l'état du cimetière, laissé pratiquement à l'abandon. Alors, faute de sépultures décentes, il arrive un jour où, des juifs de Cochin, cette lointaine tribu d'Israël, même la poussière se sera envolée.

L. Z.

Le Kerala, 2000 ans après Jésus-Christ

Suite de la page 15

Monsieur Joseph Pouathil, archevêque de rita malabar, reste docile : « Les communistes n'ont pas changé d'idéologie : ils veulent toujours réduire notre influence, par tous les moyens. S'ils ont pour l'instant accepté de ne pas se mêler des affaires de l'Eglise, notamment s'agissant de l'éducation, c'est momentanément. Cette guérilla-là, celle de Peppone et Don Camillo, est incessante mais fourrée. »

Union sacrée

Lorsque la menace se précise et que son patrimoine est en danger (par exemple à l'occasion d'une politique de redistribution des terres), l'Eglise ou plutôt les Eglises keralaises en oublient rites, liturgies et obédiences, bref tout ce qui les divise, et se rangent derrière leurs évêques et cardinaux pour réaliser une union sacrée de circonstance contre le « diable » communiste.

Au moment des élections, notamment, le grand schisme reprend de la vigueur. A plusieurs reprises, le gouvernement commu-

niste a dû battre en retraite devant la mobilisation des catholiques, mais aussi parfois des musulmans et des Nayers, une caste hindoue supérieure, deux communautés qui ont aussi leurs propres collèges. Les moyens, qui sont détournés, consistent souvent à fixer des limites d'âge pour le recrutement des professeurs et des infirmières, sachant que les prêtres et religieux ont d'abord à effectuer leurs humanités religieuses pendant quelques années.

Le résultat n'est pas mauvais pour l'Eglise puisque ses professeurs continuent d'être rémunérés sur fonds publics et que le gouvernement local n'a toujours pas son mot à dire sur la gestion et le recru-

tement dans les établissements scolaires catholiques !

Comme toutes les minorités non hindoues, les chrétiens du Kerala surveillent avec attention la montée en puissance des organisations hindouistes extrémistes, comme le RSS et le BJP (Bharatiya Janata Party), qui est aujourd'hui l'une des principales composantes de la majorité gouvernementale. A voir les calvaires barlochés qui parsèment les paysages de rizières et les effigies d'un Jésus-Christ barbu comme une pop star sur les murs des villes, la menace n'est pas pour demain. Et puis Don Camillo et Peppone n'ont pas fini d'en découvrir...

LAURENT ZECCHINI

LA BONNE ADRESSE

Hôtel MON SÉJOUR - CH-1864 Vers l'Eglise - Les Diablerets.

Tél. : 1941/25/53 10 13.

Hôtel 20 lits. - Prix : pension complète 60 FS ; demi-pension 48 FS.

Dortoir 60 lits. - Prix : pension complète 40 FS ; demi-pension 30 FS.

LA COTE D'AZUR EN PROMOTION AVEC FRANTOUR VOYAGE

Sur la Côte d'Azur, surplombant le Cap-Ferrat, Beautieusur-Mer offre, dans un site grandiose, ses ruelles typiques, son marché provençal, sa chapelle romane Santa-Maria-de-Olivo.

FRANTOUR VOYAGES ouvre son Hôtel FRANTOUR VICTORIA ** le 1^{er} février 1990 et vous propose de bénéficier des promotions suivantes.

- du 1 ^{er} février 1990 au 5 avril 1990	1 420,00 F
- du 22 septembre 1990 au 13 octobre 1990	
- du 5 mai 1990 au 19 mai 1990	1 520,00 F

Ces prix comprennent une semaine en demi-pension (sauf boisson), en chambre double, prix par personne en accès direct. (Assurance comprise.)

RENSEIGNEZ-VOUS :

- dans les agences de voyages FRANTOUR VOYAGES
- par téléphone : JEAN n° 45-63-03-14
- par correspondance : FRANTOUR VOYAGES B.P. 62-08-75362 Paris Cedex 08

ISLANDE

geysers et volcans

avec votre voiture

à bord du "Norröna"

de la Smyril Line

Votre agent de voyages ne s'agit pas d'un voyageur, c'est un voyageur. Voyagez avec NORRÖNA.

La ligne Norröna est la seule ligne de ferry qui relie l'Islande à la Suède et à la Finlande.

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1373

UNE SURPRISE DE TAILLE

(S2) Tournoi des États Fédérés, janvier 1990, Wijk aan Zee

Blancs : J. POKET

Noirs : J. NUNN

Défense anti-bâton

1. d4 Cx6 2. f3 Tg2 3. e4 Tg5 4. c3 Tg6 5. f4 Tg7 6. e5 Tg8 7. d5 Tg9 8. c6 Tg10 9. f5 Tg11 10. e6 Tg12 11. d6 Tg13 12. c7 Tg14 13. f6 Tg15 14. e7 Tg16 15. d8 Tg17 16. c9 Tg18 17. f8 Tg19 18. e9 Tg20 19. d9 Tg21 20. c10 Tg22 21. f10 Tg23 22. e11 Tg24 23. d12 Tg25 24. c13 Tg26 25. f14 Tg27 26. e15 Tg28 27. d16 Tg29 28. c17 Tg30 29. f18 Tg31 30. e19 Tg32 31. d20 Tg33 32. c21 Tg34 33. f22 Tg35 34. e23 Tg36 35. d24 Tg37 36. c25 Tg38 37. f26 Tg39 38. e27 Tg40 39. d28 Tg41 40. c29 Tg42 41. f30 Tg43 42. e31 Tg44 43. d32 Tg45 44. c33 Tg46 45. f34 Tg47 46. e35 Tg48 47. d36 Tg49 48. c37 Tg50 49. f38 Tg51 50. e39 Tg52 51. d40 Tg53 52. c41 Tg54 53. f42 Tg55 54. e43 Tg56 55. d44 Tg57 56. c45 Tg58 57. f46 Tg59 58. e47 Tg60 59. d48 Tg61 60. c49 Tg62 61. f50 Tg63 62. e51 Tg64 63. d52 Tg65 64. c53 Tg66 65. f54 Tg67 66. e55 Tg68 67. d56 Tg69 68. c57 Tg70 69. f58 Tg71 70. e59 Tg72 71. d60 Tg73 72. c61 Tg74 73. f62 Tg75 74. e63 Tg76 75. d64 Tg77 76. c65 Tg78 77. f66 Tg79 78. e67 Tg80 79. d68 Tg81 80. c69 Tg82 81. f70 Tg83 82. e71 Tg84 83. d72 Tg85 84. c73 Tg86 85. f74 Tg87 86. e75 Tg88 87. d76 Tg89 88. c77 Tg90 89. f78 Tg91 90. e79 Tg92 91. d80 Tg93 92. c81 Tg94 93. f82 Tg95 94. e83 Tg96 95. d84 Tg97 96. c85 Tg98 97. f86 Tg99 98. e87 Tg100 99. d88 Tg101 100. c89 Tg102 101. f90 Tg103 102. e91 Tg104 103. d92 Tg105 104. c93 Tg106 105. f94 Tg107 106. e95 Tg108 107. d96 Tg109 108. c97 Tg110 109. f98 Tg111 110. e99 Tg112 111. d100 Tg113 112. c101 Tg114 113. f102 Tg115 114. e103 Tg116 115. d104 Tg117 116. c105 Tg118 117. f106 Tg119 118. e107 Tg120 119. d108 Tg121 120. c109 Tg122 121. f110 Tg123 122. e111 Tg124 123. d112 Tg125 124. c113 Tg126 125. f114 Tg127 126. e115 Tg128 127. d116 Tg129 128. c117 Tg130 129. f118 Tg131 130. e119 Tg132 131. d120 Tg133 132. c121 Tg134 133. f122 Tg135 134. e123 Tg136 135. d124 Tg137 136. c125 Tg138 137. f126 Tg139 138. e127 Tg140 139. d128 Tg141 140. c129 Tg142 141. f130 Tg143 142. e131 Tg144 143. d132 Tg145 144. c133 Tg146 145. f134 Tg147 146. e135 Tg148 147. d136 Tg149 148. c137 Tg150 149. f138 Tg151 150. e139 Tg152 151. d140 Tg153 152. c141 Tg154 153. f142 Tg155 154. e143 Tg156 155. d144 Tg157 156. c145 Tg158 157. f146 Tg159 158. e147 Tg160 159. d148 Tg161 160. c149 Tg162 161. f150 Tg163 162. e151 Tg164 163. d152 Tg165 164. c153 Tg166 165. f154 Tg167 166. e155 Tg168 167. d156 Tg169 168. c157 Tg170 169. f158 Tg171 170. e159 Tg172 171. d160 Tg173 172. c161 Tg174 173. f162 Tg175 174. e163 Tg176 175. d164 Tg177 176. c165 Tg178 177. f166 Tg179 178. e167 Tg180 179. d168 Tg181 180. c169 Tg182 181. f170 Tg183 182. e171 Tg184 183. d172 Tg185 184. c173 Tg186 185. f174 Tg187 186. e175 Tg188 187. d176 Tg189 188. c177 Tg190 189. f178 Tg191 190. e179 Tg192 191. d180 Tg193 192. c181 Tg194 193. f182 Tg195 194. e183 Tg196 195. d184 Tg197 196. c185 Tg198 197. f186 Tg199 198. e187 Tg200 199. d188 Tg201 200. c189 Tg202 201. f190 Tg203 202. e191 Tg204 203. d192 Tg205 204. c193 Tg206 205. f194 Tg207 206. e195 Tg208 207. d196 Tg209 208. c197 Tg210 209. f198 Tg211 210. e199 Tg212 211. d200 Tg213 212. c201 Tg214 213. f202 Tg215 214. e203 Tg216 215. d204 Tg217 216. c205 Tg218 217. f206 Tg219 218. e207 Tg220 219. d208 Tg221 220. c209 Tg222 221. f210 Tg223 222. e211 Tg224 223. d212 Tg225 224. c213 Tg226 225. f214 Tg227 226. e215 Tg228 227. d216 Tg229 228. c217 Tg230 229. f218 Tg231 230. e219 Tg232 231. d220 Tg233 232. c221 Tg234 233. f222 Tg235 234. e223 Tg236 235. d224 Tg237 236. c225 Tg238 237. f226 Tg239 238. e227 Tg240 239. d228 Tg241 240. c229 Tg242 241. f230 Tg243 242. e231 Tg244 243. d232 Tg245 244. c233 Tg246 245. f234 Tg247 246. e235 Tg248 247. d236 Tg249 248. c237 Tg250 249. f238 Tg251 250. e239 Tg252 251. d240 Tg253 252. c241 Tg254 253. f242 Tg255 254. e243 Tg256 255. d244 Tg257 256. c245 Tg258 257. f246 Tg259 258. e247 Tg260 259. d248 Tg261 260. c249 Tg262 261. f250 Tg263 262. e251 Tg264 263. d252 Tg265 264. c253 Tg266 265. f254 Tg267 266. e255 Tg268 267. d256 Tg269 268. c257 Tg270 269. f258 Tg271 270. e259 Tg272 271. d260 Tg273 272. c261 Tg274 273. f262 Tg275 274. e263 Tg276 275. d264 Tg277 276. c265 Tg278 277. f266 Tg279 278. e267 Tg280 279. d268 Tg281 280. c269 Tg282 281. f270 Tg283 282. e271 Tg284 283. d272 Tg285 284. c273 Tg286 285. f274 Tg287 286. e275 Tg288 287. d276 Tg289 288. c277 Tg290 289. f278 Tg291 290. e279 Tg292 291. d280 Tg293 292. c281 Tg294 293. f282 Tg295 294. e283 Tg296 295. d284 Tg297 296. c285 Tg298 297. f286 Tg299 298. e287 Tg300 299. d288 Tg301 300. c289 Tg302 301. f290 Tg303 302. e291 Tg304 303. d292 Tg305 304. c293 Tg306 305. f294 Tg307 306. e295 Tg308 307. d296 Tg309 308. c297 Tg310 309. f298 Tg311 310. e299 Tg312 311. d300 Tg313 312. c301 Tg314 313. f302 Tg315 314. e303 Tg316 315. d304 Tg317 316. c305 Tg318 317. f306 Tg319 318. e307 Tg320 319. d308 Tg321 320. c309 Tg322 321. f310 Tg323 322. e311 Tg324 323. d312 Tg325 324. c313 Tg326 325. f314 Tg327 326. e315 Tg328 327. d316 Tg329 328. c317 Tg330 329. f318 Tg331 330. e319 Tg332 331. d320 Tg333 332. c321 Tg334 333. f322 Tg335 334. e323 Tg336 335. d324 Tg337 336. c325 Tg338 337. f326 Tg339 338. e327 Tg340 339. d328 Tg341 340. c329 Tg342 341. f330 Tg343 342. e331 Tg344 343. d332 Tg345 344. c333 Tg346 345. f334 Tg347 346. e335 Tg348 347. d336 Tg349 348. c337 Tg350 349. f338 Tg351 350. e339 Tg352 351. d340 Tg353 352. c341 Tg354 353. f342 Tg355 354. e343 Tg356 355. d344 Tg357 356. c345 Tg358 357. f346 Tg359 358. e347 Tg360 359. d348 Tg361 360. c349 Tg362 361. f350 Tg363 362. e351 Tg364 363. d352 Tg365 364. c353 Tg366 365. f354 Tg367 366. e355 Tg368 367. d356 Tg369 368. c357 Tg370 369. f358 Tg371 370. e359 Tg372 371. d360 Tg373 372. c361 Tg374 373. f362 Tg375 374. e363 Tg376 375. d364 Tg377 376. c365 Tg378 377. f366 Tg379 378. e367 Tg380 379. d368 Tg381 380. c369 Tg382 381. f370 Tg383 382. e371 Tg384 383. d372 Tg385 384. c373 Tg386 385. f374 Tg387 386. e375 Tg388 387. d376 Tg389 388. c377 Tg390 389. f378 Tg391 390. e379 Tg392 391. d380 Tg393 392. c381 Tg394 393. f382 Tg395 394. e383 Tg396 395. d384 Tg397 396. c385 Tg398 397. f386 Tg399 398. e387 Tg400 399. d388 Tg401 400. c389 Tg402 401. f390 Tg403 402. e391 Tg404 403. d392 Tg405 404. c393 Tg406 405. f394 Tg407 406. e395 Tg408 407. d396 Tg409 408. c397 Tg410 409. f398 Tg411 410. e399 Tg412 411. d400 Tg413 412. c401 Tg414 413. f402 Tg415 414. e403 Tg416 415. d404 Tg417 416. c405 Tg418 417. f406 Tg419 418. e407 Tg420 419. d408 Tg421 420. c409 Tg422 421. f410 Tg423 422. e411 Tg424 423. d412 Tg425 424. c413 Tg426 425. f414 Tg427 426. e415 Tg428 427. d416 Tg429 428. c417 Tg430 429. f418 Tg431 430. e419 Tg432 431. d420 Tg433 432. c421 Tg434 433. f422 Tg435 434. e423 Tg436 435. d424 Tg437 436. c425 Tg438 437. f426 Tg439 438. e427 Tg440 439. d428 Tg441 440. c429 Tg442 441. f430 Tg443 442. e431 Tg444 443. d432 Tg445 444. c433 Tg446 445. f434 Tg447 446. e435 Tg448 447. d436 Tg449 448. c437 Tg450 449. f438 Tg451 450. e439 Tg452 451. d440 Tg453 452. c441 Tg454 453. f442 Tg455 454. e443 Tg456 455. d444 Tg457 456. c445 Tg458 457. f446 Tg459 458. e447 Tg460 459. d448 Tg461 460. c449 Tg462 461. f450 Tg463 462. e451 Tg464 463. d452 Tg465 464. c453 Tg466 465. f454 Tg467 466. e455 Tg468 467. d456 Tg469 468. c457 Tg470 469. f458 Tg471 470. e459 Tg472 471. d460 Tg473 472. c461 Tg474 473. f462 Tg475 474. e463 Tg476 475. d464 Tg477 476. c465 Tg478 477. f466 Tg479 478. e467 Tg480 479. d468 Tg481 480. c469 Tg482 481. f470 Tg483 482. e471 Tg484 483. d472 Tg485 484. c473 Tg486 485. f474 Tg487 486. e475 Tg488 487. d476 Tg489 488. c477 Tg490 489. f478 Tg491 490. e479 Tg492 491. d480 Tg493 492. c481 Tg494 493. f482 Tg495 494. e483 Tg496 495. d484 Tg497 496. c485 Tg498 497. f486 Tg499 498. e487 Tg500 499. d488 Tg501 500. c489 Tg502 501. f490 Tg503 502. e491 Tg504 503. d492 Tg505 504. c493 Tg506 505. f494 Tg507 506. e495 Tg508 507. d496 Tg509 508. c497 Tg510 509. f498 Tg511 510. e499 Tg512 511. d500 Tg513 512. c501 Tg514 513. f502 Tg515 514. e503 Tg516 515. d504 Tg517 516. c505 Tg518 517. f506 Tg519 518. e507 Tg520 519. d508 Tg521 520. c509 Tg522 521. f510 Tg523 522. e511 Tg524 523. d512 Tg525 524. c513 Tg526 525. f514 Tg527 526. e515 Tg528 527. d516 Tg529 528. c517 Tg530 529. f518 Tg531 530. e519 Tg532 531. d520 Tg533 532. c521 Tg534 533. f522 Tg535 534. e523 Tg536 535. d524 Tg537 536. c525 Tg538 537. f526 Tg539 538. e527 Tg540 539. d528 Tg541 540. c529 Tg542 541. f530 Tg543 542. e531 Tg544 543. d532 Tg545 544. c533 Tg546 545. f534 Tg547 546. e535 Tg548 547. d536 Tg549 548. c537 Tg550 549. f538 Tg551 550. e539 Tg552 551. d540 Tg553 552. c541 Tg554 553. f542 Tg555 554. e543 Tg556 555. d544 Tg557 556. c545 Tg558 557. f546 Tg559 558. e547 Tg560 559. d548 Tg561 560. c549 Tg562 561. f550 Tg563 562. e551 Tg564 563. d552 Tg565 564. c553 Tg566 565. f554 Tg567 566. e555 Tg568 567. d556 Tg569 568. c557 Tg570 569. f558 Tg571 570. e559 Tg572 571. d560 Tg573 572. c561 Tg574 573. f562 Tg575 574. e563 Tg576 575. d564 Tg577 576. c565 Tg578 577. f566 Tg579 578. e567 Tg580 579. d568 Tg581 580. c569 Tg582 581. f570 Tg583 582. e571 Tg584 583. d572 Tg585 584. c573 Tg586 585. f574 Tg587 586. e575 Tg588 587. d576 Tg589 588. c577 Tg590 589. f578 Tg591 590. e579 Tg592 591. d580 Tg593 592. c581 Tg594 593. f582 Tg595 594. e583 Tg596 595. d584 Tg597 596. c585 Tg598 597. f586 Tg599 598. e587 Tg600 599. d588 Tg601 600. c589 Tg602 601. f590 Tg603 602. e591 Tg604 603. d592 Tg605 604. c593 Tg606 605. f594 Tg607 606. e595 Tg608 607. d596 Tg609 608. c597 Tg610 609. f598 Tg611 610. e599 Tg612 611. d600 Tg613 612. c601 Tg614 613. f602 Tg615 614. e603 Tg616 615. d604 Tg617 616. c605 Tg618 617. f606 Tg619 618. e607 Tg620 619. d608 Tg621 620. c609 Tg622 621. f610 Tg623 622. e611 Tg624 623. d612 Tg625 624. c613 Tg626 625. f614 Tg627 626. e615 Tg628 627. d616 Tg629 628. c617 Tg630 629. f618 Tg631 630. e619 Tg632 631. d620 Tg633 632. c621 Tg634 633. f622 Tg635 634. e623 Tg636 635. d624 Tg637 636. c625 Tg638 637. f626 Tg639 638. e627 Tg640 639. d628 Tg641 640. c629 Tg642 641. f630 Tg643 642. e631 Tg644 643. d632 Tg645 644. c633 Tg646 645. f634 Tg647 646. e635 Tg648 647. d636 Tg649 648. c637 Tg650 649. f638 Tg651 650. e639 Tg652 651. d640 Tg653 652. c641 Tg654 653. f642 Tg655 654. e643 Tg656 655. d644 Tg657 656. c645 Tg658 657. f646 Tg659 658. e647 Tg660 659. d648 Tg661 660. c649 Tg662 661. f650 Tg663 662. e651 Tg664 663. d652 Tg665 664. c653 Tg666 665. f654 Tg667 666. e655 Tg668 667. d656 Tg669 668. c657 Tg670 669. f658 Tg671 670. e659 Tg672 671. d660 Tg673 672. c661 Tg674 673. f662 Tg675 674. e663 Tg676 675. d664 Tg677 676. c665 Tg678 677. f666 Tg679 678. e667 Tg680 679. d668 Tg681 680. c669 Tg682 681. f670 Tg683 682. e671 Tg684 683. d672 Tg685 684. c673 Tg686 685. f674 Tg687 686. e675 Tg688 687. d676 Tg689 688. c677 Tg690 689. f678 Tg691 690. e679 Tg692 691. d680 Tg693 692. c681 Tg694 693. f682 Tg695 694. e683 Tg696 695. d684 Tg697 696. c685 Tg698 697. f686 Tg699 698. e687 Tg700 699. d688 Tg701 700. c689 Tg702 701. f690 Tg703 702. e691 Tg704 703. d692 Tg705 704. c693 Tg706 705. f694 Tg707 706. e695 Tg708 707. d696 Tg709 708. c697 Tg710 709. f698 Tg711 710. e699 Tg712 711. d700 Tg713 712. c701 Tg714 713. f702 Tg715 714. e703 Tg716 715. d704 Tg717 716. c705 Tg718 717. f706 Tg719 718. e707 Tg720 719. d708 Tg721 720. c709 Tg722 721. f710 Tg723 722. e711 Tg724 723. d712 Tg725 724. c713 Tg726 725. f714 Tg727 726. e715 Tg728 727. d716 Tg729 728. c717 Tg730 729. f718 Tg731 730. e719 Tg732 731. d720 Tg733 732. c721 Tg734 733. f722 Tg735 734. e723 Tg736 735. d724 Tg737 736. c725 Tg738 737. f726 Tg739 738. e727 Tg740 739. d728 Tg741 740. c729 Tg742 741. f730 Tg743 742. e731 Tg744 743. d732 Tg745 744. c733 Tg746 745. f734 Tg747 746. e735 Tg748 747. d736 Tg749 748. c737 Tg750 749. f738 Tg751 750. e739 Tg752 751. d740 Tg753 752. c741 Tg754 753. f742 Tg755 754. e743 Tg756 755. d744 Tg757 756. c745 Tg758 757. f746 Tg759 758. e747 Tg760 759. d748 Tg761 760. c749 Tg762 761. f750 Tg763 762. e751 Tg764 763. d752 Tg765 764. c753 Tg766 765. f754 Tg767 766. e755 Tg768 767. d756 Tg769 768. c757 Tg770 769. f758 Tg771 770. e759 Tg772 771. d760 Tg773 772. c761 Tg774 773. f762 Tg775 774. e763 Tg776 775. d764 Tg777 776. c765 Tg778 777. f766 Tg779 778. e767 Tg780 779. d768 Tg781 780. c769 Tg782 781. f770 Tg783 782. e771 Tg784 783. d772 Tg785 784. c773 Tg786 785. f774 Tg787 786. e775 Tg788 787. d776 Tg789 788. c777 Tg790 789. f778 Tg791 790. e779 Tg792 791. d780 Tg793 792. c781 Tg794 793. f782 Tg795 794. e783 Tg796 795. d784 Tg797 796. c785 Tg798 797. f786 Tg799 798. e787 Tg800 799. d788 Tg801 800. c789 Tg802 801. f790 Tg803 802. e791 Tg804 803. d792 Tg805 804. c793 Tg806 805. f794 Tg807 806. e795 Tg808 807. d796 Tg809 808. c797 Tg810 809. f798 Tg811 810. e799 Tg812 811. d800 Tg813 812. c801 Tg814 813. f802 Tg815 814. e803 Tg816 815. d804 Tg817 816. c805 Tg818 817. f806 Tg819 818. e807 Tg820 819. d808 Tg821 820. c809 Tg822 821. f810 Tg823 822. e811 Tg824 823. d812 Tg825 824. c813 Tg826 825. f814 Tg827 826. e815 Tg828 827. d816 Tg829 828. c817 Tg830 829. f818 Tg831 830. e819 Tg832 831. d820 Tg833 832. c821 Tg834 833. f822 Tg835 834. e823 Tg836 835. d824 Tg837 836. c825 Tg838 837. f826 Tg839 838. e827 Tg840 839. d828 Tg841 840. c829 Tg842 841. f830 Tg843 842. e831 Tg844 843. d832 Tg845 844. c833 Tg846 845. f834 Tg847 846. e835 Tg848 847. d836 Tg849 848. c837 Tg850 849. f838 Tg851 850. e839 Tg852 851. d840 Tg853 852. c841 Tg854 853. f842 Tg855 854. e843 Tg856 855. d844 Tg857 856. c845 Tg858 857. f846 Tg859 858. e847 Tg860 859. d848 Tg861 860. c849 Tg862 861. f850 Tg863 862. e851 Tg864 863. d852 Tg865 864. c853 Tg866 865. f854 Tg867 866. e855 Tg868 867. d856 Tg869 868. c857 Tg870 869. f858 Tg871 870. e859 Tg872 871. d860 Tg873 872. c861 Tg874 873. f862 Tg875 874. e863 Tg876 875. d864 Tg877 876. c865 Tg878 877. f866 Tg879 878. e867 Tg880 879. d868 T

Jeudi 24

AGENDA

VENDREDI 23 FÉVRIER

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

Palais de Chaillot (47-04-24-24)
La Ressortie des dictionnaires de Georges Sadoul : la Trilogie de la mine (1931), de Georg Wilhelm Pabst, 16 h ; Merry Ground (1922), d'Eric von Stroheim et Rupert Julian, 19 h ; Rétrospective Rudolf Thome (v.o.) : Berlin Chimie-sopht (1980, v.o.), de Rudolf Thome, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
La Cinéma cabine : Por primar vuz (1967, v.o. a.t.f.), d'Octavio Cortázar ; Un dia de noviembre (1972, v.o. a.t.f.), d'Antonio Solas, 14 h 30 ; Cronica de una infamia (1982, v.o. a.t.f.), de Miguel Tabares ; Habermas (1984, v.o. a.t.f.), de Pastor Vega, 17 h 30 ; Sobre los Gomez (1986, v.o. a.t.f.), de Bernabé Hernandez ; El romance del palmar (1938, v.o. a.t.f.), de Ramon Poon, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)
Les Matières de Paris : Haute Couture : Actualités Gaumont, le Paradis perdu (1939) d'Abel Gance, 14 h 30 ; Cœurs de rue : les Cils de Paris (1952) de Jean-Marie Doré, 12 h ; Les Montres (1969) de Gilles Grangier, 16 h 30 ; Chiffonniers : la Zone (1952) de Georges Lacombe, la Fille des chiffonniers (1922) d'Henri Desfontaines, 18 h 30 ; Petits Médias : Actualités Gaumont, L'été de Luce (1972) d'Alain Jessia, Violente et Françoise (1977) de Jacques Rouffio, 20 h 30 ; Actualités anciennes.

LES EXCLUSIVITÉS

ADRIENNE, LES FILMS (Fr.) : Sept Passions, 14 (43-20-32-20).
ALICE (Télécinéma) : Le voleur de la nuit, 14 (43-20-32-20).
ALICE (Télécinéma) : Le voleur de la nuit, 14 (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 FÉVRIER
« Les installations de la Cour des Comptes », 10 heures, 13, rue Cambon.
« La Vilette : de la « cité du sang » à la « cité des sciences » et au parc », 15 heures, sous-métro Courcouronnes-Carrières, 15, rue de la Vilette.
« L'œil de Monet », 10 h 30 et 14 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (Art et la manœuvre).
« Hôtel de Lassy, résidence du président de l'Assemblée », 11 heures, 33, rue d'Orsay (Inscription préalable au 45-55-87-93 (D. Bouchard)).
« Pyramide, fosses du dragon, appartements royaux du Louvre », 10 h 30 et 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Art et la manœuvre).
« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures ; « La mort du spectacle au Père-Lachaise », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Lande).
« Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée (M. Camier).
« Académie française et Institut », 11 heures, 23, rue de la Harpe (M. Pothier).
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, esplanade, sous l'Écluse (M. Merle).
« Art des céramiques de Chine (deuxième partie), du musée du Louvre », 14 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« Les salons du Louvre », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30 ; « Paris et le paysage », 15 heures, 23, rue de la Harpe (M. Merle).
« L'hôtel de la princesse Kinsky », 14 h 30, 53, rue Saint-Dominique, inscription au 45-55-87-93 (D. Bouchard).
« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (M. Heger).
« Du canal Saint-Martin à l'église Saint-Laurent », 14 h 30, métro Jacques-Bonsergent (Paris pittoresque et insolite).
« La Louvre, du donjon de Philippe Auguste à la Pyramide de Falx », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).
« La cinématique de Piquet », 14 h 45, 35, rue de Piquet (D. Fleuret).
« La crypte archéologique du parvis Notre-Dame. La cathédrale, l'archéologie et les curieuses de l'île de la Cité inconnues », 14 h 45, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance de Paris).
« La Grand-Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (L. Haulier).
« La cathédrale orthodoxe russe », 15 heures, 12, rue Daru (Tourisme culturel).
« L'église du donjon de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Restauration du passé).
« La Part communiste française », 15 heures, 2, place du Colonel-Fabien (Paris et son histoire).
« Les salons de l'hôtel Bortolotti-Quintini », 15 heures, 44, rue des Petites-Écuries (Histoire du passé).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR

(Fr.-All.) : Chlo Gaumont (Publicité Martigny), 8 (43-55-31-57) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (46-32-91-58).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN

(A., v.o.) : Clichy, 8 (43-53-10-82).

BAGDAD CAFÉ

(A., v.o.) : Clichy, 8 (43-53-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.)

La Baule, 1 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (43-38-83-83) ; Clichy, 8 (43-53-10-82) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Paquebot, 9 (43-57-35-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-84-85) ; Métro, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Wexler (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

BLACK RAIN (A., v.o.)

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-62) ; v.l. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

BONNIE GODOLFOV (Fr.-Esp.-Youg.)

Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wexler (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

BREVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol.)

Utopie Champion, 5 (43-26-84-55) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

CARNET DE NOTES SUR VÉTÉMENTS ET VÊTEMENTS (Fr.)

Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CERCLE DES PORTES DISPARUS

(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-52-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-59) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; George V, 9 (45-62-80-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-16) ; v.l. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-62) ; Saint-Lazare-Paquebot, 9 (43-57-35-43) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES EXCLUSIVITÉS

ADRIENNE, LES FILMS (Fr.) : Sept Passions, 14 (43-20-32-20).
ALICE (Télécinéma) : Le voleur de la nuit, 14 (43-20-32-20).
ALICE (Télécinéma) : Le voleur de la nuit, 14 (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 FÉVRIER
« Les installations de la Cour des Comptes », 10 heures, 13, rue Cambon.
« La Vilette : de la « cité du sang » à la « cité des sciences » et au parc », 15 heures, sous-métro Courcouronnes-Carrières, 15, rue de la Vilette.
« L'œil de Monet », 10 h 30 et 14 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (Art et la manœuvre).
« Hôtel de Lassy, résidence du président de l'Assemblée », 11 heures, 33, rue d'Orsay (Inscription préalable au 45-55-87-93 (D. Bouchard)).
« Pyramide, fosses du dragon, appartements royaux du Louvre », 10 h 30 et 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Art et la manœuvre).
« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures ; « La mort du spectacle au Père-Lachaise », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Lande).
« Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée (M. Camier).
« Académie française et Institut », 11 heures, 23, rue de la Harpe (M. Pothier).
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, esplanade, sous l'Écluse (M. Merle).
« Art des céramiques de Chine (deuxième partie), du musée du Louvre », 14 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« Les salons du Louvre », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30 ; « Paris et le paysage », 15 heures, 23, rue de la Harpe (M. Merle).
« L'hôtel de la princesse Kinsky », 14 h 30, 53, rue Saint-Dominique, inscription au 45-55-87-93 (D. Bouchard).
« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (M. Heger).
« Du canal Saint-Martin à l'église Saint-Laurent », 14 h 30, métro Jacques-Bonsergent (Paris pittoresque et insolite).
« La Louvre, du donjon de Philippe Auguste à la Pyramide de Falx », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).
« La cinématique de Piquet », 14 h 45, 35, rue de Piquet (D. Fleuret).
« La crypte archéologique du parvis Notre-Dame. La cathédrale, l'archéologie et les curieuses de l'île de la Cité inconnues », 14 h 45, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance de Paris).
« La Grand-Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (L. Haulier).
« La cathédrale orthodoxe russe », 15 heures, 12, rue Daru (Tourisme culturel).
« L'église du donjon de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Restauration du passé).
« La Part communiste française », 15 heures, 2, place du Colonel-Fabien (Paris et son histoire).
« Les salons de l'hôtel Bortolotti-Quintini », 15 heures, 44, rue des Petites-Écuries (Histoire du passé).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR

(Fr.-All.) : Chlo Gaumont (Publicité Martigny), 8 (43-55-31-57) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (46-32-91-58).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN

(A., v.o.) : Clichy, 8 (43-53-10-82).

BAGDAD CAFÉ

(A., v.o.) : Clichy, 8 (43-53-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.)

La Baule, 1 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (43-38-83-83) ; Clichy, 8 (43-53-10-82) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Paquebot, 9 (43-57-35-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-84-85) ; Métro, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Wexler (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

BLACK RAIN (A., v.o.)

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-62) ; v.l. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

BONNIE GODOLFOV (Fr.-Esp.-Youg.)

Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wexler (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

BREVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol.)

Utopie Champion, 5 (43-26-84-55) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

CARNET DE NOTES SUR VÉTÉMENTS ET VÊTEMENTS (Fr.)

Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CERCLE DES PORTES DISPARUS

(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-52-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-59) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; George V, 9 (45-62-80-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-16) ; v.l. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-62) ; Saint-Lazare-Paquebot, 9 (43-57-35-43) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES EXCLUSIVITÉS

ADRIENNE, LES FILMS (Fr.) : Sept Passions, 14 (43-20-32-20).
ALICE (Télécinéma) : Le voleur de la nuit, 14 (43-20-32-20).
ALICE (Télécinéma) : Le voleur de la nuit, 14 (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 FÉVRIER
« Les installations de la Cour des Comptes », 10 heures, 13, rue Cambon.
« La Vilette : de la « cité du sang » à la « cité des sciences » et au parc », 15 heures, sous-métro Courcouronnes-Carrières, 15, rue de la Vilette.
« L'œil de Monet », 10 h 30 et 14 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (Art et la manœuvre).
« Hôtel de Lassy, résidence du président de l'Assemblée », 11 heures, 33, rue d'Orsay (Inscription préalable au 45-55-87-93 (D. Bouchard)).
« Pyramide, fosses du dragon, appartements royaux du Louvre », 10 h 30 et 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Art et la manœuvre).
« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures ; « La mort du spectacle au Père-Lachaise », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Lande).
« Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée (M. Camier).
« Académie française et Institut », 11 heures, 23, rue de la Harpe (M. Pothier).
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, esplanade, sous l'Écluse (M. Merle).
« Art des céramiques de Chine (deuxième partie), du musée du Louvre », 14 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« Les salons du Louvre », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30 ; « Paris et le paysage », 15 heures, 23, rue de la Harpe (M. Merle).
« L'hôtel de la princesse Kinsky », 14 h 30, 53, rue Saint-Dominique, inscription au 45-55-87-93 (D. Bouchard).
« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (M. Heger).
« Du canal Saint-Martin à l'église Saint-Laurent », 14 h 30, métro Jacques-Bonsergent (Paris pittoresque et insolite).
« La Louvre, du donjon de Philippe Auguste à la Pyramide de Falx », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).
« La cinématique de Piquet », 14 h 45, 35, rue de Piquet (D. Fleuret).
« La crypte archéologique du parvis Notre-Dame. La cathédrale, l'archéologie et les curieuses de l'île de la Cité inconnues », 14 h 45, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance de Paris).
« La Grand-Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (L. Haulier).
« La cathédrale orthodoxe russe », 15 heures, 12, rue Daru (Tourisme culturel).
« L'église du donjon de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Restauration du passé).
« La Part communiste française », 15 heures, 2, place du Colonel-Fabien (Paris et son histoire).
« Les salons de l'hôtel Bortolotti-Quintini », 15 heures, 44, rue des Petites-Écuries (Histoire du passé).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR

(Fr.-All.) : Chlo Gaumont (Publicité Martigny), 8 (43-55-31-57) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (46-32-91-58).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN

(A., v.o.) : Clichy, 8 (43-53-10-82).

BAGDAD CAFÉ

(A., v.o.) : Clichy, 8 (43-53-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.)

La Baule, 1 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (43-38-83-83) ; Clichy, 8 (43-53-10-82) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Paquebot, 9 (43-57-35-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-84-85) ; Métro, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Wexler (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

BLACK RAIN (A., v.o.)

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-62) ; v.l. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

BONNIE GODOLFOV (Fr.-Esp.-Youg.)

Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wexler (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

BREVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol.)

Utopie Champion, 5 (43-26-84-55) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

CARNET DE NOTES SUR VÉTÉMENTS ET VÊTEMENTS (Fr.)

Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CERCLE DES PORTES DISPARUS

(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-52-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-59) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; George V, 9 (45-62-80-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-16) ; v.l. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-62) ; Saint-Lazare-Paquebot, 9 (43-57-35-43) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES EXCLUSIVITÉS

ADRIENNE, LES FILMS (Fr.) : Sept Passions, 14 (43-20-32-20).
ALICE (Télécinéma) : Le voleur de la nuit, 14 (43-20-32-20).
ALICE (Télécinéma) : Le voleur de la nuit, 14 (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 FÉVRIER
« Les installations de la Cour des Comptes », 10 heures, 13, rue Cambon.
« La Vilette : de la « cité du sang » à la « cité des sciences » et au parc », 15 heures, sous-métro Courcouronnes-Carrières, 15, rue de la Vilette.
« L'œil de Monet », 10 h 30 et 14 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (Art et la manœuvre).
« Hôtel de Lassy, résidence du président de l'Assemblée », 11 heures, 33, rue d'Orsay (Inscription préalable au 45-55-87-93 (D. Bouchard)).
« Pyramide, fosses du dragon, appartements royaux du Louvre », 10 h 30 et 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Art et la manœuvre).
« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures ; « La mort du spectacle au Père-Lachaise », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Lande).
« Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée (M. Camier).
« Académie française et Institut », 11 heures, 23, rue de la Harpe (M. Pothier).
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, esplanade, sous l'Écluse (M. Merle).
« Art des céramiques de Chine (deuxième partie), du musée du Louvre », 14 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« Les salons du Louvre », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (M. Merle).
« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30 ; « Paris et le paysage », 15 heures, 23, rue de la Harpe (M. Merle).
« L'hôtel de la princesse Kinsky », 14 h 30, 53, rue Saint-Dominique, inscription au 45-55-87-93 (D. Bouchard).
« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (M. Heger).
« Du canal Saint-Martin à l'église Saint-Laurent », 14 h 30, métro Jacques-Bonsergent (Paris pittoresque et insolite).
« La Louvre, du donjon de Philippe Auguste à la Pyramide de Falx », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).
« La cinématique de Piquet », 14 h 45, 35, rue de Piquet (D. Fleuret).
« La crypte archéologique du parvis Notre-Dame. La cathédrale, l'archéologie et les curieuses de l'île de la Cité inconnues », 14 h 45, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance de Paris).
« La Grand-Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (L. Haulier).
« La cathédrale orthodoxe russe », 15 heures, 12, rue Daru (Tourisme culturel).
« L'église du donjon de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Restauration du passé).
« La Part communiste française », 15 heures, 2, place du Colonel-Fabien (Paris et son histoire).
« Les salons de l'hôtel Bortolotti-Quintini », 15 heures, 44, rue des Petites-Écuries (Histoire du passé).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR

(Fr.-All.) : Chlo Gaumont (Publicité Martigny), 8 (43-55-31-57) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (46-32-91-58).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN

(A., v.o.) : Clichy, 8 (43-53-10-82).

BAGDAD CAFÉ

(A., v.o.) : Clichy, 8 (43-53-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.)

La Baule, 1 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (43-38-83-83) ; Clichy, 8 (43-53-10-82) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Paquebot, 9 (43-57-35-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-84-85) ; Métro, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Wexler (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

BLACK RAIN (A., v.o.)

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-62) ; v.l. : Hollywood Boulevard,

Jeudi 24

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans l'édition du dimanche. Signification des symboles : P Signalé dans le Monde radio-télévision • Film à éviter • On peut voir à la télé • Ne pas manquer à la radio • Chef-d'œuvre de classique.

Vendredi 23 février

TF 1

20.40 Variétés : Avis de recherche. Invité : Michel Delpech. Magazine : Et si on se disait tout. Présenté par Patrick Sabatier. Invité : Luch Watters. 23.40 Journal, Météo et Bourse. Le carnaval des carnavals. Émission présentée par Denise Fabre et Jean-Claude Brisly.

A 2

20.40 Série : SOS-Désert. L'autre planète, de Maurice Frydland, avec Alexandra Stewart, Jean-Pierre Sentier. Aposrophes. Magazine itinéraire de Bernard Pivot. Thème : Les secrets du monde. Invités : Umberto Eco (de l'université de Fribourg), André Chouraqui (L'Amour fort comme la mort), Théodore Monod (Théodore Monod, par Isabelle Jarry). 22.55 Journal et Météo. 23.15 Cinéma : Rome ville ouverte. ■■■ Film italien de Roberto Rossellini (1946).

FR 3

20.35 Magazine : Thelassa. Les épreuves du volcan, de Claude Rives et Xavier Desmets.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : La route enchantée. D'Alain Linder. 22.35 Court métrage : La trajectoire amoureuse. De Pascal Aubier. 22.55 Documentaire : Elmegano. De Julio Garcia Espinoza et Tomas Gutierrez Alca. 23.20 Documentaire : Gens de Cuba. De Ian Bruce et Keith Ross.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Coupable de silence. De Noël Black. 22.00 Documentaire : Terre déchirée. D'Adrian Warren. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : L'aventure intérieure. ■■■ Film américain de Joe Dante (1987).

LA 5

20.40 Série : Super polar. Ligne indirecte. d'Allen A. Goldstein, avec Michael Biehn, Linda Smith. 22.20 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. 0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Duel en hélicoptère. De William Graham, avec David Jensen, Elyne Hevel. Série : Brigade de nuit. 22.55 Feuilles de Jo Gaudard. 23.45 Chasseurs d'images (rediff.). 0.00 Six minutes d'informations.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. La Rive d'Emile Zola. 21.30 Musique : Black and blue. Sidney Bechet. 22.40 Nuits magnétiques. Une ville imaginaire (rediff.). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 août 1989 à Stuttgart) : Sériede n° 9 en ré majeur K. 520, de Mozart ; l'Oiseau de feu, suite de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Erich Leinsdorf ; sol : Hans Wolf, cor de poitrine. 22.20 Musique légère. (Œuvres de Joplin, Blind, Foster, Germain, Dely). 23.07 Le livre des mélanges.

Dimanche 25 février

TF 1

7.00 Série : Intrigues. 7.25 Feuilletton : Le bonheur d'en face. Jardinez avec Nicolas. 8.10 Le Disney club. Les Gnomes : La bande à Pico : Tic et Tac ; Séquence bricolage : Reportages ; Le chevalier Lumière ; Papa Dingo ; Vidéo. 10.05 Hit NRJ-TF1. 10.55 Magazine : Les animaux du monde. De Marjane de La Grange. Les chasseurs du ciel. 11.25 Magazine : Auto-moto. 11.55 Jeu : Totom... mariage. 12.30 Jeu : Le juste prix. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Sport : Spécial Haricots. 13.25 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.15 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 15.45 Feuilletton : Côte Ouest. 16.40 Tiroc à Vincennes. 16.45 Disney parade. 18.05 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : Lionel Jospin. Loto sportif. 20.00 Journal, Météo et Tapie vert. 20.40 Cinéma : Le gendarme à New-York. ■■■ Film français de Jean Girault (1965). 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Classe tous risques. ■■■ Film français de Claude Sautou (1980).

A 2

8.15 Magazine : Catin-matin. Alex ; Mini Cracra ; Quik et Rupta ; Les aventures de Joe ; Boule. 8.40 Knock-Knock (rediff.). 8.47 Jardinage. 9.00 Connaitre l'islam. 9.15 Émissions israéliennes. 9.30 Foi et traditions des chrétiens orthodoxes. 10.00 Présence protestante. 10.30 Documentaire : Dieu est venu dans l'histoire. De François Gauducheau et Raymond Viskoun. 11.00 Messe, en l'église Sainte-Pudentienne à Châlons-sur-Marne. 12.05 Dimanche Martin. Comme sur un plateau, présenté par David et Jacques Martin. 13.00 Journal et Météo. 13.20 Dimanche Martin (suite). La messe est à vous, avec Frédéric François. 14.55 Série : Mac Gyver. 15.50 L'école des fans. Invité : Denis Ravaussin. 16.35 Série : Rallye. 17.35 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Tahiti, l'eau de feu. 18.20 Magazine : Stade 2. Ski alpin : Championnat de France ; Vole : Le Globe Challenge ; Cyclisme : Le Tour du Haut-Vau ; Hockey sur glace : Championnat de France ; Athlétisme : Championnat de France de cross ; Rugby : Championnat de France ; Basket : Championnat de France ; Ski nordique : Football : Championnat de France ; Les résultats de la semaine. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Tout le tour, de Philippe Lall, avec Jean Richard, Wojtek Paszkiel. 22.15 Magazine : Musiques au cœur. D'Eve Ruggieri. 23.30 Journal et Météo. 23.50 L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (rediff.).

FR 3

8.00 Sandysymphonie. 10.30 Magazine : Mascara. Émission de RFO.

TF 1

12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine du monde rural de Jean-Claude Widmann. 13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Dumas. 14.30 Expression directe. CGO/PS. 14.50 Magazine : Sports loisirs. Magazine : Le Montagne. Hommage à Jean-Marc Bédin. 18.00 Amuse 3. Série : Gym ; Mol. Renet. 19.00 De 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapeau 3. 22.10 Journal et Météo. 22.35 D'Hervé Clavier. Invité : Marie-France Pisier. 23.00 Cinéma : Ces messieurs-dames. ■■■ Film italien de Pietro Germi (1966).

CANAL PLUS

8.25 Cabou cadin. Agence touristique. 8.55 Cinéma : Les portes tournantes. ■■■ Film canadien de Francis MacKenzie (1988). 10.35 Cinéma : L'aventure intérieure. ■■■ Film américain de Joe Dante (1987). 12.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Jacques Martin. 14.00 Extravert. Émission d'Alain Boursin, Jean-Marie Dufour, Bertrand Mello. 16.40 Documentaire : Les allumés. 16.20 Magazine : 24 heures. Rediffusion de l'émission du samedi 24. 17.15 Sport : Dimanche BOX COMPTES. 17.30 Documentaire : Terre fragile. De Phil Agland. 18.00 Cinéma : Motté-motté. ■■■ Film français de Paul Boujean (1989).

LA 5

8.00 Dessins animés. 10.40 Série : L'homme qui valait trois milliards. 11.35 Série : Superminds. 12.30 Documentaire : Beauté sauvage. De Frédéric Rossif. 13.00 Journal. 13.35 Série : Histoire de voyous (rediff.). 15.05 Téléfilm : La mort amoureuse. De Jacques Brault. 16.35 Magazine : Ciné Cinq. 16.50 Magazine : Télé-matches dimanche. 18.00 Série : Riposte. 18.50 Journal images. 19.00 Tout le monde il est gentil. 19.40 Drôles d'histoires. 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Cinéma : Les morlaux. ■■■ Film français d'Henri Verneuil (1983). 22.30 Magazine : Ciné Cinq. 22.40 Cinéma : Driver. ■■■ Film américain de Walter Hill (1978).

M 6

7.50 Variétés : Multitop. 9.00 Jeu : Pour un clip avec toi. 10.30 Variétés : Fréquentar. 11.00 Série : Les années coup de cœur. 11.30 Dessins animés : Graffiti 6. 11.55 Informations. 12.00 Informations : M 6 express. 12.05 Magazine : Sport 6 première. 12.10 Série : Mon ami Ben. 12.35 Série : La petite maison dans la prairie. 13.20 Série : Cosby show (rediff.). 13.50 Série : Commando du désert. 14.20 Série : Les routes du paradis. 15.10 Série : Les visiteurs. 16.15 Série : Brigade de nuit. 17.05 Série : Vogue. Informations : M 6 express. 18.05 Série : Davin connection. 19.00 Magazine : Culture pub. 19.30 Série : Roseanne. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Cinéma : Le guépard. ■■■ Film italien de Luchino Visconti (1963). 23.30 Magazine : Sport 6. 23.40 Capital. 23.45 Documentaire : Chasseurs d'images. Rwanda (rediff.). 0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Téléfilm : Sandra. De Guido Hendrickx. 15.25 Téléfilm : Un ange passe. De Christine Egan. 16.20 Magazine : Dynamo. De Benoit Delépine et Mathias Sanderon. 16.50 Documentaire : Cuba, personne ne voulait entendre (v.o.). De Nestor Almendros et Jorge Ulla. 17.50 Téléfilm : La route enchantée (v.o.). D'Alain Linder. 18.25 Court métrage : La trajectoire amoureuse. De Pascal Aubier. 19.45 Documentaire : El megano. De Julio Garcia Espinoza et Tomas Gutierrez Alca. 20.10 Documentaire : Gens de Cuba. De Ian Bruce et Keith Ross. 21.00 Série : Le décalogue (8 et 9). De Krzysztof Kieslowski. 23.00 Hokusaï. 23.05 Documentaire : Yasushi Inoue ou les sarrniers de la mémoire. De Jean Antoine.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Un amour impossible : Le concubinage des cantiques. 22.35 Musique : Le concert. Poème Harmonique (extraits), de Guersès, instruction de musiciens sur la guitare espagnole (extraits), de Sans, par Joplin-Smith, guitare baroque. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 février au Théâtre des Champs-Élysées) : Ouverture tragique op. 81, de Brahms ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en fa dièse mineur op. 1, de Rachmaninov ; Symphonie n° 1 en si bémol majeur op. 38, de Schumann, par l'Orchestre national de France, dir. Emil Tórkárov ; sol : Nelson Freire, piano. 23.05 Cinéma. Musiques traditionnelles. La musique populaire grecque : continuité et changements d'une tradition. Archives dans la nuit. 0.30 Concert du Quatuor Vegg, donné le 11 août 1980 : Quintette pour piano et cordes en la majeur op. 114, D. 957, Quatuor à cordes n° 19 en la mineur op. 28, D. 804, de Schubert.

Samedi 24 février

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Deux mètres de haut ! Et alors ? de Léon Zitrone. 13.45 Sport : Spécial Haricots. 13.50 La Une est à vous. 13.55 Feuilletton : Salut les honnêtes ! 14.30 La Une est à vous (suite). 14.45 Tiroc à Saint-Cloud. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.00 Divertissement : Mondo Dingo. 17.30 Trente millions d'amis. 18.00 Série : Les professionnels. 18.50 Série : Marc et Sophie. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo. 20.45 Variétés : Succès fous. Émission présentée par Christian Morin, Philippe Rissol et Patrick Roy. 22.15 Magazine : Ushualua. Spécial Haricots, en direct de Montréal. 23.20 Magazine : Formule sport. Ski : Le prologue d'Haricots ; Football : Championnat de France ; Vole : bons.

A 2

13.20 Magazine : Animalia. D'Alain Bougnat-Dubourg. 14.15 Série : Un duo explosif. 14.45 Magazine : Sports passion. Athlétisme : Championnat de France de cross à Aix-les-Bains ; Basket : Championnat de France (Saint-Quentin-Orléans). 17.30 Magazine : Aventures-voyages. 18.05 INC. 18.10 Club sandwich. 19.30 Jeu : Desaines, c'est gagné ! 20.00 Journal et Météo. 20.40 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Ducker. 22.30 Les brigades du Tigre. 23.30 Journal et Météo. 23.50 Magazine : Lunettes noires pour nuits blanches.

FR 3

13.00 Télévision régionale. 14.00 Magazine : Rencontres. Présenté par Mady Tran. — De 15.00 à 19.00 La Sept — 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. — De 20.00 à 0.00 La Sept — 0.00 Série rose : L'épreuve d'amour. CANAL PLUS 13.05 Magazine : 24 heures. D'Hervé Clavier et Erik Glaser. Magazine à Prague.

LA SEPT

14.00 Téléfilm : Secret de famille. De Jeroold Freschman. 15.40 Série : Bergerac. 16.35 Variétés : Pierre Desproges se donne en spectacle. 17.30 Documentaire : Les ébloués. L'Europe en direct, de Karol Wersba. 17.55 Cabou cadin. Charlotte, Fido et Benjamin. 18.00 Dessins animés : Décade des Bunny. — En clair jusqu'à 20.30 — 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. Présenté par Marc Tesson. 20.30 Téléfilm : Le dernier du toit. De Claude Bernard-Aubert. 21.50 Les superstars du catch. 22.45 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Les yeux de l'étranger. ■■■ Film américain de Ken Wenne (1980).

LA 5

13.35 Série : 200 dollars plus les frais. 14.30 Série : L'inspecteur Derrick. 15.40 Série : Le renard. 16.45 Série : Simon et Simon. 17.40 Série : Rintintin junior. 18.05 Série : Happy days. 18.30 Série : Arnold et Willy. 18.50 Journal images. 19.00 Tout le monde il est gentil. 19.40 Drôles d'histoires. 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Téléfilm : Le cascadeur électrique. De John Llewellyn Mow. 22.10 Série : Le voyageur. 22.40 Téléfilm : Les nuits de satin blanc. 0.00 Journal de minuit.

M 6

13.20 Série : Madame est servie (rediff.). 13.50 Série : Commando du désert. 14.20 Série : Les routes du paradis. 15.10 Série : Les visiteurs. 16.05 Musique : Boulevard des clips. 16.15 Série : Brigade de nuit. 17.05 Série : Vogue. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Variétés : Multitop. 19.25 Magazine : Turbo. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Téléfilm : Un jour, un mur. De Desmond Davis. 22.15 Variétés : Seul en chaîne. Spectacle de Michel Leguayrie.

arrivé au Café de la Gare en avril 1989. 23.10 Magazine : Culture pub. 23.40 Musique : Boulevard des clips. 0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglaise. 15.00 Magazine : Imagin. 15.30 Documentaire : Steelband of Trinidad. De Daniel Verbe. 16.20 Film d'animation : Une légende américaine. De Mario Rives. 16.30 Documentaire : Doudou Adrien, mathématicien. De Monique Staud et Jacques Brisot. 17.00 Documentaire : Une façon particulière de musique avec Nikita Magaloff. De Thierry Benzeau. 18.00 Magazine : Megamix. Magazine musical de Martin Meissonier. 19.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean. 20.45 P Téléfilm : Ballroom (v.o.). D'Alan Clayton avec Glyn Houston et William Thomas. 22.15 Soir 3. 23.30 Documentaire : Maria. D'Alexandre Sokourov. Une paysanne soviétique. 23.10 Documentaire : Notre mère est un héros. De Nicolas Oulchovitch.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Severo Gendry, Berlin. 20.45 Dramaturges. Des temps d'Étienne Griffoir ; Intermèzzo nocturne, d'Artis Balas. 22.35 Musique : Opus. Jean-Claude Magloire, pionnier de la « récitation baroque ». 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

18.00 Opéra (en direct du Châtelet) : Les maîtres chanteurs de Nuremberg, opéra en trois actes, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, le Chœur de l'Opéra de chambre de Vercovic, dir. Marek Janowski ; sol : José Van Dam, Lucia Popp, Norbert Ort, Hanna Scher, Manfred Fink, Eke Wilm Schulte, Jörn Wolf Bopart, Marthias Hella, Cornelia Hauptmann, Günther Schneider, Wolfgang Vetter, Willy Müller, Marcel Oullevier, Guy Gabella, Jean-Louis Soumagan, Andreas Becker, Petrol Evangelidis. 0.30 La terrasse des auditeurs du clair de lune.

Audience TV du 22 février 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50,7	Roue fortune 17,2	Ecran pub 7,2	Boe Thelassa 14,8	Nulle part 2,7	Reporters 4,3	Hulk 3,8
19 h 45	56,1	Roue fortune 28,0	Dessinez 12,5	Sitara 4,1	Nulle part 4,2	Journal 3,9	Roseanne 3,2
20 h 16	69,5	Journal 27,7	Journal 14,7	La classe 11,7	Nulle part 3,3	Journal 6,0	M ⁶ service 6,1
20 h 55	69,4	Menor vives 24,8	Env. spécial 11,6	Pale Rider 24,1	Portes tourn. 1,7	Coc. Molotov 6,5	Jeanes Tonic 4,6
22 h 8	62,1	Menor vives 25,0	Ou va l'Est 4,0	Pale Rider 25,0	Portes tourn. 0,9	Coc. Molotov 4,9	Jeanes Tonic 4,8
22 h 44	31,7	Ex Libris 5,5	24 h sur l'A2 3,8	Cartoon 7,4	Remix 3 1,4	2 fois Mami 9,1	Brigade nuit 3,4

COMMUNICATION

Le CSA prépare le grand ménage de la bande FM

Pour protéger les radios locales indépendantes en crise
les « Sages » veulent leur réserver le marché publicitaire local.

On dirait un mot de passe ou un numéro de code. Il suffit de lancer à la cantonade « communiqué 34 » lors d'une rencontre entre gens de la FM pour embrasser la discussion, mettre à vif quelques antagonismes. C'est qu'on a le sang chaud dans le monde de la radio ! Et ce fameux « communiqué 34 » auquel se réfère depuis six mois la profession — du CSA aux réseaux — n'a pas fini d'exacerber les passions.

Ce devait être la référence absolue en matière de radio : l'expression de la doctrine du CSA, la bible sur laquelle se fonderaient sa politique et ses grandes options pour la réorganisation de la FM. Son adoption avait été précédée de longues concertations au sein du conseil. Sa publication au cœur du mois d'août 1989, sous le titre de « Communiqué 34 », avait donné une impression de clarté soudaine dans un univers par nature embrouillé.

Jusqu'alors éclatées, dissemblables et rebelles, les 1 800 radios y retrouvaient la chance de pouvoir prendre place docilement dans une sorte de canevas. Une classification qui distinguait cinq types de radios : associatives, commerciales locales indépendantes, commerciales affiliées ou franchisées à un réseau, nationales généralistes et nationales thématiques. A chaque station locale, dès lors, de se ranger dans une catégorie et de préciser son choix, sans ambiguïté, dans son dossier de candidature à une fréquence. Un postulat était posé : le marché publicitaire devait être partagé. Désormais, les recettes commerciales locales seraient réservées au financement de programmes locaux. Les messages de publicité locale seraient exclus des programmes nationaux. La torpue du mois d'août amorçait un moment les premiers cris de protestation.

Mais l'automne est arrivé sur fond de lutte sans merci entre les radios. Et nombre de responsables ont recommencé leurs visites régulières au CSA. « Je viens de leur faire un cours sur l'économie de la FM », lançait triomphalement un

jour, à sa sortie de la rue Jacob, au patron du réseau musical. Encore deux réunions comme celle-là, et je les ai dans ma poche. Et avec, en prime, l'autorisation pour les franchisés de provinces de recourir comme bon leur semble à la publicité locale... C'est la sagesse, non ?

Ce qui est sûr, c'est que la FM se divise alors en deux blocs irréductibles : les partisans d'une réservation du marché publicitaire local aux radios réellement locales et les défenseurs d'un libéralisme à tout crin. Une question de vie ou de mort, affirmaient les deux camps.

Une évolution rapide

La querelle s'envenime. On tourne les regards vers la région Bourgogne-Franche-Comté où le CSA venait de lancer son premier appel aux candidatures. Qu'allaient faire les radios et les réseaux ? Ces derniers seraient-ils contraints d'opter pour le « tout national » en demandant eux-mêmes des fréquences pour y installer des réémetteurs du programme transmis par satellite ? Quid, en ce cas, des stations franchisées qui, par certaines, relayaient les différents réseaux en travaillant à la truffe de spots publicitaires locaux ?

L'examen de la situation n'apporta aucune réponse à ces questions. Le « communiqué 34 » semblait ne rien changer. La rumeur courait donc : le CSA baisse les bras ; son communiqué est caduc... « Il aura vécu ce que vivent les papillons », ironisait le Syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes (SIRTI), qui écrit le 31 janvier une lettre ouverte à M. Cisterne, ministre chargé de la communication, et à M. Jacques Bouzet, président du CSA.

Après une courageuse approche du problème de la FM, l'issue

on dans cette lettre, le CSA ne fait que succomber à la pression des intérêts économiques des groupes nationaux et, plus grave, se discrédite en revenant sur ses propres directives. Les stations indépendantes regroupent plus de deux millions d'auditeurs quotidiens, soit la deuxième FM de France. Il est très clair que cela en dérange beaucoup qui aimeraient voir nos stations disparaître, des sondages pour commencer, des ondes pour en finir... Nous ne concevons pas que l'Institution de régulation se prête à une de ces manœuvres par la recrudescence du communiqué 34 à laquelle s'ajoute une politique de répression presque aveugle et d'un juridisme étroit. Le ton était donné. Et le dernier MIDEM fut l'occasion de débats.

La situation sur la FM évolue très vite. Les radios en province changent de main, rachetées le plus souvent illégalement. Des vérités qui échoient parfois de jours passés, mais qui peuvent être aussi la conséquence d'une certaine forme de chantage : « Il n'y a plus guère de fréquence. Vous nous rachetez au prix que nous demandons. Jusqu'à dix millions de francs. Ou bien c'est un réseau concurrent qui sera ravi de trouver à bon compte une fenêtre dans notre ville ». Le Far-West.

S'en suit la rapide disparition des vraies radios locales au profit de stations-relais de réseaux nationaux. Il y a, certes, les associatives (près de 300), mais elles sont frappées par l'effacement du bénévolat, un cruel manque de ressources, et la difficulté de relations avec le monde des associations. Un groupe de travail lancé par M. Tascas plaçait sur la question de leur financement. Il y a surtout les radios commerciales indépendantes, un millier en 1984, pas plus d'une centaine aujourd'hui. Ce sont elles qui subissent de plein fouet la concurrence des stations franchisées, fortes de l'appui promotionnel d'un réseau, et d'un programme national éminemment commercial. Ce sont elles qui, dépendantes à près de 100 % de la publicité locale ou régionale, sont victimes du dumping acharné que font les radios franchisées pour vendre leurs spots locaux. « C'est sans issue, dit le jeune patron d'une station indépendante du Midi, en train de négocier la vente de sa station. Les franchisées ont un budget de fonctionnement minime puisque leur programme arrive par satellite. Elles peuvent donc se permettre de casser les prix pour éponger le marché, nous mettre hors de course et

ensuite nous racheter pour accueillir le programme d'un autre réseau, maîtriser leur concurrence et, pourquoi pas, proposer ensuite aux annonceurs des coupages ».

De tout cela, le CSA était conscient. Et son silence des dernières semaines s'expliquait par des débats internes pour affiner la doctrine au vu des réalités. Beaucoup s'en réjouissaient. « Le conseil fait preuve de réalisme », analysait Pierre Bellanger, le patron du réseau Skyrock. Il a réalisé combien la première mouture du communiqué 34 était un piège à réseaux. Il les reconnaissait pour mieux les sorpiller. Le coût de diffusion d'un programme national est prohibitif s'il n'est pas pris en charge par des stations affiliées libres de se ravitailler sur le marché de la publicité locale. Il faut au contraire favoriser la prospérité de réseaux nationaux, capables, en 1993, de résister aux assauts de groupes internationaux.

« Franchisées », « affiliées » « abonnées »

C'était préjuger un peu vite les intentions du CSA. Car celui-ci aujourd'hui se récrie : « Abandonner le communiqué 34 ? Il n'en est pas question ! Il témoigne d'une philosophie et d'une vision de la bande FM », explique M. Roland Faure, responsable du dossier au CSA. Il demeure notre référence, et les conventions que concluront ensemble le CSA et chacune des radios sont pleinement autorisées s'en inspirer.

L'objectif est d'éviter une ponction, par les réseaux, du marché publicitaire local et de donner aux radios locales les moyens de leur indépendance. C'est à l'aune de ce critère d'indépendance que seront classées les radios. Une station affiliée à un réseau sera supposée avoir à son égard un lien de dépendance, le but étant la diffusion la plus large possible d'un programme national.

En revanche, une radio sera réputée indépendante lorsqu'elle diffusera exclusivement ou de façon significative un programme d'intérêt local ou régional (notamment de l'information), lorsqu'elle aura recours, pour compléter ou donner à son antenne une couleur thématique, à des fournisseurs de programmes. Les contrats passés avec ces derniers seront scrutés à la loupe afin de vérifier qu'à la dif-

fusion des stations « franchisées » ou « affiliées », les stations « abonnées » garderont leur identité, la possibilité de résilier le contrat avec un simple préavis de trois mois et la plus grande indépendance. C'est à ces conditions que la radio aura la totale maîtrise de ses ressources, y compris l'accès à la publicité locale à toutes les heures souhaitées.

« Sans complaisance pour ces traqueurs »

Le CSA a donc tranché. Et pour beaucoup de radios, l'heure du choix a sonné. « Fin le temps des faucons », prévient M. Faure. Nous serons sans complaisance pour les traqueurs ou les profiteurs. Une prime est donnée aux radios d'expression locale ; tant pis si cela implique la disparition d'une poignée de commerciaux qui n'avaient que faire d'émissions locales et qui assaillaient le marché publicitaire local avec un programme parisien.

Une poignée ? Le mot fait s'élever le patron d'une station NRJ du Midi. « C'est une plaisanterie ? Ce n'est pas une poignée, mais la quasi-totalité des franchisées de province qui sont ainsi promises au dépôt de bilan. Qui donc a le droit de rayer d'un trait de plume des centaines de stations et des milliers d'emplois ? »

Le ton des patrons de réseau est lui plus circonspect. « Evidemment, cela les arrange, dit un franchisé Nostalgie. On les rencontre, aujourd'hui qu'ils peuvent demander eux-mêmes des autorisations visant à transmettre purement et simplement leur programme. »

Pas si simple. Diffuser par ses propres moyens se révèle coûteux (35 millions de francs pour couvrir deux cents agglomérations selon Jean-Paul Banderocq, le patron de NRJ) ; promouvoir et caractériser localement un programme également (30 à 40 millions de francs, selon la même source). « Peu de réseaux pourraient aujourd'hui se le permettre. » Et c'est ce qu'espèrent les franchisés qui, conscients de leur utilité précieuse, voudraient pousser la logique jusqu'au bout et, en échange du service ainsi rendu à la tête de réseau, « une compensation ». Une formule répandue aux Etats-Unis, mais qui réfrigère les patrons de Skyrock, NRJ ou Nostalgie.

Le programme est aujourd'hui gratuit, dit le premier. C'est nous-

veau. On ne pourra plus dire que la publicité locale sert à financer ce qui vient de Paris ! » « Mes origines auvergnates me poussent à être contre, sourit le second, soucieux de rester fidèle à sa réputation. Toutefois, si c'est temporairement le prix à payer pour être présent partout, et avant de maîtriser nous-mêmes les fréquences... » Le troisième est cassant : « La compensation est contraire à la philosophie de Nostalgie. » Et il usure. « Cette position du CSA favoriserait les fournisseurs de programmes comme Europe 2 au détriment des réseaux. Elle créerait une inégalité flagrante vis-à-vis de la loi que nous attaquons aussitôt devant le Conseil d'Etat. »

Nostalgie, n'en doutez pas, a de bons avocats, répond M. Roland Faure. Le CSA, lui, a de très bons juristes... »

ANNICK COJEAN

Mouvements de grève dans l'audiovisuel public

La situation reste confuse dans l'audiovisuel public touché par des mouvements de grève correspondant à plusieurs négociations salariales en cours.

Du côté des journalistes (mille quatre cents personnes environ sur les quinze mille salariés du service public), seuls le SNJ et la CGT appellent à la grève à FR 3 vendredi 23 février, pour appuyer leur revendication de résorption des inégalités avec Antenne 2. Ces syndicats demandent le paiement des jours de grève et une entente avec la tutelle ministérielle. A Radio France, SNJ, CGT et CFDT ont déposé un préavis de grève illimitée à compter du mercredi 28 février.

Pour sa part, la CFDT Radiotélévisuelle appelle l'ensemble des salariés à préparer une grève générale, à une date non fixée. La CFDT estime que le collège des employeurs n'a pas tenu ses engagements salariaux pour 1989, et repousse sans raison sa réunion prévue pour le 23 février. L'association des employeurs parle de « malentendu » et propose d'autres dates.

Enfin, en marge de ces conflits, les journalistes de Radio-France Beaufort sont en grève depuis cinq jours pour la défense du droit de grève. Ils contestent les méthodes de leur direction, lors des précédents conflits, pour assurer la continuité de l'antenne.

Colère chez Nostalgie

« C'est scandaleux ! Inévitable. Asses ! Une dire d'autre puisqu'on nous met à mort... Ils le savent, au CSA, que les radios sont aujourd'hui des entreprises ? Qu'il me faut 150 000 francs mensuels pour payer 10 salariés et qu'en l'absence de publicité locale je ferme la boutique ? Ils le savent ce que les stations de province représentent d'investissements personnels, en temps, en argent, en énergie ? Qu'elles se sont battues des années pour imposer une marque, le promouvoir, la faire aimer ? Que nullement reconnaissantes, les réseaux se préparent à nous laisser tomber, reprendre les fréquences et puis raffer la mise ? »

En colère, décidément le président de l'Association des franchisés de Nostalgie, M. Didier Malejacq, responsable de la station à Montpellier. En colère mais combatif, décidé à prouver, tant au CSA qu'aux patrons de son réseau, que les radios franchisées constituent une force avec laquelle il va falloir compter.

« On nous révérait dociles, dépendants, aux ordres. Alors que l'idée du réseau est de nous court-circuiter. Hervé Bourges, le président de RMC, propriétaire de Radio Nostalgie inter-

national, a bel et bien l'intention d'être l'exploitant direct des radios du réseau dans les plus grandes villes de France. Sa logique à terme est bien de se passer de nous... Mais il y a le court terme et il a besoin de nous... Je veux la certitude de voir mon contrat renouvelé et ne plus plus ma radio, jusqu'à ce qu'il s'y engage... La clash n'est pas exclue. Il y a d'autres réseaux qui cherchent des partenaires. Tous les contrats de toute façon devront être revus. »

Mais il est d'autres franchisés, d'autres réseaux qui tentent aujourd'hui de s'unir. Il en est qui pensent à recourir à des fournisseurs de programmes (Europe 2, la SER, l'APP...) à condition d'être bien armés pour produire aussi localement. Il en est d'autres qui, plus simplement, songent à vendre, persuadés qu'une franchise Midas, Laine Pingouin ou Mac Do est autrement plus sûre.

On ignore encore les intentions des trois franchisés Skyrock, qui, installés à Fréjus, à Lille et à Nevers, pourraient violemment réagir aux décisions du CSA. MM. Lécourt, Mauroy et Bérégovoy n'ont-ils pas le bras long ?

A. Co.

Baisse des bénéfices de News Corporation

L'année 1989 a été difficile pour M. Rupert Murdoch

News Corporation, le groupe de communication présidé par M. Rupert Murdoch, a vécu une année 1989 difficile. Au premier semestre, il n'avait pu réaliser des bénéfices exceptionnels qu'en cédant des parts dans des magazines, dont le *Esquire* américain (*Le Monde* du 29 août 1989). Le second semestre a enregistré une diminution des bénéfices nets de 65 % (642 millions de francs contre 1,8 milliard de francs à la même période en 1988).

Cette baisse est due à la longue grève des pilotes des compagnies aériennes que possède le groupe en Australie, mais surtout à Sky Television. La chaîne britannique par satellite que contrôle M. Murdoch

avoue des pertes de l'ordre de 434 millions de francs de juillet à décembre. Cependant, le groupe indique que ce déficit était conforme à ses prévisions. La hausse des taux d'intérêt sur les prêts engagés par News Corporation a aussi aggravé son bilan.

En 1989, le groupe de M. Murdoch a investi dans la presse magazine espagnole (*Zeta*), mais a échoué dans sa tentative de rachat de la compagnie américaine MGM-UA. En dépit de ses bénéfices en baisse, News Corporation enregistre un chiffre d'affaires en progression de 15 % qui s'établit à 3,03 milliards de dollars pour le second semestre 1989, soit 18 milliards de francs.

CARNET DU Monde

Naissances

— M. et M^{me} Pierre PORCHERON sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Charlotte, Juliette, Simone, au foyer de Denis et Claude PORCHERON, Marseille, le 14 février 1990.

— Brigitte et John CORBA, Lés et Tlé, sont heureux d'annoncer la naissance de

Em, à Oslo, le 24 janvier 1990.

Meltzergate 9, 0257 Oslo 2, Norvège.

— Chantal et Hwang TRAN ont la joie d'annoncer la naissance de

François Ayaserie, le 2 février 1990, à Strasbourg.

4, place de l'Eglise, 67280 Niederhaslach.

— Pierre MOSSÉ est né le 4 février 1990, en Auvergne.

De la part de ses parents, Solange et Yves MOSSÉ, et de sa sœur, Marie.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03

Tarif : la ligne R.T.

Toutes rubriques : 87 F

abonnés et abonnements : 77 F

Communications : 98 F

Décès

— M^{me} Karima Baddou, sa compagne,

M^{me} Azina Benani-Fahri, sa mère,

Ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères, nièces et neveux,

Les familles Benani, Fassi-Fahri, Baddou, Drissi, Laraki, Benani, Hahri, Berrada, Jaldi et Zini,

Ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Abdelhak BENANI, médecin psychiatre,

survenu le 21 février 1990, à Paris, à l'âge de quarante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu à Rabat, le 23 février.

11, rue Oued-Sous, Rabat, Maroc, Agdal.

194, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris.

— Le docteur Jean Ochonsky Et toute l'équipe du secteur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent de l'Hôpital Esquirol,

ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 21 février 1990, de

docteur Abdelhak BENANI, médecin psychiatre,

12, rue du Val-d'Osme, 94229 Saint-Maurice Cedex.

— Nous apprenons le décès de

Robert BRUNSCHWIG.

(Le Monde du 22 février.)

Il est né le 6 octobre 1901, à Bourges. Robert Brunschwig, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé, avait été professeur de lycée à Toulon, puis à Paris, avant de devenir maître de conférences à Alger de 1932 à 1946. Il fut le principal fondateur et directeur des écoles juives créées en Algérie à la fin des années cinquante.

Décès

— Roger et Béatrice PROVOST, ses parents,

Lacitias, sa sœur,

M^{me} François Missal-Collart, sa grand-mère,

Les familles Provost et Missal, ont la tristesse de faire part du décès de

Laurence,

survenue le 16 février 1990, à l'âge de quinze ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 20 février, à Tignes (Belgique).

13, rue de Tourville, 78000 Saint-Germain-en-Laye.

12, Potterystrat, 3300 Tignes (Belgique).

— Les familles Tzanck, Sandberg, Warin, Nennies, Loquesse, Et ses nombreux amis, ont la tristesse d'annoncer la mort du peintre

André TZANCK,

survenue le 20 février 1990, dans sa quatre-vingt-onzième année, à Saint-Restitut (Drôme), où, selon sa volonté, ont eu lieu ses obsèques.

Il a consacré sa vie à son art dans le Tricastin et a légué une partie de son œuvre et sa bibliothèque au Musée de Grignan (Drôme).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

14, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

Anniversaires

— Le 24 janvier dernier

Daniel ANKRI

est passé à l'Orient éternel.

Sa mémoire nous accompagne.

« Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

— Esprit qui les fit vivre, fais vivre leurs enfants. »

La Cécéville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Cap, le 21 février.

150

ECONOMIE

SECTION C

Le Monde

24 CEE : les marchés publics ouverts à la concurrence

25 L'impact des lieux

26 Marchés financiers

BILLET

Grandeurs et limites de la concurrence

La directive adoptée par le conseil des ministres des Douze sur les marchés publics de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, a une portée symbolique. Par l'étendue du champ ouvert à la concurrence : ces marchés, selon certaines estimations, représenteraient un montant de 600 milliards d'euros, soit la bagatelle de 4 200 milliards de francs. Par l'engagement qu'elle implique, d'autre part : les Douze ont choisi d'ouvrir des marchés publics très préservés et souvent opaques. On s'attendait à des résistances d'autant plus fortes que les secteurs concernés sont liés fortement aux pouvoirs publics (Etats ou collectivités locales) ou tenus par de puissants monopoles comme EDF.

Mais cette concurrence comporte certaines limites puisque une préférence sera accordée explicitement aux entreprises de la CEE. C'est la première fois qu'est instituée cette « préférence communautaire ». Avant la phase finale de l'Uruguay Round, la négociation sur le commerce international, c'est mettre nettement en évidence la « forteresse Europe ». Les Américains ont déjà protesté, affirmant avec un peu d'exagération que « la situation sera plus protectionniste que celle faite aux fournisseurs originaires de la CEE aux Etats-Unis ». Soit évidemment : les télécommunications ou les télégraphes sont des services où les Européens souhaitent freiner la pénétration d'ATT et d'IBM.

A l'intérieur même de la Communauté, la concurrence est loin d'être parfaite et le libéralisme dégage un certain parfum d'hypocrisie. Les plus chauds partisans de la directive sont évidemment les moins exposés. Dans le secteur de l'énergie, les seuls définis pour son application avantagent des pays comme l'Allemagne fédérale ou l'Italie, alimentés par une multitude de petits distributeurs qui échappent aux contraintes. D'autre part, dans ces pays, une partie des marchés publics restent fermés en raison de la durée des contrats (quasi perpétuels) et de l'imbriication entre les donneurs d'ordre (les collectivités) et les gestionnaires. C'est ce qui explique que les industriels français, comme la Générale des eaux ou la Lyonnaise, se soient fortement battus contre le projet. Non sans succès, puisqu'ils ont obtenu une dérogation au système pour la distribution d'eau en attendant une étude ultérieure.

G. H.
Lire également page 24

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS CHARBONNAGES DE FRANCE

AVIS DE TRAGE
Les porteurs d'obligations émises par les CHARBONNAGES DE FRANCE en règlement des indemnités dues aux actionnaires et ayants droit des entreprises nationalisées sont avisés que la transmission de ces obligations sera faite au 15 mars, rue de Berri à Paris 8^e, le

JEUDI 29 MARS 1990
à 11 heures
Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1^{er} mai 1990.
Les opérations de regroupement facilitant des fractions d'obligations de 10 F, suspendues à compter du 16 février 1990, seront reprises le vendredi 30 mars 1990.

Dans un secteur automobile en pleine restructuration et face à l'offensive japonaise Renault et Volvo concluent une alliance industrielle et financière

Renault épouse Volvo: Les deux groupes automobiles devaient annoncer un très vaste accord vendredi 23 février dans l'après-midi, après la fermeture de la Bourse de Stockholm, où la cotation de l'action Volvo a été suspendue. Sur le plan industriel, les partenaires devaient engager des coopérations techniques et commerciales dans tous les domaines d'activités, et d'abord dans les voitures et les camions. Parallèlement, pour sceller le mariage, un échange de participations au capital des deux entreprises est prévu, après une acceptation, bien entendu, de leurs actionnaires actuels qui sont privés en Suède et public à 100 % en France.

En France, cet accord conduit non seulement à un changement de statut de la régie Renault mais à une privatisation partielle avec une entrée de capitaux privés, et étrangers qui plus est, chez le premier groupe nationalisé français. Voilà pourquoi le premier ministre aurait évoqué l'affaire devant « les députés » du Parti socialiste, lundi dernier, pour les prévenir que la régie du « ni-ni » serait une nouvelle fois contournée.

La raison est « supérieure » : cet accord industriel est européen et stratégique. L'avenir de Renault vaut bien que l'on mette de côté les dogmes. M. M. Faure, ministre de l'Industrie, et Roland Seron, ministre de l'Énergie, ont une nouvelle preuve que le pragmatisme l'emporte sur l'idéologie. Même les farouches défenseurs du « ni-ni » expliquent d'ailleurs l'été dernier, après la parution des premières informa-

tions sur les négociations Renault-Volvo, qu'ils ne s'opposaient pas à un accord d'une telle portée industrielle. Le président de la République s'est probablement rangé à l'argument. Volvo, en outre, symbolise « le modèle suédois », qui, malgré sa remise en cause, est socialement et politiquement révalorisé.

Le mariage des deux entreprises était attendu, car elles sont très complémentaires. Volvo avec un chiffre d'affaires de près de 100 milliards de couronnes (avant de francs) est un partenaire en bonne santé, présent dans de nombreux domaines : voitures, camions, moteurs marins, aérospatiale, alimentaire, pharmacie, etc.

Mais dans aucun il n'a une taille suffisante sur la scène mondiale (à l'exception des camions). L'approche de 1993 et du Marché Unique des Douze (la Suède n'est pas dans la Communauté) fait de surcroît réfléchir tous les dirigeants dont le premier, M. Pehr Gyllenhammar, le PDG.

En décembre dernier, Volvo variait ses activités dans l'agro-alimentaire et la pharmacie avec Procordis, holding industrielle de l'Etat suédois. Le pays concentrait ses forces dans une société « mixte » publique-privée.

Dans les camions, Volvo est un partenaire de taille mondiale (deuxième après l'allemand Daimler) après le rachat spectaculaire de la majorité des activités dans ce secteur de l'américain General Motors (camions de marque White) en 1986. Mais il manque à contrario de capacités de production et cherche un partenaire. Des contacts avaient été pris avec l'allemand MAN et avec Renault Véhicules Industriels (troisième mondial) dès le début de l'été dernier.

Dans l'automobile, qui repré-

sente 40 % de son chiffre d'affaires, Volvo est un constructeur dit « spécialiste », concentré sur le haut de gamme. Comme pour les concurrents sur ce créneau, l'autre suédois Saab, Alfa Romeo, Jaguar, BMW ou Mercedes, les années 80 furent bonnes, grâce aux ventes américaines. Mais depuis deux ans et le repli du marché outre-Atlantique, les constructeurs « spécialistes » souffrent. A l'exception des allemands, Saab a dû se mettre sous l'aile de General Motors qui a pris 50 % de son capital. Alfa de Fiat et Jaguar de Ford. Volvo n'a pas eu encore de problème. Profit-

Europe, avait approché Bertiet (devenu Renault Véhicules Industriels). Aucune alliance n'avait pu être trouvée à l'époque, mais deux ans plus tard Renault prenait - déjà - plus de 15 % du capital du groupe suédois. En fait, le mariage fut blanc et les actions revendues à partir de 1983 lorsque la Régie eut besoin de liquidités.

Les contacts ont été renoués avant l'été dernier. Avec, au départ, un schéma assez simple de double fusion : les activités dans les camions des deux partenaires seraient réunies dans une

seule société dont Volvo aurait la majorité et Renault la minorité. Il devait en être de même pour les activités dans l'automobile avec une répartition inverse du capital (majorité française). Les deux entités de cette Régie Renault et Volvo devaient rester inchangées avec leurs actionnaires actuels. L'Etat français restait donc propriétaire à 100 % de la Régie Renault. Ce groupe aurait dû finaliser son activité automobile (comme l'est déjà RVI) mais d'un point de vue du « ni-ni », l'accord eût été un peu plus respectueux.

La divulgation du principe du

D'un point de vue plus général, cet accord entre deux géants industriels européens confirme sur un autre principe qui conserve cette fois-ci les entités des deux groupes. D'où l'idée d'un échange de participation cette fois-ci dans les holdings de tête. La France doit certes céder un peu plus sur le « ni-ni », avec une privatisation partielle de la Régie, mais l'essentiel est acquis. Les deux groupes se marient sur le plan industriel et financier. « Ensuite, l'accord évoluera sans doute » commente un haut fonctionnaire à Paris.

ERIC LE BOUCHER

Deux grands constructeurs européens

	Renault	Volvo
Chiffre d'affaires	161 400	65 790
Bénéfices	8 913	6 170
Effectifs	213 708	79 800

tant d'une image de marque axée sur la sécurité, ses modèles se vendent bien (405 000 unités l'an dernier). Mais les coûts de développement d'un nouveau modèle (8 à 10 milliards de francs) rapportés aux ventes (40 milliards) suffisent à souligner la difficulté de la survie. En outre, les fabricants japonais ont décidé de s'attaquer à ce créneau du très haut de gamme où vit Volvo. Un partenaire était donc, là aussi, indispensable.

Renault, de son côté, doit répondre, à une autre échelle, une équation similaire. Le groupe français est un « généraliste ». C'est-à-dire qu'il couvre une gamme de quatre ou cinq modèles (« petite » R 5, « moyenne » R 19, « moyenne supérieure » R 21, « grande » R 25). Mais il est le plus petit des grands européens avec une part de marché de 10,3 % en Europe en 1989. Il a devant lui, dans l'ordre, Volkswagen, Fiat, Peugeot, SA, Ford et GM, ce qui fait déjà du monde sur une route où les Japonais vont rouler plus librement dès 1993. C'est-à-dire demain.

M. Lévy, PDG de la Régie, avait indiqué, dès l'an passé, qu'il faisait sa priorité. Toutes les firmes cherchent un allié de « haut de gamme » : Volvo, avec son image de marque, sera particulièrement bien venu.

Renault et Volvo sont d'ailleurs financés. Ils fabriquent en commun (avec Peugeot) un moteur six cylindres depuis 1971. En 1973, le groupe suédois qui cherchait déjà des partenaires en

seule société dont Volvo aurait la majorité et Renault la minorité. Il devait en être de même pour les activités dans l'automobile avec une répartition inverse du capital (majorité française). Les deux entités de cette Régie Renault et Volvo devaient rester inchangées avec leurs actionnaires actuels. L'Etat français restait donc propriétaire à 100 % de la Régie Renault. Ce groupe aurait dû finaliser son activité automobile (comme l'est déjà RVI) mais d'un point de vue du « ni-ni », l'accord eût été un peu plus respectueux.

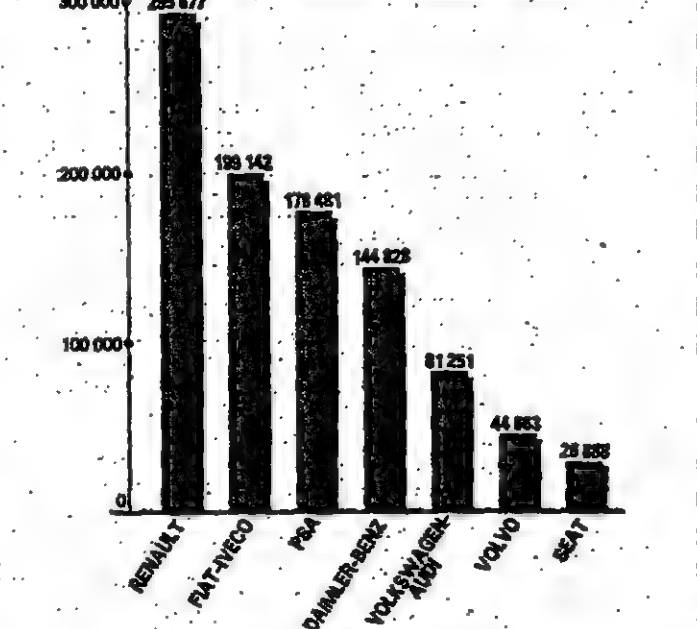
La divulgation du principe du

L'obstacle du statut

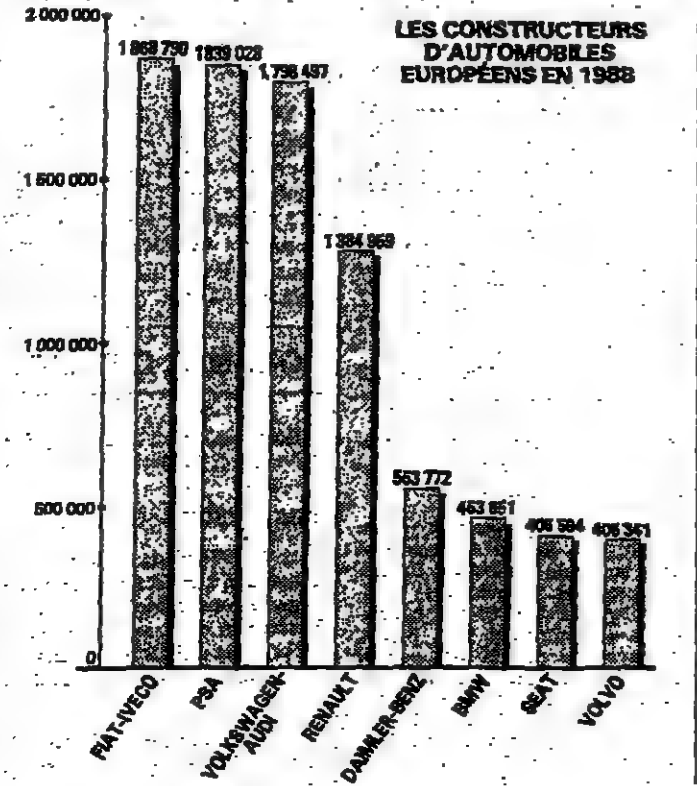
Une prise de participation croisée entre Renault et Volvo se heurterait aux principes mêmes de l'entreprise nationale, qui, depuis 1945, est une régie nationale. Cependant, un tel cadre juridique n'interdit nullement à Renault de prendre une participation dans le capital de son partenaire suédois. L'article 9 de l'ordonnance du 16 janvier 1945 précise que « le président-directeur général est habilité à prendre, avec l'approbation du conseil d'administration, toutes participations dans des sociétés industrielles ou commerciales dont l'activité intéresse l'exploitation de la régie nationale des usines Renault ».

Reste que le caractère de régie nationale interdit toute cession d'une partie de son capital. Un échange de titres entre Renault et Volvo impliquerait donc, en toute logique, une modification du statut du constructeur automobile français (sans que les pouvoirs publics perdent pour autant leur participation majoritaire). Renault dispose effectivement d'un capital, mais sans que chaque action soit pourvue d'un droit de vote. Outre l'Etat, une part du capital de la régie Renault est détenue par son personnel, directement ou par un fonds commun de placement. Les salariés détiennent aujourd'hui 2 % du capital.

Une position dominante pour les véhicules industriels...



... et une situation renforcée pour les voitures particulières.



Baisse de l'indice Nikkei et du yen Les marchés japonais déstabilisés

La Bourse de Tokyo a de nouveau chuté de 2,61 % vendredi 23 février. Depuis le début de la semaine, l'indice Nikkei a perdu 2 589,35 points, passant en dessous de la barre des 35 000 points pour la première fois depuis le mini-kraich d'octobre dernier. L'inquiétude latente des marchés a été renforcée par les désaccords affichés entre le ministère des finances et la Banque du Japon.

TOKYO

de notre correspondant

Bien que les milieux d'affaires japonais, qui avaient fortement « investi » dans les élections générales du 18 février (quelque 30 milliards de yens), aient accueilli avec soulagement la victoire du Parti libéral démocrate, les marchés financiers et la Bourse ont pu ignorer le succès des conservateurs. D'abord indifférent, le marché boursier, quant à lui, est entré dans une zone de turbulences.

Aujourd'hui, les opérateurs ont plus que jamais les yeux tournés vers la Banque du Japon, et la nouvelle hausse du taux d'escompte, anticipée par la plupart d'entre eux, paraît certaine. La seule inconnue est sa date : « par avance stabilisation » du marché boursier, a annoncé la Banque centrale. Pour certains, ce relèvement du taux de l'argent serait imminent, pour d'autres, il n'interviendrait pas avant la fin de l'exercice fiscal, le 31 mars.

Le résultat des élections passait pour l'un des facteurs d'incertitude ayant contribué à la chute du yen et à la morosité du marché des actions depuis le début de l'année. En fait, les marchés

avaient plutôt anticipé une victoire des conservateurs, et celle-ci n'a pas été suffisante pour alimenter les tendances. Après une brève remontée, lundi 19 février, jour où furent connus les résultats, le cours du yen par rapport à la devise américaine est resté à son niveau précédent (aux alentours de 145 yens pour un dollar). Quant à la Bourse, elle n'avait connu qu'un bref essor. Deux jours plus tard, mercredi 21 février, elle enregistrait sa plus forte baisse depuis le lundi noir de 1987, et la chute reprenait vendredi.

Parallèlement à l'origine de ce mouvement, les spéculations qu'alimente la perspective d'une quatrième hausse du taux d'escompte semblent ne pas avoir été le moindre des éléments. Il existe cependant des divergences entre la Banque centrale et le ministère des finances. Ce dernier estime que le taux de l'argent est suffisant ; après avoir été relevé trois fois l'année dernière, le taux d'escompte se chiffre à 4,45 % depuis le 25 décembre et, en termes réels, il dépasse celui des Etats-Unis. De son côté, l'Agence de planification fait remarquer qu'en dépit de quelques signes qui incitent à la prudence, les prix restent stables.

Pour la Banque du Japon, en revanche, deux facteurs incitent à relever le taux d'escompte : les pressions inflationnistes et le taux de change du yen.

Le risque inflationniste, souvent évoqué par la Banque centrale, ne transparaît pas encore dans les indices de prix dont la progression est faible (+0,10 % en décembre, à 2 % sur l'ensemble de 1989). Mais la faiblesse du yen ne s'en fait pas moins sentir sur les prix à l'importation. La pénurie de main-d'œuvre, exerçant des pressions à la hausse des salaires, est un autre facteur potentiel d'inflation. Si certains

analystes évoquent le sort incertain de M. Kaifu, premier ministre en suris, comme l'une des raisons de la non-réalisation du yen malgré la victoire des conservateurs, beaucoup estiment que la faiblesse de la devise japonaise est surtout due à la persistance d'une forte demande de dollars de la part des investisseurs japonais.

Un nouveau relèvement du taux d'escompte devrait donner un peu d'oxygène au yen mais accentuer aussi les pressions à la baisse sur le marché des obligations et sur celui des actions. La stagnation de ces derniers marchés confirme surtout que les investisseurs japonais ne semblent guère disposés à acheter du yen pour le transformer en avoirs au Japon.

En ce qui concerne la Bourse, intervient en outre un élément conjoncturel : un fin d'exercice fiscal, les opérateurs, gérant de grands fonds de placement, ont plutôt tendance à réaliser une partie de leur portefeuille pour que les bénéfices investis puissent apparaître en actif dans les bilans. Quant aux quatre grandes maisons de titres qui ont réalisé de solides profits en 1989, elles n'entendent guère prendre des risques avant la clôture de l'exercice. Enfin, la levée de l'hypothèque politique que faisaient planer les élections ne paraît pas avoir changé la perception globale des milieux d'affaires japonais. Bien que l'économie continue à connaître pour le treizième mois consécutif une expansion, les investisseurs semblent agir moins en fonction d'une évaluation de la situation présente de l'économie nationale que d'une anticipation des difficultés futures.

PHILIPPE PONS

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Pour l'énergie, l'eau, les transports et les télécommunications

Les marchés publics seront ouverts à la concurrence communautaire

Les ministres de la CEE chargés de la mise en œuvre de l'Acte unique ont adopté, jeudi 22 février, une directive portant sur l'ouverture des marchés publics de travaux et de fournitures dans les secteurs de l'eau potable, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'objectif est d'appliquer la nouvelle législation communautaire au 1^{er} janvier 1993, sauf en Espagne (1996), Grèce et Portugal (1998). Les Douze ont adopté l'année dernière des textes comparables pour les autres secteurs. Il leur reste maintenant à prendre position sur les marchés publics des services.

Les dispositions prises par le Conseil de la Communauté visent non seulement les organismes publics mais les sociétés privées, qui bénéficient de droits spéciaux ou exclusifs accordés par les autorités nationales, régionales ou communales. Afin de ne pas créer de trop grandes difficultés aux petites et moyennes entreprises,

les Douze ont fixé les seuils au-dessous desquels les marchés ne seront pas soumis à des appels d'offre. La barre a été placée à 5 millions d'écus (1 écu = 7 francs) pour les travaux, 400 000 écus pour les fournitures et 600 000 dans les télécommunications.

M^{me} Edith Cresson a voté contre le texte communautaire - de manière symbolique sachant personnellement que la majorité requise allait être largement atteinte - car elle souhaitait un seuil sensiblement inférieur pour les achats de matériel électrique (100 000 écus).

« Espace commercial »

Le ministre français chargé des affaires européennes était toutefois très satisfait par l'adoption, pour la première fois, d'une clause sur « la préférence communautaire ». Au titre de ce que M^{me} Edith Cresson appelle « les premiers pas vers un véritable espace commercial de la CEE », une offre émanant d'une entreprise des Douze sera obligatoirement retenue même si elle est plus onéreuse de 3 % que celle présentée par un concurrent originaire d'un pays tiers. Ce qui est finalement peu par rapport à

l'avantage accordé par les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) à leurs ressortissants (10 %) et par les États-Unis aux leurs (25 %).

Outre l'entrée en vigueur, qui sera différée pour trois pays, l'accord ministériel comporte trois dérogations importantes. Les concessions pour la distribution d'eau, la prospection et la production d'hydrocarbures sont exclues du champ d'application de la directive. Toutefois, les achats de matériel seront soumis à des procédures d'adjudication pour les marchés atteignant au moins 400 000 écus. Dans le secteur de l'énergie, c'est la fourniture de courant qui ne sera pas soumise par la nouvelle législation. On connaît l'opposition de l'Allemagne fédérale à la création d'un marché unique de l'électricité. Aujourd'hui, seuls 4 % de la production communautaire font l'objet d'échange entre les Douze. L'idée de la Commission de Bruxelles est d'ouvrir la concurrence à partir de 1995.

Les transports aériens et maritimes seront également traités à part. Les Douze considèrent que ces secteurs doivent être soumis à des règles concurrentielles. En réalité, ils présentent trop de particularités pour dépendre d'un texte général.

MARCEL SCOTTO

ENVIRONNEMENT

Après les tempêtes

La pêche est déclarée sinistrée dans trois départements bretons

Après le Finistère, la pêche a été déclarée sinistrée le 22 février dans les départements du Morbihan et des Côtes-du-Nord par des arrêtés préfectoraux reconnaissant « le caractère exceptionnel » des tempêtes qui se sont succédées depuis le mois de décembre. Les marins pêcheurs pourront bénéficier du régime de chômage partiel et de l'exonération des charges sociales pendant les périodes incriminées. Au 31 décembre 1989, la pêche fournissait en Bretagne 6 414 postes de travail, chaque poste induisant entre 2,5 et 4 emplois directs.

La pollution de l'eau par les nitrates s'étend à tout l'Ouest. Jusqu'ici circonscrite dans les zones rurales, la contamination de l'eau par les nitrates a pris une nouvelle ampleur avec les fortes pluies des dernières semaines. Ce sont à présent plusieurs centaines de communes qui sont touchées, en Bretagne, dans les Pays de la Loire, en Normandie et dans le Centre. Partout où le taux de nitrates dépasse la norme des 50 milligrammes par litre, la consommation de l'eau est déconseillée aux nourrissons et aux femmes enceintes.

SOCIAL

Le CNPF propose une augmentation de la cotisation pour le congé individuel de formation

Au cours d'une séance de négociations, le 21 février, le CNPF a proposé une augmentation de la cotisation patronale pour le congé individuel de formation qui passerait au 1^{er} mars 1991 de 0,10 % à 0,15 % de la masse salariale. Seule la CFDT a donné son accord de principe, les autres organisations étant plus réservées.

La CGT, pour sa part, refuse cette solution et déclare vouloir « empêcher un recul de vingt ans » lors de la table ronde qui se tiendra sur le même sujet, le 27 mars.

L'effort patronal en faveur du congé individuel permet en effet de relancer la discussion sur le projet de crédit-formation destiné aux salariés adultes que le gou-

vernement souhaitait créer, aux côtés du crédit-formation réservé aux jeunes. L'été dernier, M. Laigné avait voulu ouvrir une négociation sur ce thème et avait annoncé qu'il disposait de moyens financiers pour développer cette formule, appuyée sur le doublement du nombre de congés individuels de formation.

L'augmentation de la contribution envisagée par le CNPF aboutirait à consacrer 500 millions supplémentaires au dispositif. Cependant, cela ne changerait rien à l'obligation légale de 1,2 % consacrée à la formation. L'augmentation du congé individuel étant compensée par la baisse de 0,8 % à 0,75 % de la part légale réservée aux plans de formation.

Début des négociations sur le statut du personnel de l'ANPE

Dans le cadre de la réforme de l'ANPE et du service public de l'emploi que prépare M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, la direction générale de l'Agence nationale pour l'emploi a ouvert, le 22 février, des négociations sur le statut du personnel avec les syndicats. Le dossier devrait être bouclé au plus tard pour le 30 avril au rythme d'une réunion par semaine.

Au cours de ce qui a été une

séance de cadrage, M. Gérard Vanderpote a notamment proposé de simplifier la grille, les quarante types d'emplois étant rassemblés en cinq corps correspondant à autant d'échelles de rémunération, contre quarante actuellement. Les salaires moyens seront modifiés, et 58 millions de francs, la première année, 84 millions sur trois ans, seront consacrés à la mise en place d'un plan de progrès.

INDUSTRIE

Dissensions croissantes entre les actionnaires du groupe chimique italien Enimont

Trois nouveaux actionnaires du groupe chimique italien Enimont se sont fait connaître jeudi 22 février alors que dans le même temps les dissensions entre les deux grands porteurs de parts, les groupes public ENI (40 %) et privé Montedison (40 %) s'accroissent.

Il s'agit de la Société centrale d'investissements présidée par M. Jean-Marie Vercesi qui a acquis 4 % du capital, du groupe italien Varasi (1,2 %), et de la banque d'affaires américaine Prudential Bache (5 %). Ces trois investisseurs se sont tous rangés aux côtés de M. Raul Gardini, président du groupe Ferruzzi, propriétaire de Montedison, ce qui devrait lui permettre ainsi d'avoir le contrôle du leader italien de la chimie. La

création d'Enimont remonte à décembre 1988 avec la fusion des activités chimiques de l'ENI et de la chimie de base de Montedison. Les deux actionnaires ont alors reçu chacun 40 % des actions de ce groupe semi-publique, les 20 % restants étant vendus en Bourse en septembre dernier.

Toutefois, les désaccords n'ont pas tardé à surgir entre les deux protagonistes qui convenaient de renégocier leur accord (Le Monde du 7 février). Mais les tensions sont si fortes que les autorités italiennes, qui devaient se prononcer le 22 février sur le devenir de cette firme, ont décidé de reporter leur réunion au mardi 27 février.

EN BREF

■ Sema Group achète la moitié d'une société de services financiers. — Sema Group, deuxième société de services informatiques, a annoncé, vendredi 23 février, l'acquisition de 49 % de Tibet. Spécialisée dans l'informatique financière, Tibet, créée en décembre 1987 par la Société des Bourses françaises (SBF) et 25 sociétés de Bourses parisiennes, a réalisé en 1988 (dernier chiffre connu) un chiffre d'affaires de 160 millions de francs et employé 230 personnes. C'est la SBF qui a cédé pour 5 millions de francs sa participation dans Tibet à Sema Group, qui réalise déjà plus de 25 % de son chiffre d'affaires dans le secteur de la banque et de la finance.

■ Lourde perte de la Midland Bank en 1989. — La Midland Bank a enregistré une perte avant impôts de 261 millions de livres (2,5 milliards de francs) en 1989, contre un bénéfice de 693 millions de livres (6,9 milliards de francs) l'année précédente, a

annoncé jeudi 22 février la banque britannique. La perte a été provoquée par la constitution de provisions exceptionnelles de 846 millions de livres sur prêts au tiers-monde, de provisions ordinaires de 307 millions sur prêts commerciaux et d'une provision de 31 millions pour possibles pertes sur swaps de taux d'intérêt. Aucune provision exceptionnelle n'avait été constituée en 1988. Midland a désormais couvert à 50,2 % ses risques dans le tiers-monde, contre 32,6 % il y a un an.

■ L'AFB dénonce la publicité des caisses d'épargne. — L'Association française des banques a, jeudi 22 février, la direction générale de la concurrence à propos de la campagne publicitaire des caisses d'épargne autour du Plan d'épargne populaire (PEP). Cette campagne laisserait supposer que les caisses d'épargne seraient les seules à offrir un « PEP sans impôts, ce qui constitue une contre vérité » estime l'AFB.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 23 février 1990 :

DES DÉCRETS

■ N° 90-167 du 21 février 1990 concédant à la Compagnie d'aménagement des canaux de Gascogne l'exécution des travaux de restauration et de modernisation du canal de la Neste ainsi que son exploitation.

■ N° 90-171 du 21 février 1990 relatif à la taxe parafiscale sur les spectacles.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREF DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 1^{re} chambre de la Cour d'Appel de Paris du 3 octobre 1989, M. BALADI GIBERT, né le 30 janvier 1943 au CAIRE (Egypte), demeurant 19, rue Ernest-Delaunay à NEUILLY-SUR-SEINE (92) a été condamné à 30 000 F d'amende et à payer à la P.C. la somme de 3 500 F à titre de dommages-intérêts pour publicité fautive ou de nature à induire en erreur, commise en 1986 et 1987 à PARIS.

La cour a, en outre ordonné, aux fins de condamner la publication de cet arrêt, par extrait dans FIGARO MAGAZINE, V.S.O. et LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/LE GREFFIER, EN CHIEF.

TRANSPORTS

Propriétaire des compagnies Continental et Eastern Airlines

Texas Air vend la moitié de son système de réservation à une société de services informatiques

NEW-YORK

de notre correspondant

Texas Corp., la société de M. Frank Lorenzo qui détient les compagnies Continental et Eastern Airlines, a annoncé le 21 février à New-York la vente à Electronic Data Systems (EDS), filiale de General Motors, de la moitié de sa centrale de réservation, System One. Ce rachat, le troisième en importance - après le Sabre d'American Airlines et l'Appolo de United Airlines - sur les cinq que comptent les États-Unis, permet une liaison directe avec 7 700 points de vente répartis sur l'ensemble du territoire.

De plus, grâce à son système CRS, dépendant de Continental, le groupe aura accès à un réseau de vingt mille terminaux de réservation installés dans plusieurs pays européens, dès l'entrée en vigueur, fin 1990, d'Amadeus. Une centrale de réservation par ordinateur, créée à l'initiative d'IBM, de System One et d'un consortium de compagnies aériennes européennes (Air France, Iberia, Lufthansa et SAS).

Dans la lutte que se livrent les compagnies internationales pour attirer le voyageur et négocier leurs prix au plus bas, ces systèmes de réservation sont une arme déterminante, et on comprend mal pourquoi M. Lorenzo a accepté d'abandonner 50 % de System One. Si ce n'est pour des motifs financiers, compte tenu des difficultés que traverse son groupe. Une idée qu'il a aussitôt recuée. Les 250 millions de dollars retirés de la cession à EDS n'iront pas aux créanciers d'Eastern Airlines, cette compagnie acquise en décembre 1986 (après avoir englouti, quatre ans plus tôt, Continental Airlines) et qui, placée depuis plus d'un an sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, a de plus en plus de mal à rendre crédible son éventuel redressement.

Fin 1989, Eastern Airlines n'af-

ficait plus qu'un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars (contre 3,8 milliards l'année précédente), mais ses pertes passaient de 339 millions à 852 millions de dollars d'un exercice à l'autre. Continental Airlines ne va pas mieux. En 1988, la société avait annoncé une perte de 315 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de 4,7 milliards. Les chiffres 1989, qui seront bientôt connus, sont encore plus mauvais, et chacun se demande aujourd'hui comment M. Lorenzo va faire face à l'endettement de Texas Air, la société holding du groupe, qui dépasse les 5 milliards de dollars.

Plus timoré qu'à l'accoutumée, le patron de Texas Air a rappelé qu'il avait déjà injecté plus de 400 millions de dollars dans System One depuis son rachat en 1987 auprès d'Eastern Airlines, une opération dénoncée à l'époque par les syndicats, qui accusaient alors M. Lorenzo d'avoir volontairement sous-estimé la valeur de la société. Aujourd'hui, en choisissant EDS pour répandre dans System One, il a su, affirme-t-il, qu'il pouvait compter sur l'expérience de cette société spécialisée dans le traitement de l'information et dans l'usage des télécommunications.

Installée à Dallas (Texas Air a son siège à Houston) Electronic Data Systems emploie plus de cinquante-sept mille personnes et son chiffre d'affaires a atteint 5,5 milliards de dollars en 1989. EDS, première société de service informatique du monde, fondée par le célèbre Ross Perot, est filiale à 100 % de General Motors depuis 1984. Implantée dans vingt-huit pays, elle voit dans l'accord passé avec M. Lorenzo le moyen de prendre pied sur le marché des compagnies aériennes via les systèmes de réservation. Pour l'heure, les deux tiers des trois mille trois cents employés de System One seront transférés à EDS pour former l'armature de sa division transports.

SERGE MARTI

■ Aer Lingus et Aeroflot créent une filiale commune. — Les compagnies aériennes Aer Lingus (Irlande) et Aeroflot (URSS) discutent de la possibilité de créer des sociétés communes. Les négociations portent sur le lancement d'une nouvelle compagnie qui desservirait des lignes non exploitées par Aer Lingus et qui développerait le trafic transitant par l'aéroport de Shannon (Irlande) entre l'URSS et les États-Unis. Aer Lingus a proposé d'accroître son assistance technique et de

former les équipages de l'Aeroflot, qui disposent, dès cette année, de plusieurs Airbus.

■ Panam achète quarante avions régionaux à British Aerospace. — La compagnie américaine Panam a commandé 20 avions de transport régional Jetstream-31 et Jetstream-41 fabriqués par British Aerospace et pris 20 options sur ces types d'appareils. Le montant du contrat s'élève à 210 millions de dollars (1,1 milliard de francs). Ces avions, qui desserviront l'aéroport de Miami, seront livrés entre 1990 et 1993.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EPARCOURT-SICAV

SICAV COURT TERME RÉGULIÈRE
pour le placement de vos disponibilités

MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Thiolon, proposera aux actionnaires de la Sicav, réunis en assemblée générale extraordinaire le 4 avril 1990, une modification des statuts autorisant le choix entre distribution totale ou partielle des revenus acquis (avec capitalisation du solde).

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1989

Ainsi, sous réserve de l'accord de l'AGE, le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 4 avril 1990, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 29 décembre 1989 à 275 F par action pour un revenu total distribuable de 310,36 F. Le solde de 35,36 F sera réinvesti dans la Sicav. Cette disposition, tout en offrant un dividende en progression (239,40 F pour 1988), permet une meilleure répartition entre revenu et plus-value.

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	
	personnes physiques	personnes morales	
• obligations françaises non indexées	237,07 F	5,35 F	5,48 F
• créances négociables	37,93 F		
TOTAL	275,00 F	5,35 F	5,48 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 9 avril 1990.

PERFORMANCE 1989 (dividende net réinvesti) : + 6,68 %
Valeur de l'action au 29/12/89 : 4.311,36 F

GESTION —
GROUPE CAISSES DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE

501 101 101

150

AFFAIRES

L'argent des vieux

Par leur patrimoine, leurs revenus et leurs achats, les retraités jouent un rôle croissant dans l'économie

La guerre des âges a-t-elle déjà commencé ? Aux États-Unis, deux lobbies se font face. D'un côté, l'Association américaine des retraités s'active dans les couloirs du Congrès pour améliorer encore le sort de ses 30 millions d'adhérents. De l'autre, un groupe qui s'intitule les Américains pour l'équité entre générations (Americans for Generational Equity) tente de lui faire contrepoids en défendant les jeunes, qu'il estime défavorisés par rapport aux anciens.

Dans la plupart des pays industrialisés du monde occidental, le prodigieux enrichissement des dernières décennies, l'amélioration des régimes de retraite et le gonflement des transferts sociaux ont transformé la condition des vieux. Les « paumés vieux » d'autan sont devenus des rentiers souvent aisés, parfois de nouveaux riches. En revanche, les nouveaux pauvres se recrutent plutôt parmi ceux qui déboulent dans la vie active.

Souligné par tous les observateurs, ce basculement est encore malaisé à mesurer faute de statistiques pérennes. Le monde du troisième âge reste une terra incognita à explorer. Mais tous les indices que l'on peut glaner

moienne, le tiers de leur capital est représenté par l'appartement ou le pavillon qu'ils habitent, auquel s'ajoute parfois une résidence secondaire. Il faut y adjoindre les logements à louer, qui constituent le quart des avoirs. Mais avec sagesse on répartit les richesses. Un retraité qui quatre fois plus de revenus que le jeune, en moyenne, deux fois plus d'actifs que celui des autres tranches d'âge. Selon la Banque de France, les trois quarts des héritiers français en 1982 étaient entre les mains des plus de cinquante-cinq ans.

Des inégalités flagrantes

Viennent ensuite les liquidités. Plus de 50 % des retraités avaient alors un livret de caisse d'épargne et près de 20 % d'entre eux un plan d'épargne-logement. Resistent les terres agricoles et les terrains à bâtir, qui forment 10 % du patrimoine. À eux seuls, les ménages de retraités de l'agriculture

mieux protégés que les salariés privés, les commerçants, les membres des professions libérales, surtout, et que les agriculteurs, qui jouent les lanternettes rouges.

Selon Geneviève Cancelli, de l'INSEE, en 1984, 1 400 000 ménages vivaient avec 2 000 francs par mois, alors que 470 000 foyers dont le chef de famille était un retraité de plus de soixante ans déclaraient un revenu mensuel au moins supérieur, au plus de 12 500 francs.

Cinq mille francs par mois en moyenne, ce n'est pas le Pérou, mais c'est davantage que le SMIC et pas très loin du salaire moyen. Cette constatation représente une véritable mutation historique. Pour la première fois depuis le début de la révolution industrielle, le spectre de la misère n'est plus à l'horizon du vieux.

Tout s'est ligé pour en arriver à l'instauration, en 1956, du Fonds national de solidarité, les allocations du minimum vieillesse, les aides sociales des municipalités, l'amélioration générale des pensions, les hausses de salaires, l'accroissement du nombre des femmes salariées.

Les ressources légitimes des personnes âgées ont rattrapé celle du pédoncule des autres catégories socioprofessionnelles. Ainsi, en France, le salaire moyen d'un ouvrier moyen a été multiplié par 1,4 entre 1970 et 1984. Les pensions, elles, l'ont été par 1,8 et le minimum vieillesse par 2,6. Les prestations sociales des retraités ont couru plus vite que les prix et que le SMIC lui-même.

Elles sont complétées par plusieurs autres ressources. Près de 40 % des ménages âgés y ajoutent les revenus de leur patrimoine. Il y a dix ans déjà, ce « beurre dans les épinards » représentait annuellement 27 milliards de francs. En outre, dans les foyers de plus de soixante ans, 100 000 personnes apportent le fruit de leur travail : sans doute une dizaine de milliards de francs par an. L'un dans l'autre, le revenu moyen des ménages âgés doit atteindre 6 600 francs par mois.

Aussi Geneviève Cancelli affirme-t-elle que le niveau de vie d'une époque grise est aujourd'hui équivalent à celui de chacune des individus groupés au sein d'une famille-type de quatre personnes dont les parents travaillent et dont les enfants sont à l'école. Si le ménage des anciens comprend deux personnes, il est en mesure de porter que le foyer avec enfants. Cette observation est confirmée par Mireille Moutardier, également de l'INSEE, selon laquelle, en 1984, la moyenne individuelle des plus de soixante-cinq ans (3 755 F par mois) était légèrement supérieure à celle des moins de soixante-cinq ans (3 730 F par mois).

Autel les vieilles personnes n'échappent-elles pas au fisc. En 1987, elles ont versé dans les caisses de l'État près de 30 milliards de francs, soit 14 % de l'impôt sur le revenu.

De bons clients

A ces ressources monétaires et impoables s'ajoutent une foule d'avantages en nature prodigés par les enfants chez lesquels la retraite est souvent le prétexte des institutions qui paraissent rivaliser d'imaginaire dans la générosité. Elles offrent ainsi, soit à tous les seniors, soit aux moins favorisés d'entre eux, des réductions sur les parcsour ferroviaires (50 %), sur les voyages aériens intérieurs (30 % à 35 %), la gratuité pour les transports en commun urbains, l'installation du téléphone, la rédevance télé, les aides ménagères, les conseils d'avocats et certains spectacles, des exonérations de charges sociales et d'impôts locaux, des réductions (25 %) sur l'impôt national, des tarifs réduits sur le logement, les repas et les voyages de tourisme, des allocations de chauffage, etc. Pour un retraité parisien logé dans une résidence municipale et payant pourtant le prix maximum, le cumul de ces avantages représente environ 2 500 francs par mois. Pour les plus pauvres, c'est bien davantage.

Le volume et la nature de leurs dépenses démontrent qu'ils participent à cette société de consommation qu'ils critiquent pourtant volontiers. Si l'on se croit l'échelle sur le budget des ménages réalisés par l'INSEE en 1983, les dépenses de l'ensemble des foyers de plus de soixante-cinq ans se montent alors à environ 321 milliards de francs, soit 3 365 F par mois et par personne (contre 3 992 F par mois pour les moins de soixante-cinq ans). Les anciens consomment donc moins que les autres mais ils arrivent encore à économiser (en moyenne près de 400 F par

mois et par individu) alors que les plus jeunes, grâce au crédit, consomment apparemment plus qu'ils ne gagnent.

En tout cas, les dépenses des personnes âgées ont progressé au cours de ces dernières décennies au même rythme que leurs ressources, c'est-à-dire plus vite que ceux des autres classes d'âge. Selon Mireille Moutardier, elles auraient crû de 1,9 % entre 1979 et 1983, contre 3,3 % seulement pour la moyenne des ménages. Rattrapage confirmé par M. Gerardon de Vera, directeur de la SECODIP, numéro un des sociétés françaises d'études de marché. D'après ses observations, entre 1971 et 1983, les foyers ont, en moyenne et en francs constants, multiplié leurs achats par 2,6, mais ceux de plus de soixante-cinq ans par 2,92. « Ce sont les gens âgés, dit-il, qui ont le moins pâti de la crise et qui ont profité le mieux de la reprise. »

Naguère considérés comme des gagnepetit sans intérêt commercial, ils sont aujourd'hui de bons clients pour nombre de négociants. Pas n'importe lesquels toutefois. Les papeteries et les manies ne sont pas des fans du gadget inutile ou du shopping systématique. Si leur appétit d'olives les amène à dépenser moins que leurs cadets pour la grande bouffe, ils y consacrent tout de même le quart de leur budget. Et contrairement à ce que l'on croit, ils adoptent aussi vite que les jeunes les produits nouveaux comme les potages en sachet, les surgelés ou les yaourts maigres.

Leur deuxième préoccupation touche au logement, qui représente encore un quart de leurs dépenses. Les anciens, qui changent souvent d'habitat en arrivant de travailler, sont actifs sur le marché immobilier. Les plus riches d'entre eux achètent des appartements, des villas, des studios dans les résidences troisièmes âge et même des résidences de vacances à temps partiel.

Dans le budget des retraités, le poste produits d'hygiène et de santé est également très important, car pour les plus jeunes et représente 10 % du total. Il s'agit, bien sûr, de combattre « des ans irréparables outrages », et les

manies coquettes font la fortune des salons de coiffure.

Prises en charge à 90 % par la Sécurité sociale et les autres institutions sociales, les dépenses de santé, qui sont 2,4 fois plus élevées chez les vieux gens, n'apparaissent pratiquement pas ici. On ne saurait les oublier pour autant. Évaluées selon les sources à 120 ou 150 milliards de francs (30 % du budget national de santé), elles alimentent par ordre d'importance les caisses des hôpitaux, puis les portefeuilles des généralistes, des infirmières et des pharmaciens.

Le boom des dépenses de tourisme

Si les consommateurs âgés font plus que les autres des économies sur les transports, les loisirs et surtout l'habillement, ils consacrent encore à ces différents besoins le cinquième de leur budget. En revanche, ils sont contraints de dépenser trois fois plus que la moyenne pour se faire assister dans les tâches ménagères. Même sur le marché des appareils électroménagers et de l'automobile, ils restent présents. Selon le CREDOC, entre 1974 et 1982, l'équipement des foyers de plus de soixante-cinq ans en téléviseurs, réfrigérateurs, téléphone et machines à laver a été plus rapide que celui des jeunes générations : il a été équivalent pour les voitures et inférieur seulement pour les congélateurs et les lave-vaisselle.

Comme le dit M. Gerardon de Vera, (les retraités) sont entrés comme les jeunes dans le processus de l'achat-plaisir. Les économies ne servent plus à assurer la survie mais à profiter de la vie. Une enquête sur l'âge d'or menée par la SECODIP révèle que les trois quarts des cinquante-cinq à soixante-dix ans considèrent leur retraite non plus comme une mise à l'écart mais comme une chance.

C'est ce qui explique le boom des dépenses de tourisme chez les temps grises. Alors qu'en 1975 36 % seulement des soixante-cinq-soixante-dix ans partaient « en vacances », ils étaient en

1988 près de 49 % et se rapprochaient rapidement du taux de départ de l'ensemble des Français (59,5 %). Les vétérans sont devenus pour les professionnels du tourisme une clientèle d'autant plus alléchante qu'ils partent plus longtemps, souvent hors saison et qu'ils préfèrent les transports en commun, les voyages organisés et les hôtels de bon standing.

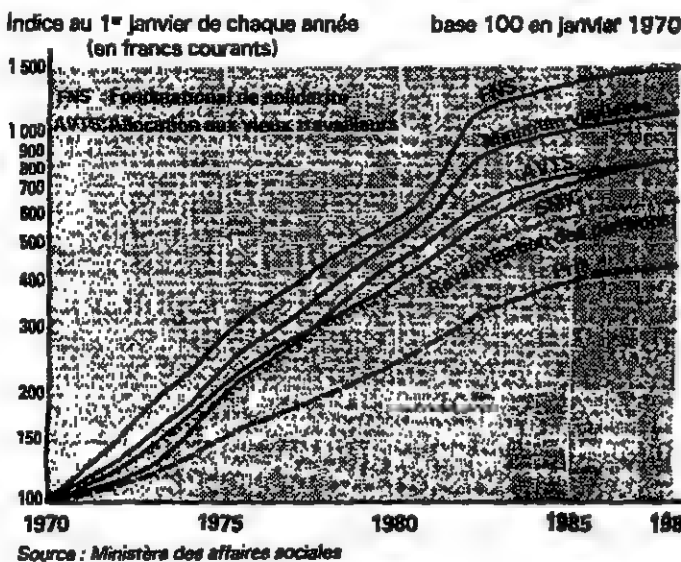
Il n'est donc pas surprenant que deux cents agences de voyages se soient spécialisées dans les groupes de personnes âgées, que les associations de tourisme populaire fassent 15 % à 20 % de leur chiffre d'affaires avec les anciens, qu'au Club Med un client sur dix ait des cheveux blancs, que la SNCF, Air Inter et surtout les autocars chassent activement ce « gibier »-là. Sans parler des stations thermales, dont 45 % des curistes sont des ultraseptuagénaires.

Si les retraités sont devenus les moteurs de la machine économique, c'est parce qu'ils sont les plus importants bénéficiaires de notre dispositif de protection sociale. En 1988, ils se sont adjugé 44 % de ses prestations totales (690 milliards sur 1 569 milliards). Or les jeunes de moins de dix-neuf ans, qui sont pourtant beaucoup plus nombreux qu'eux, n'ont reçu que moitié moins. Cette inégalité a été perçue aussi bien par le gouvernement de Jacques Chirac que par celui de Michel Rocard. Mais les plus de soixante-cinq ans constituent le quart du corps électoral.

« Si les politiques ne se décident pas à intervenir, pronostique Hugues de Jouvencel, animateur de l'Association Furibulles International, nous allons vers un conflit de génération, voire une guerre des âges. » Son inquiétude est partagée par des hauts fonctionnaires des affaires sociales. Mais les libéraux restent optimistes. Selon eux, l'inévitable régression relative des retraites devrait rétablir l'équilibre. Comme tous les âges d'or, celui des retraités serait déjà derrière nous.

MARC AMBROISE-RENDU

Les ressources des anciens ont grimpé plus vite que les prix



Source : Ministère des affaires sociales

concordent. C'est aussi une constatation macroéconomique qui doit être maniée avec précaution, car les inégalités se prolongent et parfois s'accroissent avec les ans. On trouve toujours chez les vieux des gens riches et des pauvres. Il n'empêche que, globalement, les plus de soixante-cinq ans, jadis considérés comme quantité négligeable dans la vie économique, posent un problème de plus en plus important. Mais tous les indices que l'on peut glaner

déclinent environ 7 millions d'hectares, soit le cinquième des surfaces agricoles utilisées et le dixième de la forêt privée. Aux trésors connus des vétérans, il faudrait ajouter encore ceux qui ne figurent pas sur les déclarations de revenus et pas même, pour certains d'entre eux, sur les états successoraux : une fraction sans doute fort importante des 2 000 tonnes d'or dérobées par les Français, les meubles anciens, les bijoux et les œuvres d'art.

Pour accumuler leur magot, les anciens ont évidemment travaillé dur et, au long des « trente glorieuses », ils ont mis de côté de 12 % à 17 % de leurs revenus annuels. Ils ont également profité de la montée des prix de l'immobilier et des cours de Bourse. Mais, phénomène nouveau, ils maintiennent et défient la théorie d'après laquelle on épargne-rait pendant sa vie active pour vivre ensuite sur ces réserves durant le vieux âge. D'ailleurs, selon l'économiste André Rabaut, les retraités continuent à épargner près de 15 % de leurs ressources annuelles, soit davantage que toutes les générations de vingt-cinq à cinquante-quatre ans. Ils s'enrichissent encore en recevant donations et successions de leurs aînés et collatéraux. En 1984, ces apports supplémentaires se sont élevés à 29 milliards de francs, soit le quart des patrimoines ayant changé de mains.

Si la fortune réelle des papiers et des manies - elles sont plus de 60 % dans ces tranches d'âge - est encore minime de mystère, leurs ressources ne sont pas non plus faciles à évaluer. Car elles sont multiples et, pour certains d'entre eux, non chiffrées. Pour les trois quarts, elles sont constituées par des pensions (retraites de la Sécurité sociale, allocations aux vieux travailleurs, Fonds national de solidarité, retraites complémentaires, etc.). Une véritable jungle, dans laquelle les spécialistes eux-mêmes ont du mal à ne pas se perdre. D'après une récente étude du ministère des affaires sociales en 1984, chacun des 9 600 000 retraités percevait en moyenne 2,6 pensions qui lui apportaient environ 5 000 francs par mois. Ces 380 milliards de francs payés à des Français et à des Françaises « pour ne rien faire » représentent une part importante du revenu national.

Là encore les inégalités restent flagrantes. Les jeunes retraités sont beaucoup mieux servis que les plus vieux, qui furent mal payés et collèrent peu d'années, les messieurs plus favorisés que les dames, les fonctionnaires

La pierre et la Bourse

Ils détiennent d'abord une part substantielle de la fortune nationale. Selon le censeur des impôts, le patrimoine déclaré par les ménages dont le chef avait passé la barre des soixante-cinq ans se montait en 1982 à 820 milliards de francs, soit 27,3 % de tout ce que possédaient alors les ménages français. Cette indication n'a pas été rafraîchie depuis, mais il n'est pas un mythe que les vieilles classes se sont encore enrichies en huit ans et probablement plus vite que les autres. En 1982, ce magot représentait en tout cas 564 000 francs pour chaque ménage d'anciens, ce qui plaçait ceux-ci largement au-dessus de la fortune moyenne des foyers français.

Si on considérait non plus les familles mais les individus de plus ou de moins de soixante-cinq ans, on s'apercevrait qu'avec un capital de 352 000 francs, chacune des personnes âgées était deux fois plus riche que chacun de leurs parents. Le fabuleux trésor qui pousse au crime les sinistres agresseurs de vieilles dames n'est donc pas un mythe. Malheureusement, il est fort mal partagé. Sur 100 ménages d'inactifs, 37 disposent d'un capital de moins de 100 000 francs, alors que une douzaine de foyers « bourgeois » avouent une fortune dépassant le million de francs.

C'est dans cette catégorie de ménages ultra-jeunes - le plus souvent des couples n'ayant plus d'enfants à charge - que, en 1984, le fisc dénichait plus de la moitié (56,2 %) des redoutables du fameux IGF, l'impôt sur les grandes fortunes.

Pour constituer leur patrimoine, les vieilles personnes préfèrent d'abord la pierre. En

Revenus et dépenses annuelles des retraités (1985)

Tranches d'âge	45/54	55/64	65/74	75 et +
Nombre de ménages	103 154	1 935 609	2 058 180	1 675 447
Revenus des ménages (en F)				
• retraites	43 133	57 840	64 103	52 730
• salaires	42 490	12 938	4 573	3 449
• bénéfices	601	1 286	5 286	5 286
• prestations sociales et divers	23 749	18 730	5 232	4 547
Total des revenus	110 525	95 718	81 291	66 955
Dépenses des ménages (en F)	128 218	112 673	84 635	65 618

Notes : les ménages considérés sont ceux dont le chef de famille est retraité. Les revenus sont inférieurs de 5 % à la réalité par omission des déclarations. Les dépenses intègrent les dettes contractées par les consommateurs. Ce tableau inédit a été réalisé grâce à M^{me} Mireille Moutardier, responsable des enquêtes « budget de famille » à l'INSEE.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

• Les Rédacteurs du Monde,
Société anonyme des lecteurs du Monde,
La Monde-Entreprise,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Type LEMONDE

ou 36-15 - Type LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-25-91-92 ou 45-25-91-71

Tél. MONDIPUS 266 136 F

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

ABONNEMENTS

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

1 an 1 380 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse différés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

L'économie de la drogue

UN FLÉAU MONDIAL

CE dossier spécial retrace l'histoire millénaire de la drogue. Il analyse le danger qu'elle représente actuellement pour l'humanité et montre que la France n'est pas épargnée. Il évoque ses conséquences médicales : le sida et la toxicomanie.

PRODUCTION DE LA DROGUE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

LE processus des cultures illicites dans les pays sous-développés est analysé en détail, avec les cartes des zones de production. *Le Monde dossiers et documents* fait le point sur les retombées de la narco-économie dans ces pays : multiplication des conflits locaux, destruction de l'environnement.

CIRCUIT DE LA DROGUE

Le Monde dossiers et documents explique le cheminement de la drogue, du producteur au consommateur ; comment le blanchiment de l'argent se fait à travers des intermédiaires et des places financières complaisants. Enfin, il évalue les moyens mis en œuvre pour une lutte efficace.

15 F - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

1500 درهم

150

ER 1990

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde AUTOMOBILE

Le Monde • Samedi 24 février 1990 27

PEUGEOT Darl'mat

146, 80 DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 82 80



ALFA ROMEO

164 3.0 V6, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

BMW

Particular vend BMW 528i, 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

BUICK

Stuyvesant, 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

CADILLAC

CADILLAC 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

CHEVROLET

CHEVROLET 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

FORD

FORD 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

JAGUAR

JAGUAR 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

LAND ROVER

LAND ROVER 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

MERCEDES

MERCEDES 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

PORSCHE

PORSCHE 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

RENAULT

RENAULT 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

SAAB

SAAB 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

TOYOTA

TOYOTA 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

ALPINA

ALPINA 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

FRANCO BRITANNIC AUTOMOBILES

Importance Exposition de voitures d'occasion haut de gamme.

CITROEN

CITROEN 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

DODGE

DODGE 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

FERRARI

FERRARI 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

MASERATI

MASERATI 1987, 16v, 180 km/h, 18000 km, 18000 F, 45-75-82-80.

UN NOUVEL ACCUEIL AUX BUTTES CHAUMONT

79 AVENUE SIMON BOLIVAR
75019 PARIS ☎ 42 08 27 33

Botzaris

VAG

Concession V.A.G. située à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace Suffren propose :

- une EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures présentées). Pour les occasions, 400 m² supplémentaires.
- une UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté aux nouvelles technologies.
- une UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de petites interventions : échappements, réglages, accessoires, pneumatiques, etc...

Espace de luxe et de liberté, le plus beau Garage de Paris.

Le Monde CADRES

SAINT-GOBAIN

Recherche pour une de ses filiales fabricant des produits de haute technologie REGION FONTAINEBLEAU.

Ce poste sera confié à un Ingénieur Chimie/Physique ou Matériaux disposant d'une expérience commerciale réussie de quelques années.

La connaissance du marché des semiconducteurs ou fibres optiques serait un atout.

De par les implications internationales de cette fonction, la pratique courante de l'Anglais est indispensable.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions à QUARTZ ET SILICE, Direction des Affaires Sociales - BP 95 - 77140 NEMOURS.

CHARGE D'ETUDES

Responsable de votre service, vous serez chargé d'analyser, de suivre la situation et l'évolution du commerce et de l'industrie au niveau local (enquêtes, statistiques...).

Vous possédez des qualités d'organisation et vous avez le sens du contact.

Votre créativité vous permettra de développer de nouveaux produits.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure en Economie Générale ou Gestion des Entreprises.

Adressez votre dossier de candidature et vos prétentions à Patricia MAGNIER - Chambre de Commerce et d'Industrie de Dijon 1 place du Théâtre - 21000 DIJON.

DEMANDES D'EMPLOIS

COLLABORATRICE (secteur administratif), 35 ans, diplômée, expérimentée, cherche emploi dans le domaine des arts et des lettres.

représentation demandes

ETES-VOUS CONSCIENT DE VOTRE MARCHE EN ALLEMAGNE DE L'EST

Je suis heureux de vous représenter à la foire de LEIPZIG

au siège de la foire, Paris, 27-28, 29, 30, 31 mars.

Tél. : 39-39-74-47.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

12^e arrdt
14^e arrdt
16^e arrdt
18^e arrdt
20^e arrdt
14 500 F/m²

locations non meublées

Importance 2nd LOUÉ SANS COMMISSION, neuf, 3 étages, 12 m², 15 m², 20 m², 25 m², 30 m², 35 m², 40 m², 45 m², 50 m², 55 m², 60 m², 65 m², 70 m², 75 m², 80 m², 85 m², 90 m², 95 m², 100 m², 105 m², 110 m², 115 m², 120 m², 125 m², 130 m², 135 m², 140 m², 145 m², 150 m², 155 m², 160 m², 165 m², 170 m², 175 m², 180 m², 185 m², 190 m², 195 m², 200 m², 205 m², 210 m², 215 m², 220 m², 225 m², 230 m², 235 m², 240 m², 245 m², 250 m², 255 m², 260 m², 265 m², 270 m², 275 m², 280 m², 285 m², 290 m², 295 m², 300 m², 305 m², 310 m², 315 m², 320 m², 325 m², 330 m², 335 m², 340 m², 345 m², 350 m², 355 m², 360 m², 365 m², 370 m², 375 m², 380 m², 385 m², 390 m², 395 m², 400 m², 405 m², 410 m², 415 m², 420 m², 425 m², 430 m², 435 m², 440 m², 445 m², 450 m², 455 m², 460 m², 465 m², 470 m², 475 m², 480 m², 485 m², 490 m², 495 m², 500 m², 505 m², 510 m², 515 m², 520 m², 525 m², 530 m², 535 m², 540 m², 545 m², 550 m², 555 m², 560 m², 565 m², 570 m², 575 m², 580 m², 585 m², 590 m², 595 m², 600 m², 605 m², 610 m², 615 m², 620 m², 625 m², 630 m², 635 m², 640 m², 645 m², 650 m², 655 m², 660 m², 665 m², 670 m², 675 m², 680 m², 685 m², 690 m², 695 m², 700 m², 705 m², 710 m², 715 m², 720 m², 725 m², 730 m², 735 m², 740 m², 745 m², 750 m², 755 m², 760 m², 765 m², 770 m², 775 m², 780 m², 785 m², 790 m², 795 m², 800 m², 805 m², 810 m², 815 m², 820 m², 825 m², 830 m², 835 m², 840 m², 845 m², 850 m², 855 m², 860 m², 865 m², 870 m², 875 m², 880 m², 885 m², 890 m², 895 m², 900 m², 905 m², 910 m², 915 m², 920 m², 925 m², 930 m², 935 m², 940 m², 945 m², 950 m², 955 m², 960 m², 965 m², 970 m², 975 m², 980 m², 985 m², 990 m², 995 m², 1000 m², 1005 m², 1010 m², 1015 m², 1020 m², 1025 m², 1030 m², 1035 m², 1040 m², 1045 m², 1050 m², 1055 m², 1060 m², 1065 m², 1070 m², 1075 m², 1080 m², 1085 m², 1090 m², 1095 m², 1100 m², 1105 m², 1110 m², 1115 m², 1120 m², 1125 m², 1130 m², 1135 m², 1140 m², 1145 m², 1150 m², 1155 m², 1160 m², 1165 m², 1170 m², 1175 m², 1180 m², 1185 m², 1190 m², 1195 m², 1200 m², 1205 m², 1210 m², 1215 m², 1220 m², 1225 m², 1230 m², 1235 m², 1240 m², 1245 m², 1250 m², 1255 m², 1260 m², 1265 m², 1270 m², 1275 m², 1280 m², 1285 m², 1290 m², 1295 m², 1300 m², 1305 m², 1310 m², 1315 m², 1320 m², 1325 m², 1330 m², 1335 m², 1340 m², 1345 m², 1350 m², 1355 m², 1360 m², 1365 m², 1370 m², 1375 m², 1380 m², 1385 m², 1390 m², 1395 m², 1400 m², 1405 m², 1410 m², 1415 m², 1420 m², 1425 m², 1430 m², 1435 m², 1440 m², 1445 m², 1450 m², 1455 m², 1460 m², 1465 m², 1470 m², 1475 m², 1480 m², 1485 m², 1490 m², 1495 m², 1500 m², 1505 m², 1510 m², 1515 m², 1520 m², 1525 m², 1530 m², 1535 m², 1540 m², 1545 m², 1550 m², 1555 m², 1560 m², 1565 m², 1570 m², 1575 m², 1580 m², 1585 m², 1590 m², 1595 m², 1600 m², 1605 m², 1610 m², 1615 m², 1620 m², 1625 m², 1630 m², 1635 m², 1640 m², 1645 m², 1650 m², 1655 m², 1660 m², 1665 m², 1670 m², 1675 m², 1680 m², 1685 m², 1690 m², 1695 m², 1700 m², 1705 m², 1710 m², 1715 m², 1720 m², 1725 m², 1730 m², 1735 m², 1740 m², 1745 m², 1750 m², 1755 m², 1760 m², 1765 m², 1770 m², 1775 m², 1780 m², 1785 m², 1790 m², 1795 m², 1800 m², 1805 m², 1810 m², 1815 m², 1820 m², 1825 m², 1830 m², 1835 m², 1840 m², 1845 m², 1850 m², 1855 m², 1860 m², 1865 m², 1870 m², 1875 m², 1880 m², 1885 m², 1890 m², 1895 m², 1900 m², 1905 m², 1910 m², 1915 m², 1920 m², 1925 m², 1930 m², 1935 m², 1940 m², 1945 m², 1950 m², 1955 m², 1960 m², 1965 m², 1970 m², 1975 m², 1980 m², 1985 m², 1990 m², 1995 m², 2000 m², 2005 m², 2010 m², 2015 m², 2020 m², 2025 m², 2030 m², 2035 m², 2040 m², 2045 m², 2050 m², 2055 m², 2060 m², 2065 m², 2070 m², 2075 m², 2080 m², 2085 m², 2090 m², 2095 m², 2100 m², 2105 m², 2110 m², 2115 m², 2120 m², 2125 m², 2130 m², 2135 m², 2140 m², 2145 m², 2150 m², 2155 m², 2160 m², 2165 m², 2170 m², 2175 m², 2180 m², 2185 m², 2190 m², 2195 m², 2200 m², 2205 m², 2210 m², 2215 m², 2220 m², 2225 m², 2230 m², 2235 m², 2240 m², 2245 m², 2250 m², 2255 m², 2260 m², 2265 m², 2270 m², 2275 m², 2280 m², 2285 m², 2290 m², 2295 m², 2300 m², 2305 m², 2310 m², 2315 m², 2320 m², 2325 m², 2330 m², 2335 m², 2340 m², 2345 m², 2350 m², 2355 m², 2360 m², 2365 m², 2370 m², 2375 m², 2380 m², 2385 m², 2390 m², 2395 m², 2400 m², 2405 m², 2410 m², 2415 m², 2420 m², 2425 m², 2430 m², 2435 m², 2440 m², 2445 m², 2450 m², 2455 m², 2460 m², 2465 m², 2470 m², 2475 m², 2480 m², 2485 m², 2490 m², 2495 m², 2500 m², 2505 m², 2510 m², 2515 m², 2520 m², 2525 m², 2530 m², 2535 m², 2540 m², 2545 m², 2550 m², 2555 m², 2560 m², 2565 m², 2570 m², 2575 m², 2580 m², 2585 m², 2590 m², 2595 m², 2600 m², 2605 m², 2610 m², 2615 m², 2620 m², 2625 m², 2630 m², 2635 m², 2640 m², 2645 m², 2650 m², 2655 m², 2660 m², 2665 m², 2670 m², 2675 m², 2680 m², 2685 m², 2690 m², 2695 m², 2700 m², 2705 m², 2710 m², 2715 m², 2720 m², 2725 m², 2730 m², 2735 m², 2740 m², 2745 m², 2750 m², 2755 m², 2760 m², 2765 m², 2770 m², 2775 m², 2780 m², 2785 m², 2790 m², 2795 m², 2800 m², 2805 m², 2810 m², 2815 m², 2820 m², 2825 m², 2830 m², 2835 m², 2840 m², 2845 m², 2850 m², 2855 m², 2860 m², 2865 m², 2870 m², 2875 m², 2880 m², 2885 m², 2890 m², 2895 m², 2900 m², 2905 m², 2910 m², 2915 m², 2920 m², 2925 m², 2930 m², 2935 m², 2940 m², 2945 m², 2950 m², 2955 m², 2960 m², 2965 m², 2970 m², 2975 m², 2980 m², 2985 m², 2990 m², 2995 m², 3000 m², 3005 m², 3010 m², 3015 m², 3020 m², 3025 m², 3030 m², 3035 m², 3040 m², 3045 m², 3050 m², 3055 m², 3060 m², 3065 m², 3070 m², 3075 m², 3080 m², 3085 m², 3090 m², 3095 m², 3100 m², 3105 m², 3110 m², 3115 m², 3120 m², 3125 m², 3130 m², 3135 m², 3140 m², 3145 m², 3150 m², 3155 m², 3160 m², 3165 m², 3170 m², 3175 m², 3180 m², 3185 m², 3190 m², 3195 m², 3200 m², 3205 m², 3210 m², 3215 m², 3220 m², 3225 m², 3230 m², 3235 m², 3240 m², 3245 m², 3250 m², 3255 m², 3260 m², 3265 m², 3270 m², 3275 m², 3280 m², 3285 m², 3290 m², 3295 m², 3300 m², 3305 m², 3310 m², 3315 m², 3320 m², 3325 m², 3330 m², 3335 m², 3340 m², 3345 m², 3350 m², 3355 m², 3360 m², 3365 m², 3370 m², 3375 m², 3380 m², 3385 m², 3390 m², 3395 m², 3400 m², 3405 m², 3410 m², 3415 m², 3420 m², 3425 m², 3430 m², 3435 m², 3440 m², 3445 m², 3450 m², 3455 m², 3460 m², 3465 m², 3470 m², 3475 m², 3480 m², 3485 m², 3490 m², 3495 m², 3500 m², 3505 m², 3510 m², 3515 m², 3520 m², 3525 m², 3530 m², 3535 m², 3540 m², 3545 m², 3550 m², 3555 m², 3560 m², 3565 m², 3570 m², 3575 m², 3580 m², 3585 m², 3590 m², 3595 m², 3600 m², 3605 m², 3610 m², 3615 m², 3620 m², 3625 m², 3630 m², 3635 m², 3640 m², 3645 m², 3650 m², 3655 m², 3660 m², 3665 m², 3670 m², 3675 m², 3680 m², 3685 m², 3690 m², 3695 m², 3700 m², 3705 m², 3710 m², 3715 m², 3720 m², 3725 m², 3730 m², 3735 m², 3740 m², 3745 m², 3750 m², 3755 m², 3760 m², 3765 m², 3770 m², 3775 m², 3780 m², 3785 m², 3790 m², 3795 m², 3800 m², 3805 m², 3810 m², 3815 m², 3820 m², 3825 m², 3830 m², 3835 m², 3840 m², 3845 m², 3850 m², 3855 m², 3860 m², 3865 m², 3870 m², 3875 m², 3880 m², 3885 m², 3890 m², 3895 m², 3900 m², 3905 m², 3910 m², 3915 m², 3920 m², 3925 m², 3930 m², 3935 m², 3940 m², 3945 m², 3950 m², 3955 m², 3960 m², 3965 m², 3970 m², 3975 m², 3980 m², 3985 m², 3990 m², 3995 m², 4000 m², 4005 m², 4010 m², 4015 m², 4020 m², 4025 m², 4030 m², 4035 m², 4040 m², 4045 m², 4050 m², 4055 m², 4060 m², 4065 m², 4070 m², 4075 m², 4080 m², 4085 m², 4090 m², 4095 m², 4100 m², 4105 m², 4110 m², 4115 m², 4120 m², 4125 m², 4130 m², 4135 m², 4140 m², 4145 m², 4150 m², 4155 m², 4160 m², 4165 m², 4170 m², 4175 m², 4180 m², 4185 m², 4190 m², 4195 m², 4200 m², 4205 m², 4210 m², 4215 m², 4220 m², 4225 m², 4230 m², 4235 m², 4240 m², 4245 m², 4250 m², 4255 m², 4260 m², 4265 m², 4270 m², 4275 m², 4280 m², 4285 m², 4290 m², 4295 m², 4300 m², 4305 m², 4310 m², 4315 m², 4320 m², 4325 m², 4330 m², 4335 m², 4340 m², 4345 m², 4350 m², 4355 m², 4360 m², 4365 m², 4370 m², 4375 m², 4380 m², 4385 m², 4390 m², 4395 m², 4400 m², 4405 m², 4410 m², 4415 m², 4420 m², 4425 m², 4430 m², 4435 m², 4440 m², 4445 m², 4450 m², 4455 m², 4460 m², 4465 m², 4470 m², 4475 m², 4480 m², 4485 m², 4490 m², 4495 m², 4500 m², 4505 m², 4510 m², 4515 m², 4520 m², 4525 m², 4530 m², 4535 m², 4540 m², 4545 m², 4550 m², 4555 m², 4560 m², 4565 m², 4570 m², 4575 m², 4580 m², 4585 m², 4590 m², 4595 m², 4600 m², 4605 m², 4610 m², 4615 m², 4620 m², 4625 m², 4630 m², 4635 m², 4640 m², 4645 m², 4650 m², 4655 m², 4660 m², 4665 m², 4670 m², 4675 m², 4680 m², 4685 m², 4690 m², 4695 m², 4700 m², 4705 m², 4710 m², 4715 m², 4720 m², 4725 m², 4730 m², 4735 m², 4740 m², 4745 m², 4750 m², 4755 m², 4760 m², 4765 m², 4770 m², 4775 m², 4780 m², 4785 m², 4790 m², 4795 m², 4800 m², 4805 m², 4810 m², 4815 m², 4820 m², 4825 m², 4830 m², 4835 m², 4840 m², 4845 m², 4850 m², 4855 m², 4860 m², 4865 m², 4870 m², 4875 m², 4880 m², 4885 m², 4890 m², 4895 m², 4900 m², 4905 m², 4910 m², 4915 m², 4920 m², 4925 m², 4930 m², 4935 m², 4940 m², 4945 m², 4950 m², 4955 m², 4960 m², 4965 m², 4970 m², 4975 m², 4980 m², 4985 m², 4990 m², 4995 m², 5000 m², 5005 m², 5010 m², 5015 m², 5020 m², 5025 m², 5030 m², 5035 m², 5040 m², 5045 m², 5050 m², 5055 m², 5060 m², 5065 m², 5070 m², 5075 m², 5080 m², 5085 m², 5090 m², 5095 m², 5100 m², 5105 m², 5110 m², 5115 m², 5120 m², 5125 m², 5130 m², 5135 m², 5140 m², 5145 m², 5150 m², 5155 m², 5160 m², 5165 m², 5170 m², 5175 m², 5180 m², 5185 m², 5190 m², 5195 m², 5200 m², 5205 m², 5210 m², 5215 m², 5220 m², 5225 m², 5230 m², 5235 m², 5240 m², 5245 m², 5250 m², 5255 m², 5260 m², 5265 m², 5270 m², 5275 m², 5280 m², 5285 m², 5290 m², 5295 m², 5300 m², 5305 m², 5310 m², 5315 m², 5320 m², 5325 m², 5330 m², 5335 m², 5340 m², 5345 m², 5350 m², 5355 m², 5360 m², 5365 m², 5370 m², 5375 m², 5380 m², 5385 m², 5390 m², 5395 m², 5400 m², 5405 m², 5410 m², 5415 m², 5420 m², 5425 m², 5430 m², 5435 m², 5440 m², 5445 m², 5450 m², 5455 m², 5460 m², 5465 m², 5470 m², 5475 m², 5480 m², 5485 m², 5490 m², 5495 m², 5500 m², 5505 m², 5510 m², 5515 m², 5520 m², 5525 m², 5530 m², 5535 m², 5540 m², 5545 m², 5550 m², 5555 m², 5560 m², 5565 m², 5570 m², 5575 m², 5580 m², 5585 m², 5590 m², 5595 m², 5600 m², 5605 m², 5610 m², 5615 m², 5620 m², 5625 m², 5630 m², 5635 m², 5640 m², 5645 m², 5650 m², 5655 m², 5660 m², 5665 m², 5670 m², 5675 m², 5680 m², 5685 m², 5690 m², 5695 m², 5700 m², 5705 m², 5710 m², 5715 m², 5720 m², 5725 m², 5730 m², 5735 m², 5740 m², 5745 m², 5750 m², 5755 m², 5760 m², 5765 m², 5770 m², 5775 m², 5780 m², 5785 m², 5790 m², 5795 m², 5800 m², 5805 m², 5810 m², 5815 m², 5820 m², 5825 m², 5830 m², 5835 m², 5840 m², 5845 m², 5850 m², 5855 m², 5860 m², 5865 m², 5870 m², 5875 m², 5880 m², 5885 m², 5890 m², 5895 m², 5900 m², 5905 m², 5910 m², 5915 m², 5920 m², 5925 m², 5930 m², 5935 m², 5940 m², 5945 m², 5950 m², 5955 m², 5960 m², 5965 m², 5970 m², 5975 m², 5980 m², 5985 m², 5990 m², 5995 m², 6000 m², 6005 m², 6010 m², 6015 m², 6020 m², 6025 m², 6030 m², 6035 m², 6040 m², 6045 m², 6050 m², 6055 m², 6060 m², 6065 m², 6070 m², 6075 m², 6080 m², 6085 m², 6090 m², 6095 m², 6100 m², 6105 m², 6110 m², 6115 m², 6120 m², 6125 m², 6130 m², 6135 m², 6140 m², 6145 m², 6150 m², 6155 m², 6160 m², 6165 m², 6170 m², 6175 m², 6180 m², 6185 m², 6190 m², 6195 m², 6200 m², 6205 m², 6210 m², 6215 m², 6220 m², 622

MARCHÉS FINANCIERS

Une émission d'actions de 10,5 milliards de francs

L'UAP annonce la plus importante augmentation de capital jamais réalisée en France

M. Jean Peyrelevade, président du groupe public UAP (Union des assurances de Paris), a donné, le vendredi 23 février, les modalités de l'augmentation de capital de 10,5 milliards de francs à laquelle la première société d'assurances française va procéder. Cette opération, la plus importante jamais réalisée en France (hors les privatisations), devrait permettre au groupe d'assurer le financement de son développement.

Les groupes nationalisés sont-ils freinés dans leur expansion par un manque de moyens ? L'augmentation de capital de 10,5 milliards de francs, décidée le jeudi 22 février « à l'unanimité » par le conseil d'administration de l'UAP, va une fois de plus démontrer qu'il n'en est rien. Cette opération, première société d'assurances française, a été réalisée, au cours des derniers mois plusieurs opérations de développement, et en particulier l'achat, pour 14 milliards de francs, d'une minorité de blocage dans le groupe privé d'assurances Victoire. Elle souhaite continuer.

Pour pouvoir poursuivre son développement, l'UAP a décidé d'accroître ses moyens en recourant à une augmentation de capital. Le groupe n'avait pas, expliquait-on à l'UAP, de difficultés à financer ses achats récents, mais ne souhaitait pas utiliser dans l'avenir l'argent de ses assurés pour ses investissements stratégiques. Il a décidé cette importante émission d'actions. « Si nous n'avons pas d'opérations rigoureuses dans l'immédiat, nous a déclaré M. Peyrelevade, nous ne pourrions pas profiter au cours des trois années à venir d'opportunités de taille moyenne qui pourraient se présenter, notamment à l'étranger ».

Cette augmentation de capital va aussi être l'occasion de la concrétisation de l'accord entre l'UAP et la BNP. En effet, sur les 10,5 milliards de francs d'actions nouvelles, l'équivalent de 5 milliards de francs vont être souscrits par l'Etat, qui apportera, dans une seconde étape, cette participation à la BNP. A l'issue de l'opération, l'Etat possèdera directement 65,8 % du capital de l'UAP, la BNP, 10 %, le reste, soit près de 25 %, étant dans le public. Il ne s'agit pas vraiment d'une novation, souligne-on à l'UAP. Le quart du capital des AGF, un autre groupe public d'assurances, est déjà détenu par des mains privées, françaises ou étrangères.

En fait, l'appel au marché por-

tera sur un montant de 6,5 milliards de francs. Ce sont autant de liquidités qui rentreront dans les caisses de l'UAP. De ce point de vue, il s'agit de la plus importante émission d'actions jamais réalisée en France, hormis les privatisations des années 1986-1987. Les actions nouvelles seront vendues à 625 francs, alors qu'à la suspension des cotations, mercredi soir, les actions déjà en circulation valaient 643 francs.

Quel sera l'accueil des investisseurs alors que le marché boursier est actuellement très perturbé ? S'appuyant sur le conseil de ses banquiers, M. Peyrelevade est confiant. Il souligne que, malgré la baisse générale des cours de la Bourse, les actions UAP se sont bien comportées sans que la compagnie soit intervenue sur le titre.

L'étranger également concerné

Autre particularité de cette grosse opération financière : alors qu'une partie des actions sera mise sur le marché français (une tranche de 4 milliards environ, placée par un groupe de banques dirigées par la BNP et la Banque Worms), une autre sera placée directement à l'étranger (2 milliards environ, sous la responsabilité d'un pool bancaire mené par Indosuez, la BNP et Worms). M. Peyrelevade a souhaité donner une « coloration européenne » à cette opération.

Le vendredi 23 février, le président de l'UAP a confirmé que les résultats de la compagnie auront progressé, en 1989, « au moins autant » que le chiffre d'affaires, de plus de 15 % donc. En fait, il devrait se situer entre 3,3 et 3,4 milliards de francs. Il a indiqué que l'opération ne devrait pas conduire à une dilution du résultat par action en 1990.

E. I.

Les banques perdent leur appel dans le « procès des swaps »

Un sérieux coup de vent va secouer le marché des swaps de taux d'intérêt après le jugement d'une cour d'appel britannique qui a jugé, jeudi 23 février, que les collectives locales de Grande-Bretagne n'avaient pas le droit d'utiliser ces swaps au-delà de leurs besoins, c'est-à-dire de spéculer.

Une opération de swap consiste à échanger des montants théoriques entre taux fixes et taux variables pour profiter des différences et, surtout, réduire un endettement mais, aussi, pour réaliser des profits de spéculation. Ainsi avait agi la municipalité de Hammersmith-et-Fulham, effectuant des swaps pour 6 milliards de livres (55 milliards de francs) alors que sa dette à « swap » ne s'élevait qu'à 350 millions de francs (3,3 milliards de francs).

Selon la cour d'appel, seuls sont légaux les swaps correspondant à la dette effective des collectivités locales. C'est une consolation partielle pour les banques qui sont contreparties de ces swaps, car un premier jugement avait déclaré illégaux tous les swaps de collectivités locales, ce qui aurait coûté à ces banques 500 millions de dollars (3 milliards de francs).

Mais la municipalité de Hammersmith n'aura à payer que 3 millions de livres (28 millions de francs) pour honorer ses swaps légaux au lieu des 97 millions de livres (930 millions de francs) qu'elle devait auparavant aux banques. L'établissement le plus menacé par cette affaire est le britannique TSB ; viennent ensuite le Midland, la Security Pacific, la Chemical Bank et le Crédit commercial de France.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTATS 1989 PRÉVISIONS 1990

Réuni le 21 février 1990, sous la présidence de M. Jean-Luc Fliot, le Conseil d'administration de SAGA a pris connaissance des premières estimations de résultats pour 1989 et des prévisions pour 1990.

Pour 1989, le résultat net social serait de 35 millions de francs, en légère amélioration sur celui de l'exercice précédent (33 millions de francs). Le résultat consolidé (part du Groupe) serait équivalent à celui de l'exercice précédent (55 millions de francs).

Pour 1990, dans un contexte général qui ne devrait pas connaître d'évolution marquée, les prévisions d'activités pour l'ensemble du Groupe sont satisfaisantes, permettant d'escompter des résultats en amélioration.

Poursuivant activement la mise en œuvre de son plan de développement, SAGA aura en 1989 très sensiblement renforcé sa position dans le secteur de la maintenance portuaire. La mise en service prochaine du Terminal de Normandie marquera une étape importante de son action dans ce secteur. Le développement et le renforcement des positions nationales et internationales du Groupe dans ses métiers de transit aérien et maritime sont des objectifs prioritaires pour 1990.

NOMY vous propose

1000 Etiquettes Personnalisées

Autocollantes, avec vos NOM, ADRESSE, TELEPHONE... ou le texte de votre choix, jusqu'à 6 lignes, format 18 x 40 mm

BLANCHES : 95 F **OR : 105 F**

TTC et frais d'envoi compris

Envoyer des coupons remplis et votre règlement à : Nomy (Dépt MI) 15 rue P. Langevin 75273 PARIS 13

Telephone (01) 48 51 20 51 76 00 ou recevoir par documentation

NEW-YORK, 22 février

Baisse modeste

Forme pendant une grande partie de la journée, Wall Street a été, jeudi, durant les dernières minutes de la séance, la totalité du terrain gagné auparavant, pour finir sur une hausse modeste. En hausse de plus de 30 points en début d'après-midi, l'indice Dow Jones des valeurs vendues a été ramené à 2 574,77, en repli de 8,78 points. Quelques 186 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des baisses et des hausses était équilibré : 751 contre 713. 498 titres étaient inchangés. Selon les analystes, le mouvement de hausse en début de séance s'inscrivait dans le sillage de la reprise de la Bourse de Tokyo et des principales places boursières étrangères quelques heures auparavant.

La chute du marché japonais, mercredi, avait provoqué une baisse marquée des cours dans les premières transactions à Wall Street. Cependant, l'entrée en scène des investisseurs institutionnels sur la place new-yorkaise avait permis de limiter les pertes. Wall Street avait également profité de la détente des taux d'intérêt consécutive à la déclaration du président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, selon qui rien dans la situation économique ne laisse entrevoir une accélération de l'inflation aux Etats-Unis.

Mais tout le monde reste prudent, affirmant les gestionnaires. Rien n'est réglé même si les dernières heures, les responsables financiers des divers pays concernés par ces événements ont tenté de calmer le jeu — les marchés sont fragiles et très volatils.

VALEURS	Cours du 21 fév.	Cours du 22 fév.
Alcoa	61 5/8	62 1/4
A.T.T.	38 1/2	38 1/8
Boeing	60 1/2	60 3/8
Chemical Bank	29 1/2	29 3/8
Du Pont de Nemours	37 1/4	37 1/2
Exxon	47 1/2	47 1/8
Ford	46 1/4	46 5/8
General Motors	43 5/8	43 3/8
Goodyear	34 1/8	33 5/8
IBM	104 1/2	103 1/2
J.P. Morgan	83 1/2	82 5/8
McDonald	61 7/8	60 3/4
Shell	80 5/8	80 3/4
Union Carbide	22 3/8	22 1/2
U.S. Steel	34 1/2	34 1/4
Windsor	58 1/2	58 1/4
Xerox Corp.	51 1/4	51 1/8

LONDRES, 22 février

Fermeté

La Bourse de Londres s'est raffermie, jeudi, quelques heures après la reprise de la Bourse japonaise. L'indice Footsie a terminé la séance à 2 557,57, en hausse de 9,5 points, à 2 559,2. Quelques 396,6 millions de titres ont été échangés, contre 427,8 millions mercredi. La plupart des sociétés ont vu leurs cours s'améliorer, notamment les électriques, les industrielles et les magasins. Les assurances ont grimpé dans l'après-midi, sous l'effet d'une hausse de la cotation de ses actions. La Bourse de Tokyo, qui a annoncé une perte annuelle imposable de 261 millions de livres, a effacé ses pertes de début de séance et légèrement progressé, tandis que le géant de l'industrie chimique britannique ICI a bondi à la suite de la publication de résultats encourageants. En revanche, l'Agence de publicité Saatchi and Saatchi s'est affaiblie au lendemain de la publication de son rapport annuel et après des recommandations à la vente par la maison de courtage Hearn Goveat. Les fonds d'Etat ont terminé en recul de plus d'un quart de point par endroits. Les mines d'or comme Vast Reef et Driefontein se sont affaiblies.

VALEURS	Cours du 22 fév.	Cours du 23 fév.
Alcoa	1 100	1 070
Boeing	1 580	1 520
Chemical	1 570	1 550
Du Pont	1 400	1 380
Exxon	1 880	1 850
General Motors	2 120	2 070
Goodyear	1 880	1 850
IBM	2 380	2 320

FAITS ET RÉSULTATS

Exxon annonce en baisse ses bénéfices 1989. Exxon, première compagnie pétrolière américaine, a annoncé, jeudi 22 février, une révision en nette baisse de ses bénéfices pour le quatrième trimestre 1989 et l'ensemble de l'année dernière, en raison d'un relèvement de 300 millions de dollars (1,7 milliard de francs) de ses provisions destinées à couvrir les coûts de la merde noire au Alaska provoquée par un de ses pétroliers. Le bénéfice net du dernier trimestre s'établissait maintenant à 485 millions de dollars (2,4 milliards de francs), contre 795 millions annoncé 9 à 10 mois, alors que le résultat net pour la totalité de 1989 ressort à 3,510 milliards de dollars (19,9 milliards de francs), contre 3,610 milliards.

Le rapprochement GEC-Alsthom et l'industrialisation General Electric ont officiellement annoncé leur société commune dans les turbines à gaz. European Gas Turbine. General Electric détient 10 % de EGT, qui réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. Ce rapprochement avait été annoncé en juillet dernier et concerne les activités et les technologies dans les turbocompresseurs d'Alsthom turbines à gaz en France, des divisions industrielle et aéronautique de Ruston Gas Turbines au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, ainsi que celles de Napier Turbochargers au Royaume-Uni dans le domaine des turbocompresseurs. (A.P.)

La Société d'Industrie de la SFT, actionnaire principal, passe à 33,3 %.

PARIS, 22 février

Un mieux

La boursique est passée, jeudi, la Bourse de Paris reprenait ses esprits après avoir vécu trois jours récents mouvementés au cours desquels les valeurs françaises avaient cédé 3,6 %.

Jeudi, dès l'ouverture du marché, l'indice CAC s'orientait à la hausse : + 0,77 %. Une reprise qui se confirmait au fil des cotations puisque, en clôture, il affichait un gain de 1,64 %.

Les signes d'apaisement sont venus d'Allemagne mercredi soir, où les taux d'intérêts amorçaient une très légère détente après plusieurs jours de folle à la hausse. Aux Etats-Unis, les marchés obligataires se sont également un peu calmés mercredi en dépit de l'annonce d'une hausse des prix de détail en janvier, due principalement aux conséquences de la vague de froid. En fin de journée, Wall Street parvenait à limiter les dégâts.

Mais, en fait, les investisseurs attendaient la réaction de la Bourse de Tokyo, qui, mercredi, avait obtenu plus de 3 %. La réévaluation de ce marché, jeudi en fin de journée, a rassuré les marchés.

Mais tout le monde reste prudent, affirmant les gestionnaires. Rien n'est réglé même si les dernières heures, les responsables financiers des divers pays concernés par ces événements ont tenté de calmer le jeu — les marchés sont fragiles et très volatils.

Toutefois, affirmant les observateurs, les investisseurs institutionnels s'intéressent depuis quelques jours aux grandes valeurs de la cote qui ont payé un lourd tribut à la baisse — ces titres ont d'ailleurs été le plus soigneusement traités ces derniers jours.

La MATIF, qui commençait à remonter la veille en fin de journée, a repris un demi-point. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 3 % et 9 %.

Les baisses étaient nettement plus modestes, de 1 % à 4 %. Hausse des valeurs américaines.

TOKYO, 22 février

Spectaculaire recrudescence

La Bourse de Tokyo a fait une spectaculaire recrudescence, vendredi, après son rétablissement relatif la veille (voir page 23). L'indice Nikkei a bondi à 2 557,57, en hausse de 2,61 %, pour repasser sous la barre des 35 000 points, à 34 990,97. Jeudi, au lendemain d'une chute de plus de 3 %, le Nikkei avait regagné 0,25 % en termes d'une séance très régulière marquée par une grande volatilité des cours. La faiblesse du yen face au dollar est, en grande partie, responsable de cette nouvelle dégringolade, estimant les spécialistes. Les opérations techniques d'arbitrage sur indice boursier se sont également poursuivies vendredi, les ordres émanant de maisons de titres américaines. En outre, divers rumeurs ont circulé sur de nouveaux scandales politiques mettant en cause des personnalités du Parti conservateur, ce qui a ajouté à la confusion.

VALEURS	Cours du 22 fév.	Cours du 23 fév.
Alcoa	1 100	1 070
Boeing	1 580	1 520
Chemical	1 570	1 550
Du Pont	1 400	1 380
Exxon	1 880	1 850
General Motors	2 120	2 070
Goodyear	1 880	1 850
IBM	2 380	2 320

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis & Associés	442	442	La 1 ^{re} firm du mois	425	425
Amis	89	89	Les Investissements	286	286
B.C.A.	204 10	204 10	Lecourt	142	142
B. Desmoulin & Associés	575	575	Mécanisme	210 90	210 90
Beaumont & Associés	190	190	Mécanisme	220 70	220 70
B.L.C.A.	805	805	Mécanisme	217	217
Bolton	384	384	Mécanisme	1180	1180
Bolton & Associés	2485	2485	Mécanisme	240	240
Châles de Lyon	745	745	Châles de Lyon	574	574
Colson	767	767	Colson	465	465
Colson	968	968	Colson	92	92
C.A.L.-M.P. (C.G.L.)	1720	1720	Colson (C.G.L.)	520	520
C.M.E.	1720	1720	Colson (C.G.L.)	700	700
C.E.P. (C.G.L.)	240	240	Colson (C.G.L.)	813	813
C.E.P. (C.G.L.)	280	280	Colson (C.G.L.)	370	370
C.E.P. (C.G.L.)	689	689	Colson (C.G.L.)	320	320
C.E.P. (C.G.L.)	700	700	Colson (C.G.L.)	625	625
Codotex	277	277	Colson (C.G.L.)	305	305
Continental	1076	1076	Colson (C.G.L.)	112 90	112 90
Dalton	367	367	S.E.P.	412	412
Dalton	195 80	195 80	S.E.P.	825	825
Dalton	550	550	S.E.P.	290	290
Dalton	1023	1023	S.E.P.	270	270
Dalton	485	485	S.E.P.	270	270
Dalton	190	190	S.E.P.	270	270
Dalton	214 90	214 90	S.E.P.	270	270
Dalton	19 20	19 20	S.E.P.	270	270
Dalton	190	190	S.E.P.	270	270
Dalton	600	600	S.E.P.	270	270
Dalton	342	342	S.E.P.	270	270
Dalton	213	213	S.E.P.	270	270
Dalton	889	889	S.E.P.	270	270
Dalton	276	276	S.E.P.	270	270
Dalton	286	286	S.E.P.	270	270
Dalton	145	145	S.E.P.	270	270
Dalton	303	303	S.E.P.	270	270
Dalton	1018	1018	S.E.P.	270	270

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15
LEMONDE

Marché des options négociables le 22 février 1990

Nombre de contrats : 21 193.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	640	—	104
CEC	520	28	44
EH-Agriat	600	10,50	36
Euromat SA-PLC	60	4,30	3,60
Euromat SA-PLC	100	5	4,50
Havas	1 500	19	64
Lafarge-Capelle	325	12,50	26
Michelin	1 200	16,50	28
Michelin	1 300	26	66
Parifair	680	16	37
Parifair	1 400	42	90
Parifair	720	67	17,50
Parifair	380	18	—
Parifair	480	2,50	31
Parifair	1 800	2,50	290
Parifair	600	8	18
Parifair	300	46	5
Parifair	140	3,90	6,70

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 février 1990

Nombre de contrats : 111 000.

COURS	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	98,74	98,98	98,92
Précédent	98,08	98,30	98,28

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
99	0,20	1,56

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,68 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
Le dollar s'inscrivait en hausse contre les principales devises le vendredi 23 février, s'échangeant à 5,68 F, contre 5,6660 F jeudi à la cotation officielle. Le deutschemark est nettement affaibli, à 3,3820 F, contre 3,3882 F jeudi au fiducial. Le yen a nettement baissé contre le dollar, la Banque du Japon n'ayant toujours pas procédé à la hausse des taux d'intérêt attendue par les opérateurs.	Valeurs françaises : 99,6 98,7
FRANCOFORT 22 fév. 23 fév.	Valeurs étrangères : 95,4 95,8
Dollar (en DM) : 1,678 1,68	(SBR, base 100 : 31-12-81)
TOKYO 22 fév. 23 fév.	Indice général CAC 400 483,8
Dollar (en yen) : 145,23 146,47	(SBR, base 1000 : 31-12-87)
MARCHÉ MONÉTAIRE	Indice CAC 40 : 1 863,79 1 863,91
Paris (23 fév.) : 10 1/4-30 3/8	NEW-YORK (indice Dow Jones)
New-York (22 fév.) : 81/4-85/16	Industrielles : 2 983,56 2 974,77
	LONDRES (indice Financial Times)
	Industrielles : 1 783,5 1 788,8
	Mines d'or : 388,5 383,3
	Fonds d'Etat : 98 79,9
	TOKYO
	22 fév. 23 fév.
	Nikkei Dow Jones : 35 084,94 34 990,97
	Indice général : 2 635,09 2 634,31

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ les + les	+ les + les	+ les + les	+ les + les
SE-IL	5,6835 5,6875	+ 85 + 139	+ 285 + 245
SE-IL	4,7473 4,7554	+ 105 + 75	+ 125 + 140
SE-IL	3,6791 3,6830	+ 102 + 128	+ 118 + 140
DM	1,9014 1,9077	+ 33 + 49	+ 49 + 59
DM	1,9014 1,9077	+ 33 + 49	+ 49 + 59
DM	1,9014 1,9077	+ 33 + 49	+ 49 + 59
DM	1,9014 1,9077	+ 33 + 49	+ 49 + 59
DM	1,9014 1,9077	+ 33 + 49	+ 49 + 59
DM	1,9014 1,9077	+ 33 + 49	+ 49 + 59
DM	1,9014 1,9077	+ 33 + 49	+ 49 + 59

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	8	1/16	8	5/16	8	3/16	8	5/16	8	1/4	8	3/8	8	5/16	8	7/16
DM	8	7/8	7	8	8	8	8	8	8	5/16	8	3/8	8	5/16	8	7/16
DM	8	7/8	7	8	8	8	8	8	8	5/16	8	3/8	8	5/16	8	7/16
SE (1000)	18	1/2	8	1/2	18	11/4	18	9/13/16	18	5/16	18	5/8	18	9/16	18	7/8
SE (1000)	8	5/8	8	7/8	8	15/16	9	1/16	9	1/16	9	3/16	9	5/8	9	1/2
SE (1000)	13				13		13	1/4	13		13	1/4	13		13	3/8
SE (1000)	14	11/16	14	15/16	14	15/16	15	1/2	15		15	1/8	15	1/8	15	3/4
SE (1000)	18	5/16	18	9/16	18	9/16	18	11/16	18	11/16	18	13/16	11	1/8	11	1/4

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 FEVRIER

Cours relevés
à 17 h 37[illegible]

Comptant (collection)

SICAV (société)

22/2

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du mont.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
Obligations																													
Emp. 1850 5 77	177.80	9.000	C.I.C. France 44	226.40	226.40	Magneton Unipak	188.40	188.40	A.A.S.	1078.96	1052.35	France-Industrie Sise	108.47	105.68	Pavlov	636.19	617.65												
Emp. 1920 5 78	97.86	9.000	C.I. Mexique	220.80	220.80	Magnet S.A.	227.41	227.41	Actlon	233.69	227.41	France-Obitgation	454.82	450.32	Plumk Placements	280.63	281.78												
Emp. 1920 7 79	98.70	9.000	Chimie 88	234.00	234.00	Machines Part.	372.	372.	Actlon France	578.72	558.77	France	478.42	464.48	Power Investm.	789.15	727.71												
13.25 5 80/80	100.45	9.000	Colindale 83			Midland Depts			Actlon affectuée	889.93	848.72	France Pann	117.10	115.88	Producers A.	1189.34	1205.63												
14 5 juin 83	101.30	11.510	Cogit	355	355	Navig. (Nat. del	250	250	Artificial	888.98	835.74	France Régions	1312.61	1274.38	Placements ex-tern	72889.19	72943.10												
14.00 5 fév. 83	102.40		Combelec	748	748	Navig.	176.19	176.19	A.G.F. Actions Inc. Corp.	1226.58		France-Associates	28.67	28.67	Placement J.	5882.82	6851.82												
13.40 5 fév. 83	108.80	2.512	Ch. Industrielle	7700	7700	Outing	352.50	352.50	A.G.F. 5000	867.71	870.84	France-Egypte	28.15	28.15	Placement Premier	83720.24	83922.98												
12.20 5 oct. 83	103.08	4.813	Comp. Lyon-Alen	800	800	Ch. L.T.C.L.	2180	2180	A.G.F. EDU	989.71	1038.32	France-Grèce	32.89	32.89	Publicité	176.12	122.05												
11 5 fév. 85	105.05	9.000	C.A.M.P.	1370	1370	Colony Development	1231	1231	A.G.F. 1000	1055.82	1055.82	France-Industrie	15520.89	15520.82	Porto-Greek	8514.36	8794.36												
12.20 5 oct. 85	103.08	4.813	C.A.M.P.	1370	1370	Colony Development	1231	1231	A.G.F. 1000	1055.82	1055.82	France-Industrie	15520.89	15520.82	Porto-Greek	8514.36	8794.36												
11 5 fév. 85	105.05	9.000	C.A.M.P.	1370	1370	Colony Development	1231	1231	A.G.F. 1000	1055.82	1055.82	France-Industrie	15520.89	15520.82	Porto-Greek	8514.36	8794.36												
10.20 5 mars 86	98.48	9.754	Colindale	134.30	134.30	Colony Development	1231	1231	A.G.F. 1000	1055.82	1055.82	France-Industrie	15520.89	15520.82	Porto-Greek	8514.36	8794.36												
DAT 10 5 2000	99.10	7.425	Dunlop S.A.	750	750	Colony Development	1231	1231	A.G.F. 1000	1055.82	1055.82	France-Industrie	15520.89	15520.82	Porto-Greek	8514.36	8794.36												
DAT 13.05 5 1987	98.28	1.828	Dunlop S.A.	750	750	Colony Development	1231	1231	A.G.F. 1000	1055.82	1055.82	France-Industrie	15520.89	15520.82	Porto-Greek	8514.36	8794.36												
DAT 13.05 5 1989	97.80	9.018	Dunlop S.A.	750	750	Colony Development	1231	1231	A.G.F. 1000	1055.82	1055.82	France-Industrie	15520.89	15520.82	Porto-Greek	8514.36	8794.36												
Ch. France 3 3	344.10		Yokohama	1034	1034	Yokohama	1034	1034	Yokohama	1034	1034	Yokohama	1034	1034	Yokohama	1034	1034												
Comp. Japan 85	99.36	1.258	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620												
Comp. Pacific	100.20		East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620												
Comp. Japan	100.20		East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620	East Asia, Vicky	1620	1620												
Ch. Jpn 82	99.40	1.258	E.C.I.A.	1263	1263	E.C.I.A.	1263	1263	E.C.I.A.	1263	1263	E.C.I.A.	1263	1263	E.C.I.A.	1263	1263												
PT 11.2005 85	101.90	2.468	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
CF 10.2005 85	95.06	0.838	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
CR 10.2005 85	101.30	2.468	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
CR 10.2005 85	97.28	1.726	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
CR 10.2005 85	100.46	1.491	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
C.M.C.A. T.P.		190	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
Comp. 026	2000	116	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
C.G.E. 026 Jpn. 08-89		52.900	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
Dunlop Act. 08-89			Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365	Shimizu	365	365												
Étrangères																													
A.E.S.	1080	1070	A.E.S.	1080	1070	A.E.S.	1080	1070	A.E.S.	1080	1070	A.E.S.	1080	1070	A.E.S.	1080	1070												
Alcan	345	345	Alcan	345	345	Alcan	345	345	Alcan	345	345	Alcan	345	345	Alcan	345	345												
Alcan Alcan	110	110	Alcan Alcan	110	110	Alcan Alcan	110	110	Alcan Alcan	110	110	Alcan Alcan	110	110	Alcan Alcan	110	110												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												
Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114	Alcan Pacific	118	114												

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 22/2	COURS DES BILLET		MORNAISE ET DEVISSE	COURS 21/2	COURS 22/2
			Action	Vente			
Esne-His (S 1)	5 857	5 886	3 800	5 800	Or des Indes (en livras)	76700	76800
ESL	6 636	6 636			Or des Indes (en livras)	76800	76800
ESL (100 000)	230 370	230 820	228 500	240 000	Plata Interocean (250 lb)	443	443
Guinea (100 f)	18 257	18 257	18 750	18 900	Plata Interocean (100 lb)	443	443
Pays-Bas (100 f)	301 080	300 700	281 000	300 000	Plata Interocean (250 lb)	481	481
Guinea (100 f)	89 130	89 130	90 000	92	Plata Interocean (100 lb)	443	443
Guinea (100 f)	57 840	57 800	58	52	Siamois	585	585
Guinea (100 f)	8 688	8 711	9 350	10 780	Plata de 10 dollars	2585	2590
Guinea (100 f)	3 682	3 682	4 400	4 200	Plata de 10 dollars	1372 50	1372 50
Guinea (100 f)	4 611	4 600	4 350	4 650	Plata de 10 dollars	2585	2585
Guinea (100 f)	303 790	303 800	372	398	Plata de 10 dollars	2585	2585
Suisse (100 f)	92 810	93 040	98	97	Plata de 10 dollars	463	463
Australie (100 mcs)	46 235	46 235	6 800	6 800	Plata de 10 dollars		
Suisse (100 f)	5 235	5 248	5	5 550	Or Zurich		
Pays-Bas (100 mcs)	3 850	3 850	3 850	4 350	Or Zurich		
Canada (25 mcs)	4 711	4 747	4 747	4 747	Or Hongkong		
Japan (100 yens)	3 686	3 686	3 700	4	Argent Londres		

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, pgs 4330

La Méditerranée sans porte-avions

Les tribulations du « Foch »

La France sans porte-avions en Méditerranée pendant quelques mois ? Avec le départ prochain, mais non encore officiellement annoncé, du *Foch* pour l'Atlantique et avec l'aménagement du *Clemenceau* en porte-hélicoptères, c'est la perspective qui s'ouvre. Les états-majors se refusent à tout commentaire en une période où la marine nationale doit maintenir en permanence un bâtiment en Méditerranée orientale à la demande du gouvernement français, attentif aux événements de Beyrouth, et où les circonstances pourraient exiger la présence d'un porte-avions.

Pour la première fois depuis de longues années, la France dispose, en état de servir, à la fois du *Foch* et du *Clemenceau*. L'un et l'autre ont subi des transformations à tour de rôle pour subir des transformations, qui devraient leur permettre de fonctionner jusqu'à l'arrivée en 1988 du porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*. Le premier a été plus spécialement modernisé en porte-avions capable d'embarquer des Super-Etendard équipés de l'arme nucléaire préstratégique ASMP. Le second a été aménagé en porte-hélicoptères.

Le *Foch* et le *Clemenceau* sont normalement basés à Toulon, où ils servent au sein de l'escadre de la Méditerranée. Cependant, le *Foch* doit

gagner l'Atlantique, entre la fin du mois d'avril et le début de juillet, pour une série d'exercices d'entraînement — au profit de l'escadre basée à Brest — qui le conduiront le long des côtes africaines ou américaines. Ce temps d'entraînement en Atlantique est jugé nécessaire pour acclimater les équipages de l'aéronautique navale à des conditions de travail en océan, qui sont très différentes de celles en Méditerranée. De même, le *Clemenceau*, dans sa configuration actuelle de porte-hélicoptères, doit manœuvrer au printemps prochain devant les côtes du Languedoc-Roussillon, avec la division aéromobile de la Force d'action rapide en exercice.

A l'état-major de la marine, on ne donne aucune explication sur ces différents déplacements des deux porte-aéronefs français. La discrétion est imposée par une situation qui, en réalité, reflète les limites de la gestion d'un parc aéronaval fondé sur l'existence opérationnelle d'un seul véritable porte-avions armé de Super-Etendard-ASMP. Certes, le *Foch* peut, si besoin était, gagner la Méditerranée dans les soixante-douze heures, son délai d'appareillage normal depuis Toulon. Mais il n'a pas pour autant le don d'ubiquité, surtout en temps de crise subite.

J. L.

M. Chevènement appelle les Français à la prudence face à un « univers profondément déstabilisé »

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a invité, jeudi 22 février, les Français à la « prudence » et à la « vigilance » face à ce qui se passe dans le monde et qui « nous fait entrer dans un univers profondément déstabilisé ». « Si on raisonne à dix-huit mois, tout va bien, c'est le désarmement, la démocratie, sur quoi l'on peut bien raisonner à vingt ans, ce qui se passe en Europe nous fait entrer dans un univers profondément déstabilisé », a déclaré sur RMC M. Chevènement. « Les gens qui raisonnent à dix-huit mois peuvent se permettre d'être optimistes, surtout à l'heure d'un congrès. Ceux qui raisonnent à vingt ans ne peuvent que se poser des questions sur l'équilibre futur de l'Europe », a-t-il ajouté.

En matière de défense, le

ministre a estimé que, « avant de se débarrasser du peu qu'elle a, la France devait regarder le monde qui change ».

D'autre part, l'humanité du vendredi 23 février critique vivement ces propos, reprochant à M. Chevènement « de vouloir légitimer la poursuite d'une politique qui consiste à entasser des armes nucléaires dans l'espoir d'obtenir un statut d'associé au sein d'une petite Europe allemande ».

L'organe du PCF écrit le même jour, sur toute la largeur de sa page une : « *Kohl* : l'ordre-nuit ». Pour l'humanité le chancelier fédéral, dans l'affaire de la reconnaissance ou non par l'Allemagne de la frontière Oder-Neisse, « se comporte avec toute la morgue d'un maître ».

L'organisation de l'opposition se précisera en mars

Après les déclarations de M. Giscard d'Estaing souhaitant que les partis de l'opposition se réunissent en une formation unique, M. François Bayrou, député général de l'UDF, et Alain Juppé, secrétaire général du RPR, se sont rencontrés. Ils sont convenus de fixer au début mars la prochaine réunion du comité de coordination de l'opposition pour examiner les propositions de M. Giscard d'Estaing.

On rappelle, au siège du RPR, que M. Chirac a souhaité dans une lettre aux dirigeants des partis de l'opposition, le 12 février, que soit mis à l'étude un projet de convention des élus de l'oppo-

sition pour déterminer les modalités de choix d'un candidat unique à l'élection présidentielle. Ainsi la proposition de M. Giscard d'Estaing va dans le même sens que l'offre de M. Chirac, bien qu'elle ait un objet plus vaste.

M. Juppé estime qu'un accord sur le mode de désignation d'un candidat unique est préalable à tous les autres projets d'union de l'opposition. La réunion du comité de coordination de l'opposition en mars étudiera d'abord la possibilité de désigner une dizaine de porte-parole chargés de répondre aux membres du gouvernement.

Numéro 2000 pour « Rivarol »

Rivarol daté du 23 février est un exemplaire historique pour la rédaction de cet « hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne » : il porte le numéro 2000. Fondé en janvier 1951 par René Malliavin (de son nom de plume Michel Dauterive) qui en fut le directeur jusqu'en 1970 et par Maurice Galt qui lui succéda jusqu'à sa mort en 1983, après un bref passage de Pierre Dominique (1970 à 1973), *Rivarol* se présente comme un journal « indépendant de tout parti politique ».

Le numéro 14 du 19 avril 1951 faisait les quatre-vingt-trois ans de Charles Maurras et présentait « les yeux du plus vieux prisonnier du monde », le maréchal Pétain.

Dans son deux millième numéro qui compte vingt pages au lieu de douze — quatre d'entre elles concernent son histoire — il publie un entretien avec M. Jean-Marie Le Pen dans lequel le président du Front national estime qu'une « course de vitesse (est) engagée entre la décadence et la renaissance ».

Quasiement dépourvu de publicité, *Rivarol* n'a jamais changé de propriétaire et appartient toujours à la famille Malliavin. « L'ambition de ses fondateurs, précise Camille-Marie Gallie, directrice et rédactrice en chef de la publication, était d'atteindre le cap des cent numéros ». Le journal, qui porte en exergue la phrase « Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'exister », annonce un tirage de vingt mille exemplaires hebdomadaires vendus au prix de 14 F.

MODE, LE BAROQUE MÈNE LE BAL !

Admirez ce que le monde des tissus offre de plus fastueux et de plus « in ». Sompheux brocarts, imprimés style « Trevi », cachemires voluptueux... Oubliez (pour une fois) les prix plus élevés, mais archi-justifiés par un luxe véritablement fabuleux. Et si vos souhaits sont différents, vous choisirez d'autres merveilles, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Inculpations pour une adoption illégale à Lyon

Rachel et les deux rabbins

Deux rabbins de Lyon ont été inculpés, mardi 20 février, de « complicité de détention et d'usage de documents administratifs indûment obtenus » par M. Georges Fenech, premier juge d'instruction à Lyon. Derrière ce chef d'accusation, une douloureuse affaire de « supposition d'enfant » (1) compliquée par des considérations religieuses.

LYON

de notre bureau régional

Lorsqu'en novembre 1988, Rachel, trente et un ans, styliste à Paris, issue d'une famille juive marocaine aisée, constate qu'elle est enceinte de son ami Mohamed, lui aussi d'origine marocaine mais de confession musulmane, elle n'en dit rien, à personne. Pas même à Mohamed. Elle pense avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse.

Quelques semaines plus tard elle pousse pourtant la porte d'une synagogue pour chercher un peu de réconfort. Là, sa conversation avec un rabbin lyonnais, venu à Paris pour une conférence, va l'inviter à modifier ses projets. Le religieux, perçu par elle comme « un homme d'une grande sagesse », parvient à la dissuader de se faire avorter.

Un deuxième rabbin, lyonnais lui aussi, entre alors en scène. Il aurait proposé à la future mère de prendre en charge son bébé dès la naissance, pour le confier à un couple stérile, domicilié à Villeurbanne, cherchant désespérément à adopter un enfant. De confession israélite, ces candidats à l'adoption mettaient toutefois une condition : que l'enfant soit juif. Ce que la DDASS — qui, conformément aux textes légaux, refuse de mentionner la religion des enfants adoptables — ne pouvait leur assurer.

Pour faciliter l'opération, c'est sous la fausse identité de la mère « adoptante » que Rachel passe des visites médicales, se fait délivrer un carnet de maternité puis, en juillet 1989, va accoucher à la clinique Monplaisir, à Lyon-8. Tout se passe bien. Le couple de Villeurbanne prend en charge le nouveau-né et le déclare sous son nom à l'état civil. Ce que le code pénal, dans son article 345, qualifie de « suppo-

sition d'enfant » s'est accompli sans problème.

Malgré un long séjour à Los Angeles, « pour se changer les idées », Rachel est tentée par les remords. Par ailleurs, Mohamed a fini par apprendre qu'il était père et commence à rechercher l'enfant. Coups de téléphone, menaces. Au début du mois de janvier, Rachel décide donc de se rendre à Villeurbanne, bien déterminée à récupérer son fils, qu'elle n'a jamais revu, et que le couple élève avec une extrême tendresse. L'explication délicate en dispute. Cris et déchirements. Alertée par le voisinage, la police intervient.

Au cours de l'enquête judiciaire, Rachel — qui a été simplement inculpée d'« obtention indue d'un document administratif » — ne cesse d'affirmer qu'elle a été influencée, voire « manipulée » par les religieux. Lors d'une sorte de « conseil rabbinique » — auquel aurait participé un rabbin britannique, entendu comme témoin mais non inculpé, — ils se seraient résolus à tout mettre en œuvre pour que l'enfant à naître ne soit pas « perdu pour le judaïsme » en étant confié à la DDASS. Les chefs religieux soutiennent au contraire que la mère a eu l'intention de l'adoption clandestine et qu'ils se sont contentés de l'assister moralement.

« C'est un drame terrible, pour toutes les parties, sur lequel je refuse de faire le moindre commentaire », se contente de dire M. Alain Jacobowicz, avocat du couple « adoptant ». Cette appréciation paraît partagée par le grand rabbin de Lyon et par le magistrat instructeur, également très discrets.

La justice doit néanmoins gérer ce délicat dossier. Parallèlement à l'instruction pénale d'un « délit constaté », qui se traduit déjà par cinq inculpations assorties de placements sous contrôle judiciaire, une procédure de rectification d'état civil va être entreprise. Enfin, un juge des enfants doit mettre en œuvre un projet d'assistance éducative qui décidera du sort du bébé. Depuis le 12 janvier, le petit garçon, âgé de huit mois, est en effet placé à la Cité de l'enfance de Bron, dans la banlieue lyonnaise.

ROBERT BELLERET

(1) Selon la définition du Petit Robert : « Attribution à une femme d'un enfant dont elle n'est pas accouchée ».

M^{me} Simone Veil invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »

M^{me} Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, sera l'hôte de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 25 février, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre de la santé répondra aux questions aux questions d'André Passeron et d'Alain Debore du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Jacques-François de la Rivière, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Dérail.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 23 février

Baisse dans le sillage de Tokyo

La chute de Tokyo, vendredi, a entraîné la place française dans son sillage. L'indice CAC 40 après avoir perdu 0,85 % à l'ouverture descendait à -1,25 % en fin de matinée. Parmi les valeurs les plus affectées figuraient Fives Lille (-5,2 %), Sagem (-4,9 %), CSEB (-4,5 %) et CCF (-4 %).

EN BREF

Greenpeace en terre Adélie. — Neuf militants de Greenpeace ont débarqué le vendredi 23 février, à 8 h 30 (0 h 30, heure de Paris) en terre Adélie pour bloquer, encore une fois, les travaux de construction de la piste aérienne de Dumont-d'Urville. La piste de Dumont-d'Urville, souligne-t-on dans les milieux gouvernementaux, est indispensable au développement, qui vient d'être décidé, des activités françaises en Antarctique qui vient d'être décidé (le Monde du 16 février).

GRANDE-BRETAGNE : augmentation des salaires pour les ambulanciers en grève. — Le gouvernement britannique a cédé devant la détermination des ambulanciers et surtout devant la popularité de leur mouvement, entamé voici près de cinq mois. Au terme de longues négociations, le directeur général du Service national de santé, dont dépendent les 22 500 ambulanciers de Grande-Bretagne, a annoncé, vendredi 23 février en début de matinée, une augmentation des salaires de 17 %, étalée sur deux ans. — (Corresp.)

Les attentats contre les foyers Sonacotra : trois inculpés remis en liberté. — Trois respon-

bles du Parti nationaliste français et européen (PNFE), inculpés d'association de malfaiteurs pour des actes de terrorisme et écroués par le juge Jean-Pierre Marciano, chargé de l'enquête sur les attentats racistes contre des foyers SONACOTRA de la Côte d'Azur en 1988, ont été remis en liberté, jeudi 22 février, par décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Claude Cornilleau, cinquante-trois ans, président du PNFE, avait été inculpé et écroué à Grasse (Alpes-Maritimes), le 17 septembre 1989. Francis Allouchery, vingt-trois ans, et l'inspecteur de police Serge Lecanu, trente-six ans, secrétaire général du syndicat d'extrême droite FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police), avaient été inculpés et

écroués le 9 octobre 1989. Les trois hommes ont été placés sous contrôle judiciaire.

Condamnation de douze ostéopathes et quatre chiropracteurs à Lyon. — Poursuivis pour « exercice illégal de la médecine » (le Monde du 10 février), douze ostéopathes et quatre chiropracteurs de la région lyonnaise ont été condamnés jeudi 22 février à 10 000 francs d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel de Lyon devant lequel ils avaient comparu le 8 février. En outre chacun d'eux devra verser 2 000 francs de dommages et intérêts au conseil de l'ordre des médecins, 5 000 francs au Syndicat national des ostéothérapeutes et 5 000 francs au Syndicat national des médecins spécialisés en réadaptation fonctionnelle.

TRÉCA cad à commande automatique
permet de relayer la tête et les jambes
SANS AUCUN EFFORT
(toutes dimensions)
CAPÉLOU
17, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 46 35 - MÉTRO PARNETIER

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Santé : « Médecine libérale, le débat confus », par Béatrice Majnoni d'Intignano ; L'Est, du plan au marché : « A bas le dogmatisme ! », par André Tienno 2

La visite de M. Mitterrand au Bangladesh 3

Les élections

au Nicaragua

Un entretien avec Mgr Obando... 5

L'union monétaire

allemande

Bonn proposerait d'échanger un mark de RDA contre un mark de RFA 7

Un entretien

avec M. Anicet Le Pors

Dans les décisions du PC, « la minorité doit être organiquement prise en compte », nous déclare l'ancien ministre 8 et 9

La préparation

du congrès du PS

M. Fabius dans les Bouches-du-Rhône 10

Le journal d'un amateur

Par Philippe Boucher 10

SECTION B

L'explosion de la

fusée Ariane

..... 11

Dépistage systématique

de l'hépatite C

A partir du 1^{er} mars, le dépistage du virus de l'hépatite C sera obligatoire en France pour les dons de sang 12

1991 année de la justice

M. Rocard veut donner la « priorité » à la remobilisation du monde judiciaire 12

Les décorateurs au Salon

Les décorateurs ont leur Salon, mais ils n'ont pas le décor, aménager la profusion 13

Jules Renard revient

Annie Duperey et Bernard Graudeau jouent plaisamment deux courtes pièces au vitriol de Jules

Renard à la Comédie des Champs-Élysées 14

Le prix de Toronto

Le prix Glenn Gould a été décerné à Toronto à Yehudi Menuhin : c'était aller au secours de la célébrité. Mais, entre les tours de la ville et les forêts du pays, la musique est riche 14

Le CSA prépare

le grand ménage

de la bande FM

En réglementant l'accès des différentes radios au marché publicitaire, le Conseil supérieur de l'audiovisuel veut protéger les stations indépendantes, mais provoque la colère des réseaux et l'inquiétude de leurs auditeurs 22

SANS VISA

Le Kerala, 2 000 ans après Jésus-Christ • La table • Jeux... 15 à 18

SECTION C

Bourse de Tokyo

Baisse de l'indice Nikkei et de la monnaie japonaise 23

Marchés publics

européens

Une directive des Douze pour l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie, de l'eau, des transports et des communications... 23 et 24

L'argent des vieux

Par leur patrimoine, leurs revenus et leurs achats, les retraités jouent un rôle croissant dans l'économie... 25

Services

Abonnements 25
Annonces classées 27
Campus 20
Carnet 22
Jeux 18
Loto 14
Marchés financiers 28-29
Météorologie 20
Philatélie 20
Radio-télévision 21
Spectacles 19

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 23 février 1990
a été tiré à 526 817 exemplaires.

سكنا عن الاموال